











SAINT-ROMAIN-DE-JALIONAS

PLAN LOCAL D'URBANISME

1.1 RAPPORT DE PRÉSENTATION

Projet arrêté par délibération en date du : 10 mai 2016	Projet approuvé par délibération en date du : 17 janvier 2017

Vincent BIAYS - urbaniste
101, rue d'Angleterre - 73000 CHAMBERY - Tél. : 06.80.0182.51



SOMMAIRE

Présentation de la commune page 1
Les structures administratives page 3
Les documents supra communaux page 6
Quelques points de repères historiques page 13

1 - DIAGNOSTIC COMMUNAL page 15

1-1- Synthèse du POS en vigueur et analyse de la consommation de l'espace page 16
1-2- Une démographie dynamique page 26
1-3- Le logement page 27
1-4- Les activités économiques page 28
1-5- Les déplacements page 52
1-6- Les équipements page 55

2 - ÉTAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT page 56

2-1- La gestion de l'eau page 57
2-2- La gestion déchets page 76
2-3- Etat initial de l'environnement page 80
2-4- Le paysage page 108
2-5- Analyse de la capacité de densification et de mutation de l'ensemble des espaces bâtis page 123
2-6- Le patrimoine page 138
2-7- Les pollutions page 143
2-8- Les communications numériques page 149
2-9- L'énergie page 150
2-10- La qualité de l'air page 159
2-11- Les risques naturels et technologiques page 168
2-12- Synthèse du diagnostique communal page 182

3 - JUSTIFICATION DES CHOIX RETENUS POUR ÉTABLIR LE PADD ET LE RÈGLEMENT page 185

3-1- Compatibilité du plan avec les niveaux réglementaires supra-communaux page 186
3-2- Exposés des choix retenus pour établir le PADD page 195
3-3- Motifs de délimitation des zones page 201
3-4- Justification au regard de l'équilibre entre développement et préservation page 202
3-5- Justification au regard du respect de la diversité urbaine et de la mixité sociale page 203
3-6- Justification du point de vue de la protection de l'environnement page 206
3-7- Explications des règles applicables sur les zones du plan page 207
3-8- Exposé des motifs sur les orientations d'aménagement page 210
3-9- Justification des changements de zonage page 215



4 - Incidence du PLU sur l'environnement page 227

4-1- Incidence de la mise en oeuvre du PLU sur le milieu physique page 228
4-2- Incidence de la mise en oeuvre du PLU sur le milieu humain page 232
4-3- Incidence de la mise en oeuvre du PLU sur le milieu naturel page 235
4-4- Incidence sur les corridors écologiques page 244
4-5- Incidence sur le réseau NATURA 2000 page 244
4-6- Incidence sur les autres zonages page 245
4-7- Mesures environnementales page 246

5 - Indicateurs de suivi des résultats de l'application du PLU page 253



PRÉSENTATION DE LA COMMUNE

Saint-Romain-de-Jalionas est une commune péri-urbaine située à l'est de l'agglomération lyonnaise. Elle se trouve au nord du département de l'Isère, en bordure du Rhône.

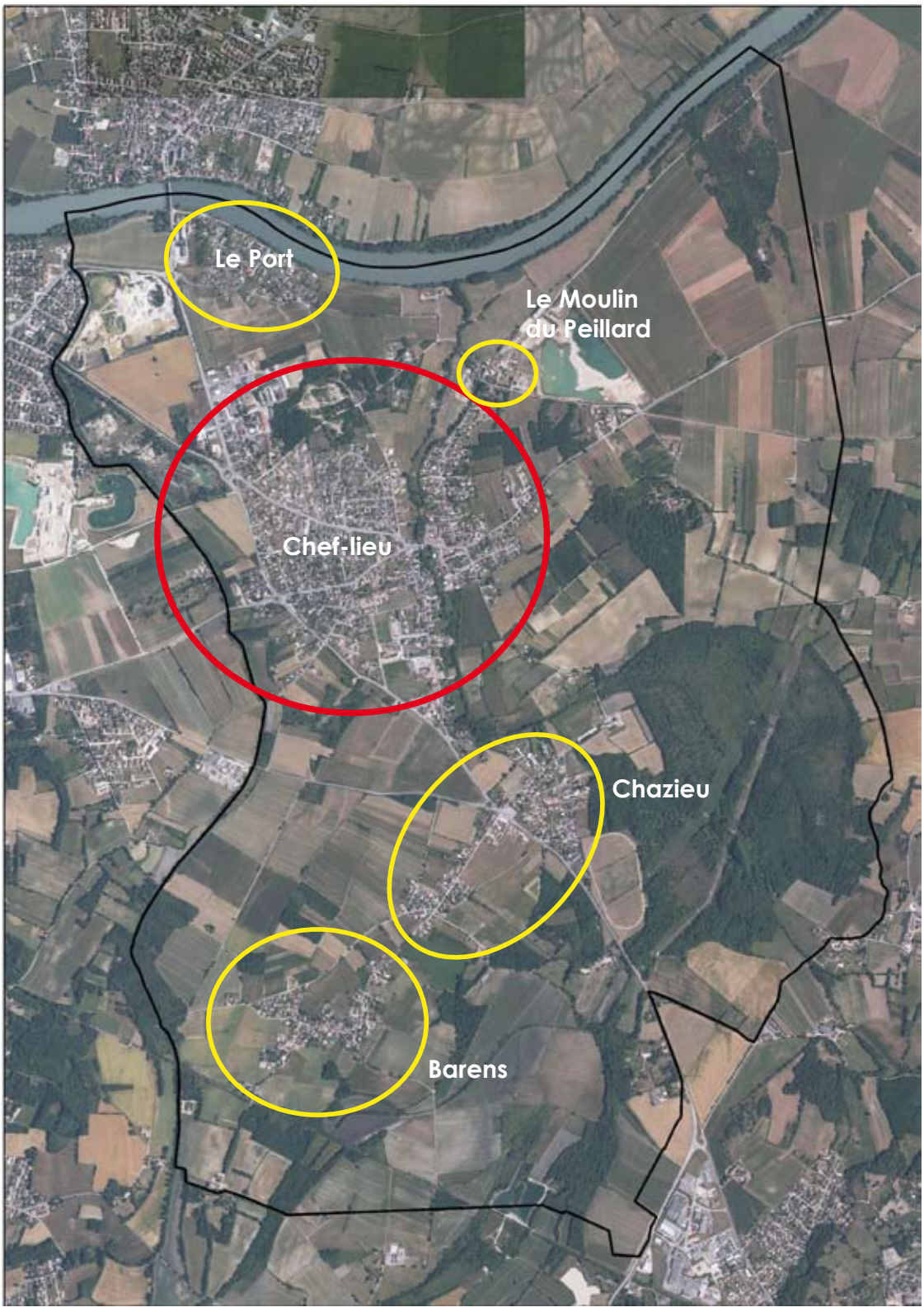
Elle fait partie de la Communauté de communes "de l'Isle Crémieu".
Elle est limitrophe des communes de Verna, Chavanoz, Tignieu-Jameyzieu, Villemoirieu, Crémieu, Leyrieu et Loyettes de l'autre côté du Rhône.



La commune s'étend sur 1 365 hectares et s'étage entre 194 et 222 mètres.



Le territoire communal comprend le chef-lieu et 4 hameaux de taille diverse.



LES STRUCTURES ADMINISTRATIVES

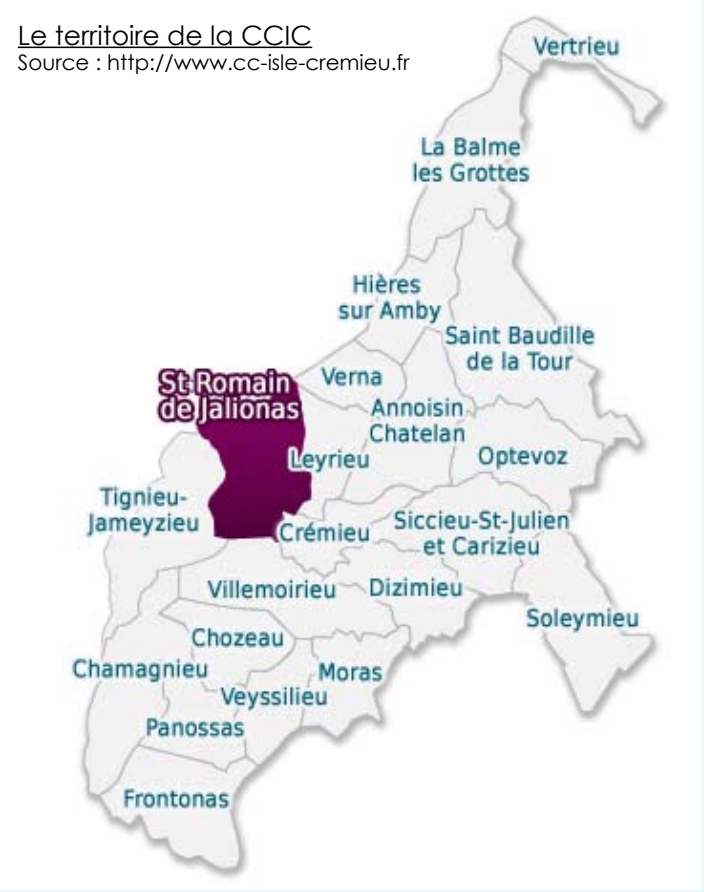
Saint-Romains-de-Jalionas adhère à 5 structures intercommunales.

■ 1- LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DE L'ISLE-CREMIEU

La CCIC est constituée de 21 communes suite à la fusion opérée au 1er janvier 2008 avec la Communauté de communes les Balcons du Rhône et à l'intégration de Tignieu-Jameyzieu depuis le 1er janvier 2015.

La CCIC possède des compétences en matière de développement économique (projet d'extension de zones d'activités), communication, culture, éducation, cadre de vie, gestion des déchets, habitat (Plan Local de l'Habitat), social jeunesse et voirie.

Le territoire de la CCIC
Source : http://www.cc-isle-cremieu.fr



■ 2- LE SYNDICAT MIXTE DE LA BOUCLE DU RHÔNE EN DAUPHINÉ (SYMBORD)

Concernant l'aménagement et le développement de son territoire, la commune est adhérente au SYMBORD, créé en 2001.

Il regroupe les communautés de communes :
- de l'Isle Crémieu,
- du Pays des Couleurs,
- de Porte Dauphinoise Lyon Satolas

Le SYMBORD a pour objectif la conception, le pilotage et la coordination des actions d'aménagement et de développement via deux outils : le SCOT (Schéma de Cohérence Territoriale) et le CDDRA (Contrat de Développement Durable Rhône-Alpes) de la Boucle du Rhône en Dauphiné avec la région Rhône-Alpes.

■ 3- LE SYNDICAT D'ÉNERGIE DU DÉPARTEMENT DE L'ISÈRE

Ce syndicat gère le réseau de distribution d'électricité et de gaz de la commune.

■ 4- LE SYNDICAT MIXTE DU NORD DAUPHINÉ (SMND)

Il a été officiellement créé par arrêté préfectoral du 22 décembre 2000, par transformation du SIVOM d'Heyrieux – La Verpillière créé en 1949.

C'est une structure construite et gérée par les élus des collectivités membres pour le fonctionnement du service public de collecte et traitement des déchets des ménages et assimilés.

Son activité a été recentrée par une modification des statuts en 2003 sur la compétence suivante :

Collecte et traitement des déchets des ménages et assimilés :
- acquisition et gestion du matériel nécessaire à la collecte et traitement de tous les déchets ;
- collecte et traitement des déchets ménagers ;
- collecte et traitement des gros objets ou monstres ;
- collecte et traitement des déchets des déchèteries
- tri, broyage, compostage, stockage des déchets des ménages et assimilés.

Son territoire d'intervention couvre en 2010 69 communes :
- la communauté de communes de l'Est Lyonnais (6 communes),
- la communauté de communes des Collines du Nord Dauphiné (9 communes),
- la communauté de communes de la Vallée de l'Hien (10 communes),
- la communauté de communes de l'Isle Crémieu (21 communes),
- la communauté d'agglomération Porte de l'Isère (21 communes),
- 2 communes adhérentes directes.



■ 5- LE SYNDICAT INTERCOMMUNAL DES EAUX DU PLATEAU DE CREMIEU (SIEPC)

Créé par arrêté préfectoral du 23 août 1951, il a pour compétence la production et la distribution de l'eau potable.

Il regroupe 16 communes : Vertrieu, La Balme-les-Grottes, Parmilieu, Charette, Hières-sur-Amby, Saint-Baudille-de-la-Tour, Vernas, Saint-Romain de Jalionas, Leyrieu, Annoisin-Chatelans, Optevoz, Tignieu-Jameyzieu, Siccieu-Saint-Julien et Carisieu, Dizimieu, Villemoirieu et Chozeau.

Ces deux dernières n'adhèrent pas à la compétence eau potable.



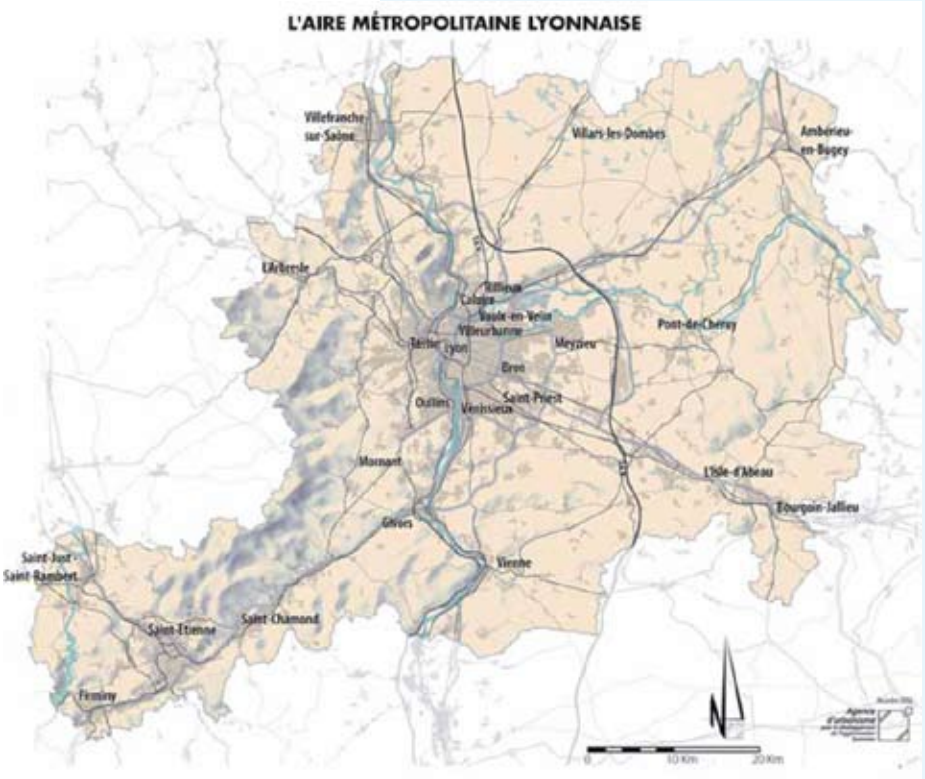
LES DOCUMENTS SUPRA COMMUNAUX

Le PLU de Saint-Romains-de-Jalionas doit prendre en compte les orientations prescrites par 4 documents supra communaux.

■ 1- LA DIRECTIVE TERRITORIALE D'AMÉNAGEMENT DE L'AIRE MÉTROPOLITAINE LYONNAISE

Le territoire communal est concerné par la DTA de l'aire métropolitaine lyonnaise, approuvée par décret le 9 Janvier 2007. Elle a été mise en place dans le but d'apporter un cadre réglementaire à grande échelle :
« Face à ces difficultés et à ces menaces, la Directive Territoriale d'Aménagement (DTA) est aujourd'hui, en l'état actuel du paysage institutionnel et des moyens juridiques existants, le seul outil capable d'apporter, de façon ciblée et sélective, un cadre de réponses pertinentes et adaptées, à l'échelle de l'aire métropolitaine :

- un document de référence dotant la métropole lyonnaise d'une vision prospective et d'un projet partagé, co-produit et porté par l'État et ses principaux partenaires ;
- un plan d'accompagnement des grands équipements, notamment de transport, tels que les contournements autoroutier à l'ouest et ferroviaire à l'est, les autoroutes A45 et A89, le port Edouard Herriot, la plateforme multimodale de Saint-Exupéry et la Liaison Ferroviaire Transalpine Lyon- Turin, pour garantir un système de transport efficace, cohérent avec le projet de développement métropolitain ;
- une garantie pour le bassin stéphanois, pour le Nord Isère et pour le sud de l'Ain non seulement de ne pas être exclus de ce développement mais d'y participer pleinement et d'en bénéficier ;
- un ensemble de règles du jeu permettant aux structures intercommunales compétentes en matière d'urbanisme (SCOT) et en matière de transport (Autorités Organisatrices de Transport) de maîtriser l'étalement urbain et les déplacements, valoriser les atouts patrimoniaux et prendre en compte les solidarités territoriales. »



La DTA a été modifiée le 25 mars 2015 par arrêté du Préfet de Région.

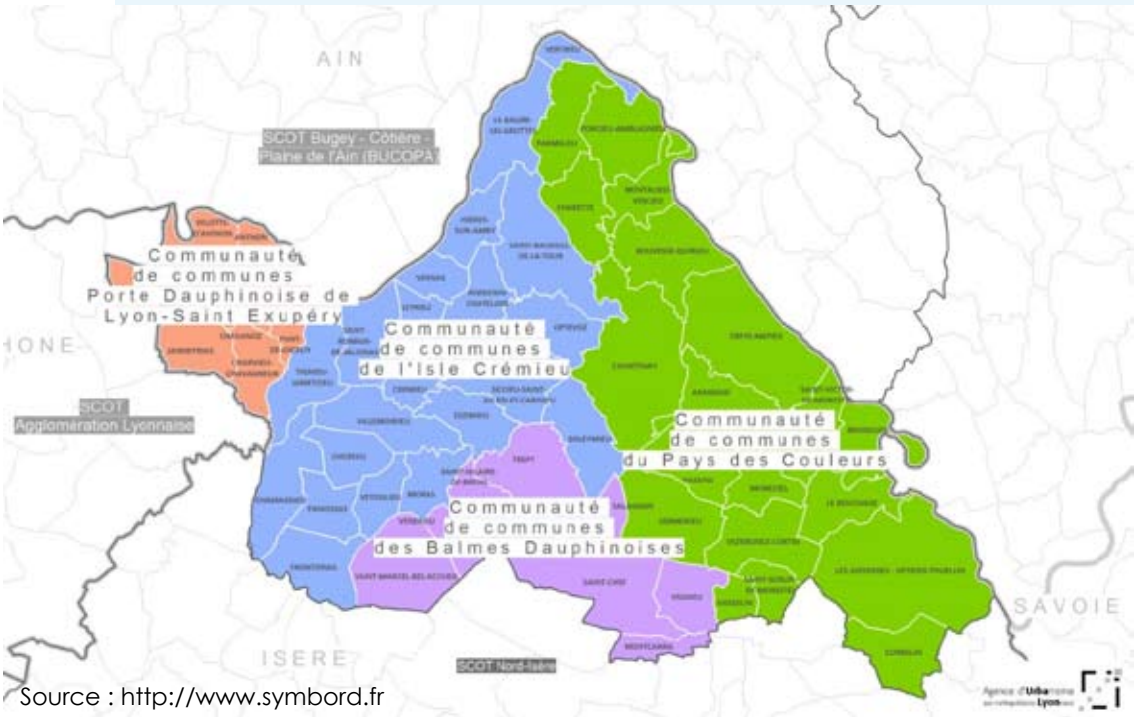


■ 2- LE SCOT DE LA BOUCLE DU RHÔNE EN DAUPHINE

Approuvé le 13 décembre 2007, le SCOT couvre le territoire de 54 communes dont celui de Saint-Romain-de-Jalionas. Il est en cours de révision depuis le 18 octobre 2012.

Les 5 enjeux du SCOT :

- Enjeu 1 : Améliorer la problématique transports et déplacements sur l'ensemble du territoire et travailler parallèlement à l'intégration des grands projets d'infrastructures.
- Enjeu 2 : Mettre en valeur et protéger le patrimoine local dans toute sa diversité (paysages, biodiversité, bâti…).
- Enjeu 3 : Promouvoir un type de développement économique adapté au territoire et respectueux de l'environnement.
- Enjeu 4 : Définir et rester maître d'une politique d'urbanisme soucieuse des principes de mixité et inscrite dans la durabilité.
- Enjeu 5 : Redéfinir et dynamiser une politique efficace de services à la population adaptée néanmoins à l'échelle du territoire.



Source : http://www.symbord.fr

Pour la commune de Saint-Romain-de-Jalionas, le SCOT prévoit plus spécifiquement (échéance 2020) :

► Objectifs et équilibre démographique :
Saint-Romain-de-Jalionas appartient à l'agglomération pontoise. Les perspectives d'évolution démographique sont fixées par le SCoT à +30% soit environ 3 950 habitants en 2020.

► Politique de l'habitat :
Le SCoT détermine des secteurs privilégiés d'urbanisation et fixe des limites à l'étalement urbain.
C'est dans le secteur du chef-lieu que devra se faire l'essentiel de la création de nouveaux logements, équipements et services.



80 % des capacités foncières d'accueil devront y être localisées (total des superficies des terrains disponibles en zone U et AU à des fins d'habitat)

Au-delà de ces ceintures vertes, les constructions resteront limitées : les capacités foncières d'accueil ne pourront dépasser 20% des capacités d'accueil total de la commune. Les constructions ne pouvent se faire que dans les dents creuses existantes ou par densification des terrains déjà urbanisés.

► Objectifs démographiques et évaluation des besoins en logements :
Objectif SCoT : +912 habitants (2006-2020)

- Pour pallier le desserrement des ménages (= baisse du nombre d'occupants par logement) et maintenir la population de 2006 : il faudra 84 nouveaux logements.
- Pour accueillir 912 nouveaux habitants soit 361 ménages, la commune aura besoin de 361 logements supplémentaires.
- Pour prévoir le renouvellement du parc de logements il faudra 39 nouveaux logements.

Entre 2006 et 2020, la construction de logements est donc estimée à 484 logements.

► Répartition et localisation des besoins en logements :
Objectifs fixes par le SCOT :

- Favoriser la densification du centre de la commune et de sa périphérie immédiate
- Privilégier le renouvellement et la densification des tissus urbains existants (remembrement parcellaire, réhabilitation, densification, dents creuses…).

Création de lgts par :	Densification, renouvellement		Extension urbaine
	Par réhabilitation, changement d'usage, morcellement des parcelles déjà occupées (U)	Par construction dans les dents creuses (U)	Zone U, AU
St Romain de Jalionas	20 à 25 %	20 à 25%	50% et +

- Favoriser une diversification de l'offre de logements : 50% (minimum) de logements collectifs et groupés
- Créer 20% de logements locatifs aidés (nouveaux logements créés)

► Développement économique
Objectifs fixés par le SCOT :
- Maintien de l'activité économique dans le tissu urbain existant pour les activités compatibles avec la proximité de l'habitat
- Zone d'activités : Serpollières et Sambètes (zones d'intérêt communautaire)

« Après évaluation des besoins et selon l'évolution du marché, les extensions de zones d'activités (qui disposent actuellement de capacité foncière) prévues dans les pôles urbains seront ouvertes à l'urbanisation, lorsque la majorité de la disponibilité actuelle sera consommée. » (cf. page 34 du DOG)

► Déplacement - modes doux
- Projet de desserte de l'agglomération pontoise par un Transport en commun en site propre (TCSP)
- Projet de nouveau franchissement du Rhône



- Une réflexion sur les déplacements doux devra être engagée dans chaque commune : par exemple afin d'assurer le maillage entre les équipements publics et les lieux de vie ; lors de la création de nouvelles zones urbaines et d'activités pour renforcer la circulation des piétons et des cycles

PRINCIPE DE PRESERVATION DES ESPACES NATURELS

ESPACE URBAIN

ESPACE À VOCATION AGRICOLE

ESPACE NATUREL A PRESERVER

Ensemble agro-environnemental du plateau de Crémieu comprenant une mosaïque de milieux diversifiés

Boisement

Boisement à enjeux d'agglomération (Bois des Franchises)

Sites d'intérêt communautaire (réseau Natura 2000)
Version non encore approuvée dans le cadre des documents d'objectifs

Espaces naturels remarquables (ZNIEFF de type I, Réserve naturelle, Arrêté Préfectoral de Protection de Biotope, Sites inscrits et classés, Espaces Naturels Sensibles, Inventaire Régional des Tourbières, Zone d'Importance pour la Conservation des Oiseaux)
ZNIEFF nouvelle génération 2005

Zone inondable, zone humide et milieu naturel associé

Cours d'eau et étang

CORRIDORS ECOLOGIQUES A PRESERVER

Corridor terrestre assurant les échanges entre les grands ensembles naturels

Corridor aquatique assurant les échanges avec les principaux cours d'eau

Carte mise à jour en Novembre 2007
Limites à affiner dans les P.L.U.



PRINCIPE DE PRESERVATION DES ESPACES AGRICOLES

Espace agricole stratégique : zone irriguée , zone remembrée, pâture de proximité, surface de fauche, zone plane du plateau

Périmètre d'influence lié à l'A 48 (défini par une étude agricole spécifique)

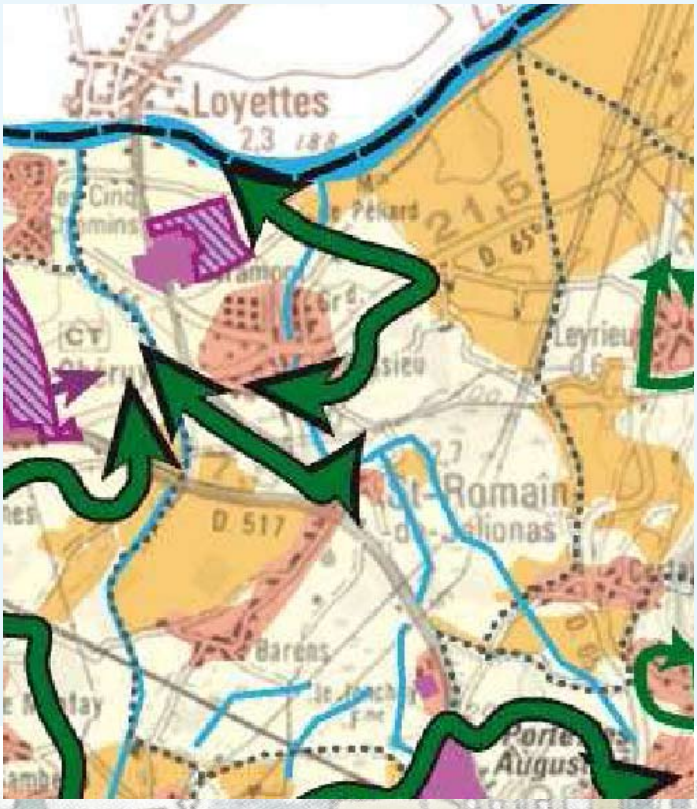
Périmètre d'influence lié aux autres infrastructures (défini de façon indicative)

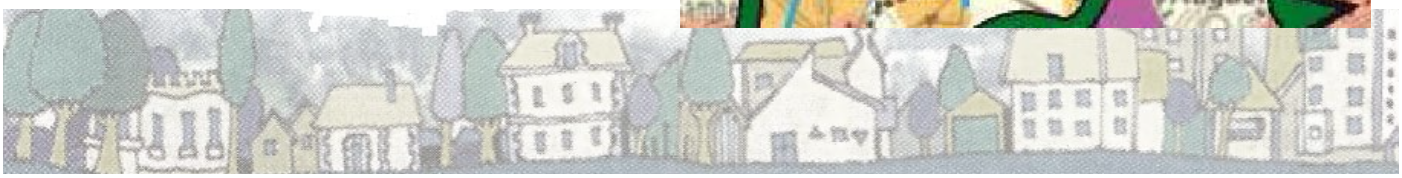
Carte mise à jour en Novembre 2007
Limites à affiner dans les P.L.U.

Enveloppe urbaine

Zone d'activités existantes

Zone d'activités projetées







PRINCIPE DE LA POLITIQUE DE L'HABITAT

- Espace urbain
- Espace à vocation agricole
- Boisements existants
- Cours d'eau et étangs
- Limite de communes du SCOT
- Limite de départements

REGROUPER L'URBANISATION:

- dans les secteurs privilégiés d'urbanisation
- en favorisant le développement des pôles urbains

FAVORISER LA QUALITE URBAINE :

- Territoire d'intérêt paysager, architectural et urbain
- Patrimoine industriel intéressant
- Village ou hameau de caractère à préserver
- Centre urbain à améliorer, renforcer
- Entrées et traversées de ville à améliorer
- Renouvellement urbain à poursuivre

DIVERSIFIER L'OFFRE DE LOGEMENTS :

- Objectif de 20% de logements locatifs aidés (pôles)
- Objectif de 10% de logements locatifs aidés (villages)

Carte mise à jour en Novembre 2007
DOCUMENT A VALEUR NON PRESCRIPTIVE



PRINCIPE DE LA POLITIQUE D'ACCUEIL ECONOMIQUE

DANS LES VILLAGES

- Accueil des activités dans les secteurs privilégiés d'urbanisation
- Zones existantes et petites disponibilités
- Grandes disponibilités et projets à court et moyen terme

DANS LES POLES URBAINS

- Accueil des activités dans les secteurs privilégiés d'urbanisation
- Zones existantes et petites disponibilités
- Grandes disponibilités et projets à court et moyen terme
- Projets à long terme

DANS LES PARCS D'ACTIVITES D'INTERET COMMUNAUTAIRE

- Zones existantes et petites disponibilités
- Grandes disponibilités et projets à court et moyen terme
- Projets à long terme
- Sites d'activités spécifiques à maintenir

Carte mise à jour en Novembre 2007
DOCUMENT A VALEUR NON PRESCRIPTIVE



■ 3- LE SCHÉMA DIRECTEUR D'AMÉNAGEMENT ET DE GESTION DES EAUX (SDAGE)

Le SDAGE Rhône Méditerranée a été créé par la loi sur l'eau du 3 janvier 1992. Un premier document est entré en vigueur le 17 décembre 2009 pour une durée de 6 ans. Un nouveau SDAGE vient d'être approuvé pour la période 2016-2021.

Il fixe pour chaque bassin hydrographique les orientations de préservation et de mise en valeur des milieux aquatiques et les objectifs de qualité des eaux à atteindre d'ici 2021.
Il définit également des principes de gestion spécifique des différents milieux : eaux souterraines, cours d'eau de montagne, grands lacs alpins, lagunes et fixe les objectifs environnementaux.

Le SDAGE fixe 9 orientations fondamentales pour une gestion équilibrée de l'eau et des milieux aquatiques :

- S'adapter aux effets du changement climatique ;
- privilégier la prévention et les interventions à la source pour plus d'efficacité;
- concrétiser la mise en oeuvre du principe de non dégradation des milieux aquatiques;
- prendre en compte les enjeux économiques et sociaux des politiques de l'eau et assurer une gestion durable des services publics d'eau et d'assainissement ;
- renforcer la gestion de l'eau par bassin versant et assurer la cohérence entre aménagement du territoire et gestion de l'eau ;
- lutter contre les pollutions, en mettant la priorité sur les pollutions par les substances dangereuses et la protection de la santé;
- préserver et restaurer le fonctionnement naturel des milieux aquatiques et des zones humides ;
- atteindre l'équilibre quantitatif en améliorant le partage de la ressource en eau et en anticipant l'avenir;
- augmenter la sécurité des populations exposées aux inondations en tenant compte du fonctionnement naturel des milieux aquatiques.

Au niveau communal, il préconise de réaliser, dans les études préalables aux documents d'urbanisme, un recensement des zones humides et des corridors boisés le long des cours d'eau.

A partir de cet inventaire, il conviendra, dans le cadre du PLU, de mettre en place, même en zone naturelle, un classement protecteur de ces zones.

La commune de Saint-Romain-de-Jalionas est concernée par 2 tourbières et 4 zones humides inventoriées par le Conservatoire des espaces naturels de l'Isère.

Afin de respecter les objectifs du SDAGE, les aménagements de la commune ne doivent pas remettre en cause le bon état des masses d'eau et ne doivent pas avoir pour conséquence de dégrader l'état des masses d'eau superficielles ou souterraines, que ce soit du point de vue chimique, quantitatif ou écologique, d'altérer la continuité biologique ou de créer des déséquilibres quantitatifs.



■ 4- LE PLAN LOCAL DE L'HABITAT DE LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DE L'ISLE-CRÉMIEUX (2009-2014)

Depuis 2009, la CCIC s'est dotée d'un PLH qui comporte 4 enjeux :

- n°1 : maîtriser la pression urbaine et l'étalement urbain (préservation des ressources foncières et des paysages)
- n°2 : diversifier les produits logements pour s'adapter aux besoins liés à l'évolution
- n°3 : adapter les formes urbaines et architecturales pour préserver la qualité des paysages et des villages
- n°4 : établir, maintenir et suivre la politique en matière d'habitat et de foncier à l'échelle du territoire pour une cohérence d'ensemble

Pour Saint-Romain-de-Jalionas, le PLH prévoit la construction de 225 logements dont 45 de logements aidés (dont 10 en accession sociale).

Le PLH couvrait la période 2009-2014. Il a été prorogé pour deux ans à compter du 30 mars 2016.



QUELQUES POINTS DE REPÈRES HISTORIQUES

■ 1- LES FONDEMENTS DE L'URBANISATION…

La commune de Saint-Romain-de-Jalionas est un site d'occupation humaine ancienne. En effet, la présence de l'homme est attestée dès le Néolithique (période de la Préhistoire, 9000 ans avt JC) grâce à la découverte de matériel au bord de la rivière du Girondan (haches polies, céramique non tournée, ossements d'animaux). En 1987, la sépulture d'un prince celte a été mise à jour, il fut inhumé avec également de nombreux objets (armes, vaisselles, bijoux etc). En 1990, de nouvelles fouilles ont été entreprises au sein de trois tertres (monticules de pierres), dont un a été daté de l'âge de bronze (9ème -8ème siècle avant JC).

■ 2- L'ÉPOQUE GALLO-ROMAINE

La commune est traversée par deux voies romaines : la voie antique de Vienne au Rhône et la voie de Lyon à l'Italie. Cela a permis une longue période d'occupation romaine, jusqu'au 6ème siècle. Autour de l'église actuelle, des traces de cette occupation sont fortement visibles.

Les fouilles ont permis de découvrir un vaste ensemble composé de divers bâtiments gallo-romains comme une villa aux dimensions importantes dotée d'un complexe thermal. Cette villa aurait été occupée jusqu'au 4ème siècle. La villa s'étend aux lieux-dits suivants : le Vernai, la Cour, et le Marais du Grand Plan. L'hypothèse la plus vraisemblable est qu'un marchand ou politicien fortuné établi à Vienne ou Lyon, aurait fait bâtir ce palais pour y mener grand train, on ignore cependant son identité. Traversant sans dommage les invasions barbares et le déclin de l'Empire romain, le domaine va prospérer jusqu'à son démantèlement vers 450. Ce site de fouille est inscrit à l'inventaire des monuments historiques depuis le 18 Juin 1984.

D'autres découvertes, comme des poteries, des peintures, des pièces de monnaies permettent de dater l'occupation humaine à 316 après JC. Aussi, une tuilerie romaine comportant deux puits, cinq fosses à argile et l'emplacement d'un bâtiment à trois fours fut découverte en 1970 au lieu-dit le Terreau.



Secteur de fouilles archéologiques à proximité de l'église



■ 3- LE MOYEN-ÂGE

L'Eglise de Saint-Romain-de-Jalionas serait datée de 980, soit durant l'époque mérovingienne. Le bâtiment actuel date de la fin du XI ou du XIIème siècle.

Sur l'emplacement de la villa romaine, une maison forte fut bâtie. Edifiée au XIIIème siècle, elle fut appuyée contre l'église qui devient peut être la chapelle du château. Une aire funéraire mérovingienne et médiévale s'étend à la limite de l'emplacement de la villa et à l'emplacement de l'église actuelle. Les registres de l'ancien diocèse de Vienne attestent de l'existence des paroisses de St Romain et de Jalionas.

À la fin du XIIe siècle, un château delphinal, démantelé au XVIe siècle, est adossé à l'église.



Eglise de Saint-Romain-de-Jalionas

1ère PARTIE - DIAGNOSTIC COMMUNAL



1.1

SYNTHÈSE DU POS EN VIGUEUR ET ANALYSE DE LA CONSOMMATION DE L'ESPACE

■ 1 - HISTORIQUE

Le POS a été approuvé le 17/03/1981.
Il a fait l'objet de 2 modifications (approuvées le 26 mars 1985 et le 24 juin 1988),de 2 révisions (approuvées le 29 juin 1992 et le 29 octobre 2001) et enfin d'une modification simplifiée approuvée le 4 octobre 2006.

■ 2 - RÉALISATIONS

Près de 20 hectares ont été consommés depuis 10 ans (2006-2015) dont 14,5 pour l'habitat.
250 logements ont été créés dont 26 ont été aménagés dans des bâtiments existants.

141 maisons individuelles ont été construites, consommant environ 13 hectares (soit une consommation moyenne de 900 m² environ par logement).

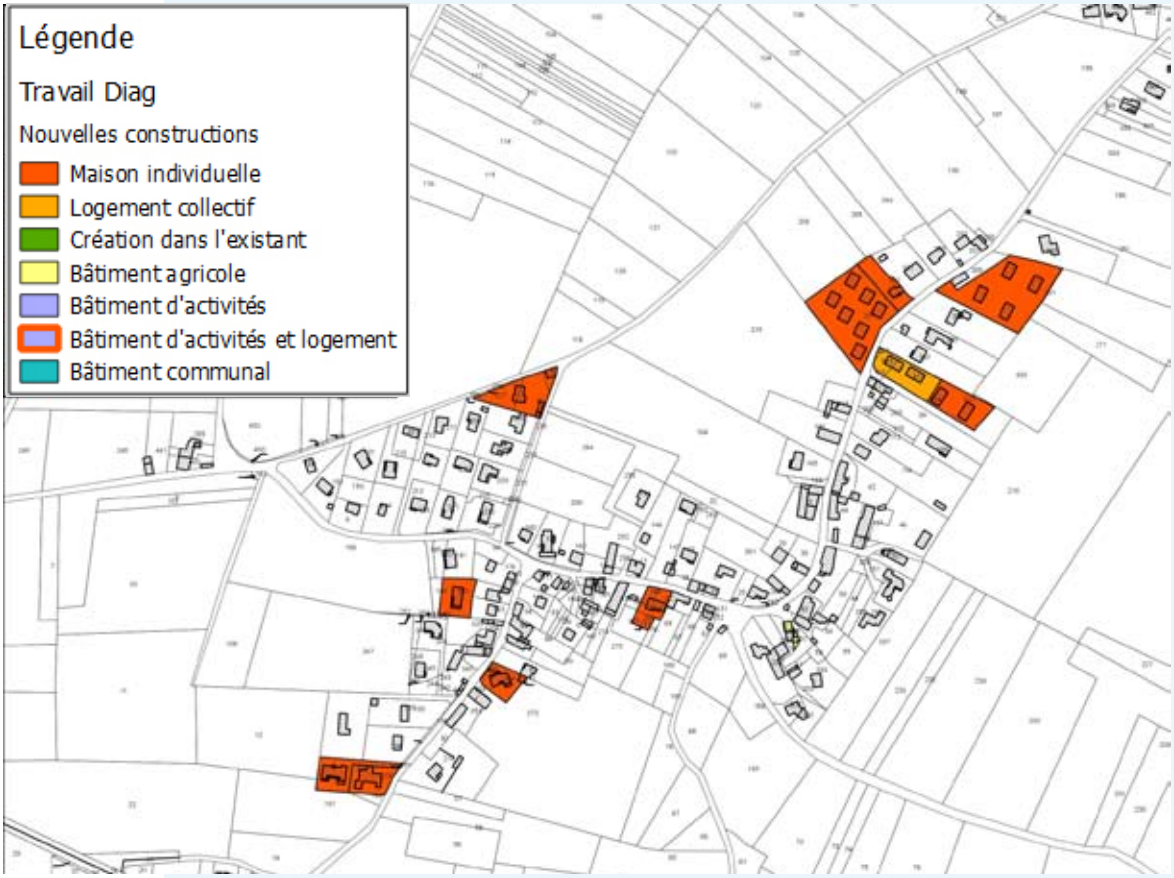
70 logements collectifs ont été construits, consommant plus de 14 000 m² (soit une consommation moyenne de 200 m² environ par logement).

Les autres bâtiments ont consommé environ 5,4 hectares.

Constructions réalisées entre 2006 et 2015							
	Habitat individuel	Logement collectif	Création dans l'existant	Bâtiment d'activité + logement	Bâtiment d'activité	Construction agricole	Bâtiment communal
Barens	16	4	0			1	
Chazieu	13	20	6				
Passieu	7	0	5				
Saint Romain	88	30	11	BA: 2 / lgt 6			1
Le Revolat	4						
Nuisele	3	6					
Le Moulin du Peillard			2			0	
Le Peillard			1			2	
Les Sambettes				3	8		
Les Serpollières	2			4	3		
Le Port	8	10					
Diffus			1				
Total	141	70	26	13	11	3	1
Total habitat	250						

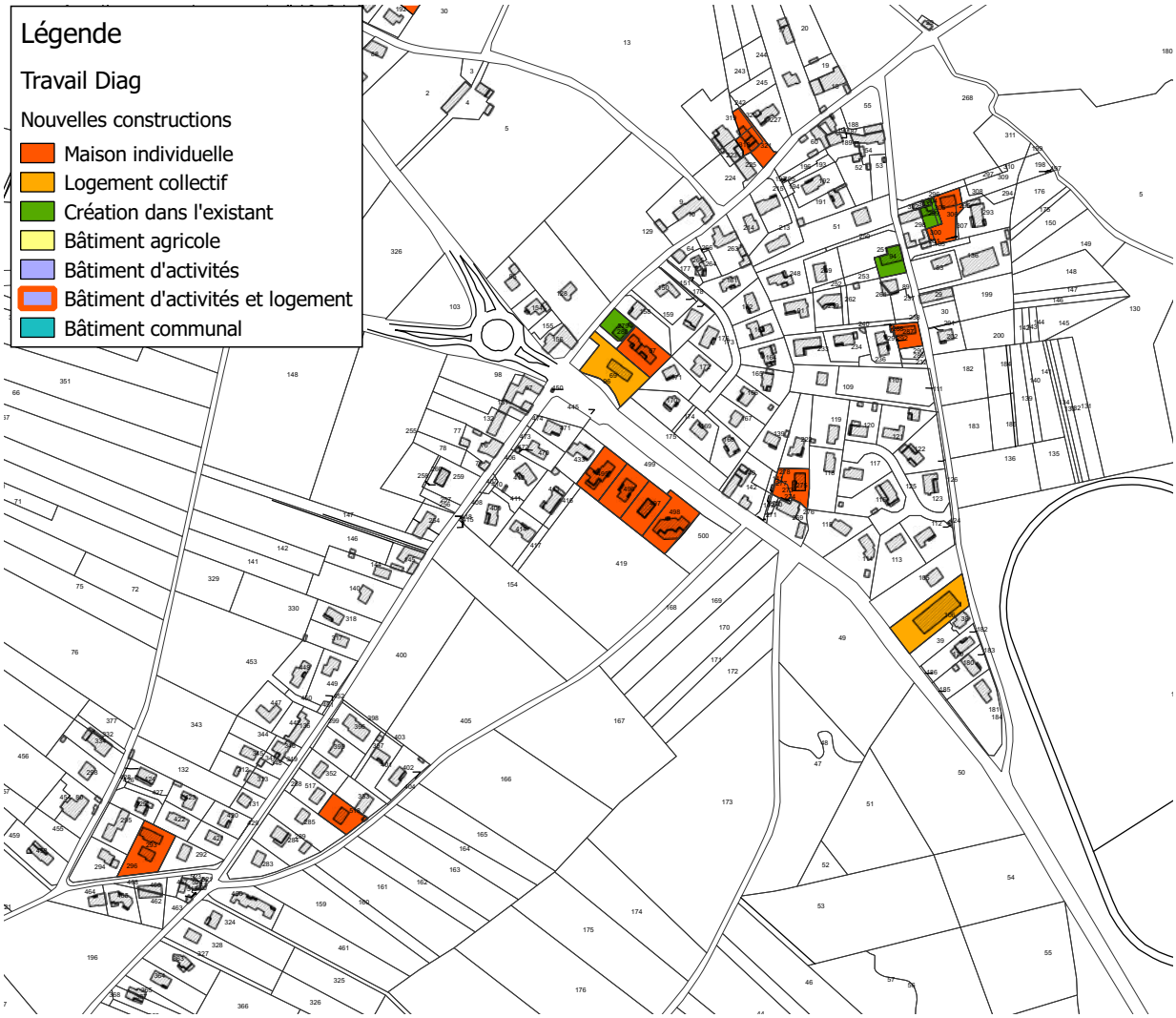


Superficie consommée entre 2006 et 2015 (m²)					
	Habitat individuel	**Habitat collectif**	**Activités économiques**	**Bâtiments agricoles**	**Bâtiment communal**
Barens	16 000	400	0	200	0
Chazieu	11 300	4 300	0	0	0
Passieu	6 000	0	0	0	0
Saint Romain	80 900	4 800	600	0	1 400
Le Revolat	8 800	0	0	0	0
Nuisele	800	2 200	0	0	0
Le Peillard	0	0	0	10 000	0
Les Sambettes	0	0	19 600	0	0
Les Serpollières	2 000	0	22 300	0	0
Le Port	4 600	2 900		0	0
Total	130 400	14 600	42 500	10 200	1 400
Total habitat	145 000				
Total général	199 100				



Nouvelles constructions à Barens





Nouvelles constructions à Chazieu

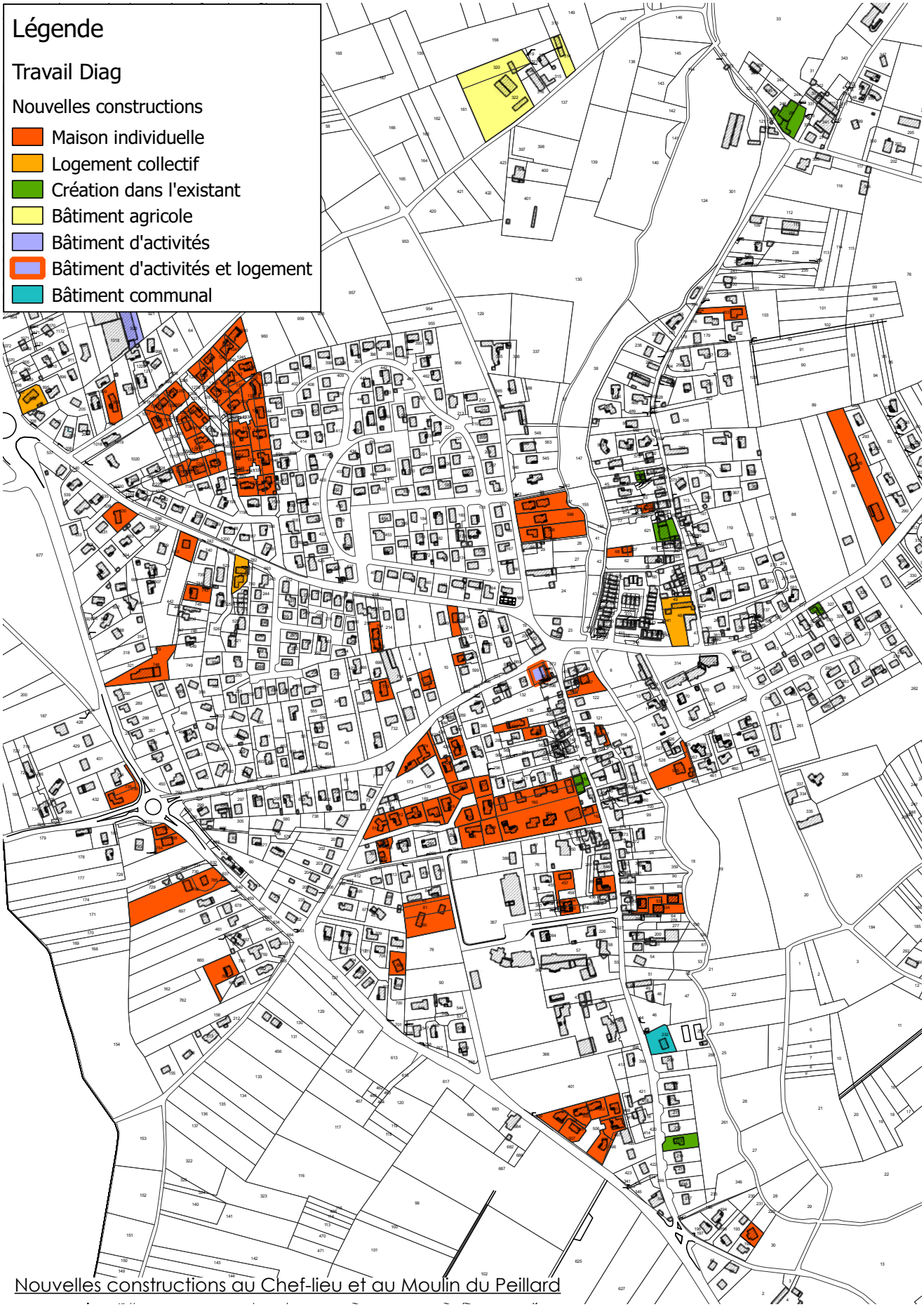


Nouvelles constructions à Nuisele



Nouvelles constructions à Vavre



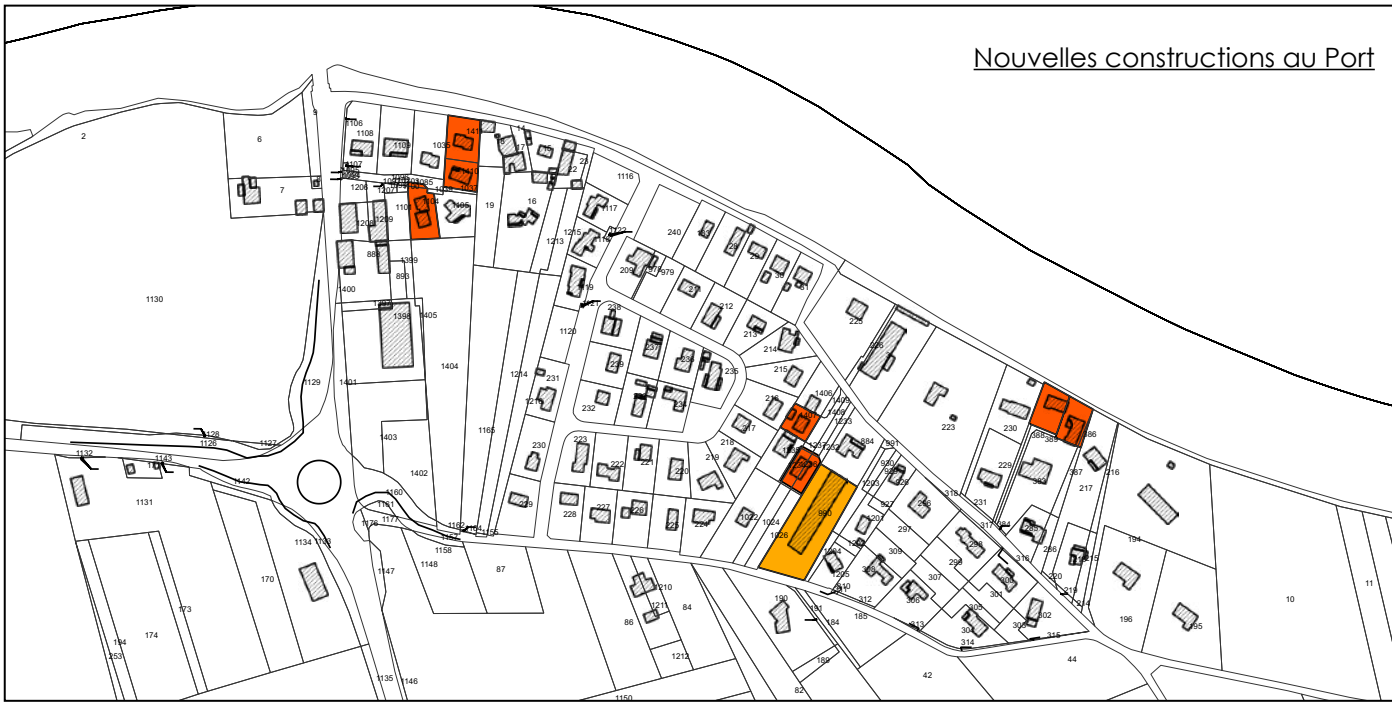


Nouvelles constructions au Chef-lieu et au Moulin du Peillard





Nouvelles constructions aux Sambètes et aux Serpollières



Nouvelles constructions au Port



■ 3 - USAGE DES TERRAINS AVANT CONSTRUCTION

Sur la vingtaine d'hectares de terrains consommés, environ 6,5 hectares ont été consommés sur l'espace agricole,

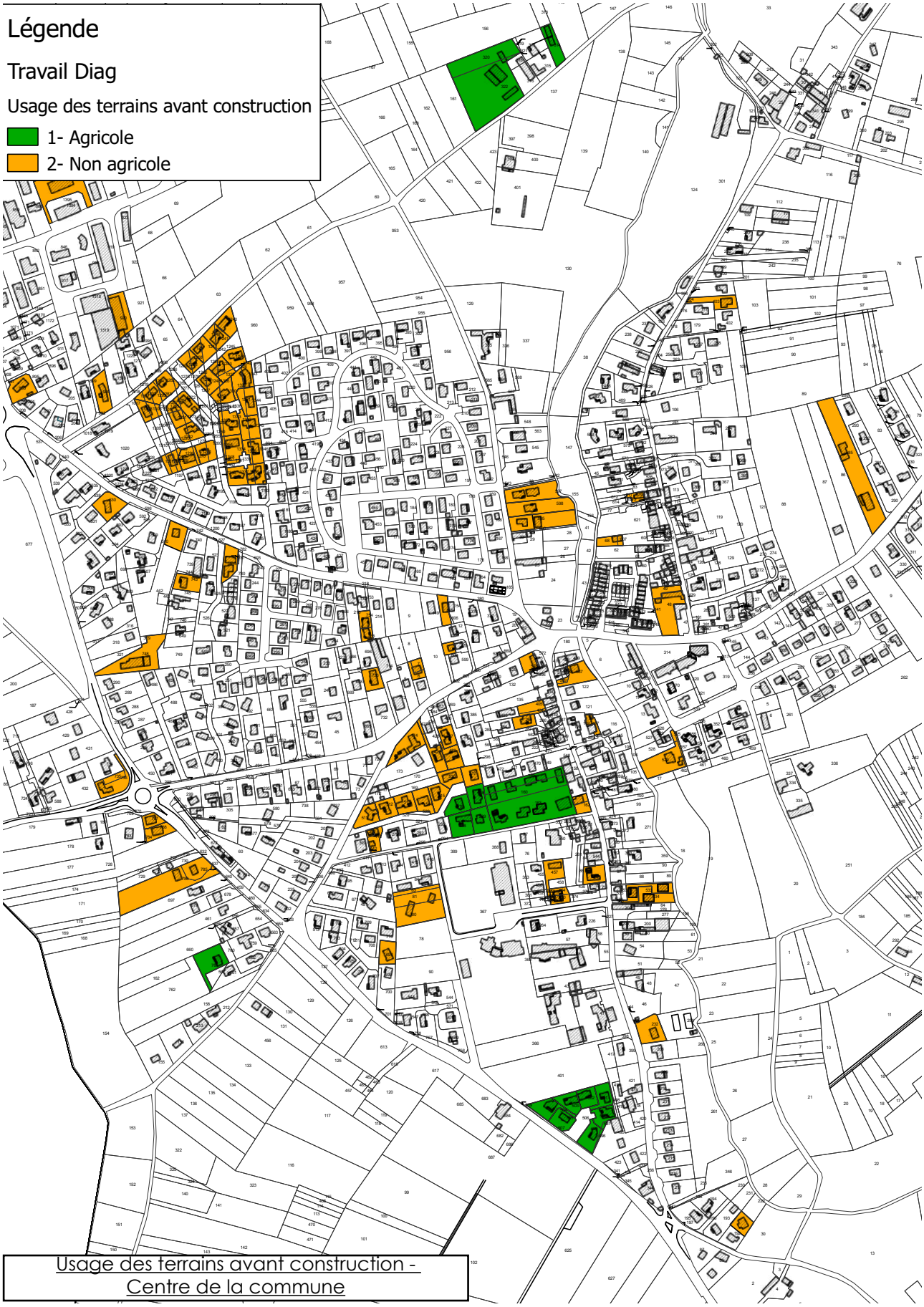


Usage des terrains avant construction - aux Sambètes et aux Serpollières



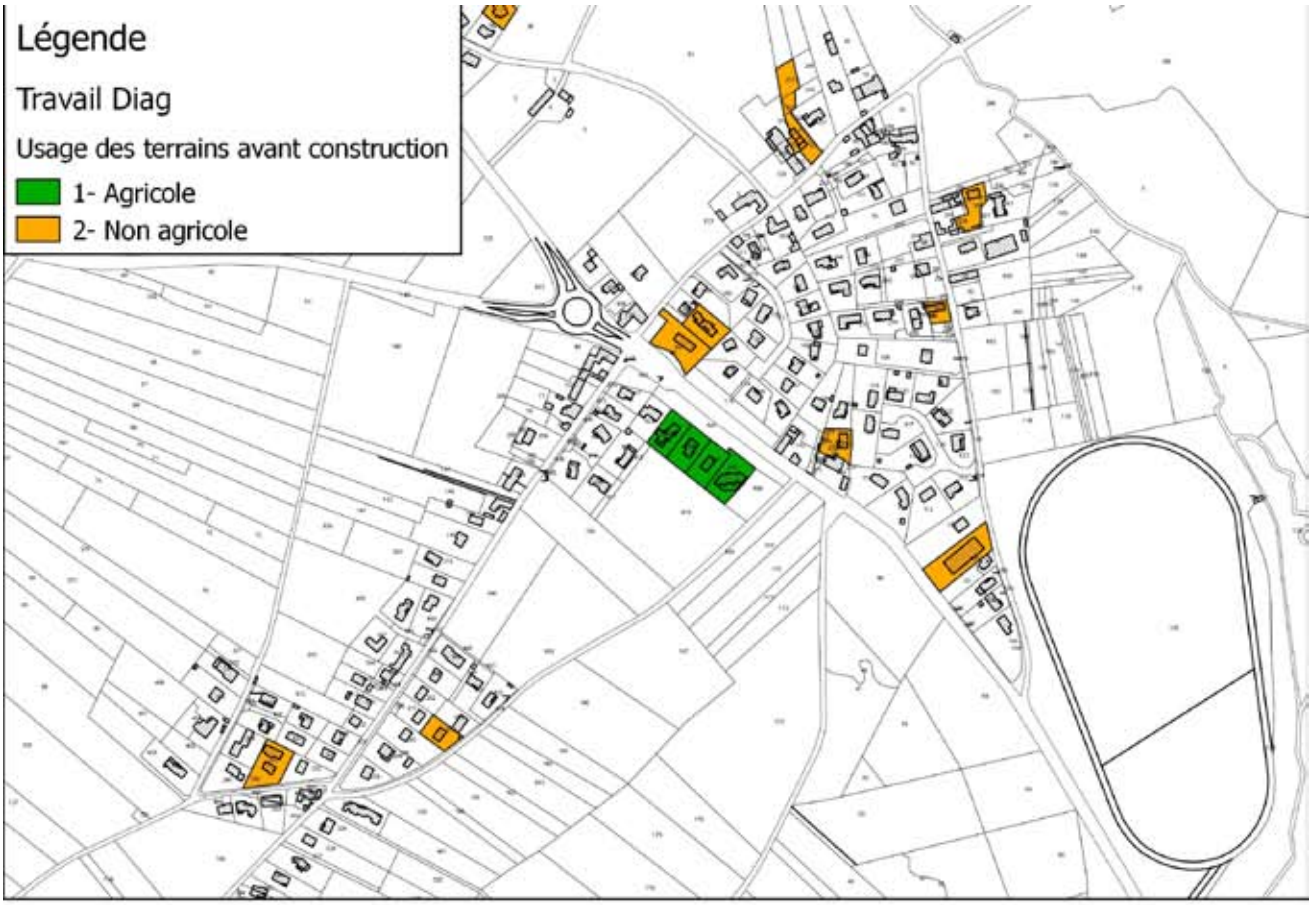
Usage des terrains avant construction - le Port



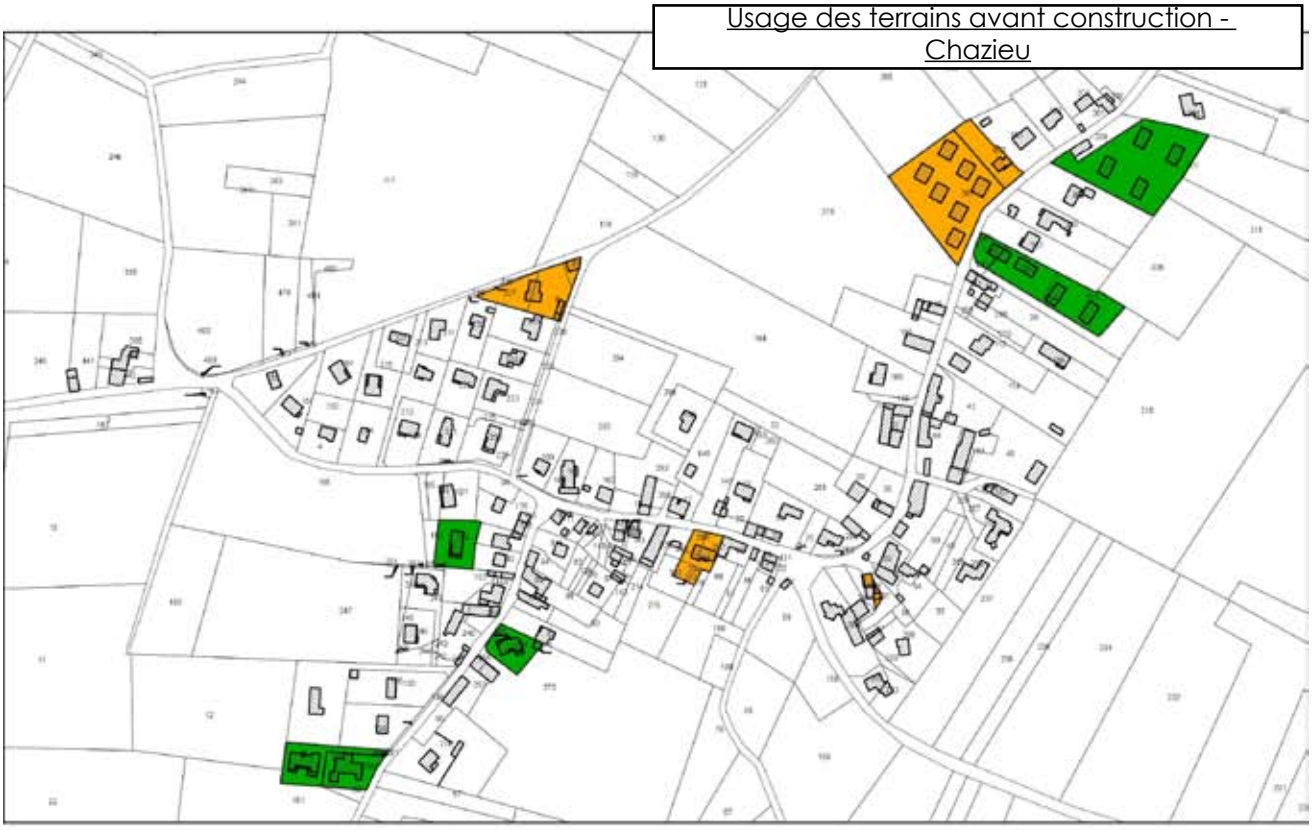


Usage des terrains avant construction - Centre de la commune





Usage des terrains avant construction - Chazieu



Usage des terrains avant construction - Barens



■ 4- ZONES RÉSIDUELLES DU POS DE 2000

Le POS était généreux en zones constructibles. Un peu moins de 50 hectares sont encore disponibles aujourd'hui. Soit, presque 20 ans de consommation de terrain au rythme actuel.

Potentiel d'urbanisation théorique total							
	Zone U			Zone NA			Zone UI
	Dent creuse	Division parcelaire	Extension	Dent creuse	Division parcelaire	Extension	Extension
Sous Total	52 300	56 900	37 900	24 900	11 300	304 400	11 400
Total général	147 100			340 600			11 400



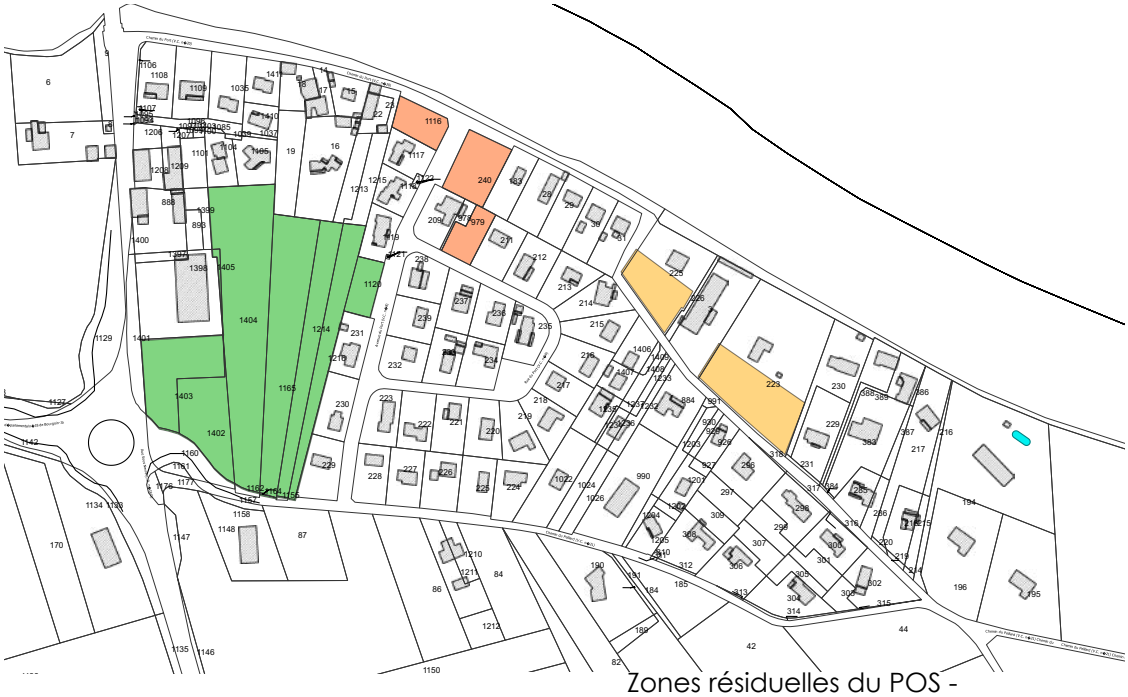


Zones résiduelles du POS - secteurs de Barens et Chazieu





Zones résiduelles du POS - centre de la commune



Zones résiduelles du POS - secteur du Port



1.2

UNE DÉMOGRAPHIE DYNAMIQUE

La population de la commune n'a cessé de croître depuis 1968. La commune a connu une forte croissance démographique de la fin des années 1960 au début des années 1990. On peut corréler ces chiffres avec la création de la Centrale Nucléaire du Bugey à Saint-Vulbas, nécessitant une main d'œuvre conséquente pour la réalisation de l'infrastructure mais aussi pour travailler à terme au sein de l'ouvrage. La proximité du Parc Industriel de la Plaine de l'Ain vient confirmer que Saint-Romain-de-Jalionas apparaît comme une commune fortement résidentielle.

On constate cependant un ralentissement régulier de la croissance depuis les années 75 avec une accélération à partir des années 90.

La population a augmenté de 701 habitants en une vingtaine d'années (un peu moins de 28,5 %, soit 1,4 %/an).

Année	Population	Evolution
1982	1 816	+ 637 (+ 54 %)
1990	2 461	+ 645 (+ 35,5 %)
1999	2 749	+ 288 (+ 11,7 %)
2012	3 162	+ 413 (+ 15 %)

Objectif démographique du PLU

En conformité avec le SCOT, La commune ambitionne de compter environ 3 776 habitants dans une dizaine d'années.





1.3

LE LOGEMENT

La commune compte 1 157 résidences principales. Elle a connu une augmentation de 240 unités entre les deux recensements.

D'autre part, on observe une diminution des résidences secondaires et une augmentation des logements vacants.

	1999	2012	Evolution
Résidences principales	917	1 194	+ 277 (+ 30,2 %)
Résidences secondaires et occasionnelles	33	11	- 22 (-66,7 %)
Logements vacants	24	58	+ 34 (+ 141,6 %)
Total	974	1 264	+ 290 (+ 29,8 %)
Maisons	921	1 140	+ 219
Appartements	40	108	+ 68

Il est intéressant de relever que la part des maisons individuelles a diminué entre 1999 et 2012, passant de 94,6% à 90,2%, ce qui témoigne d'un retour progressif vers les formes urbaines plus denses.

Le P.L.U. devra s'efforcer de confirmer cette tendance en proposant une plus grande mixité des formes de logements, induisant également une plus grande économie d'espaces et une plus grande économie en équipements publics, tant dans leur réalisation que leur entretien dans le temps.

Depuis 2005, 145 demandes de permis de construire pour la création de logements individuels ont été déposées et validées en mairie.

En 2014, la commune recense 44 logements aidés sur son territoire. Répartis de la sorte :

- 19 appartements situés au 2, chemin des Vignes, face au centre commercial.
- 25 maisons individuelles, implantées allée du Girondan, juste derrière le centre commercial.
-10 logements collectifs au lieu-dit Saint-Romain.

Le SCOT impose 20% de logements aidés pour la durée 2007-2020.



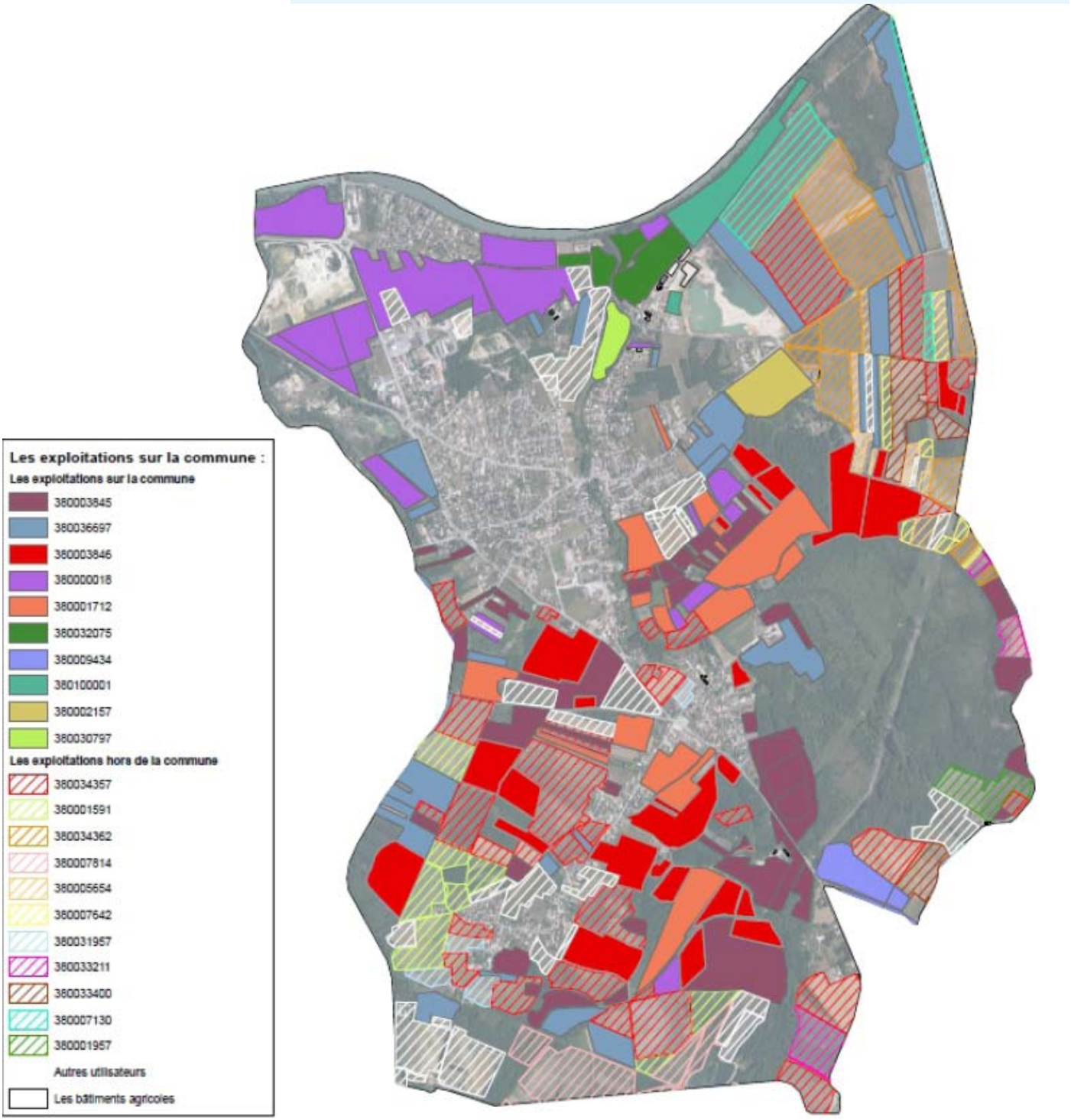
1.4

LES ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES

■ 1- L'AGRICULTURE

Source : Etude agricole - Chambre d'Agriculture Isère - 20 février 2014.

- 1-1- Les exploitations





- 1-2- Etat des lieux de l'agriculture à Saint-Romain de Jalionas

- L'échantillon d'enquête

Les exploitations recensées dans cette étude sont les exploitations déclarées au niveau juridique (Centre de Formalité des Entreprises) ayant leur siège sur Saint-Romain de Jalionas ou ayant leur siège à 'extérieur mais qui exploitent plus de 5 ha sur la commune.

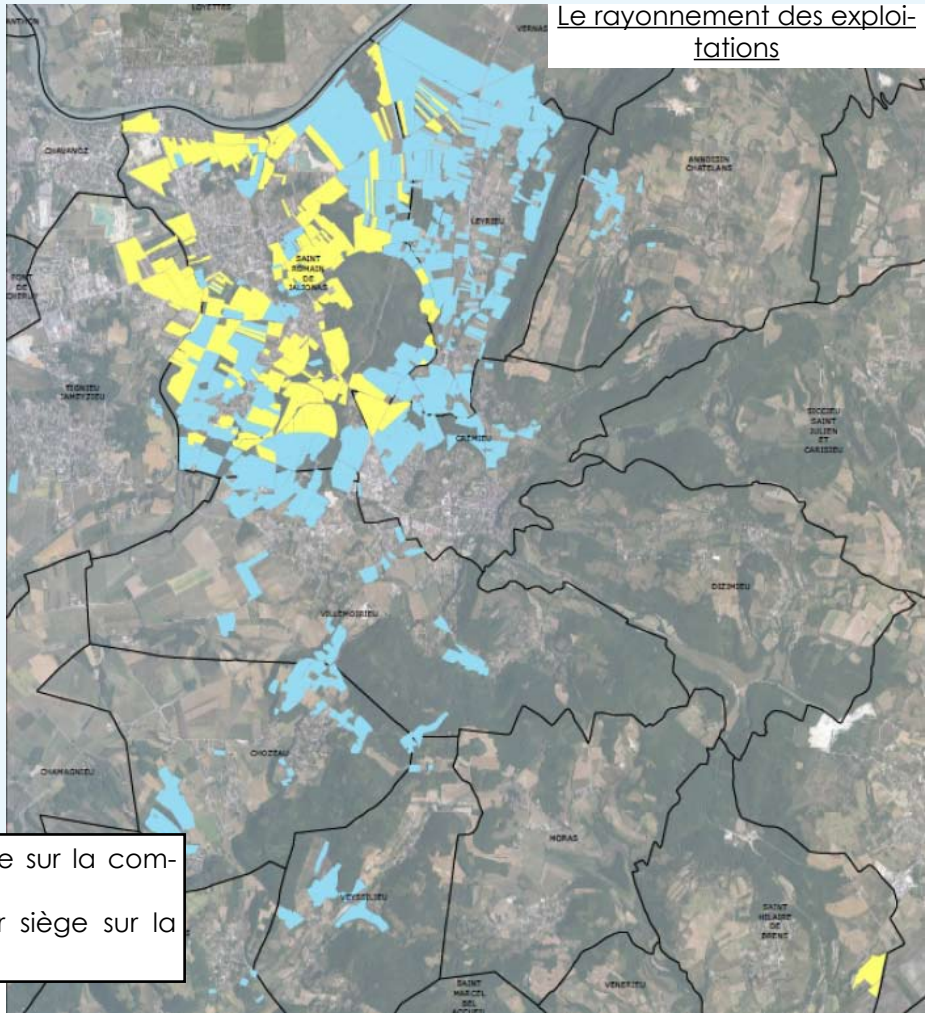
- Les exploitations agricoles sur la commune

Les enquêtes réalisées ont permis de cartographier l'ensemble du parcellaire agricole de la commune :

- celui des exploitants de la commune au nombre de 10
- celui des extérieurs à la commune exploitant plus de 5 ha sur Saint-Romain de Jalionas, soit 11 exploitations,
- les exploitations extérieures à la commune exploitant moins de 5 ha sur Saint-Romain de Jalionas et les particuliers sont représentés en blanc et ne sont pas différenciés entre eux.

Ces 21 exploitations valorisent plus de 650 ha sur la commune pour une surface communale de 1365 ha, ce qui représente près de la moitié de la surface communale.
Sur les 18 exploitations enquêtées, nous avons recensés 23 ETP (Équivalent Temps Plein).

Le rayonnement des exploitations

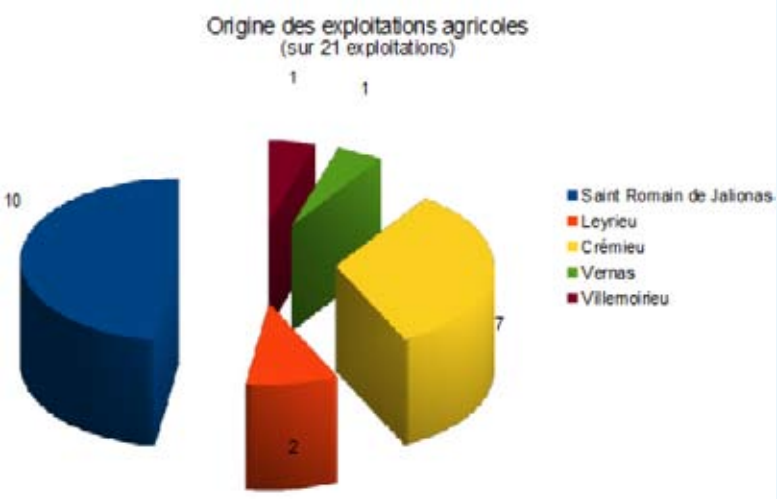


Exploitation qui ont leur siège sur la commune
Exploitation n'ayant pas leur siège sur la commune.



- L'agriculture de Saint-Romain de Jalionas dans son territoire

Comme le montre le diagramme ci-dessous, presque la moitié des agriculteurs qui exploitent sur Saint-Romain de Jalionas ont leur siège sur la commune. En terme de surface cela représente près de 56 % de la surface agricole de la commune.



La carte ci-dessous représente le rayon de travail des 21 exploitations identifiées.

Les productions principales



Non renseigné
Grandes cultures
Bovins lait
Maraîchage
Production de foin
Equins
Horticulture

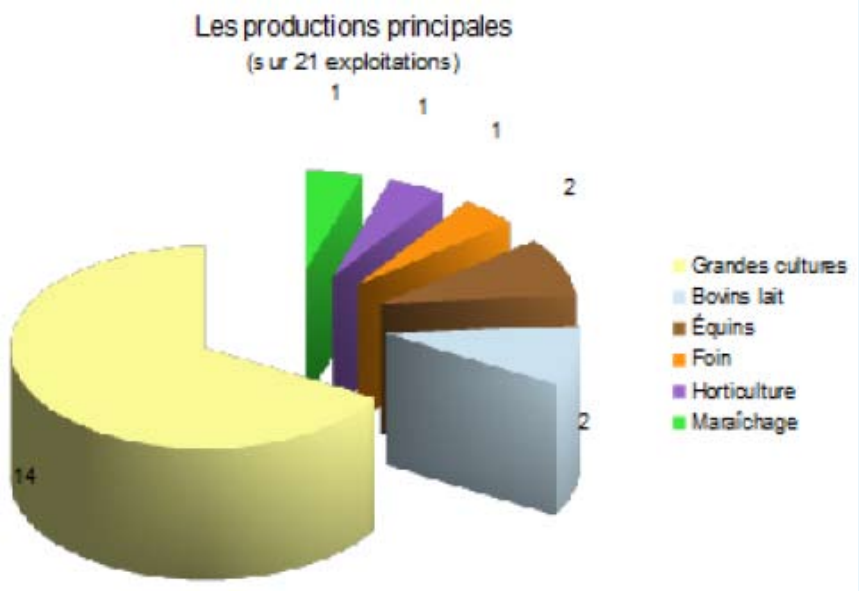


- Les caractéristiques principales de l'agriculture sur la commune de Saint-Romain de Jalionas

Le territoire des Boucles du Rhône en Dauphiné est marqué par la spécialisation des exploitations agricoles et l'intensification en grandes cultures ou en élevage de bovins (lait et viande). Il existe cependant une forte dichotomie entre la plaine de l'est lyonnais plutôt orientée grandes cultures et le plateau de l'Isle Crémieu plutôt orienté polyculture élevage.

→ Saint-Romain de Jalionas, terre de céréales

Les productions sur Saint-Romain de Jalionas sont typiques de la plaine du Rhône. En effet, la majorité des exploitations agricoles ont une production principale de céréales (maïs grain, céréales à paille, oléoprotéagineux, …).



→ Une forte diversité entre les exploitations céréalières

Comme énoncé ci-dessus, la majorité des exploitations agricoles ont une production principale de céréales. Cependant, toutes ces exploitations céréalières présentent un fonctionnement différent :

- leurs tailles sont hétérogènes (de 6 ha à 175 ha de SAU)
- les stratégies de commercialisation sont différentes
- certains systèmes sont spécialisés en maïs, d'autres en céréales à paille (blé, orge, avoine, …)
- certains systèmes sont spécialisés en céréales, d'autres sont diversifiés (activité complémentaire : cheval, maraîchage, caprin)
- certaines exploitations apportent une valeur ajoutée à leur production de céréales (trois exploitations sont en Agriculture Biologique, dont une transforme ses productions).

La commune de Saint-Romain de Jalionas est marquée par un effort de valorisation de la production céréalière par certaines exploitations agricoles.



→ Une activité équestre développée sur la commune

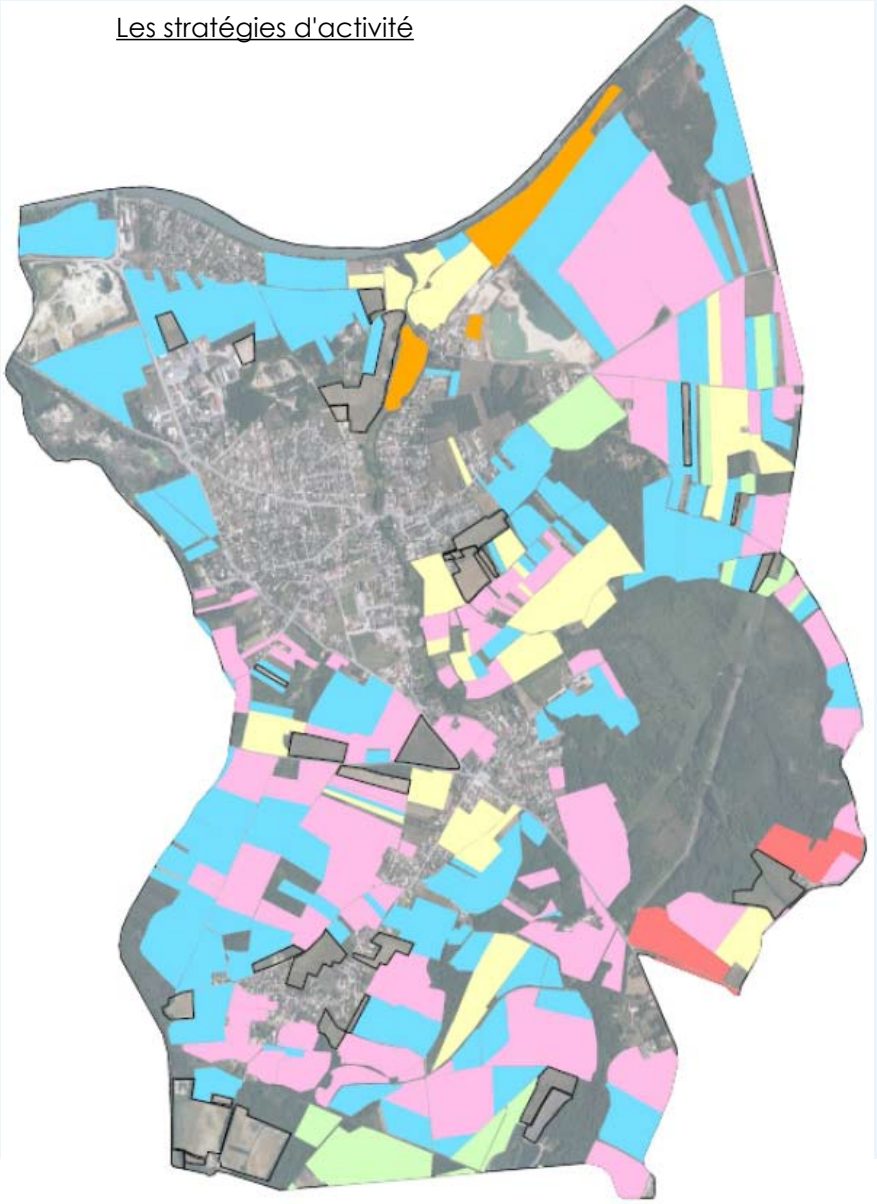
Une des caractéristiques de Saint-Romain de Jalionas qui n'est pas typique sur le territoire est la présence importante d'une activité équestre. En effet, il existe trois structures sur la commune valorisant des équidés de manière différente : un poney club, le Poney Club du Peillard, deux activités de pension avec entraînement (concours saut d'obstacle (CSO) ou course). Ces trois activités représentent une centaine de chevaux sur la commune.

→ D'autres élevages sont présents ainsi que le maraîchage de manière plus marginale

Trois exploitations d'élevage qui n'ont pas leur siège sur la commune y exploitent certains terrains : deux élevages de bovins lait et un élevage de caprins lait.

Une activité maraîchage dont le siège était sur Leyrieu a récemment cessé son activité (fin 2013). Enfin, une pépinière est présente sur la commune.

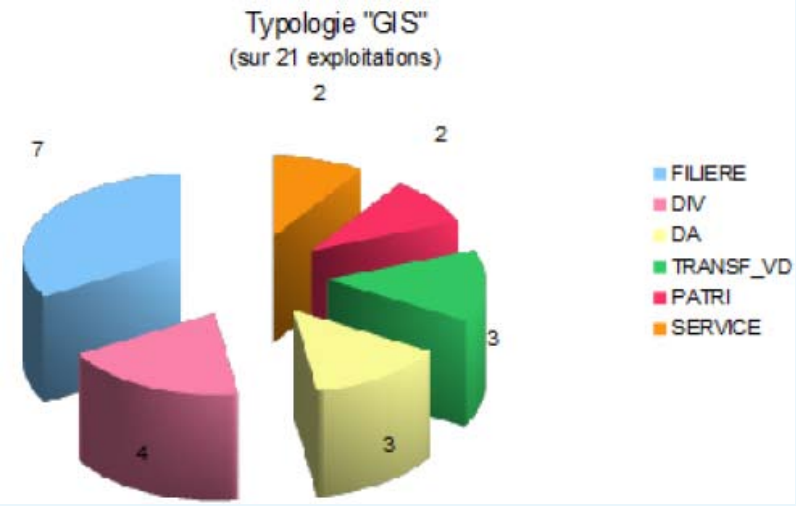
Les stratégies d'activité





→ Des stratégies d'activité différentes selon les productions valorisées ...

La « stratégie d'activité » présentée ici est une notion synthétique permettant de traduire les objectifs et les moyens mis en oeuvre par les agriculteurs dans leur exploitation



Dans les systèmes orientés vers les stratégies de « filières », l'orientation majoritaire des exploitations relève de la stratégie de circuits longs. Il s'agit du mode « traditionnel » de l'agriculture de production.

L'entreprise agricole produit et ne s'investit pas ou peu sur l'aval de la production. Cette orientation rend les entreprises sensibles aux fluctuations des cours des produits agricoles. La majorité des systèmes céréaliers commercialisent en filière longue.

La double activité reste peu présente sur la commune, contrairement au territoire Boucles du Rhône en Dauphiné (20 % de doubles actifs). Les doubles actifs ont en général un atelier de petite taille et/ou simple à gérer. Les productions céréalières et les productions de foin remplissent ces conditions. Cette différence peut être expliquée de part l'échantillon d'exploitants enquêtés qui n'a pris en compte que les exploitations agricoles ayant un statut juridique déclaré.

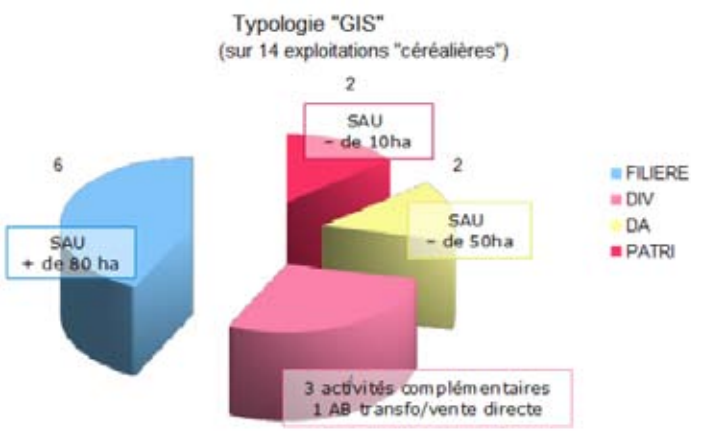
Essentiellement en propriété, les activités patrimoniales correspondent aux exploitations agricoles qui n'ont plus de vocation économique mais seulement une vocation d'entretien de leur patrimoine.

La transformation et/ou la commercialisation en circuit court n'est aujourd'hui pas encore très développée : 3 exploitations pratiquent transformation et/ou vente directe. Cela concerne plusieurs productions : maraîchage, pépinière et lait.

Les activités de service concernent les activités équestres qui apportent un service à la population.
Enfin, concernant les activités diversifiées, il s'agit de système qui combinent les stratégies précédemment définies.

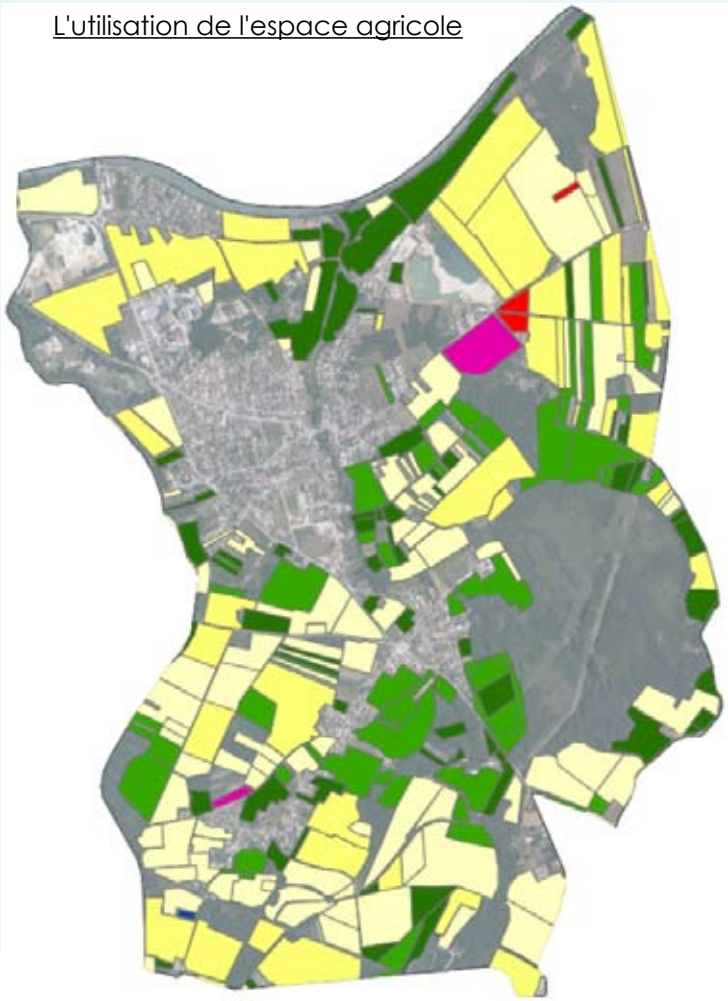
→ Cependant les exploitations céréalières de Saint-Romain de Jalionas ont une valorisation atypique

D'une manière généralisée, nous pouvons nous attendre à ce que toutes les exploitations céréalières soient dans un système de valorisation en grande filière. Cependant, nous nous apercevons que si cette généralité peut être vraie sur l'ensemble du territoire Boucles du Rhône en Dauphiné, sur la commune de Saint Romain de Jalionas, les exploitations céréalières présentent une diversité dans leur stratégie de commercialisation.



De plus, trois exploitations sont en Agriculture Biologique.

L'utilisation de l'espace agricole



Pépinières
Jardins
Légumes
Maïs grain et ensilage
Autres céréales
Prairies permanentes
Prairies temporaires



- La mise en valeur des espaces

→ La culture de céréales est majoritaire sur la commune

L'utilisation du sol sur la commune est à l'image des différentes productions présentes. Ainsi, la majorité des surfaces sont en grandes cultures avec un partage équitable entre présence de maïs et céréales à paille (blé, orge, avoine, …).

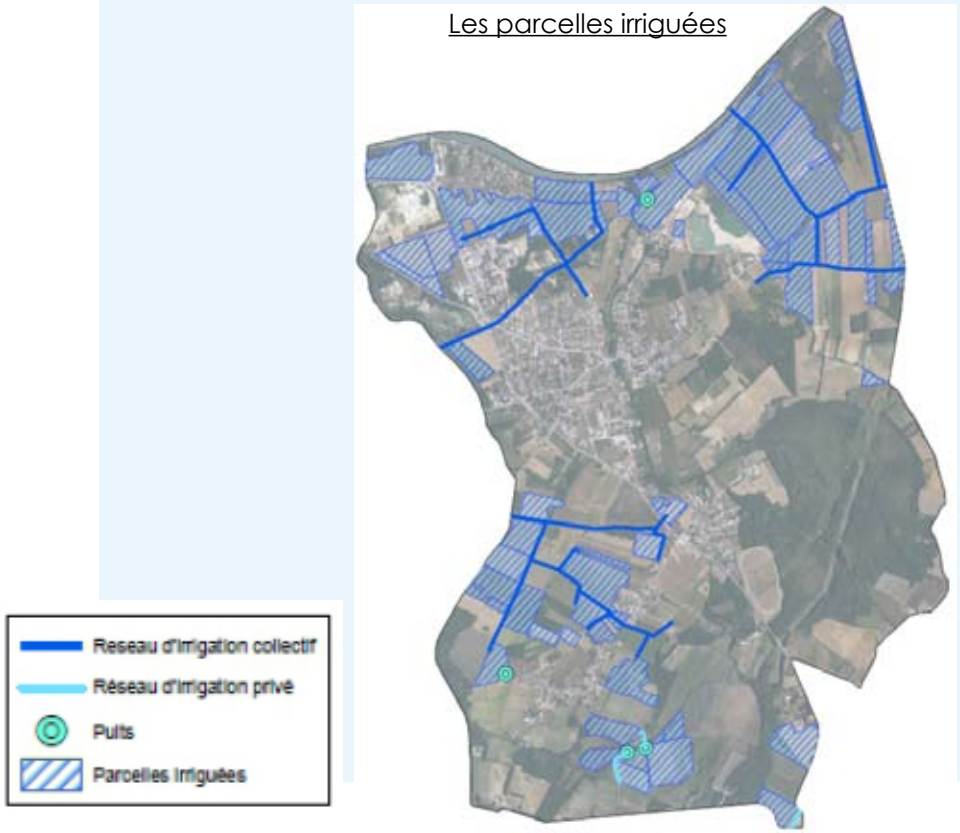
→ Les prairies représentent une proportion non négligeable de l'espace agricole

De part la présence d'une centaine d'équidés sans compter les animaux détenus par des particuliers, la commune de Saint-Romain de Jalionas possède plus de 20 % de prairies permanentes et temporaires.
Ces prairies sont importantes d'un point de vue économique, écologique et paysager.

→ Les surfaces agricoles sont équipées pour la culture de céréales

Afin de sécuriser la production de céréales, les surfaces agricoles de la commune possèdent des équipements d'irrigation. Nous comptons de nombreux canaux collectifs gérés par deux ASA (Association Syndicale Autorisée) : l'ASA de Saint-Romain de Jalionas et l'ASA de Leyrieu. Nous comptons aussi quelques équipements individuels (puits, réseaux individuels,...). Ces équipements permettent l'irrigation de plus de 40 % de la surface agricole communale. Les investissements financiers réalisés par les agriculteurs font de ces parcelles des secteurs stratégiques pour leur activité (voir Les parcelles agricoles stratégiques.).

Les parcelles irriguées





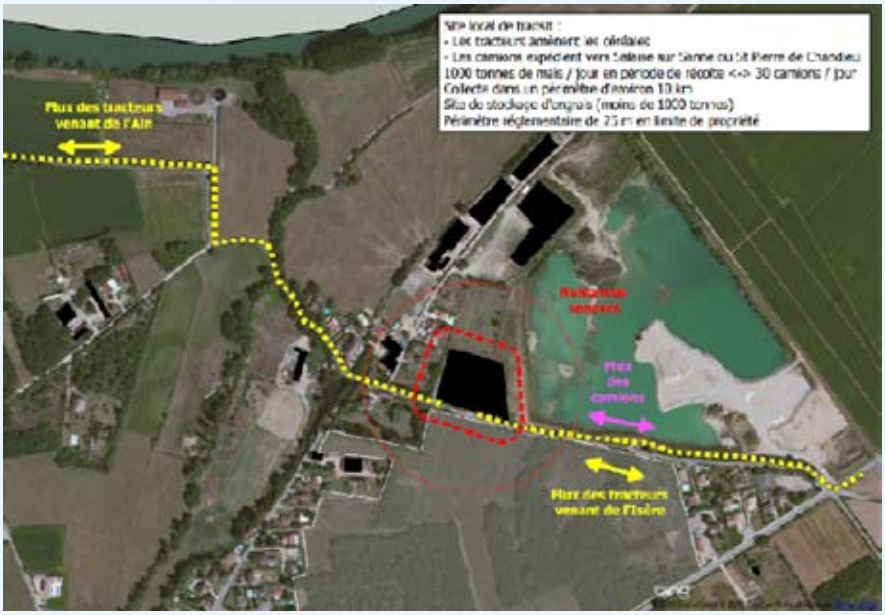
- Les débouchés des productions

→ La filière "céréales"

Les exploitations céréalières vendent essentiellement leurs productions en coopératives ou négociants : Établissement Bernard, Cholat, Agrotried, …

Un circuit court est cependant présent sur la commune : une exploitation agricole en agriculture biologique transforme et vend ses produits en direct (farine et pâtes) sur plus de quinze points de vente collectif.

Par ailleurs, outre les entités de production de céréales, la commune est dotée d'un établissement de collecte de céréales : les établissements Cholat. Il s'agit d'un site local de transit : les tracteurs amènent les céréales et des camions les expédient vers Salaise sur Sanne ou Saint Pierre de Chandieu. Environ mille tonnes de maïs sont amenées en période de récolte, ce qui correspond à trente camions par jour. Les collectes se font dans un périmètre d'environ 10 kilomètres. Le site est aussi doté d'un stockage d'engrais. De part les nuisances sonores de ce silo, une distance réglementaire vis -à-vis d'habitation de tiers de 25 mètres s'impose à partir de la limite de propriété (voir illustration cidessous).



Fonctionnement du site local du GAIC Cholat

→ La filière "lait"

Aucune exploitation de vaches laitières n'a son siège sur la commune.
Les deux exploitations hors de la commune commercialisent à 100 % à la laiterie Danone.

→ La filière "légume et horticulture"

Ces productions sont vendues uniquement en vente directe.



- 1-3 - Les problématiques agricoles

- Adaptation et évolution des exploitations

→ Augmenter l'activité de production

La majorité des exploitations agricoles cherchent à augmenter leur volume de production. Cette évolution concerne les productions végétales (légumes, céréales, ...), mais aussi les productions laitières. Pour le développement de ces exploitations, nous avons estimé à plus de 230 ha de surfaces recherchées. Ces 230 ha ne concernent bien entendu pas seulement la commune de Saint-Romain de Jalionas, mais tout le territoire occupé par les exploitations étudiées (voir carte "Le rayonnement des exploitations").

→ Construire de nouveaux bâtiments

Afin de pouvoir se développer ou améliorer leurs outils de productions, les exploitations agricoles ont pour projet d'étendre des bâtiments existants ou d'en créer de nouveaux. Sur la commune de Saint-Romain de Jalionas, nous avons localisé six projets de création de nouveaux bâtiments (cinq bâtiments de stockage et un bâtiment d'accueil) et deux projets d'agrandissement de bâtiments existants (voir Carte "Les bâtiments agricoles"). Outre ces éléments localisés, d'autres projets moins aboutis et non localisés sont envisagés sur la commune : une relocalisation d'un siège d'exploitation (aujourd'hui sur Crémieu) et une création de serres maraîchères (installation en cours).

→ Développer de nouvelles productions

Afin de s'adapter au contexte et aux opportunités du marché, certaines exploitations agricoles souhaitent se diversifier vers de nouvelles productions. Ainsi, nous avons recensé sur les 21 exploitations étudiées :

- deux projets de production de céréales semences
- deux projets de création d'atelier viande (un bovin et un ovin)

Ces projets d'ateliers de viande ne concernent pas de sièges agricoles sur la commune, il n'y a donc pas de projets de création de bâtiments d'élevage sur Saint-Romain de Jalionas.

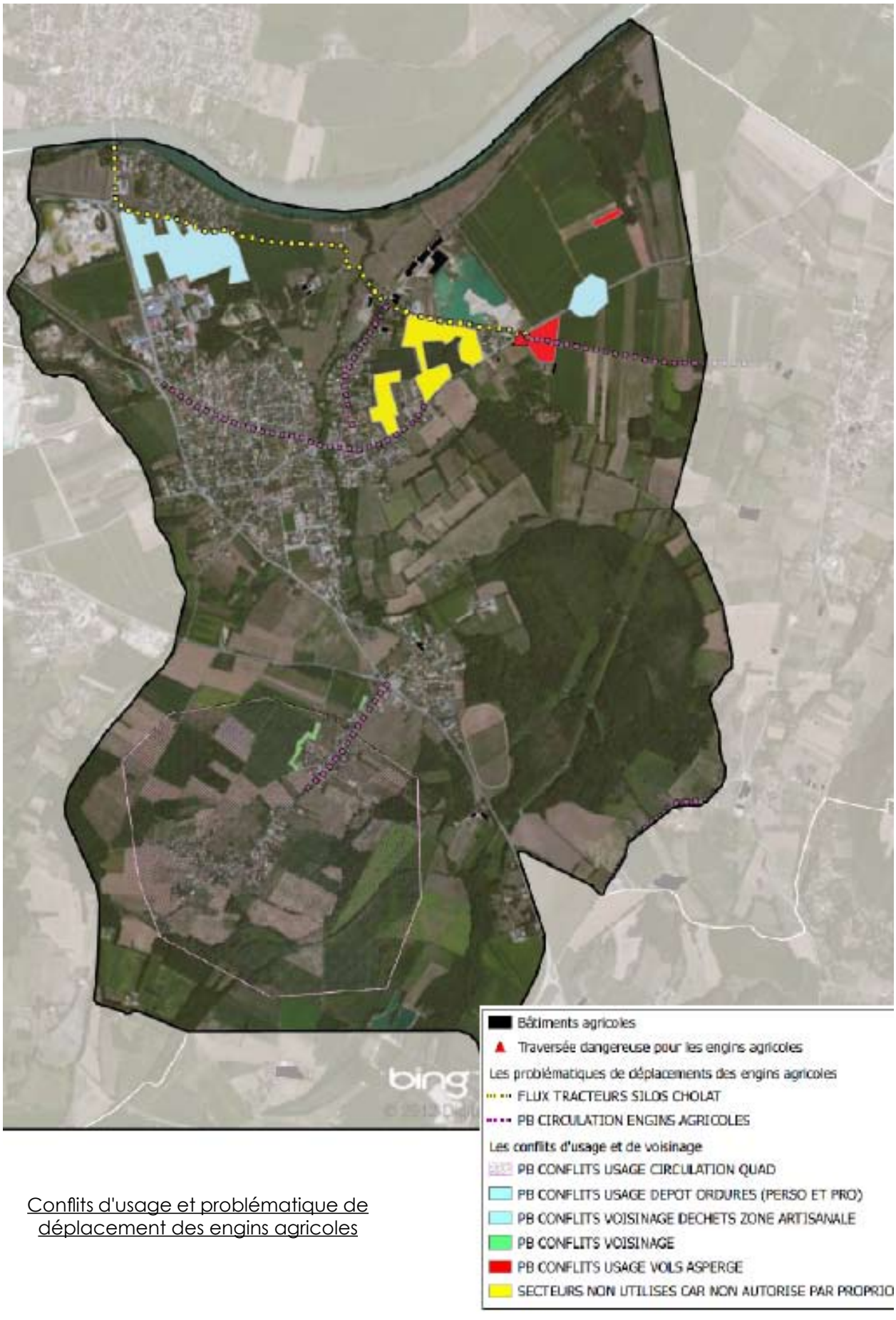
- un projet d'installation en maraîchage

De plus, une structure équestre souhaite aussi se diversifier en organisant des concours de sauts d'obstacles (carrière et parking à créer).

→ Donner de la valeur ajoutée aux productions

Afin de toujours mieux valoriser leurs productions, les exploitations agricoles déjà tournées vers le marché local cherchent à augmenter les volumes vendus en vente directe, à augmenter la partie des productions transformées et pour l'exploitation maraîchère à faire des légumes en bocaux. Pour ce dernier objectif, il lui est nécessaire d'investir dans un autoclave.





Conflits d'usage et problématique de déplacement des engins agricoles

- Agriculture, foncier et urbanisme

→ Différents conflits d'usage liés au contexte péri-urbain

Les pratiques agricoles dans un contexte péri-urbain sont parfois à l'origine de conflits entre les résidents et les exploitants agricoles. En effet, la proximité des habitations, la pression urbaine et la fréquentation des routes et des chemins perturbent le fonctionnement des exploitations :

- La circulation des engins agricoles est rendue difficile sur certaines routes très fréquentées. D'autres chemins sont très étroits pour le passage des engins, et la présence de ralentisseurs peut endommager les machines agricoles.
- Certaines parcelles agricoles subissent des dépôts d'ordures sauvages.
- Les dégâts liés à la circulation de quads dans les parcelles agricoles du secteur de Barens sont importants.
- Les parcelles maraîchères subissent régulièrement des vols de légumes.



Conflits entre urbanisation, projets d'aménagements et agriculture

→ La pression urbaine sur la commune

Comme nous l'avons vu précédemment, d'une part, les exploitations agricoles ont besoin de plus en plus de surfaces pour se développer (estimation à 230 ha). D'autre part, comme exposé en introduction, la commune de Saint-Romain de Jalionas se situe dans un contexte de développement urbain et économique (SCoT Boucle du Rhône en Dauphiné). Dans ce contexte, les propriétaires de biens fonciers non bâtis ont tendance à ne pas louer des parcelles agricoles par anticipation d'une potentielle future urbanisation. De plus, le premier projet de PLU (arrêté en 2012) qui n'a pas abouti, laissait présager un impact non négligeable sur l'activité agricole de la commune :

► Le projet d'extension de la zone artisanale

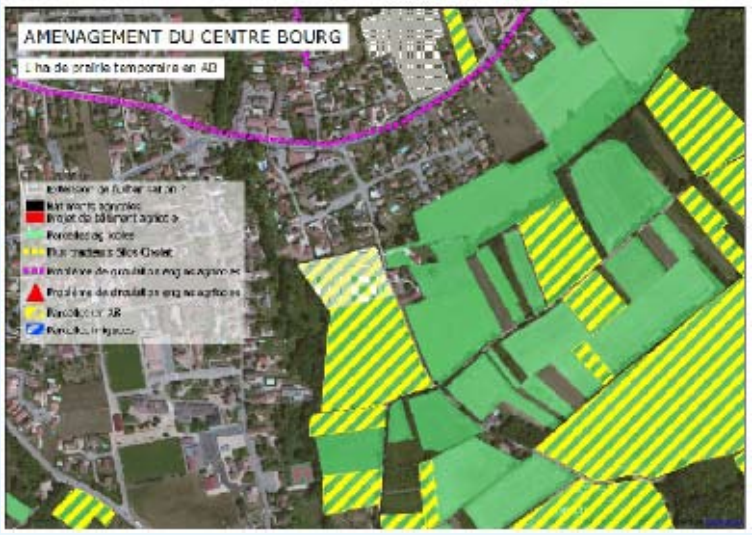
L'extension prévue sur des parcelles équipées et irriguées a un impact sur 9 ha d'espaces agricoles stratégiques. Au delà de cet impact sur des surfaces agricoles, le fonctionnement de l'ASA de Saint-Romain de Jalionas pourrait aussi être altéré. En effet, l'ASA, qui a des charges de fonctionnement incompressibles, ne peut se permettre de fonctionner pour une surface irriguée totale trop faible.



Projet d'extension de la zone d'activité

► Aménagement du Centre Bourg

L'aménagement prévu au niveau du centre bourg a un impact de quelques hectares de parcelles en agriculture biologique.



Aménagement du Centre-Bourg



Aménagement du Centre-Bourg (2)

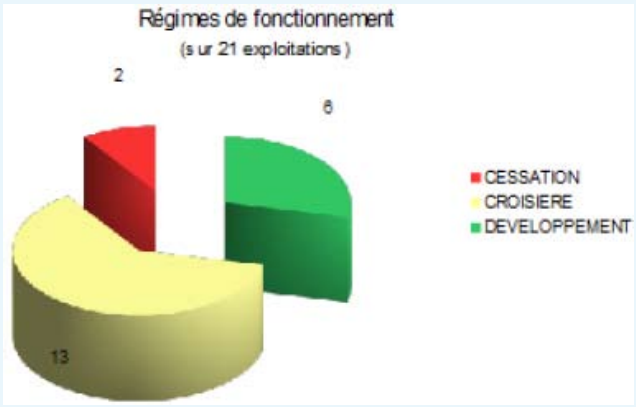
- Cessation d'activité et reprise d'exploitations

Cessation
Maintien
Développement

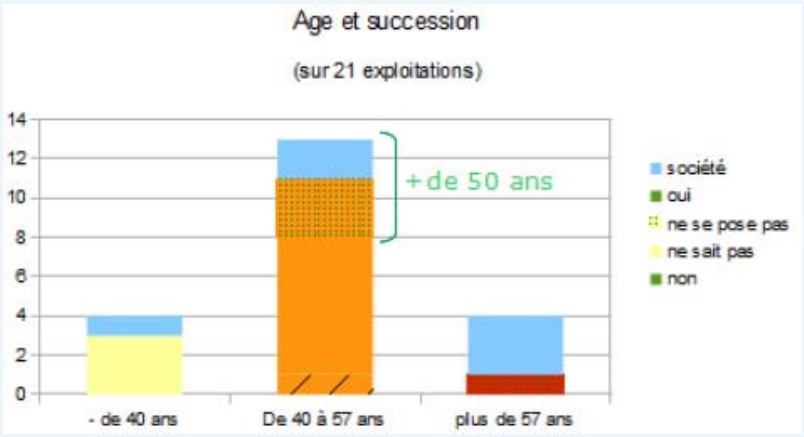
Les régimes de fonctionnement



L'âge moyen des agriculteurs sur Saint-Romain de Jalionas est relativement bas (45 ans pour 51 ans en région Rhône Alpes). Les régimes de fonctionnement des exploitations attestent aussi de cette dynamique sur le territoire (aux dires des personnes enquêtées).



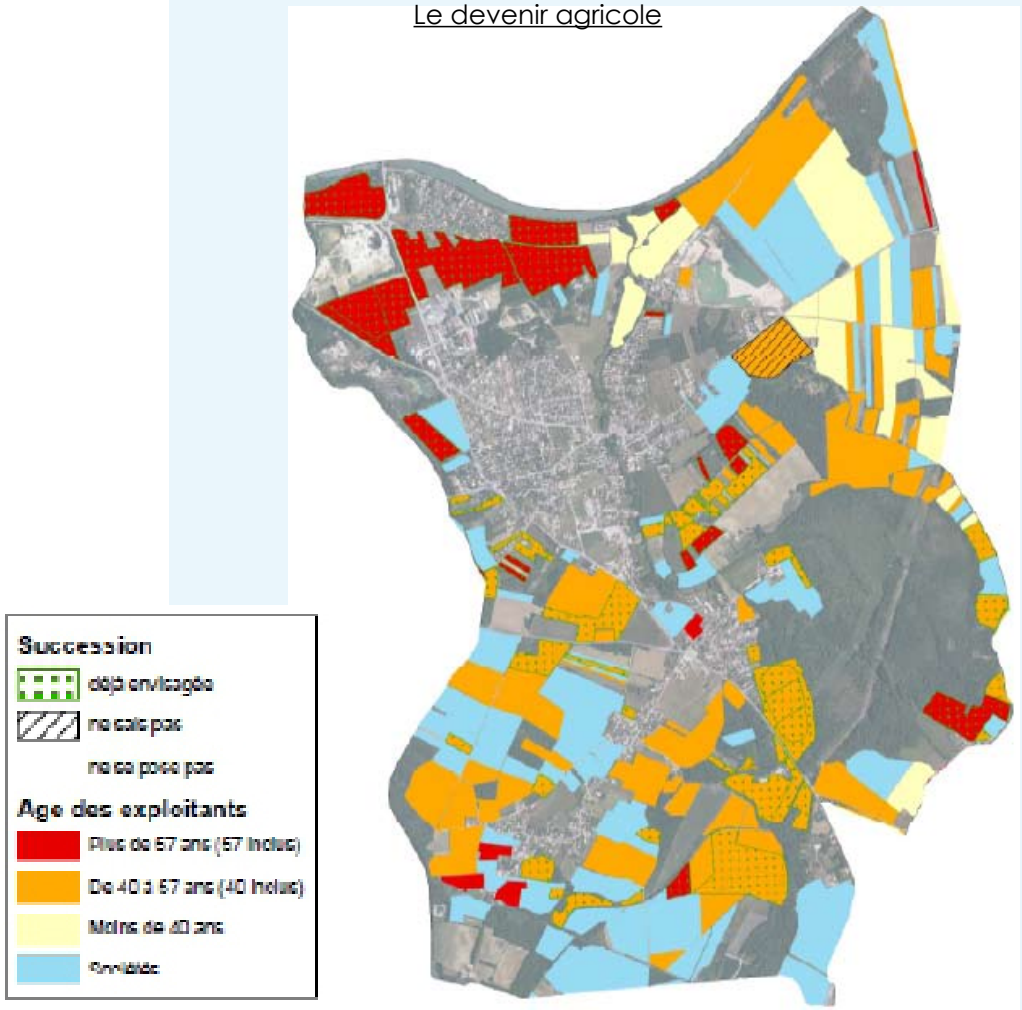
Pour les agriculteurs de plus de 50 ans, la reprise des structures agricoles est déjà assurée. Concernant les quatre exploitations dont le chef d'exploitation a plus de 57 ans, les repreneurs sont déjà identifiés (trois sont déjà sous forme sociétaire pour assurer la transmission).



Le devenir des exploitations

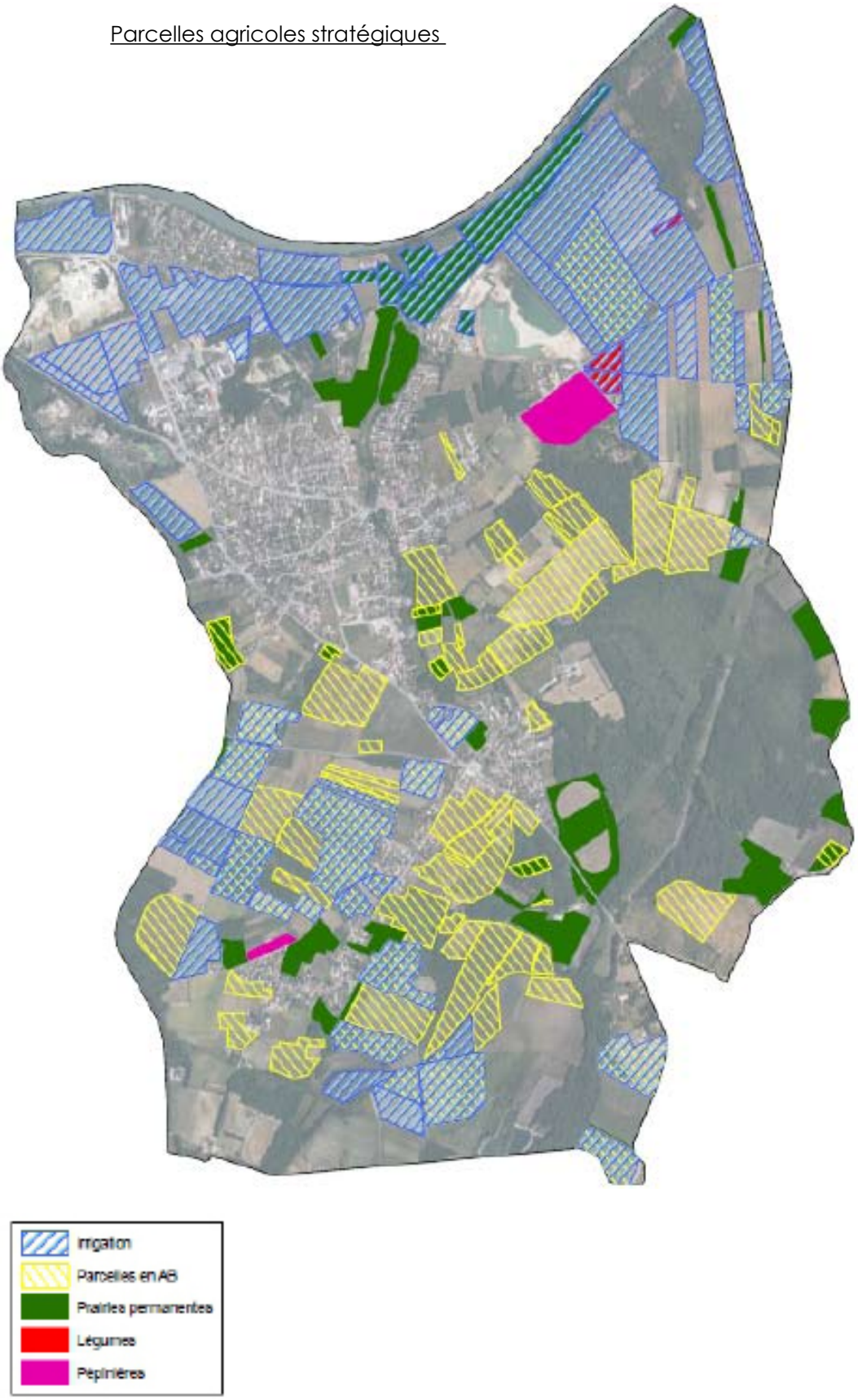
L'agriculture sur la commune est dynamique, et aucune difficulté de transmissions d'exploitations n'a été repérée.

Le devenir agricole





Parcelles agricoles stratégiques

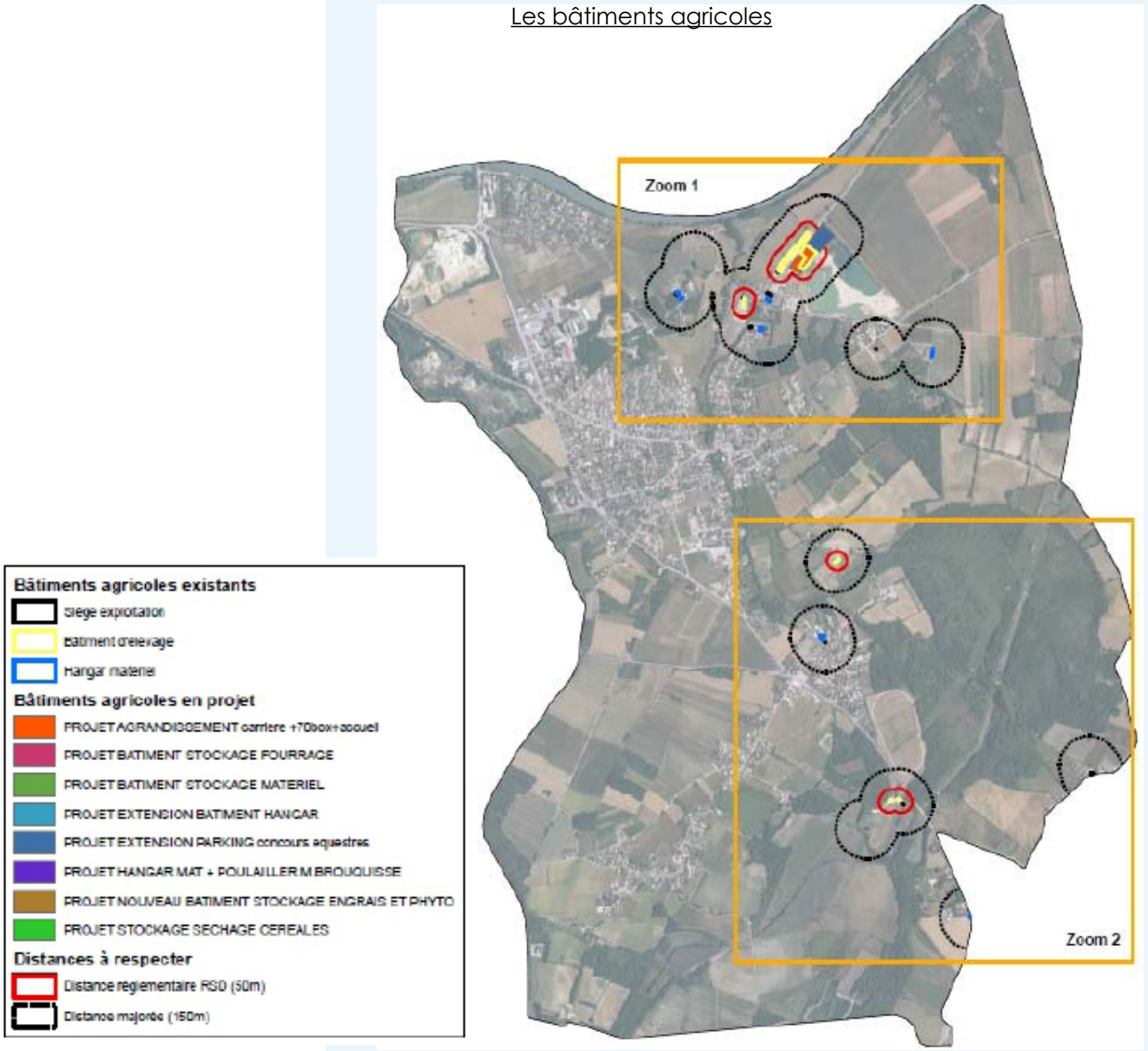


- 1-4 - Propositions dans le cadre du PLU

- Protéger le foncier agricole

La loi Grenelle 2 appelle à une plus grande maîtrise de la consommation de l'espace.
En accord avec les positions de la profession agricole, ces objectifs quantitatifs sont à mettre en parallèle avec des objectifs qualitatifs : la densification, le comblement des dents creuses, l'intensification du centre bourg, seront à privilégier avant d'ouvrir de nouvelles zones en extension des zones urbaines existantes.
Dans un contexte de développement urbain et économique identifié, ce développement devra éviter les parcelles agricoles stratégiques. La carte ci-contre représente les différentes parcelles stratégiques. Il s'agit de parcelles équipées ayant fait l'objet d'investissements financiers importants, de parcelles en agriculture biologique, de parcelles supports de productions à forte valeur ajoutée, de prairies de proximité, ...

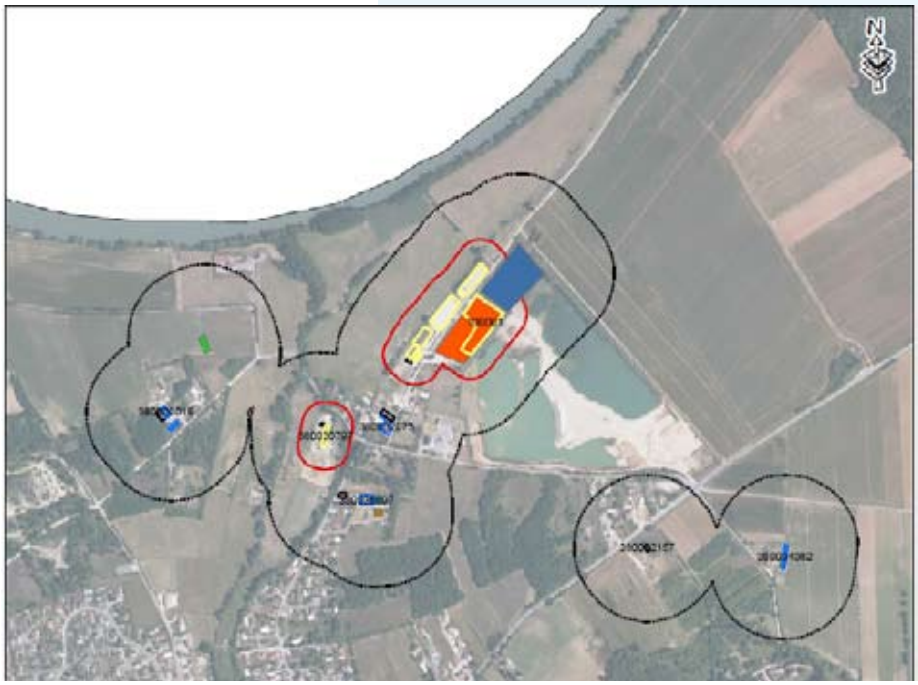
Les bâtiments agricoles





- Protéger les bâtiments agricoles

Tous les bâtiments agricoles utilisés ou en projet ont été identifiés sur la commune.
Étant donné la forte présence d'équidés sur la commune, une dizaine de bâtiments d'élevage y sont implantés. Tous ces bâtiments hébergeant des animaux sont soumis au Règlement Sanitaire Départemental (les bâtiments d'élevage ne peuvent pas s'implanter à moins de 50 mètres de logements de tiers).
Le principe de réciprocité (article L111-3 du Code rural) implique que la même distance réglementaire s'applique aux implantations de logements de tiers par rapport aux bâtiments d'élevage préexistants.
Afin de protéger ces bâtiments des problèmes de voisinage, de permettre leur création (si projet), et leur développement, une majoration des périmètres réglementaires de distance de réciprocité vis à vis de tiers pourrait être envisagée dans le cadre du PLU.
Les silos Cholat sont générateurs aussi d'une distance réglementaire de 25 mètres à respecter aux limites parcellaires pour l'implantation d'habitations de tiers.
De plus, malgré l'inexistence de périmètres réglementaires sur les bâtiments agricoles n'hébergeant pas des animaux, nous préconisons tout de même une distance afin de permettre le développement des exploitations agricoles et d'éviter au maximum les problèmes de conflits de voisinage (bruits, odeurs, ...).
La carte ci-contre et les zooms qui lui succèdent présentent les différents types de bâtiments existants ou en projet, les périmètres réglementaires imposés par le Règlement Sanitaire Départemental, ainsi qu'une proposition de majoration de ces périmètres à 150 mètres.
Les périmètres majorés devront être étudiés au cas par cas dans le cadre de l'élaboration du PLU. Si dans certains cas ils sont judicieux, dans d'autres cas, ils ne seront pas opportuns. Par exemple, si des bâtiments sont déjà enclavés dans l'urbanisation, ces périmètres ne devront pas bloquer le remplissage de dents creuses à proximité (si celui ci n'engendre pas de contraintes supplémentaires pour l'exploitation agricole concernée).

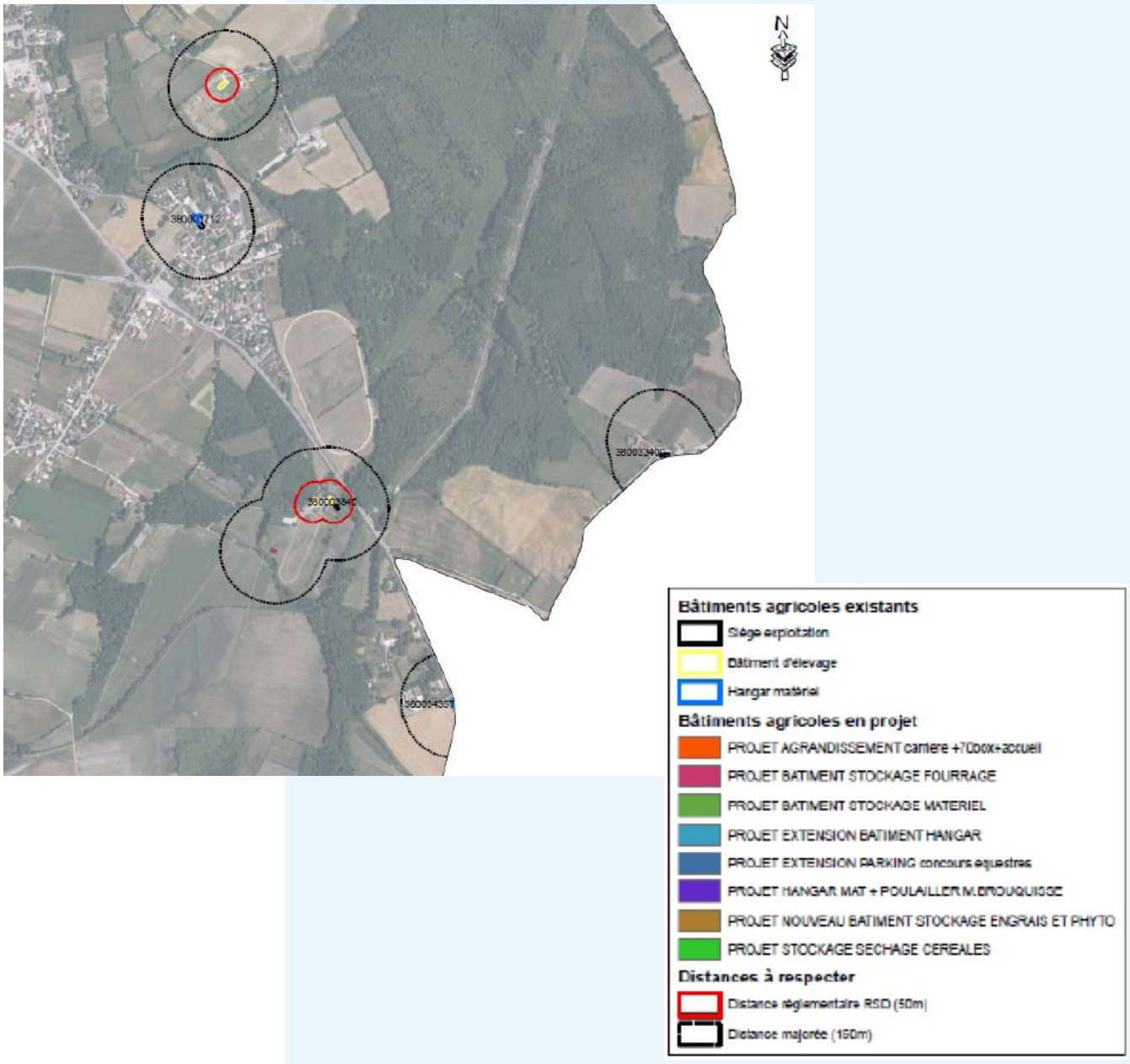


Zoom 1 - Les bâtiments agricoles



- Permettre l'évolution des exploitations

Six projets de nouveaux bâtiments ont été identifiés et localisés de manière précise. Deux autres projets n'ont pas été localisés, car ils sont actuellement moins aboutis.
Il sera nécessaire dans le PLU de prendre en compte ces projets de bâtiments en adoptant un zonage adéquat (zone A) et d'éviter les zones A « inconstructible pour les exploitations agricoles » afin de permettre la maturation des projets de bâtiments non localisés (d'autant plus qu'une exploitation agricole cherche à se relocaliser sur la commune de Saint- Romain de Jalionas).



- Conclusion

L'agriculture de Saint-Romain de Jalionas s'inscrit dans la lignée de l'agriculture de la plaine du Rhône spécialisée en grandes cultures de céréales. Afin de sécuriser ces productions, le territoire agricole fait l'objet d'investissements importants (réseaux et équipements d'irrigation), apportant une dimension stratégique à ce territoire agricole. Saint-Romain de Jalionas participe largement au maintien de la filière céréale sur le territoire de la plaine du Rhône par l'accueil d'un silo local de transit pour la collecte des productions. Ce site local sur la commune reste un emplacement stratégique pour la filière céréalière qu'il convient de préserver.

Par ailleurs, les exploitations agricoles commencent à tirer profil du contexte péri-urbain de la commune en se diversifiant et en développant des productions à plus forte valeur ajoutée (agriculture biologique, produits transformés, …), plus faciles à valoriser en circuit court. L'activité équestre implantée sur la commune peut aussi témoigner du rapprochement de l'agriculture avec la population dans un contexte péri-urbain.

Si ce contexte peut être favorable au développement des circuits agricoles courts et aux activités de service envers la population, la pression urbaine et cette proximité engendrent de plus en plus de « conflits d'usage » et présagent un développement de l'urbanisation sur des parcelles agricoles dites stratégiques.

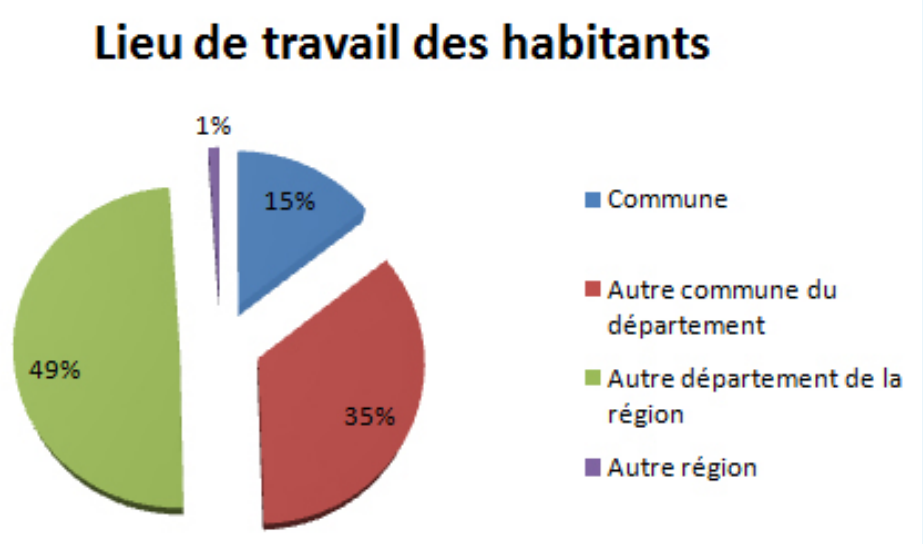
Le Plan Local d'Urbanisme devra veiller à ce que la fonctionnalité des exploitations agricoles ne soit pas impactée en préservant au maximum les espaces agricoles stratégiques (urbanisation plus dense et en dents creuses) et en permettant le développement des structures présentes ou à venir.



■ 2- LES AUTRES ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES

144 entreprises sont installées sur la commune selon l'annuaire des entreprises de France.

Seule une petite part des résidents de la commune travaillent sur place. Près de la moitié se rendent dans l'agglomération lyonnaise.



Source : INSEE - 2010

• 2-1- Les commerces de proximité

La commune de Saint-Romain-de-Jalionas dispose d'un centre-bourg caractérisé par la présence d'un tissu commercial de proximité et d'une zone d'activités artisanales, aux Serpollières et aux Sambètes.



Commerces de proximité au chef-lieu

Depuis 2010, la commune limitrophe, Tignieu-Jameyzieu, s'est dotée d'un centre commercial (Place du Dauphiné) dynamique et moderne. Son influence s'étend sur la commune Jalioromaine. Il n'est donc pas prévu de renforcement du tissu commercial de proximité.

● 2-2- Les zones d'activités

La commune compte une zone d'activité dite "des Serpollières et des Sambètes".

Évolution de la zone d'activité des Serpollières et des Sambètes	
Surface totale à terme	35 hectares
Surface disponible	0 hectares
Extension prévue	15 hectares



● 2-3- Les carrières

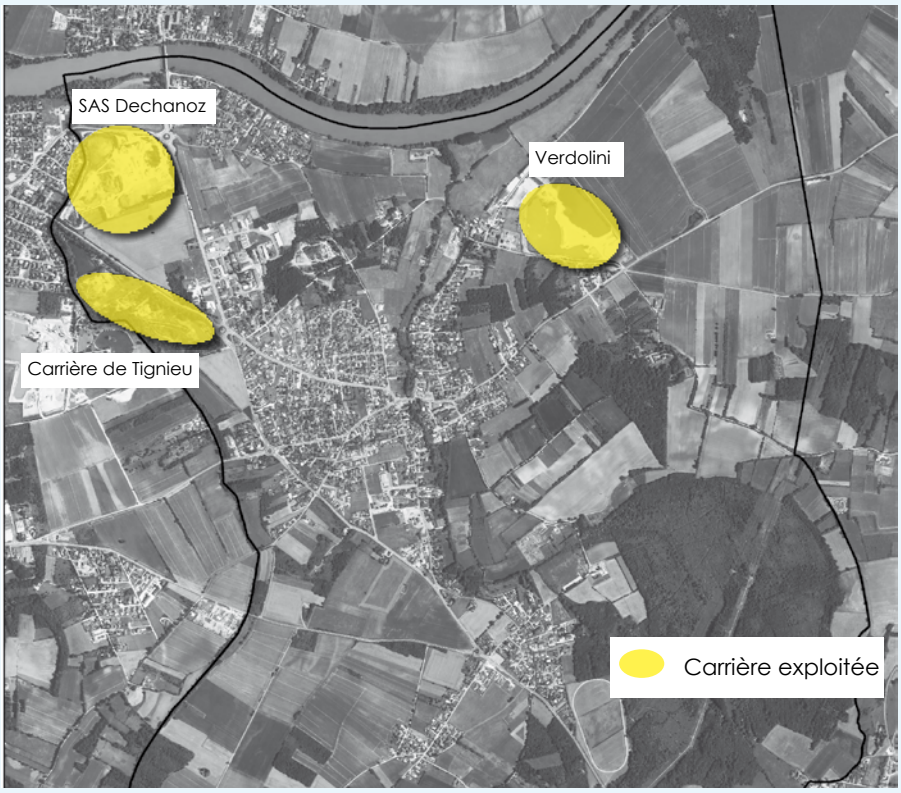
La rive gauche du lit du Rhône est caractérisée par une épaisse couche d'alluvions récente. Ces alluvions offrent des sols riches en matériaux minéraux. Trois carrières d'exploitation de sable et de graviers s'y sont ainsi installées.

Ces carrières font partie d'un ensemble de carrières dites du Rhône Amont dont le secteur s'étend des Avenières à Saint-Romain-de-Jalionas. La production moyenne de ce secteur s'établit à 550 000 tonnes jusqu'en 1991. Depuis 1992, elle oscille entre 340 000 et 420 000 tonnes. La moyenne sur 5 ans est de 410 000 tonnes.

- Carrière de la société Carrières de Tignieu implantée au lieu-dit Les Communaux des Sambêtes. Autorisée par arrêté préfectoral (AP) n°2010-01854 du 09/03/2010, pour une durée de 10 ans et une superficie de 195 123 m² ;

- Carrière de la SAS Dechanoz implantée au lieu-dit Les Sambêtes. Autorisée par AP n°2011-0017 du 19/12/2011, pour une durée de 30 ans (à compter du 15/10/2009) et une superficie de 180 661 m² ;

- Carrière de la société Verdolini implantée au lieu-dit La Combe et Les Taches. Autorisée par AP n°2002-07037 du 25/06/2002, pour une durée de 15 ans et une superficie de 172 601 m².



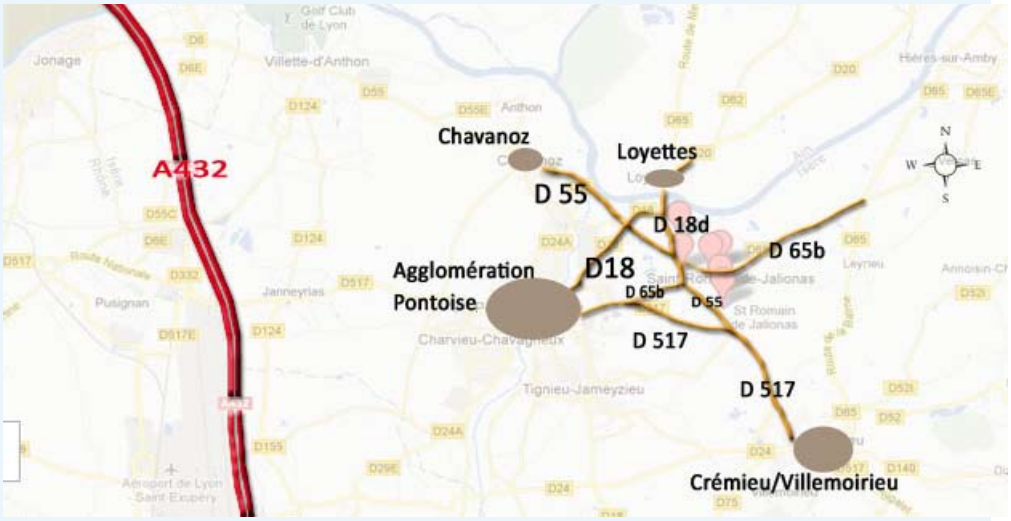
1.5

LES DÉPLACEMENTS

■ 1- LE RÉSEAU VIAIRE

Actuellement, plusieurs voies départementales permettent une liaison avec les échangeurs autoroutiers de l'A43, de l'A42 et de l'A432 ainsi qu'un accès rapide aux grandes villes de la région : Lyon à 30 km à l'ouest, Bourg-en-Bresse à 50 km au nord, Chambéry à 85 km à l'est, Bourgoin-Jallieu à 25 km au sud, et l'aéroport Lyon-Saint-Exupéry à 15 km à l'ouest.

Le territoire communal est très bien desservi par plusieurs voies de transit. La départementale RD 18d reliant Loyettes et Crémieu sur un axe nord-sud, la départementale 65b qui traverse la commune dans sa partie nord et qui la relie à Pont-de-Chéruy, et les départementales RD 55, RD 517, et RD 18 qui la relient également à Pont-de-Chéruy et Chavanoz. Ce réseau viaire principal est secondé par des voiries de distribution qui relient les noyaux villageois anciens et desservent les habitations agricoles isolées. La majeure partie du réseau est concentré dans la partie Nord-ouest du territoire.



■ 2- LE TRANSPORT COLLECTIF

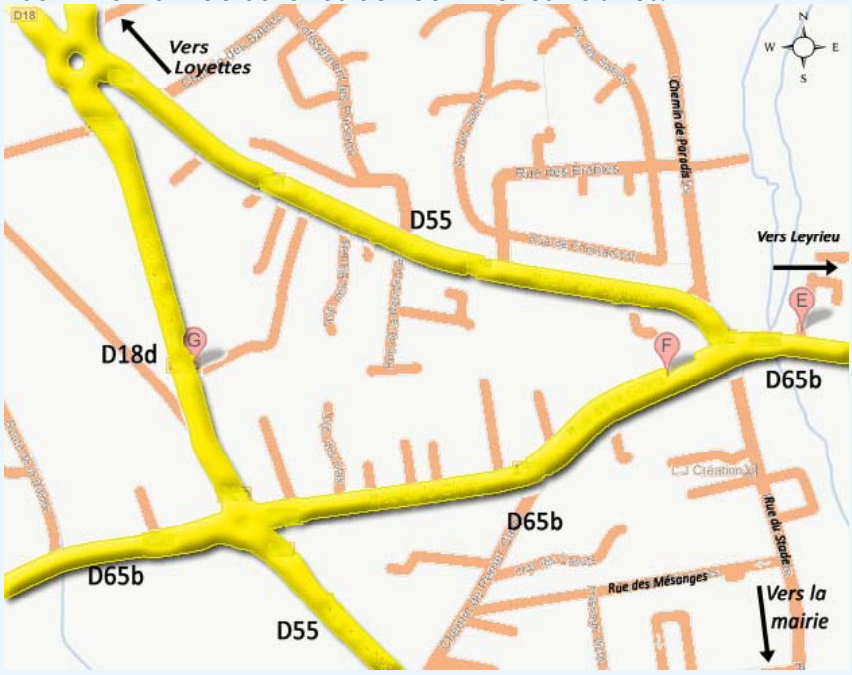
La commune est bien desservie par les lignes de bus. 13 traversent la commune (données 2016) :

- BJA09 ST ROMAIN-BOURGOIN
- CRE10 ST ROMAIN DE JALIONAS- CREMIEU
- DAG01 ST ROMAIN-PT CHERUY-DAGNEUX (ST-LOUIS)
- GEN01 ST ROMAIN JALIONAS-ANTHON-GENAS (AZIEU)
- PCH03 SOLEYMIEU-SICCIEU-DIZIMIEU-PT DE CHERUY
- NIV06 ST ROMAIN -NIVOLAS VERMELLE
- PCH06 MORAS-CHOZEAU-PONT DE CHERUY
- PCH10 ST ROMAIN-PONT DE CHERUY
- PCREA CHARVIEUX-CRÉMIEU
- VER07 ST ROMAIN-CHARVIEU-LA VERPILLIERE
- 1040 PONT DE CHERUY-L'ISLE D'ABEAU
- 1980 SAINT ROMAIN DE JALIONAS - MEYZIEU
- 1981 BOUVESSE QUIRIEU-PONT DE CHERUY



■ 3- LE TRANSPORT DOUX

De nombreux chemins de terre complètent le réseau de circulation et font souvent office de voiries de distribution. Ils constituent un parcours alternatif au réseau routier et sont le support de nombreux sentiers de randonnées qui relient Saint-Romain-de-Jalionas aux communes voisines.



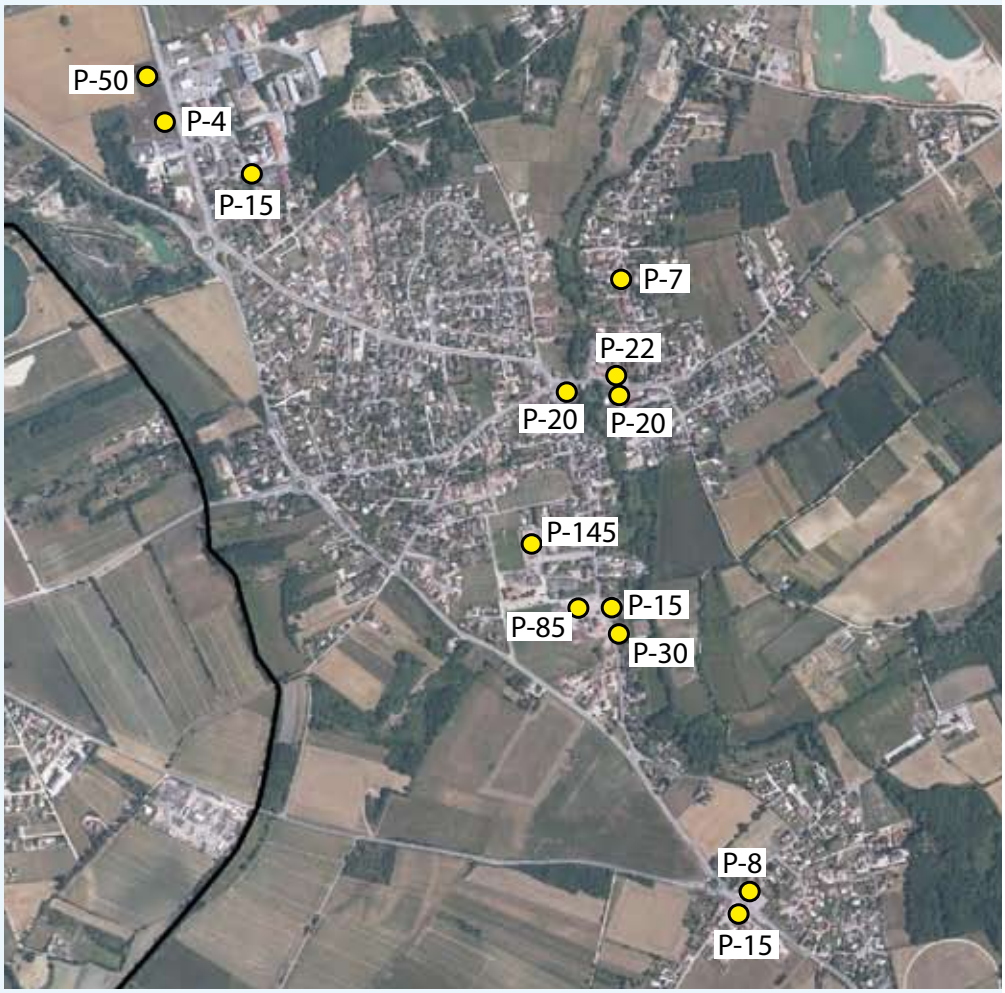
■ 4- LE STATIONNEMENT PUBLIC

La commune compte un nombre important de places de stationnement. Elles sont majoritairement localisées au chef-lieu.

Les hameaux de Barens, La Croix Vieille, le Moulin du Peillard et le Port ne comptent aucun stationnement public.

Localisation		Stationnement pour véhicules motorisés	Stationnement pour véhicules hybrides ou électriques	Stationnement pour vélo
Le Port		0	0	0
Zone d'activités des Sambètes		54	0	0
Zone d'activités les Serpollières		15	0	0
Le Moulin du Peillard		0	0	0
Chef-lieu	Commerces	62	0	0
	Équipements publics	275	0	0
	Rue des Moulins	7	0	0
Chazieu		23	0	0
Croix Vieille		0	0	0
Barens		0	0	0
Total		***436***	***0***	***0***

Localisation des stationnements publics



1.6

LES ÉQUIPEMENTS

La commune dispose d'un bon niveau d'équipements publics.

La commune dispose d'un réel centre administratif autour de la Mairie. Cet ensemble comprend :

- la Mairie,
- l'école (maternelle et primaire)
- l'atelier municipal
- la Maison pour tous
- les terrains de sport
- le gymnase
- les tennis
- restaurant scolaire
- vestiaires foot
- salle de réception
- Jeux de boules
- salle multi-activités

L'église et le cimetière sont situés au Vernai, excentré par rapport au centre bourg. La Poste se situe quant à elle dans le centre commercial de la commune, plus au nord de la mairie.

Les effectifs scolaires sont de 356 enfants pour l'année 2015-2016.



2ème PARTIE -
ÉTAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT



2.1

LA GESTION DE L'EAU

■ 1- L'EAU POTABLE

Source : Evaluation environnementale du PLU - SETIS - 2016 et Zonages d'assainissement – Eaux usées et eaux pluviales et volet eau potable - epteau - 11/06/2015

Un schéma directeur d'alimentation est en cours de réalisation. Les informations qui suivent seront donc complétées suite aux résultats de l'étude.

L'alimentation en eau potable de la commune de Saint-Romain-de-Jalionas (production et distribution) est gérée par le Syndicat Intercommunal des Eaux du Plateau de Crémieu (SIEPC). Le SIEPC assure, en régie, l'alimentation en eau potable de 14 communes du plateau de Crémieu, grâce à 7 sites de production, exploitant tous des captages souterrains. En période d'étiage et depuis 2006, le SIEPC achète de l'eau au SIVOM de Pont de Chéruy. Toutefois, depuis la mise en évidence de la pollution au métolachlore sur la station de Pré-Bonnet en 2013, l'achat d'eau au SIVOM est permanent. Ces achats représentent 6 à 15% des volumes depuis 2006.

● 1-1- Alimentation de la commune

Les données présentées ci-après sont issues du rapport sur le prix et la qualité du Service (RPQS) du SIEPC de 2013 et du zonage d'assainissement eaux usées et eaux pluviales et volet eau potable (réf. B9SRJ131, Epteau, juin 2015).

La commune de Saint-Romain-de-Jalionas est alimentée en eau potable grâce au réservoir « Les Côtes » d'une capacité de 1 000 m3, implanté sur la commune de Tignieu-Jameyzieu. Ce réservoir est alimenté par les stations de production d'eau potable des Barmettes, de Chozelle-Tignieu et de Pré-Bonnet, ainsi que par l'eau achetée au SIVOM de Pont de Cheruy.

Le réseau de distribution de Saint-Romain-de-Jalionas est présenté sur la carte de la page suivante. Il s'étend sur environ 50 km.





La station de production de Pré-Bonnet est située au lieu-dit « Le Vernay » sur la commune d'Optevoz. L'eau y est captée dans les alluvions par un système de drains et par pompage dans un puits et un forage.
En 2013 cette station de production, ressource principale du SIEPC, a prélevé 689 511 m3, soit 52.8 % du volume total prélevé sur les installations du Syndicat.
Une pollution au métolachlore a conduit le SIEPC à réduire depuis 2013 les prélèvements sur cette station (-34% par rapport aux années précédentes) et à limiter l'impact de cette pollution grâce aux eaux issues des autres ouvrages (principalement la station des Barmettes).
Une procédure de DUP est actuellement en cours afin de régulariser la mise en conformité des périmètres de protection de ce captage, proposé par le rapport géologique de l'hydrogéologue agréé en date du 4 novembre 1998.

La station de production des Barmettes a été mise en service en 2010 en complément de la station de Pré-Bonnet. Cette station est située au lieu-dit les Barmettes sur la commune d'Hières-sur-Amby, et son débit maximal autorisé est de 80 m3/h.
En 2013, elle a permis de prélever 300 997 m3 d'eau, soit 23% du volume total prélevé par le Syndicat.
Ce captage a fait l'objet d'un arrêté préfectoral de Déclaration d'utilité Publique (DUP), en date du 25/11/2013, et bénéficie à ce titre de périmètres de protection.

La station de production de Chozelle-Tignieu constitue une ressource de secours, peu utilisée, du fait de la mauvaise qualité des eaux captées (taux de nitrates supérieur à 50 mg/l).
En 2013, cette station de production a permis de prélever 7 390 m3, soit 0.6% du volume global prélevé par le Syndicat).
Ce captage a fait l'objet d'un arrêté préfectoral de Déclaration d'utilité Publique (DUP), en date du 06/06/1978, et bénéficie à ce titre de périmètres de protection.

Le territoire communal de Saint-Romain-de-Jalionas n'est concerné par aucun captage d'alimentation en eau potable ou périmètre de protection de captage.

- 1-2- Besoin de la commune

En 2013, les 3 207 habitants de Saint-Romain-de-Jalionas ont acheté environ 148 323 m3, soit 127 l/hab/j. Le volume journalier moyen consommé s'élève donc à 406 m3.

La qualité de l'eau est bonne, puisque le taux de conformité physico-chimique en 2013 était de 88.2%, et celui de conformité microbiologique de 100%. Les procédures de mise en conformité des périmètres de captages sont actuellement en cours pour la plupart des ouvrages exploités par le syndicat.

Sur le Syndicat le bilan besoins/ressources est satisfaisant en situation actuelle sur l'ensemble du Syndicat que ce soit en situation de demande en eau moyenne ou en pointe. D'un point de vue réglementaire le Syndicat surexploite néanmoins le captage de Dizimieu pour satisfaire la demande en eau moyenne ;

En situation future on constate que le Syndicat sera limité du point de vue réglementaire pour satisfaire la demande en eau sur la totalité du Syndicat. On constate que l'achat d'eau au SIVOM de Pont de Chéruy est essentiel pour assurer l'alimentation des abonnés.

- 1-4- Sécurité incendie

Avec près de 80 % de poteaux incendie conformes aux normes en vigueur, la défense incendie est très satisfaisante sur le territoire du Syndicat. Néanmoins, pour améliorer la couverture de protection incendie, plusieurs aménagements peuvent être envisagés sur les hameaux « Brotel » « Torjonas » et « Surbaix » sur la commune de Saint Baudille de la Tour ou encore sur les communes de Parmilieu et le hameau de Saint Julien à Sissieu.



● 1-5- Sécurisation de l'alimentation sur le service principal sur le bas service (alimentation de St Romain de Jalionas) :

Les capacités de la conduite d'alimentation des communes de St Romain de Jalionas et Tignieu Jameyzieu (Bas Service) sont limitées et ne permettront pas d'absorber les développements urbains prévus ;

- La ressource est limitée et ne permettra pas d'absorber les développements urbains prévus ;
- Si aucune modification des réseaux n'est réalisée, le Syndicat sera dans l'obligation de recourir au quotidien, à l'achat d'eau auprès du SIVOM Pont de Chéruy pour permettre de satisfaire la demande en eau de la totalité des abonnés sur le Bas Service ;
- Si le Syndicat souhaite utiliser ses propres ressources au maximum de leur capacité afin de diminuer les achats d'eau auprès de collectivités voisines, il devra prévoir de renforcer les canalisations (ou de poser de nouvelles canalisations) et/ou de trouver de nouvelles ressources (ou d'utiliser les ressources non exploitables à ce jour).

Des solutions sont étudiées et seront approfondies dans la suite de l'étude du schéma d'eau potable afin de répondre à cette problématique.

● 1-6- Devenir

Le SIEPC annonce que le système actuel pourra assurer le service pour les 5 prochaines années sur le bas service.

Durant ce délai le schéma directeur sera finalisé, la recherche de nouvelles ressources et/ou interconnexions aura permis de définir une solution répondant à la problématique. Les délais de mise en oeuvre des solutions ne sont pas définis à ce jour, ils le seront à la finalisation du schéma directeur (pas avant avril 2016).

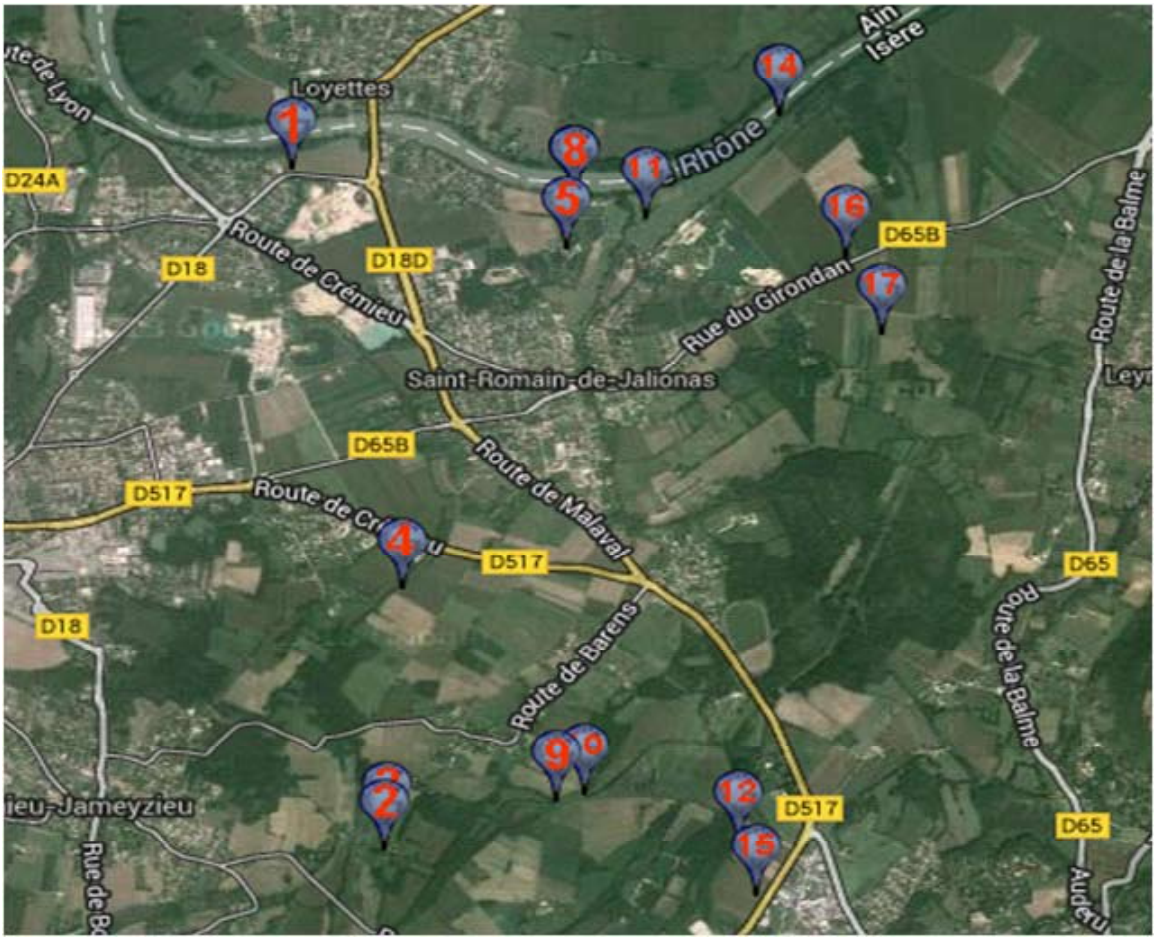
Sur la base du délai de 5 ans disponible en terme de ressource/distribution, la population supplémentaire envisageable sur St Romain de Jalionas est de 264 habitants.

● 1-7- Irrigation

D'après les données recueillies par la DDT de l'Isère concernant les « points de prélèvements d'eau agricole anonymes en 2013 », Saint-Romain-de-Jalionas dispose de 17 points de prélèvement destinés à l'agriculture. Leurs caractéristiques sont détaillées dans le tableau ci-dessous.



N°	Débit (m^3/s)	Type ressource	Nature ressource	Nom ressource	Sous bassin versant (Bassin versant du Haut Rhône)
1	40	Souterraine	Nappe	Terrasse du Rhône	Vallée du Rhône (Porcieu-St Romain)
2	10	Souterraine	Nappe	Terrasse du Rhône	Vallée du Rhône (Porcieu-St Romain)
3	10	Souterraine	Nappe	Terrasse du Rhône	Vallée du Rhône (Porcieu-St Romain)
4		Souterraine	Nappe	Terrasse du Rhône	Vallée du Rhône (Porcieu-St Romain)
5	40	Souterraine	Nappe	Terrasse du Rhône	Vallée du Rhône (Porcieu-St Romain)
6	190	Superficielle	Cours d'eau	Rhône	Rhône HR
7	190	Superficielle	Cours d'eau	Rhône	Rhône HR
8	190	Superficielle	Cours d'eau	Rhône	Rhône HR
9	40	Souterraine	Nappe	Terrasse du Rhône	Vallée du Rhône (Porcieu-St Romain)
10	30	Souterraine	Nappe	Terrasse du Rhône	Vallée du Rhône (Porcieu-St Romain)
11	30	Souterraine	Nappe	Terrasse du Rhône	Vallée du Rhône (Porcieu-St Romain)
12	40	Souterraine	Nappe	Terrasse du Rhône	Vallée du Rhône (Porcieu-St Romain)
13	600	Superficielle	Cours d'eau	Rhône	Rhône HR
14	600	Superficielle	Cours d'eau	Rhône	Rhône HR
15	50	Souterraine	Nappe	Terrasse du Rhône	Vallée du Rhône (Porcieu-St Romain)
16	150	Superficielle	Nappe d'accompagnement	Rhône	Rhône HR
17	50	Souterraine	Nappe	Terrasse du Rhône	Vallée du Rhône (Porcieu-St Romain)

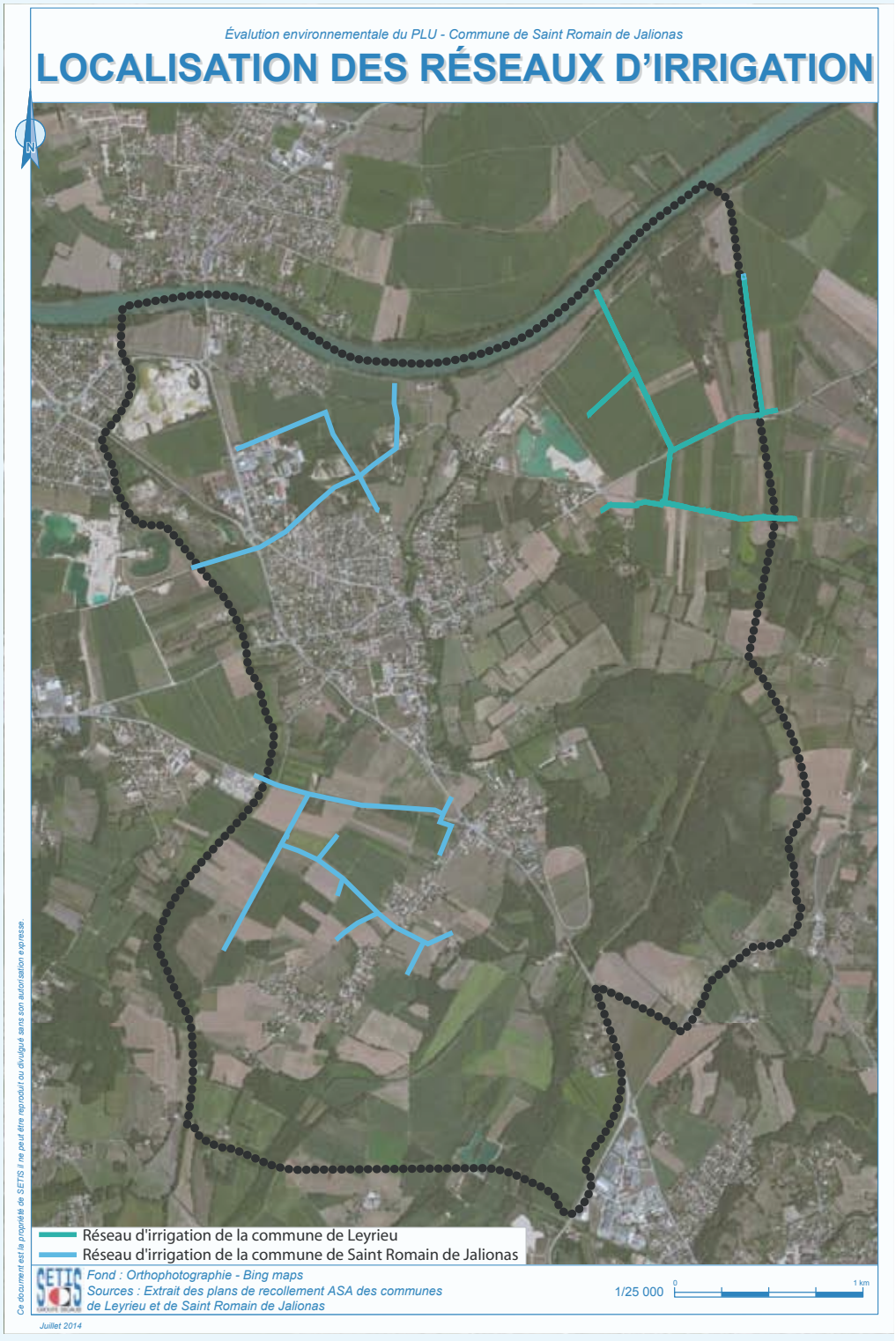


Localisation des points de prélèvement agricoles

Source : DDT de l'Isère ; carte Geofree



La commune de Saint-Romain-de-Jalionas est concernée par deux périmètres d'irrigation mis en œuvre respectivement par l'association syndicale autorisée (ASA) de Saint-Romain-de-Jalionas, et l'ASA de Jalionas-Leyrieu.
La première a été créée en 1982 et concerne 140 ha, tandis que la seconde, créée en 1989, concerne 230 ha.
Les surfaces irriguées doivent être conservées en zone A.
Les réseaux et périmètres d'irrigation de chaque ASA sont reportés sur la carte ci-dessous.



■ 2- L'ASSAINISSEMENT

Source : Zonages d'assainissement – Eaux usées et eaux pluviales et volet eau potable - epteau - 11/06/2015

● 2-1- L'assainissement collectif

Sur la commune la majorité des habitations est gérée sur le mode assainissement collectif (96% de la population en assainissement collectif).

Globalement les secteurs en assainissement non collectif se situent en périphérie du bourg.

Le réseau d'assainissement de la commune est principalement de type séparatif (20 km de réseau). Les eaux pluviales sont gérées par quelques collecteurs dans le bourg (6 km).

La commune a la maîtrise d'ouvrage de la collecte des eaux usées.

Le réseau communal est équipé de 3 postes de relevage sur le hameau de Barens et de Nuisèles.

La collecte communale est connectée au collecteur de transfert d'assainissement du Syndicat Mixte du Girondan (SMG) qui traverse la commune le long du Girondan. Ce collecteur de transfert aboutit à la station d'épuration du syndicat située au nord de la commune de St Romain de Jalionas en bordure du Rhône.

La station d'épuration traite les effluents issus des communes de Crémieu, Dizimieu, Leyrieu, St Romain de Jalionas, Villemoirieu.

La station d'épuration du SMG est de type boues activées en aération prolongée.

Elle a été mise en service en 2001 et a fait l'objet d'un arrêté préfectoral d'autorisation de rejet (n°99-9203).

Les capacités de la STEP précisées dans l'arrêté préfectoral d'autorisation de rejet et le marché de travaux sont :

Arrêté préfectoral d'autorisation de rejet		**Marché de travaux**	
		Volume journalier de temps sec	1 700 m3/j
		Volume journalier d'eaux claires parasites	200 m^3/j
Débit journalier	2 200m^3/j	Débit journalier	1 900 m^3/j
Débit de pointe	112 m^3/h	Débit de pointe prétraitement	250 m^3/j
		Débit de pointe biologique	140 m^3/j



- Etat des lieux de la collecte

► Temps sec

Le réseau de collecte de la commune collecte des eaux claires parasites de temps sec (ecp).
Les apports ont été localisés et les secteurs concernés ont été classés par priorité.
Il en ressort que sur les 967 m³/j collectés, 557 m³/j (soit 58%) sont liés à la collecte d'eaux claires parasites de temps sec.

1088 m de réseau sont classés en priorité 1 par rapport aux ecp, ils apportent 336 m³/j soit 60% du volume global des ecp.

Le taux de raccordement du système est déterminé en comparant le débit théorique rejeté au réseau d'assainissement et le débit mesuré en aval de la collecte :
- Débit collecté sur le système d'assainissement : 410 m³/j d'eaux usées ;
- Consommation d'eau potable : 406 m³/j.

D'après les mesures, le taux de collecte du système d'assainissement sur la commune semble proche de 100%.

► Temps de pluie

Les mesures ont permis de déterminer la surface active raccordée sur chaque bassin versant isolé par les mesures. Elles sont données sur la figure suivante.
Il en ressort une surface active globale de 25 600 m² raccordée au réseau d'eaux usées.

► Débit de référence actuel

En l'absence de données d'autosurveillance sur les volumes générés sur la commune, le débit de référence est déterminé sur la base de la collecte de temps sec (eaux usées + eaux claires parasites de temps sec) et du volume généré par une pluie mensuelle de durée 24h.

Les mesures réalisées permettent de définir le débit de référence associé à la collecte sur la commune. Il est donné dans le tableau suivant. Il est déterminé dans l'état actuel des réseaux en prenant en compte les travaux réalisés en 2014 sur le secteur de Barens.



Population raccordée	EH	3521
Débit d'eau usées correspondant	m^3/j	458
Débit d'eaux claires parasites de temps sec	m^3/j	557
Surface active raccordée	m^2	25 600
Pluie mensuelle de durée 24h	mm	24.2
Volume d'eaux pluviales pluie mensuelle durée 24h	m^3/j	620
Débit de référence	m^3/j	1634

Le débit de référence est évolutif. Il est à adapter en fonction :
- De la population raccordée ;
- Des travaux engagés par la commune : réduction des apports d'eaux claires parasites de temps sec et/ou réduction de la surface active raccordée.

- Etat des lieux du réseau de transfert et du traitement

Le SMG a fait réaliser des études dans l'objectif de déterminer les limites de la station d'épuration et de définir les solutions envisageables pour adapter le traitement aux charges actuelles et futures :
- Syndicat d'Assainissement du Girondan – Département de l'Isère - Mission d'assistance pour la requalification de l'UDEP - G2C – Juin 2013 ;
- Syndicat d'Assainissement du Girondan – Département de l'Isère - Mission d'assistance pour la mise à jour du schéma directeur d'assainissement - G2C – Janvier 2014.

La capacité résiduelle de la STEP en terme de charges polluantes est en 2014 équivalente à 10% de la charge nominale.

- Devenir de la collecte et du traitement

A l'issue du diagnostic la commune a décidé de réaliser des travaux sur le réseau de collecte dans l'objectif de réduire la collecte d'eaux claires parasites de temps sec.

Les travaux prévus permettent d'éliminer 379 m^3/j d'eaux claires parasites de temps sec soit 70% des ecp restant après les travaux réalisés en 2014 à Barens.

Il est prévu d'augmenter les capacités de la station d'épuration. Une étude est en cours, les éléments ne sont pas disponibles à ce jour.



- Adéquation entre les capacités résiduelles du traitement et les prévisions de développement sur la commune de St Romain de Jalionas

Les résultats pour l'année d'exploitation 2015 de la STEP identifient une moyenne journalière de la charge de pollutions organiques à 9 540 EH sur une charge maximale en entrée de 10 000 EH. La STEP a donc encore une disponibilité de 460 EH.

Le syndicat mixte d'assainissement du Girondan a effectué en concertation avec les communes raccordées, une répartition des EH restant disponibles, dans l'attente des travaux pour l'extension.

Ainsi, l'application du quota retenu pour la commune de Saint-Romain de Jalionas sur la base des 460 EH disponible permet d'envisager le raccordement d'environ 64 logements.

Nota : rappelons que l'extension de ZA ne prévoit pas d'entreprises générant des effluents autres que domestiques. La population supplémentaire est donc attribuable à une charge domestique à 100%.

● 2-2- L'assainissement non collectif

Le nombre de bâtiments gérés sur le mode Assainissement Non Collectif (ANC) est de 47. La population correspondante, selon le ratio habitants/logements issus des données INSEE, est estimée à 129 personnes.

Cette population représente 4% de la population globale de la commune. Il s'agit essentiellement d'habitats individuels.

Globalement les secteurs en assainissement non collectif se situent en périphérie du bourg.
Le Syndicat Intercommunal des Eaux du Plateau de Crémieu (SIEPC) a la compétence SPANC pour la commune.

- Etat des lieux

Le diagnostic des filières « assainissement non collectif » existantes a été réalisé par le SPANC pour l'ensemble des filières.
Les résultats des diagnostics permettent de classer les filières conformément à l'arrêté du 27 avril 2012 relatif aux modalités de l'exécution de la mission de contrôle des installations d'assainissement non collectif.
Les filières diagnostiquées se répartissent comme suit :

- 33% des filières sont conformes ;
- 59% des filières sont non-conforme (Article 4 cas c) de l'arrêté du 27/04/2012)
- 9% des filières présentent un non respect de l'article L.1331-1-1 du Code de la Santé Publique.



- Carte d'aptitude à l'assainissement non collectif

La carte d'aptitude des sols a pour objectif d'évaluer les possibilités de mise en place ou de réhabilitation de filières d'assainissement non collectif.

Dans son projet de PLU, la commune a pour objectif de centrer l'urbanisation future sur l'urbanisation actuelle (conformément aux objectifs du SCOT) dans l'emprise de l'enveloppe urbaine. Elle projette ainsi de gérer sur le mode assainissement collectif les futures zones d'urbanisation proches des réseaux existants.

En terme d'évolution de l'urbanisation :

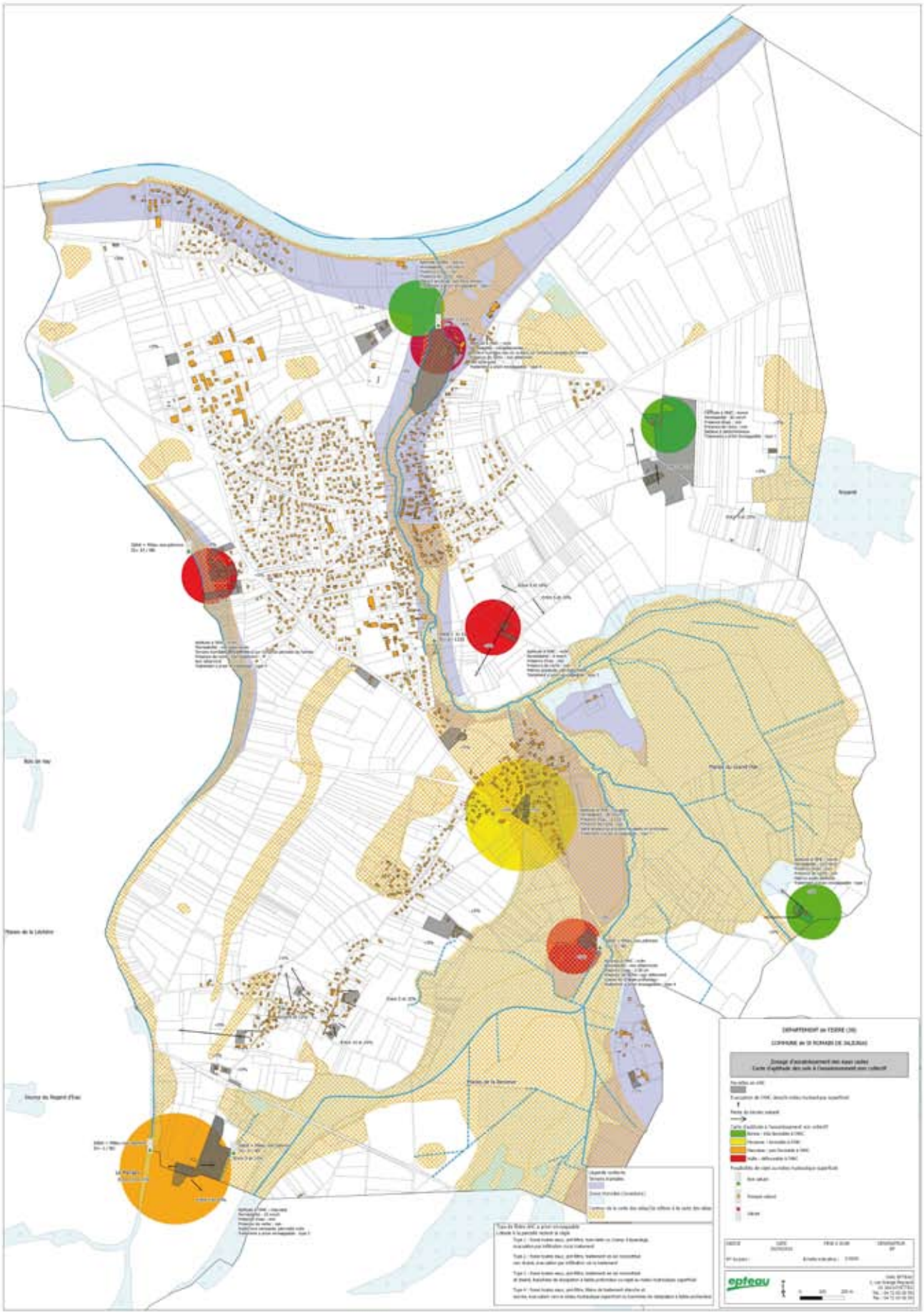
- Il reste des tènements pouvant faire l'objet d'une réhabilitation conséquente (plusieurs logements réalisables dans une grange par exemple) dans les secteurs gérés en assainissement non collectif ;
- Il n'y a pas de dents creuses non desservies par le réseau d'assainissement d'eaux usées pouvant permettre l'implantation de nouveaux bâtiments.

La définition de la carte d'aptitude des sols à l'ANC s'est centrée sur les secteurs présentant des tènements pouvant faire l'objet d'une réhabilitation conséquente et aujourd'hui gérés sur le mode ANC.

- Devenir

Il n'est pas prévu par la commune d'étendre le réseau d'assainissement aux zones gérées en assainissement non collectif ni d'étendre l'habitat sur les zones gérées en assainissement non collectif.







■ 3- LES EAUX PLUVIALES

La gestion des eaux pluviales se répartie comme suit :

- La maîtrise d'ouvrage et l'exploitation sont communales sur les routes communales ;
- La maîtrise d'ouvrage est communale et l'exploitation est assurée par la CCIC (Communauté de Communes de l'Isle Crémieu) sur les routes inter-communales ;
- La gestion des eaux pluviales liées aux routes départementales est assurée par le Conseil Départemental (maîtrise d'ouvrage et exploitation).

Dans les secteurs urbanisés, la gestion des eaux pluviales s'organise autour :

- Type 1 : réseau séparatif d'eaux pluviales pour les eaux de ruissellement sur voirie.
  Evacuation dans le milieu hydraulique superficiel ;
- Type 2 : réseau séparatif d'eaux pluviales pour la collecte des eaux de ruissellement sur les parcelles privées et sur la voirie. Evacuation dans le milieu hydraulique superficiel ;
- Type 3 : une structure pluviale pour la chaussée : collecte des eaux de ruissellement sur chaussée, évacuation par puits d'infiltration. Les puits d'infiltration se situent à proximité des grilles pluviales, il n'y a pas de collecteurs d'eaux pluviales sur de grandes longueurs.
  Dans ces secteurs les eaux pluviales issues des particuliers ne sont pas collectées, elles sont évacuées à la parcelle (puits d'infiltration, infiltration naturelle par les terrains) ;
- Type 4 : une absence de structure pluviale : les eaux ruissellent sur la chaussée et se perdent sur les terrains longeant la chaussée.

En-dehors des zones urbanisées :
- L'existence de quelques fossés en extérieur des zones urbanisées le long des chemins de terre : globalement l'infiltration des eaux pluviales est suffisante sur les terrains naturels pour ne pas nécessiter la création de fossés (en-dehors des marais et zones humides) ;
- Un réseau de fossés et de cours d'eau drainant les marais et les zones humides.

Aujourd'hui :
- Certains puits d'infiltration n'abondent pas : dimensionnement des puits d'infiltration probablement inadapté aux capacités d'évacuation du sol ;
- Les collecteurs d'eau pluviales ont des capacités d'évacuation qui ne semblent pas poser de problèmes sur la base des connaissances de la commune ;
- Lors des mesures réalisées sur le réseau d'eaux usées début 2014 il a été constaté des eaux de ruissellement dans les réseaux d'eaux usées. Surface active globale calculée : 25 600 m². Les mesures mettent en évidence que toutes les eaux pluviales ne sont pas rejetées au niveau des réseaux d'eaux pluviales mais qu'une partie, à hauteur de la surface active calculée, est gérée par le système d'assainissement d'eaux usées malgré la séparativité des réseaux.



- Devenir

Les projets de développement de la commune concernent essentiellement le bourg :
- Sans extension de la zone urbanisée :
  - Dents creuses ;
  - Divisions parcellaires ;
  - Réhabilitation de bâtiments ;
- Extension de l'habitat : secteur des Vignes ;
- Extension des zones d'activités : les Sambètes.

La surface globale concernée par les projets d'extension est de l'ordre de :
- Surface de l'ordre de 3.5 ha pour l'extension de l'habitat ;
- Surface de l'ordre de 10 à 12 ha pour l'extension des zones d'activité.

Dans ces secteurs, les eaux pluviales seront gérées de façon séparative.

- Carte des contraintes

Cf carte page suivante.

La gestion des eaux pluviales est soumise à des contraintes qui sont liées à :
- L'urbanisation existante : organisation des bâtiments (alignement sur la chaussée, maisons de villes, maisons jumelées), la densité d'habitat,
- L'urbanisation future à mettre en accord avec les prescription du SCOT : densité d'habitat, collectif et petits collectifs ;
- Les structures existantes : réseau d'assainissement unitaire, réseau d'assainissement séparatif, assainissement non collectif, fossés ;
- Les milieux récepteurs : liées aux débits (risque d'inondation), aux charges polluantes (état des masses d'eau) ;
- Les problématiques déjà observées : stagnation d'eau, difficulté d'évacuation, ravinements ;
- Le milieu environnant : proximité de zones humides, nature du sol, nappe affleurante.

Autant d'éléments à prendre en compte dans les orientations de la gestion des eaux pluviales dont le zonage d'eaux pluviales et ses conséquences sur le PLU.

- Synthèse des enjeux

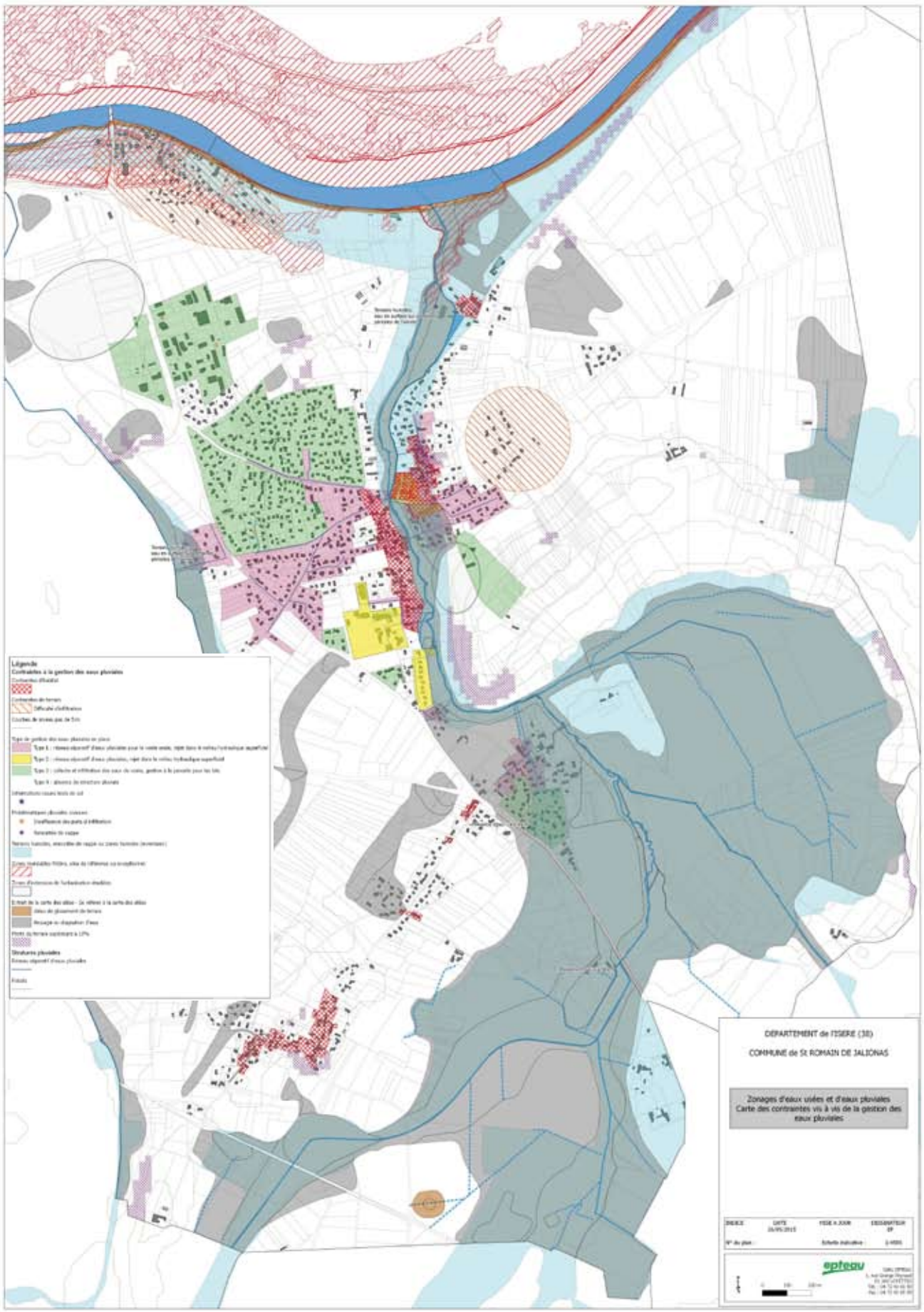
Il ressort de l'étude des bassins versants topographiques et de la prise en compte des structures pluviales en place, qu'il n'y a pas de problématique majeure à l'échelle de la commune.

La commune a mis en place des solutions face aux problématiques soulevées par les riverains.

En terme de gestion de l'espace, il ressort que les écoulements d'eau (eaux pluviales, sources) ont une place à l'échelle du territoire et en particulier dans les zones urbanisées.

Des zones humides (permanentes ou non) sont liées à la présence de l'eau sur la commune.
Il convient de respecter la place et le fonctionnement des écoulements et des zones humides associées dans les projets d'aménagement.




Légende
Contraintes à la gestion des eaux pluviales
Contraintes d'habitat
Contraintes de terrain
Difficulté d'infiltration
Courbes de niveau pas de 5 m
Type de gestion des eaux pluviales en place
Type 1 : réseau séparatif d'eaux pluviales pour la voirie seule, rejet dans le milieu hydraulique superficiel
Type 2 : réseau séparatif d'eaux pluviales, rejet dans le milieu hydraulique superficiel
Type 3 : collecte et infiltration des eaux de voirie, gestion à la parcelle pour les lots
Type 4 : absence de structure pluviale
Infrastructure routière hors de cet
Problématiques pluviales connues
Insuffisance des ports d'infiltration
Formations de source
Terrains humides, ensemble de rapport ou zones humides (inventaire)
Zones inondables fréquentes, aléa de référence ou exceptionnel
Zones d'intersection de hydrodynamique et inondation
Selon la carte des aléas - Se référer à la carte des aléas
Aléa de glissement de terrain
Ravinage ou dégradation d'eaux
Pente du terrain supérieure à 12%
Structures pluviales
Réseau séparatif d'eaux pluviales
Fossés
DEPARTEMENT de l'ISERE (38)
COMMUNE de St ROMAIN DE JALIONAS
Zonages d'eaux usées et d'eaux pluviales
Carte des contraintes vis à vis de la gestion des eaux pluviales
DESSINATEUR
DATE
16/05/2015
FEUILLE
Echelle indicative :
1/4000
epteau



■ 4- PROPOSITIONS DE ZONAGE

● 4-1- Carte de zonage d'eaux usées

La part d'assainissement non collectif est faible sur la commune.
Les prévisions de développement de l'habitat se concentrent essentiellement dans l'enveloppe urbaine.

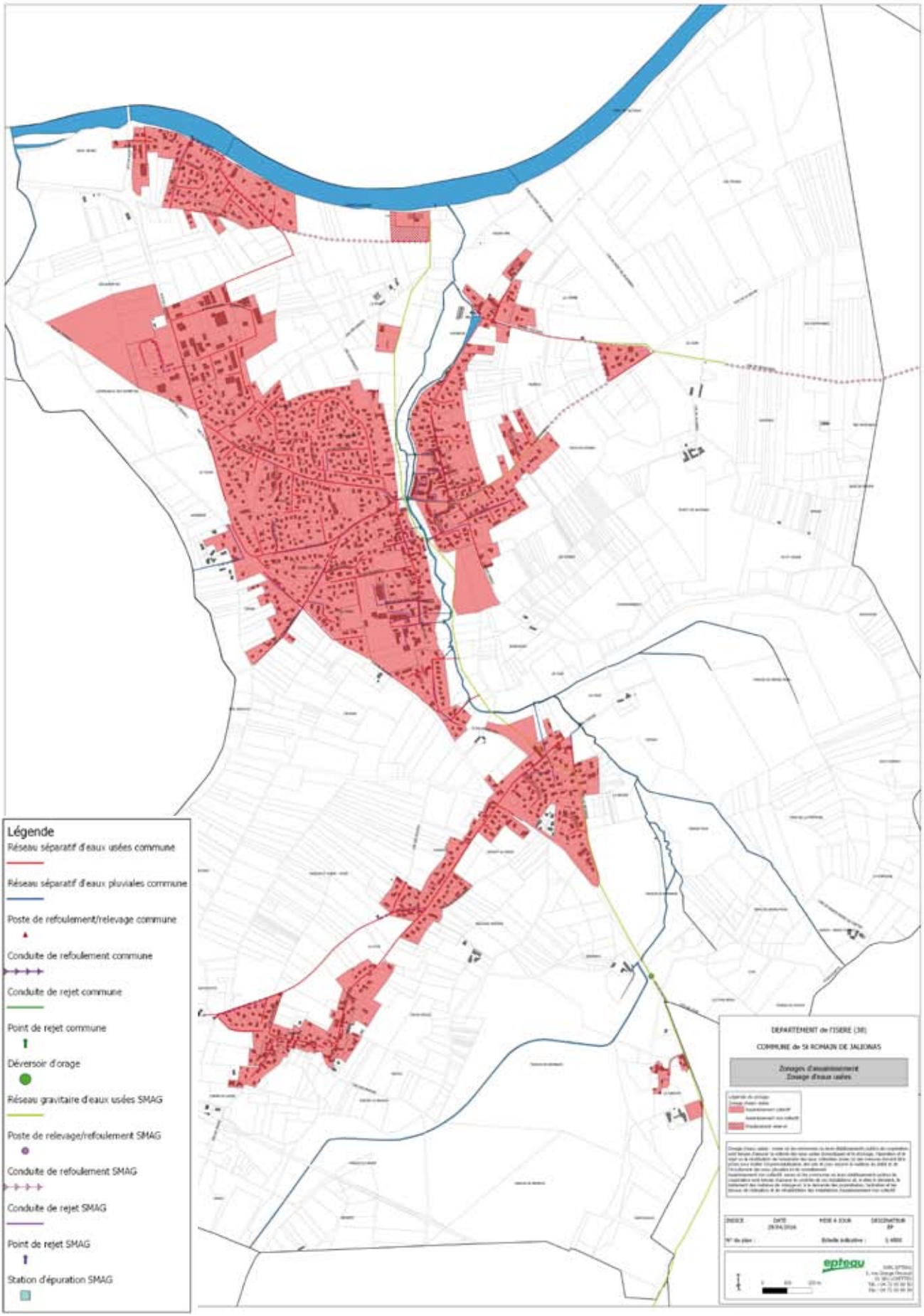
Il n'est pas prévu d'étendre le système d'assainissement collectif aux zones gérées sur le mode non collectif et il n'est pas envisagé d'étendre l'urbanisation dans ces secteurs.

En conséquence le zonage de l'assainissement collectif est calé sur l'assainissement collectif existant et les extensions de l'urbanisation prévues.

Les parcelles classées en Assainissement Non Collectif sont gérées par le service du SPANC, le SIEPC.
Les parcelles classées en Assainissement Collectif sont gérées par le service assainissement collectif, la commune.

Notons que pour certaines parcelles incluses dans des secteurs desservis par le réseau d'assainissement collectif, la mise en place d'une boîte de branchement par la commune peut être nécessaire.




Légende
Réseau séparatif d'eaux usées commune
Réseau séparatif d'eaux pluviales commune
Poste de refoulement/relevage commune
Conduite de refoulement commune
Conduite de rejet commune
Point de rejet commune
Déversoir d'orage
Réseau gravitaire d'eaux usées SMAG
Poste de relevage/refoulement SMAG
Conduite de refoulement SMAG
Conduite de rejet SMAG
Point de rejet SMAG
Station d'épuration SMAG
DEPARTEMENT de l'ISERE (38)
COMMUNE de St ROMAIN DE JALIONAS
Zonages d'assainissement
Zonage d'eaux usées
epteau

● 4-2- Carte de zonage d'eaux pluviales

L'état des lieux en matière de ruissellement ne met pas en évidence de forte problématique pluviale en terme de ruissellement.

Pour l'habitat aggloméré, une structure pluviale, ou les écoulements préférentiels pouvant se former sur la voirie, participent au débit de pointe des cours d'eau.

En l'absence de la formation d'écoulements préférentiels, les eaux ont tendance à se perdre dans les terrains.

Il n'est pas souhaitable aujourd'hui d'augmenter les débits pluviaux rejetés aux milieux hydrauliques superficiels.

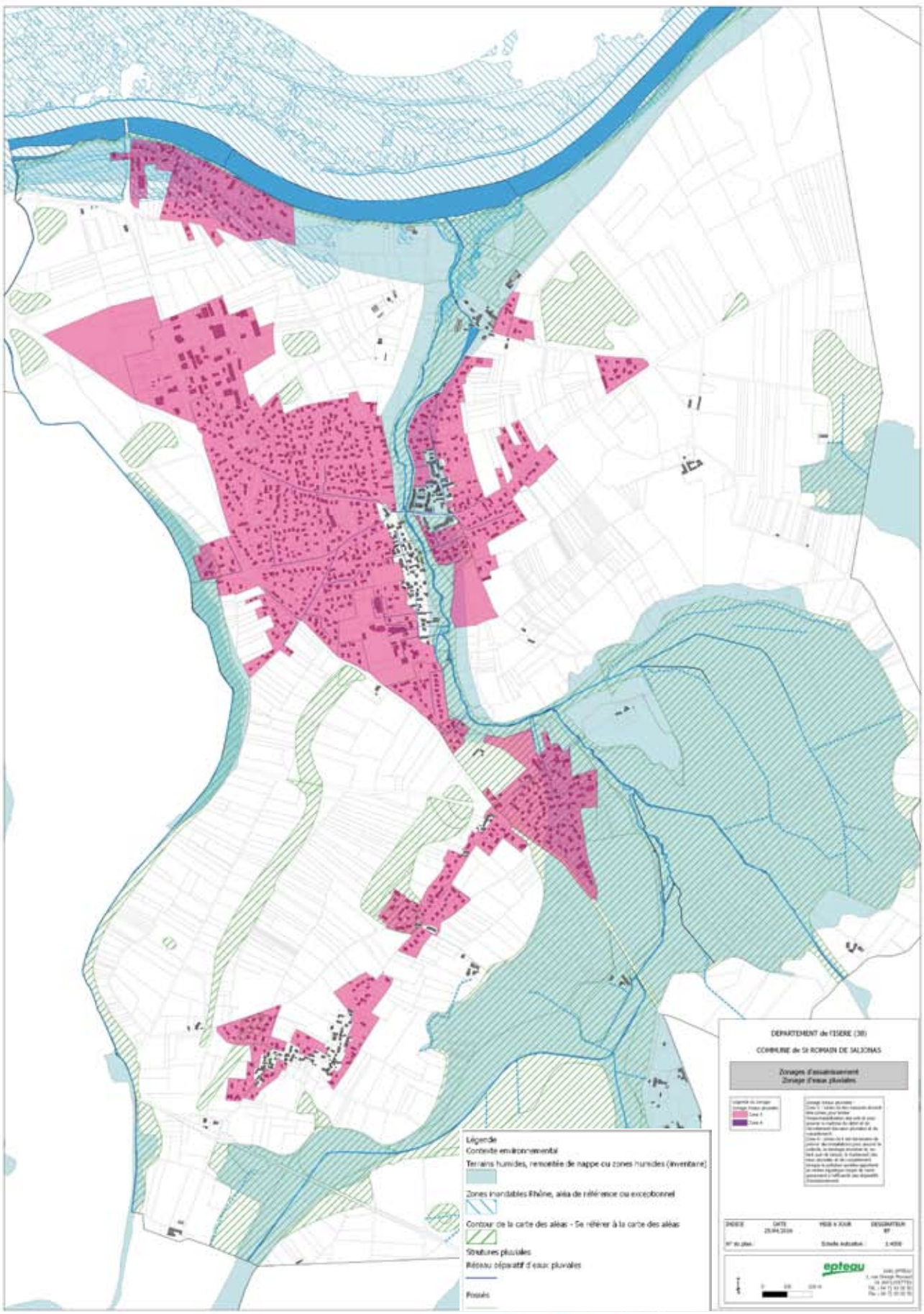
Dans les zones actuelles d'urbanisation il n'est pas prévu de modification de gestion des eaux pluviales. Le zonage proposé dans ces zones est donc établi en accord avec la gestion en place.

Pour les zones de développement de l'urbanisation :

- Extension de l'habitat : un aménagement d'ensemble est prévu. Dans le cadre de cet aménagement, la gestion des eaux pluviales doit être pensée dans l'objectif de ne pas augmenter les débits actuellement générés par la zone. Cette zone est classée en zone 3 du zonage.
- Extension de zones d'activités : la CCIC a un cahier des charges prévoyant la gestion des eaux pluviales :
  - Pour les eaux de voirie : puits d'infiltration ;
  - Pour les lots : gestion des eaux pluviales à la parcelle ;
  - Cette zone est classé en zone 3 du zonage.

Dans son projet de PLU, la commune a pour objectif de limiter les ruissellements en définissant des taux d'imperméabilisation des sols maximum et des mesures de gestion des eaux pluviales à l'échelle de la parcelle et/ou du quartier dans les futures opérations d'aménagement.




Légende
Contexte environnemental
Terrains humides, remontée de nappe ou zones humides (inventaire)
Zones inondables Rhône, aléa de référence ou exceptionnel
Contour de la carte des aléas - Se référer à la carte des aléas
Structures pluviales
Réseau séparatif d'eaux pluviales
Fossés
DEPARTEMENT de l'ISERE (38)
COMMUNE de ST ROMAIN DE JALIONAS
Zonages d'assainissement
Zonage d'eaux pluviales
epteau

2.2

LA GESTION DES DECHETS

Source : Rapport d'activité 2013 - SMND

- Compétences :

Le Syndicat Mixte Nord Dauphiné et la Communauté de Communes de l'Isle Crémieu.

Par le biais de son adhésion, les compétences liées aux déchets de la Communauté de Communes de l'Isle Crémieu ont été déléguées au Syndicat Mixte Nord Dauphiné. C'est donc en partenariat étroit entre la CCIC et le SMND que sont organisés et gérés les services liés aux déchets.

Le SMND exerce la compétence collecte et traitement des déchets ménagers et assimilés et assure à ce titre:
- la Collecte des Ordures Ménagères résiduelles,
- la collecte du tri sélectif,
- la gestion des déchetteries,
- le traitement des déchets.

Remarque:

Le territoire du SMND regroupe 69 communes, dont la commune de Saint-Romain-de-Jalionas via la Communauté de Communes de l'Isle Crémieu.

- Réglementation

Un règlement de collecte des déchets de la commune a été signé en octobre 2003. Il définit les règles de collecte des ordures ménagères et du tri sélectif.

● 1. Collecte des Ordures Ménagères

La collecte des OM sur la commune de Saint-Romain-de-Jalionas s'effectue :

En porte à porte: les OM doivent être déposées dans des bacs roulants; chaque foyer dispose de son conteneur et le ramassage se fait en bord de voie publique.
→ La collecte est assurée en régie directe par le SMND et a lieu 1 fois par semaine : le mercredi.

● 2. Tonnage des Ordures Ménagères

Le tonnage moyen des Ordures Ménagères résiduelles collectées sur l'ensemble du SMND s'élève à:
- 50 215 tonnes en 2013,
- Soit une moyenne de +/- 260 kg / habitant / an

Sur la commune de Saint-Romain-de-Jalionas, le ratio est de 225,26 kg/hab/an.



Sur le territoire de la CC de l'Isle Crémieu, le ratio moyen est de 230 kg/hab/an.
- (le ratio moyen national est de 298 kg/hab/an – valeur 2009 ADEME)
- (le ratio moyen départemental est de 235 kg/hab/an – valeur 2009 SINDRA)

Il n'y a pas de variation significative du volume des ordures ménagères sur la commune entre 2012 et 2013 (-1,55).

● 3. Traitement des Ordures Ménagères résiduelles

La SMND assure la collecte des ordures ménagères et leur transport direct jusqu' à l'UIOM du SITOM de Bourgoin-Jallieu dont le SMND est membre.

Les OM sont traitées par incinération. L'UIOM est équipée de 2 lignes d'incinération, chaque four ayant une capacité de traitement de 11 t/h, soit une capacité totale de 176 000 t/an.

Cette unité permet la valorisation énergétique par plusieurs modes:
- Eau chaude à 109° sous pression alimentant en chauffage et eau chaude sanitaire l'équivalent de 1200 logements,
- Vapeur saturée alimentant un industriel,
- Électricité alimentant l'usine d'incinération pour une part et revente à EDF.

Depuis juillet 2011, les mâchefers (résidus d'incinération) sont valorisés comme matériaux de recouvrement en ISDND à Cessieu (38) et Chatuzange-le-Goubet (26).

Les cendres d'épuration des fumées (REFIOM) sont transférées en ISDD (anciennement CET de classe 1) sur le site de SECHE ENVIRONNEMENT à Changé (53).

● 4. Tri sélectif

Le mode de collecte sélective existant sur le territoire communal est :

- L'apport volontaire: 10 emplacements réservés au tri sélectif en apport volontaire existent sur la commune et sont destinés aux personnes désireuses de trier leurs emballages ménagers.

- Chaque point d'apport volontaire se compose au minimum d'1 colonne pour chacun des 3 flux:
  - Le verre,
  - Les emballages,
  - Le papier et les journaux.



Ces emplacements sont situés:
- au parking du Port
- à la déchèterie
- à Chevramont
- sur le parking de la pharmacie
- à l'ancienne gare
- stade de foot
- Mairie
- gymnase
- camping
- Place Barens

La norme préconisée est au minimum d'1 point pour 500 habitants, avec un objectif d'1 point pour 300 habitants.

A Saint-Romain-de-Jalionas, le ratio est d'1 PAV pour +/- 310habitants. Ce ratio est donc tout à fait satisfaisant.

● 5. Compostage individuel

Initiée en 2003 dans le cadre d'une action globale de réduction des déchets à la source, l'opération bio-déchets du SMND est basée sur le volontariat des communes adhérentes.

Le SMND propose aux foyers volontaires d'acquérir un composteur individuel de 400 L contre une participation à hauteur de 15 €.

A Saint-Romain-de-Jalionas, l'opération de compostage individuel a été mise en place en 2011.

Le taux d'équipement des foyers est de 6,51%.

Ces composteurs vont permettre de traiter localement la part fermentescible des Ordures Ménagères (pain, épluchures, restes de fruits et légumes, coquilles d'oeufs, fleurs coupées,…).

● 6. Déchetterie

Une déchetterie existe sur la commune.

Les déchetteries sont financées par la CCIC mais gérées par le SMND (gardiennage, enlèvement…).

Le SMND oeuvre pour une « mise en réseau » des différentes déchetteries par l'harmonisation des règlements, des conditions d'accès, d'identification des usagers, et a signé la Charte Départementale des Déchetteries proposée par le Conseil Général de l'Isère.

Le règlement intérieur des déchetteries définit les catégories de déchets acceptés qui doivent être déposés dans les bennes, conteneurs adéquats mis à disposition.



- Ces déchets concernent, entre autres, les objets encombrants, les gravats, la ferraille, le bois, le carton, le papier, le verre, les déchets verts, les huiles, les piles et batteries, les déchets ménagers spéciaux (peintures, solvants, aérosols…), …etc.
- Ces déchets sont ensuite envoyés vers différentes filières de valorisation, de traitement et de recyclage.

La limite des apports est de 2 m^3/j pour les particuliers. Au-delà, une redevance de 8€/m^3 sera demandée pour un accueil exceptionnel d'une quantité supérieure.

Pour les professionnels, l'accès est payant et les apports journaliers de la plupart des déchets sont limités à 3 m^3.

L'accès aux déchetteries est gratuit pour les particuliers résidants sur le territoire du SMND.

Les collectivités, artisans, commerçants et industriels dont l'entreprise est installée sur le territoire du SMND ont également accès aux déchetteries.

Dans les deux cas, une carte délivrée par le SMND doit être présentée à l'entrée.
L'accès est limité aux véhicules de largeur carrossable <2,25m, de hauteur < 1,90m et d'une capacité de 3,5 tonnes.

Evolution des tonnages					
	2009	2010	2011	2012	2013
Déchetterie de St Romain	8 299,56	8 676,59	9 433,50	9 792,27	9 615,30
Total des déchetteries de SMND	55 613,05	57 037,25	62 451,84	64 402,36	66 181,68



2.3

ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT

Source : Evaluation environnementale du PLU - SETIS - 2016

■ 1- CONTEXTE GÉOGRAPHIQUE ET CLIMATOLOGIQUE

● 1-1- Contexte géographique et climatologique

- Topographie et géographie

La commune de Saint-Romain-de-Jalionas, d'une superficie de 1 365 ha, s'implante à une altitude moyenne de 200 mètres, sur le territoire de l'Isle Crémieu.
Le dénivelé maximum est de 30 mètres, avec un point bas à 190 mNGF, près du hameau de Chevramont, à proximité du Rhône, et un point culminant à 220 mNGF, à l'est de Passieu et du Girondan.

La commune se situe dans le paysage de plaine du Nord-Isère et de l'Est lyonnais. Elle est délimitée au nord par le Rhône, qui marque la frontière avec le département de l'Ain et la commune de Loyettes. Elle est limitée au sud-est par le plateau de l'Isle Crémieu, qui domine le paysage.

Le relief présente des ondulations, principalement entre les hameaux du Parat, Barens et la Croix Vielle, ainsi qu'à l'est du Girondan. Ces collines ceinturent les marais situés au sud de la commune.

- Climatologie

Le territoire communal se caractérise par un climat de type semi-continental, à influence océanique et montagnarde.

L'analyse climatologique succincte a été réalisée à partir des statistiques observées entre 1980 et 2014 sur la station météorologique de l'aéroport de Lyon-Saint Exupéry (réf.69299001). Cette station est située à environ 10 km à l'ouest de la commune, à une altitude de 235 m NGF et dans un contexte géographique comparable.

Le cumul des hauteurs moyennes annuelles de précipitation est évalué à 871 mm. La saison la plus arrosée est l'automne et l'hiver est la plus sèche. La température moyenne annuelle est de 12.8°C. Les jours de neige sont rares.

Les vents soufflent préférentiellement selon un axe nord-sud avec une vitesse moyenne annuelle évaluée à 11.5 km/h.

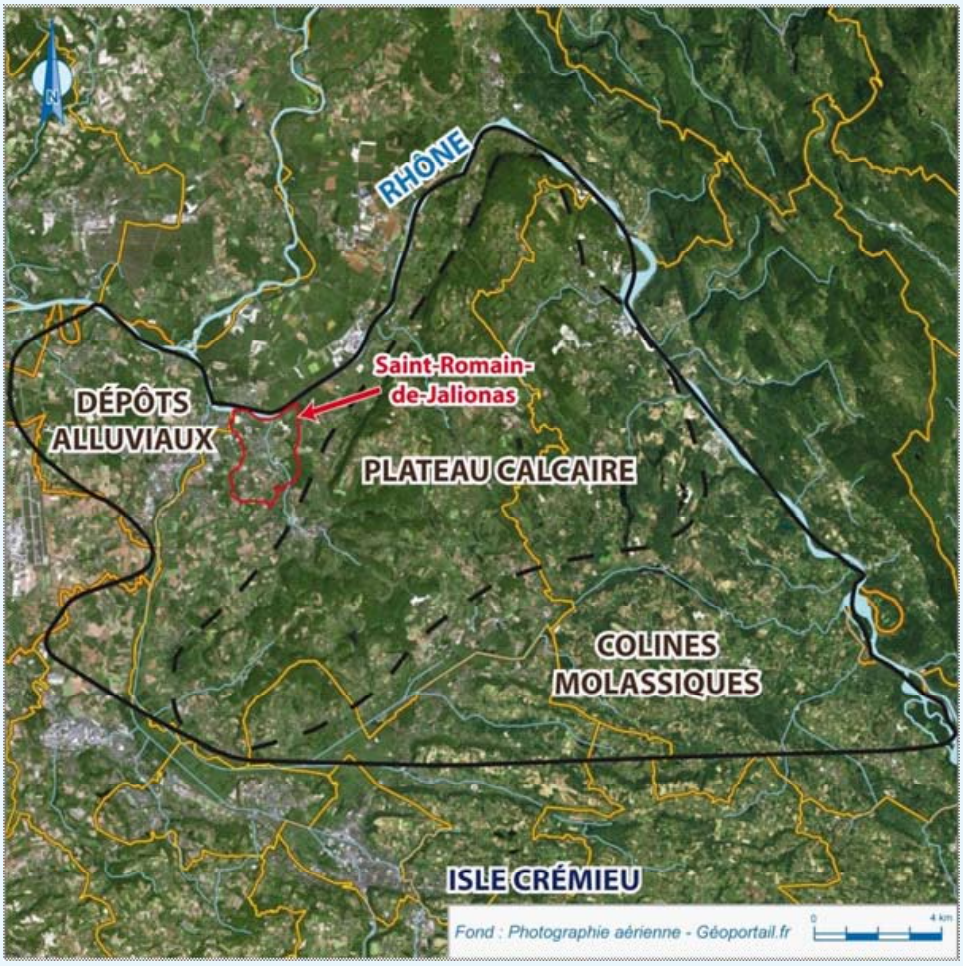


• 1-2- Géologie et hydrogéologie

- Géologie

La commune de Saint-Romain-de-Jalionas, située en rive gauche du Rhône, appartient au territoire de l'Isle Crémieu. Celui-ci présente trois formations caractéristiques :

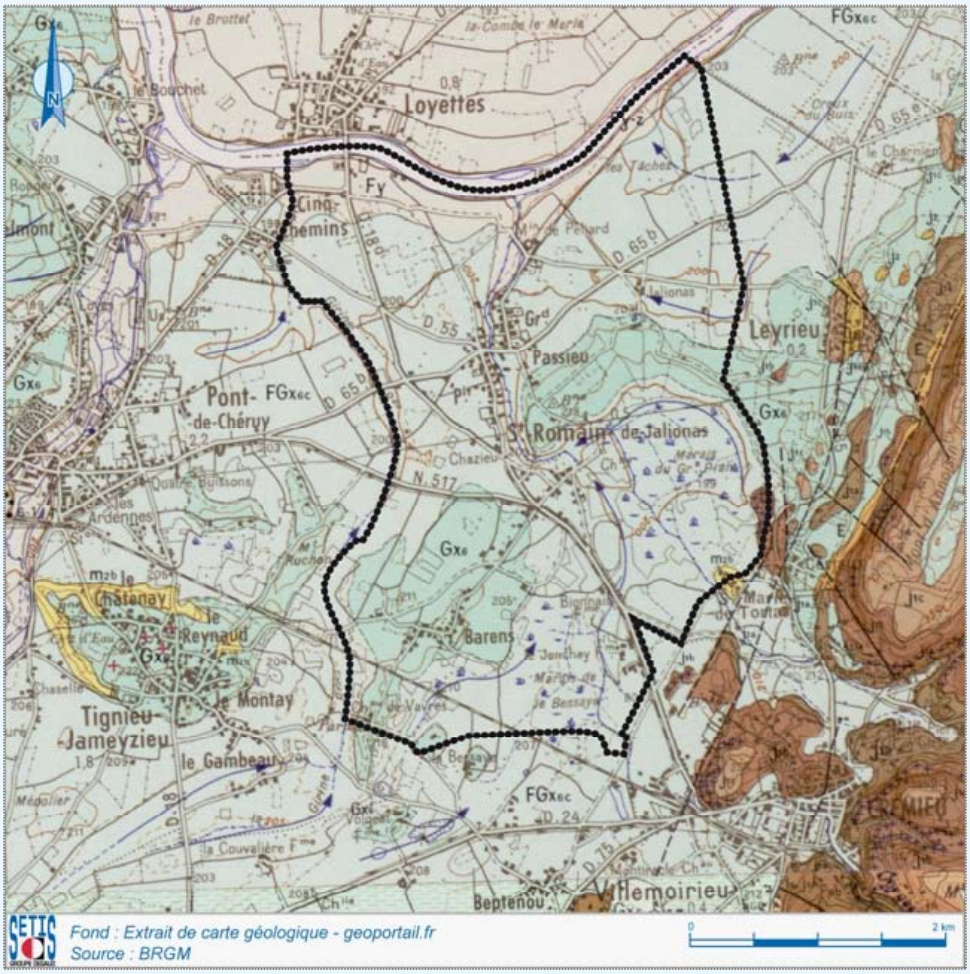
- une zone de dépôts alluviaux près du Rhône, au sud-est ;
- un plateau calcaire d'altitude moyenne 350 m, siège de nombreux phénomènes karstiques (grottes, réseaux souterrains très vastes, etc.) et surmontant la plaine alluviale au sud et à l'est ;
- au sud de ce plateau calcaire, un ensemble de collines molassiques.



Unités géologiques locales

Saint-Romain-de-Jalionas s'étend sur les dépôts alluviaux du Rhône, au pied du plateau calcaire de l'Isle Crémieu.
Les collines au sud-est sont constituées de complexes morainiques wurmiens, issus du retrait des glaciers du stade de la Bourbre (Gx6 sur la carte géologique ci-après).
À leurs pieds s'étendent des nappes alluviales fluvio-glaciaires Wurmiennes (FGx6c), principalement nées du retrait puis de l'écoulement des eaux de fusion des glaciers au stade de la Bourbre. Ce faciès représente la majorité du sol communal.

Enfin, à proximité du Rhône, les sols sont composés des alluvions fluviatiles post-wurmiennes et modernes (Fy, Fy-z).

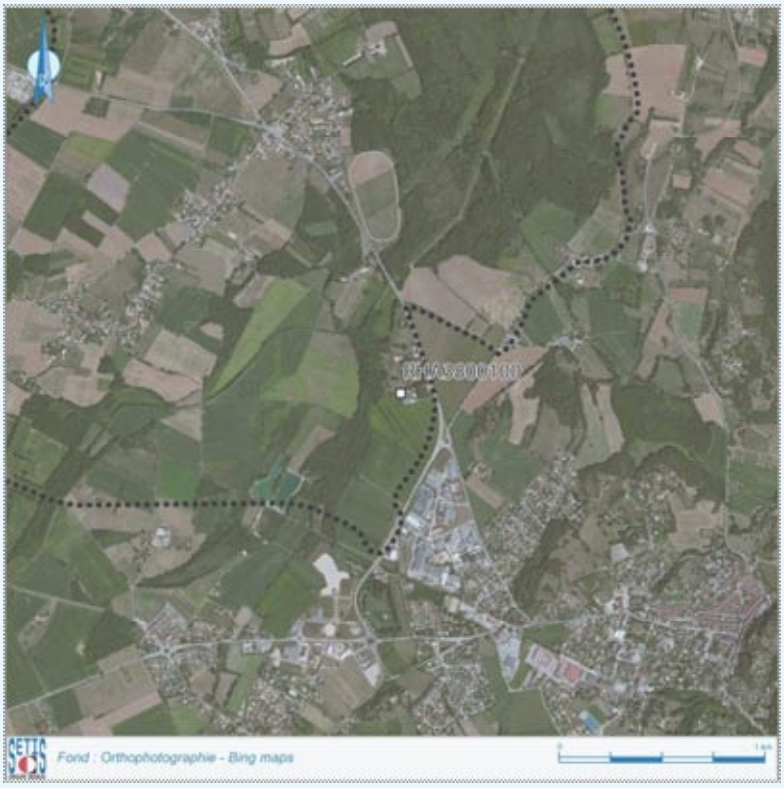


- Pollution des sols

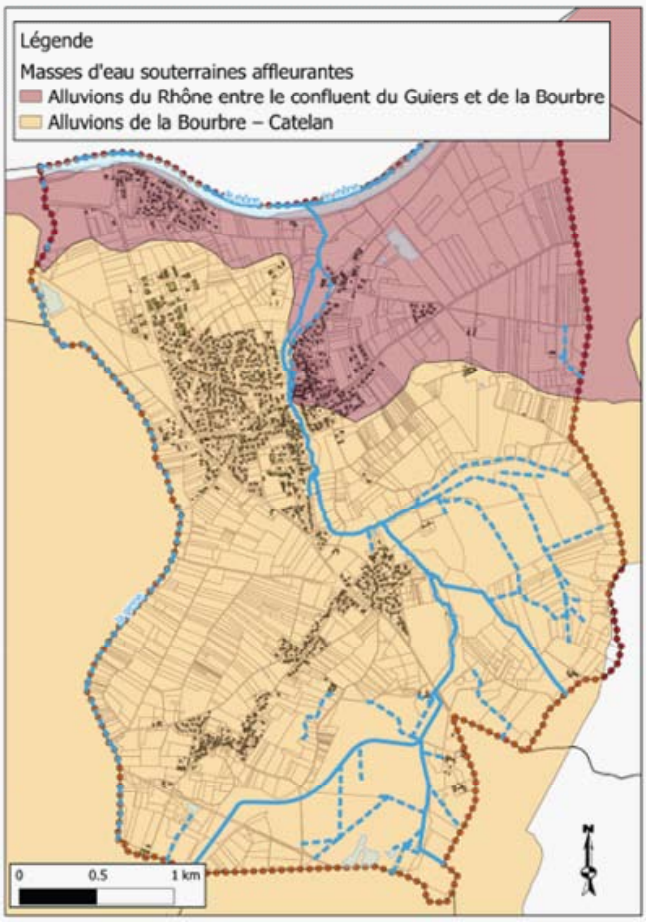
La consultation de la banque de données BASOL (Base de données sur les sites et sols pollués ou potentiellement pollués appelant une action des pouvoirs publics, à titre préventif ou curatif) ne révèle la présence d'aucun site au droit de la commune de Saint-Romain-de-Jalionas.
La consultation de la banque de données BASIAS (Inventaire national d'anciens sites industriels et d'activités de service) indique l'existence d'un ancien site de fabrication de produits explosifs et inflammables, l'usine M.P.C.P., au sud-est de la commune, à proximité du lieu-dit Jonchay.

Celui-ci, partiellement occupé par une discothèque et une salle de réunion, fait l'objet d'un projet de réaménagement en espace de loisirs et/ou de restauration.
Des précautions doivent être prises concernant le réaménagement de ces terrains ayant accueilli des activités potentiellement polluantes. En fonction de l'état des sols, et des travaux de réhabilitation envisagés, des restrictions d'usage peuvent être imposées. Elles ont pour objet de valider que l'environnement et la santé de la population ne sont pas menacés par les pollutions résiduelles présentes dans les sols et ce compte tenu de l'utilisation qui est faite du terrain.

Localisation du site MCPC



- Hydrogéologie



Deux aquifères principaux sont identifiés au droit de la commune :

- Au nord, la nappe des alluvions du Rhône entre le confluent du Guiers et de la Bourbre ;
- Au sud, la nappe des alluvions de la Bourbre-Catelan.

Localisation des aquifères libres présents au droit de la commune.

► Nappe des alluvions de la Bourbre-Catelan

Cette dernière est divisée en quatre sous-systèmes. Saint-Romain-de-Jalionas se situe dans le sous-système Bourbre aval (de Bourgoin-Jallieu à Pont-de-Chéruy). Il se caractérise par un aquifère multicouche d'une épaisseur moyenne de 40 m, constitué d'alluvions sablo-graveleuses perméables reposant sur des dépôts molassiques.

La nappe est alimentée majoritairement par les apports de versant. Dans une moindre mesure l'infiltration des eaux météoriques et l'aquifère molassique semi-captif sous-jacent, contribuent également à la recharge de la nappe. L'aquifère alluvial est drainée par la Bourbre jusqu'au Rhône. Les écoulements s'orientent vers l'ouest, puis vers le nord, parallèlement au réseau hydrographique. Le niveau piézométrique est identifié entre 1 et 3 m de profondeur. Il peut être localement subaffleurant. Le battement moyen de la nappe varie entre 0.5 et 1.5 m en fonction de l'éloignement par rapport aux versants et aux cours d'eau.

La nappe des alluvions de la Bourbre Catelan est exploitée principalement pour l'adduction en eau potable (66 % des prélèvements) et l'agriculture (14%). 18 captages d'irrigation sont recensés sur cette nappe ainsi qu'une quinzaine de prises d'eau en canaux et rivières.

La nappe présente un bilan équilibré et une disponibilité de débit entre 10 et 15 millions de m3/an (estimation 1999). Toutefois, les captages agricoles provoquent une forte pression sur la nappe en période d'étiage.

Par ailleurs, la culture du maïs, consommatrice de pesticides et d'engrais, est susceptible d'entraîner une baisse de la qualité des eaux souterraines : les teneurs en nitrates de la nappe des alluvions de la Bourbre-Catelan sont conséquentes, de même que celles en pesticides. Le suivi réalisé à travers les stations appartenant au réseau national de bassin montre un état chimique médiocre lié aux paramètres déclassant : nitrates et pesticides (Artazine) entre 2008 et 2012.

► Nappe des alluvions du Rhône entre le confluent du Guiers et de la Bourbre

La Bourbre draine les eaux de la nappe de la Bourbre-Catelan vers le Rhône, et la ressource souterraine qui y est associée, les « Alluvions du Rhône entre le confluent du Guiers et de la Bourbre ».

La nappe des alluvions du Rhône est divisée en 5 sous-secteurs. Saint-Romain-de-Jalionas se situe dans le sous-secteur de la plaine alluviale du Rhône en aval de la commune de Vertrieu. L'aquifère est localement de type multicouche et d'épaisseur variant entre 10 et 30 m. Les alluvions fluvio-glaciaires qui le composent reposent en discordance sur les calcaires secondaires de l'Isle Cremieu ou sur la molasse miocène.

La nappe est alimentée principalement par les précipitations sur l'impluvium et les apports de versant, via les cours d'eau. Elle est peu exploitée actuellement. Son exutoire principal est le Rhône et les écoulements s'effectuent en direction du cours d'eau. L'amplitude piézométrique est comprise entre 1 et 2 m, pour une nappe relevée à une profondeur de 2 à 10 m, selon l'éloignement au cours d'eau.



Du point de vue qualitatif, la nappe bénéficie d'une bonne protection de surface et/ou d'un bon pouvoir auto-épuratoire. En effet, les teneurs en nitrates et pesticides restent faibles, compte tenu de l'occupation du sol majoritairement agricole.
La qualité des eaux pour le paramètre nitrate est considérée comme très bonne. Il est probable que les nombreuses peupleraies cohabitant avec les cultures dans le secteur des marais des Avenières jouent un rôle actif de piège à nitrates et de réduction des flux de fuite sous parcelle. Toutefois, une augmentation des teneurs en nitrate est enregistrée vers l'aval de la masse d'eau, et le secteur de la plaine alluviale du Rhône en aval de la commune de Vertrieu, traduisant la sensibilité de la ressource.

● 1-3- Hydrographie

Saint-Romain-de-Jalionas est traversée par le Girondan et la Girine ayant pour exutoire le Rhône, qui marque la limite nord de la commune.

- Le Rhône

► Généralités

Le Rhône prend sa source à 2 300 mètres d'altitude, au glacier de la Furka, sur les pentes du Saint Gothard (Suisse).
Les débits du Rhône sont régulés à sa sortie du Lac Leman par le barrage-usine du Seujet, si bien qu'à son aval proche, les crues du Rhône alpestre ne se font pratiquement plus sentir. Cet effet régulateur est amplifié par de nombreux aménagements hydroélectriques (Génissiat, Seyssel, Sault-Brenaz, Brégnier-Cordon…).

Le Rhône mesure, au droit de Saint-Romain-de-Jalionas, de 120 à 170 m de large. À l'entrée de la commune, ses berges sont plus abruptes en rive gauche qu'en rive droite. Elles s'adoucissent vers le hameau du Port.

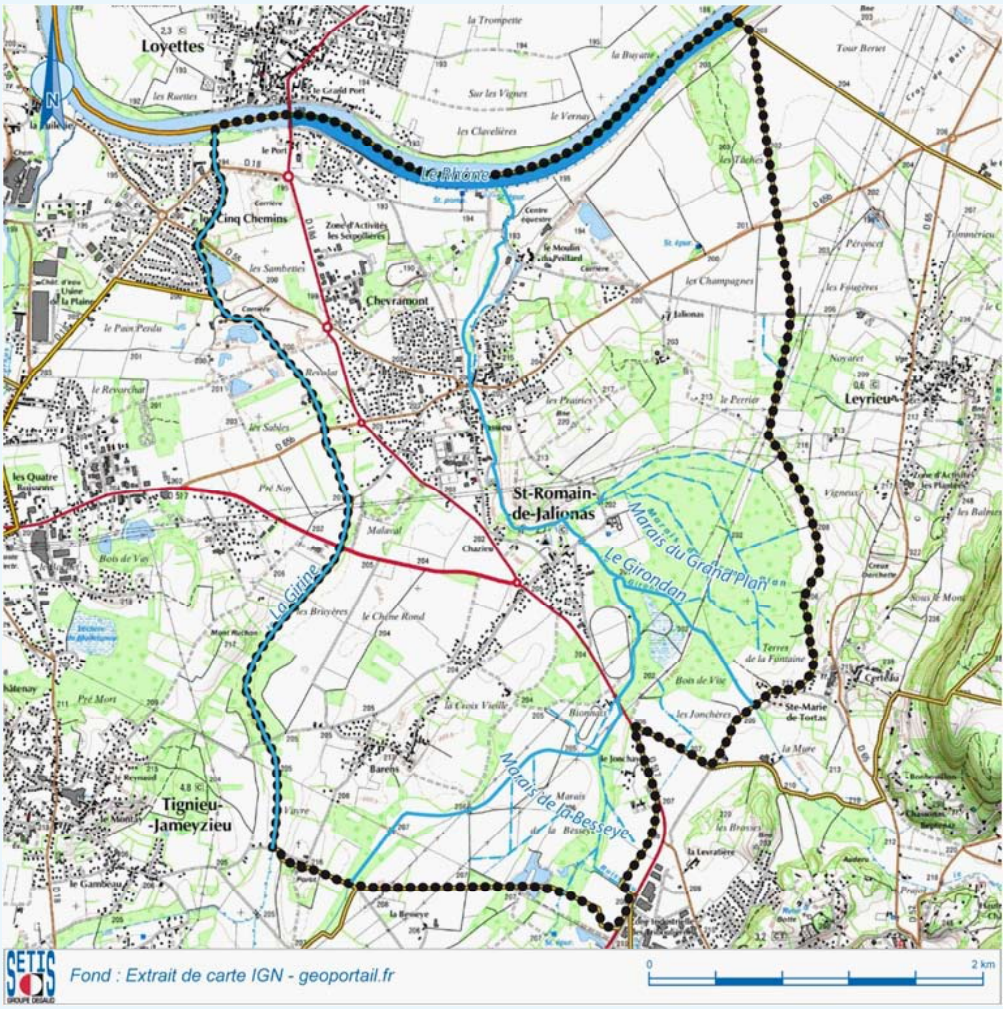
Le barrage hydroélectrique de Sault-Brenaz se situe à environ 24 km en amont de la commune. Il entraîne des variations de débits et de hauteur d'eau soudaines rendant difficile l'accès aux berges du fleuve. Ce barrage édifié en 1986 par la Compagnie Nationale du Rhône, constitue la dernière étape de l'aménagement du Haut-Rhône. Il dispose d'une puissance installée de 45 MW, et produit annuellement 245 GWh/an.

► Débits

L'hydrologie du Haut Rhône est marquée par deux périodes d'étiage. Une au début de l'automne, et une hivernale moins marquée entre les mois de janvier et de février.
Les débits maximums sont observés de mai à juillet, et correspondent à la fonte des neiges. Ce régime est commun aux rivières alpines de faible altitude ainsi qu'au Rhône jusqu'à sa confluence avec l'Ain.

Le débit moyen du Rhône à la station hydrologique de Lagnieu, à 21 km en amont de la commune, est de 465 m3/s pour un bassin versant drainé d'environ 15 380 km².





Les débits d'étiage sont caractérisés par le débit moyen mensuel le plus faible de l'année, estimé à la fréquence biennale et quinquennale. Ces débits sont respectivement de 260 et 210 m3/s pour ces deux périodes de retour et traduisent un étiage soutenu caractéristique du Haut-Rhône.

Les débits instantanés maximaux de crue pour le Rhône, à Lagnieu sont estimés à :
1 400 m^3/s pour 2 ans ; 1 600 m^3/s pour 5 ans ; 1 800 m^3/s pour 10 ans ;
2 000 m^3/s pour 20 ans ; 2 200 m^3/s pour 50 ans.

► Qualité

Les pressions polluantes sur le Rhône sont liées aux rejets urbains des agglomérations, aux rejets des établissements industriels, ainsi qu'aux intrants utilisés sur les cultures, et notamment celles du maïs, très présentes dans la vallée du Rhône, autour de Saint-Romain-de-Jalionas.
La station de mesure de Saint-Sorlin-en-Bugey, située à 16.1 km en amont, est la plus proche et la plus représentative de la qualité du Rhône à hauteur de Saint-Romain-de-Jalionas.



Sur la période 2005-2013 (cf. tableau ci-dessous), le Rhône montre un état écologique globalement bon. Les nutriments (azote et phosphates) sont présents dans des concentrations modérées, limitant le phénomène d'eutrophisation. L'état chimique mauvais entre 2006 et 2010, s'est amélioré ces dernières années.

État des eaux de la station

Années (1)	Bilan de l'oxygène	Température	Nutriments	Acidification	Salinité	Polluants spécifiques	Invertébrés benthiques	Diatomées	Poissons (2)	Hydromorphologie	Pressions hydromorphologiques	ÉTAT ÉCOLOGIQUE	POTENTIEL ÉCOLOGIQUE	ÉTAT CHIMIQUE
2013	TBE	TBE	TBE	TBE	Ind	BE	Ind	Ind	BE			BE		BE
2012	TBE	TBE	TBE	TBE	Ind	BE	Ind	Ind	BE			BE		BE
2011	TBE	TBE	BE	BE	Ind	BE	Ind	Ind	BE			BE		BE
2010	TBE	TBE	BE	BE	Ind	BE	Ind	Ind	BE			BE		MAUV
2009	TBE	TBE	BE	TBE	Ind	BE	Ind	Ind	TBE			BE		MAUV
2008	TBE	TBE	BE	TBE	Ind		Ind	Ind	TBE			BE		MAUV
2007	TBE	TBE	BE	BE	Ind		Ind	Ind				Ind		MAUV
2006	BE	TBE	BE	BE	Ind		Ind	Ind				Ind		MAUV
2005	BE	TBE	BE	TBE	Ind		Ind					Ind		

Légende

État écologique

TBE	Très bon état
BE	Bon état
MOY	État moyen
MED	État médiocre
MAUV	État mauvais
Ind	État indéterminé : absence actuelle de limites de classes pour le paramètre considéré, ou absence actuelle de référence pour le type considéré (biologie), ou données insuffisantes pour déterminer un état (physicochimie). Pour les diatomées, la classe d'état affichée sera "indéterminé" si l'indice est calculé avec une version de la norme différente de celle de 2007 (Norme AFNOR NF T 90-354)
NC	Non Concerné
	Absence de données

État chimique

BE	Bon état
MAUV	Non atteinte du bon état
Ind	Information insuffisante pour attribuer un état
	Absence de données

Évolution de la qualité des eaux du Rhône à la station de Saint-Sorlin-en-Bugey
Réseau national de bassin – Agence de l'eau RMC



- Le Girondan

► Généralités

Le Girondan est un cours d'eau de première catégorie piscicole d'environ 11.2 km de long. Ses deux bras principaux prennent leur source sur le plateau de l'Isle Crémieu, à Dizimieu (ruisseau de Vaud) et Siccieu-Saint-Julien-et-Carisieu (Girondan). Ils traversent Crémieu, puis le Marais du Grand Plan, à Saint-Romain-de-Jalionas, à la sortie duquel ils confluent. Le Girondan s'écoule ensuite au cœur de la commune de Saint-Romain-de-Jalionas, avant de confluer avec le Rhône.
Sur le territoire communal, une partie du débit du Girondan est détournée vers un bassin de retenue artificiel, pour alimenter le Moulin du Peillard situé en périphérie nord de Saint-Romain-de-Jalionas.

► Débits

Le régime hydrologique du Girondan est de type pluvial, avec des hautes eaux hivernales (de novembre à mai) et un étiage estival marqué (de juillet à septembre). Il présente cependant une tendance karstique[1] à l'amont et une tendance phréatique[2] vers l'aval. Le Girondan est temporaire entre Crémieu et le marais de la Besseye.
Son débit de référence d'étiage a été évalué à 130 l/s à sa confluence avec le Rhône, dans une étude réalisée pour le Conseil Départemental datant de mai 2012.
Les débits du Girondan ne sont pas ou peu connus, mais peuvent être approchés à partir des observations de la station hydrométrique de l'Agny à Nivolas-Vermelle.
Le tableau ci-dessous reprend les débits moyens mensuels et le module inter-annuel (en m3/s) relevés au niveau de la station de mesure sur l'Agny pour les années 1998 à 2011, et propose une estimation de ceux du Girondan à sa confluence avec le Rhône.

Stations	BV (km²)	Période	J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D	Année
Agny à Nivolas-Vermelle	58,5	1998 - 2011	0,773	0,896	0,930	0,949	0,784	0,506	0,327	0,282	0,307	0,416	0,722	0,750	0,637
Girondan	45,02		0,595	0,690	0,716	0,730	0,603	0,389	0,252	0,217	0,236	0,320	0,556	0,577	0,490

Débits moyens mensuels et module interannuel (1998 -2011)
Bilan Départemental de la qualité des cours d'eau : Bassin du Girondan
(SCOP GAY Environnement – Mai 2012)

► Qualité

Une campagne de prélèvement et de mesures a été menée en 2001, puis en 2011, pour évaluer la qualité des eaux du Girondan. Les analyses mettent en évidence la bonne à très bonne qualité de ce cours d'eau dans sa traversée de la commune.

1 Cours d'eau karstique : cours d'eau traversant des terrains fissurés généralement calcaires.
2 Cours d'eau phréatique : cours d'eau dont la source et/ou les apports intermédiaires sont directement et uniquement liés au niveau de la nappe.



- La Girine

La Girine est un cours d'eau de première et deuxième catégorie piscicole de 7,3 km de long qui prend sa source à Tignieu-Jameyzieu et se jette dans le Rhône entre Saint-Romain-de-Jalionas et Chavanoz. Du fait notamment des prélèvements agricoles, les résurgences des marais de Tignieu ne suffisent pas à l'alimenter, et la Girine montre des périodes d'assèchement systématiques.
Aucune station de mesure n'est présente sur ce cours d'eau. Aucune donnée de débit ou de qualité n'est disponible.

■ 2- MILIEU NATUREL

● 2-1- Contexte local

Saint-Romain-de-Jalionas appartient au vaste ensemble naturel de l'Isle Crémieu.
Le relief et la géologie (plateau calcaire entrainant des phénomènes karstiques, collines molassiques et dépôts alluviaux) génèrent des milieux diversifiés : prairies sablonneuses et sèches, chênaies, zones humides variées...
Le patrimoine naturel local est remarquable aussi bien en matière de flore (milieux humides, pelouses sèches, et espèces végétales remarquables associées) que de faune (richesse ornithologique, chiroptères, odonates, batraciens…).

<u>Zones humides</u>
L'Isle Crémieu est marquée par un réseau de plans d'eau et de zones humides qui hébergent notamment de nombreux amphibiens et la plus importante population de Tortue Cistude de la région Rhône-Alpes, ainsi qu'un cortège floristique très riche (Ache rampante, Flûteau à feuilles de Parnassie, Rossolis à larges feuilles…).

<u>Pelouses sèches</u>
L'inclinaison générale vers le sud-est, assurant un ensoleillement important, favorise la présence de pelouses sèches fauchées ou pâturées. Ces milieux recèlent d'abondantes stations d'Orchidées remarquables et de plantes patrimoniales (Pulsatille rouge, Aster amelle, Inule hérissée, …).

<u>Chênaie-charmaie</u>
L'inclinaison générale vers le sud-est, assurant un ensoleillement important, favorise la présence de pelouses sèches fauchées ou pâturées. Ces milieux recèlent d'abondantes stations d'Orchidées remarquables et de plantes patrimoniales (Pulsatille rouge, Aster amelle, Inule hérissée, …).



● 2-2- Occupation du sol

Le territoire de Saint-Romain-de-Jalionas a été largement modelé par l'homme, comme le montre l'occupation du sol, c'est-à-dire sa couverture biophysique caractérisée par la nature des objets qui la composent : prairies, cultures, forêts, bâtis, routes...
Pour l'année 2006, cette occupation du sol est décrite par la base de données vectorielles Corine land cover 2006 (la plus récente disponible) qui présente une résolution de 25 ha.

En 2006, le patron général de l'occupation du sol de la commune est caractérisé par :
- l'espace agricole, constituant 67 % du territoire,
- l'espace artificiel (19 %)
- l'espace naturel, essentiellement forestier (13 %)
- une zone en eau représentée par le cours du Rhône (1 %).

L'espace agricole représente donc les 2/3 de la superficie communale.

● 2-3- Zonages patrimoniaux

Le territoire communal comporte de nombreux zonages patrimoniaux qui témoignent de la richesse de la biodiversité (voir carte) :

Site Natura 2000

Le réseau Natura 2000 est composé de ZSC (Zones Spéciales de Conservation) et de ZPS (Zones de Protection Spéciale), en application de la Directive Habitats et de la Directive Oiseaux.

La Directive Habitats n°92/43/CEE du Conseil Européen du 21 mai 1992 a pour objectif de « contribuer à assurer la biodiversité pour la conservation des habitats naturels ainsi que de la faune et la flore sauvage ». L'annexe I énumère une liste d'habitats naturels et l'annexe II une liste d'espèces pour lesquelles les Etats doivent désigner les ZSC sur la base des SIC (Sites d'Importance Communautaire).
La Directive Oiseaux n° 79/409/CEE du Conseil Européen de 1979 a pour objectif la conservation à long terme des oiseaux. L'annexe I liste les espèces bénéficiant de mesures de protection spéciales de leur habitat qui seront classées en ZPS.

Saint-Romain-de-Jalionas est concerné par un site Natura 2000, le SIC n° FR8201727 « l'Isle Crémieu », fractionné en 4 zones distinctes sur le territoire communal. Ces zones couvrent près de 18% du territoire communal.

Ce site Natura 2000 d'une superficie totale de 13 638 ha atteint ici sa limite ouest. Il est divisé en de nombreuses petites entités et couvre l'ensemble du plateau de Crémieu, soit la pointe nord de l'Isère depuis Morestel et La-Tour-du-Pin.
Le site de l'Isle Crémieu possède une très grande richesse écologique, liée au réseau de zones humides associées aux prairies sèches. Il compte au moins



23 habitats d'intérêt communautaire, dont 7 prioritaires, et 34 espèces de l'annexe II de la directive Habitats, dont 13 espèces d'invertébrés et 12 espèces de mammifères (chiroptères essentiellement). Il constitue notamment un bastion important pour des espèces rares : la Cistude d'Europe et le Triton crêté.

ZNIEFF (Zone Naturelle d'Intérêt Ecologique Faunistique et Floristique

L'inventaire ZNIEFF se compose de deux types de zones, dites ZNIEFF de type 1 et ZNIEFF de type 2.
Les zones de type 2 sont de grands ensembles naturels (massif forestier, vallée, plateau…) riches et peu modifiés qui offrent d'importantes potentialités biologiques.
Dans ces zones, il importe de respecter les grands équilibres écologiques, notamment en tenant compte du domaine vital de la faune sédentaire ou migratrice.

Les zones de type 1 sont des secteurs d'une superficie généralement plus limitée, caractérisés par la présence d'espèces ou de milieux rares, remarquables ou caractéristiques du patrimoine naturel national ou régional. Ces zones sont particulièrement sensibles à des équipements ou des transformations même limitées.

L'inscription d'une zone dans l'inventaire des ZNIEFF indique que la prise en compte du patrimoine naturel doit faire l'objet d'une attention particulière, notamment dans les ZNIEFF de type 1.

2 ZNIEFF de type II sont présentes sur la commune :

- la ZNIEFF n°0118 « Cours du Rhône de Briord à Loyette » : cette ZNIEFF couvre à peine 2% du territoire communal, sur les berges du Rhône. D'une superficie totale de 2 966 ha, elle concerne le cours du Rhône, ses annexes fluviales et une partie de son lit majeur. Cette ZNIEFF abrite plusieurs espèces emblématiques comme le Castor, la Rousserole turdoïde, l'Agrion de Mercure ou encore l'Ecrevisse à pattes blanches.

- la ZNIEFF n°3802 « Isle Crémieu et Basse-Terres » : cette ZNIEFF couvre environ 32% de la commune. Un peu plus vaste que le site Natura 2000, elle couvre les mêmes territoires.

5 ZNIEFF de type I sont également présentes sur la commune :

- n°38000041 « Gravières du Moulin de Peillard », couvrant environ 0,5% du territoire. Cette gravière exploitée dotée d'un plan d'eau accueille des espèces pionnières relativement fréquentes dans ce type de carrière : le petit gravelot et le Crapaud calamite.

- n°38020090 « Marais de la Besseye », couvrant environ 2% du territoire. Cette zone humide est composée d'une mosaïque d'habitats : étangs, tourbières, bois humides… La diversité des habitats entraîne une grande richesse floristique et faunistique. La zone accueille notamment le Castor et l'Agrion de Mercure.

- n°38000040 « Les Taches », couvrant environ 2,5% du territoire. Cette zone est remarquable par ses pelouses sèches à proximité du Rhône, qui abritent plusieurs espèces de flore intéressantes, notamment la Pulsatille rouge (pro-



tégée).

- n°38000056 « Gravières des Sambètes », couvrant environ 5% du territoire. Cette ancienne gravière partiellement remise en eau abrite plusieurs oiseaux remarquables : Huppe fasciée, Hirondelle de rivage, Oedicnème criard…

- n°38020091 « Marais du grand Plan et le Perrier », couvrant environ 13 % du territoire. Cette zone se compose de vastes marais et bois humides, mais aussi de prairies sèches. Elle accueille une grande diversité d'espèces de flore et de faune liées à ces milieux, parmi lesquelles la Rainette verte.

ENS (Espace Naturel Sensible)

Le site du Marais de la Besseye, objet d'une ZNIEFF de type I, est également inscrit au réseau des ENS en tant que site local. Il se situe sur la commune de Saint-Romain-de-Jalionas mais aussi sur la commune voisine de Villemoirieu.

Inventaire régional des tourbières

L'inventaire régional des tourbières recense 2 tourbières sur la commune : il s'agit du Marais du grand Plan et du Marais de la Besseye, tous deux visés par des ZNIEFF de type I.

Inventaire départemental des zones humides

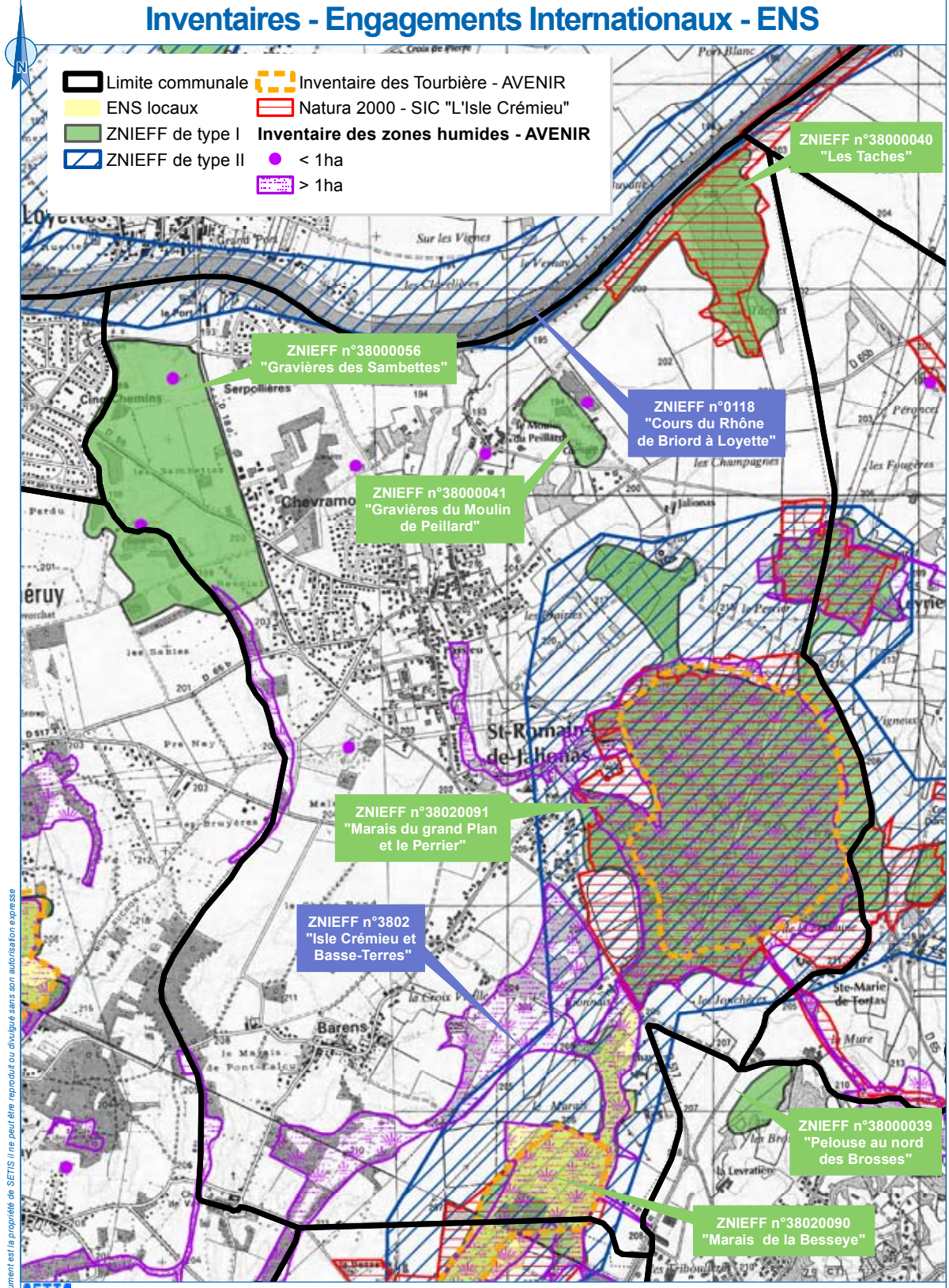
4 zones humides de plus de 1 ha sont inscrites à l'inventaire départemental des zones humides, compilé par le conservatoire AVENIR (mis à jour en 2013). Outre le Marais du Grand Plan et le Marais de la Besseye, les zones humides de « Le Piarday » et « Noyaret » sont également présentes sur la commune. 6 zones humides de moins d'1 ha inscrites à ce même inventaire sont également présentes sur la commune.



PLU Saint-Romain-de-Jalionas

MILIEU NATUREL : LES ZONAGES PATRIMONIAUX

Inventaires - Engagements Internationaux - ENS



Ce document est la propriété de SETIS ; il ne peut être reproduit ou divulgué sans son autorisation expresse

Fond : Extrait IGN raster 38 - 1/25000
Source : Données DREAL - Rhône-Alpes - 2012, ENS38

Echelle : 1/25 000 (0 – 1 Km)

Août 2013



● 2-4- Corridors écologiques, trames vertes et bleues

Les milieux favorables à la faune et ses déplacements sont présentés par des continuités les plus homogènes possibles. Ces continuités induisent des déplacements préférentiels de la faune, et permettent ainsi la mise en place de corridors biologiques. Deux types de corridors écologiques sont rencontrés :
Les corridors terrestres qui se situent au niveau des boisements et des réseaux de haies, et qui permettent le passage de la grande et petite faune (chevreuil, renard…).
Les corridors aquatiques qui se situent au niveau des cours d'eau et des zones humides, et qui permettent le déplacement des espèces aquatiques, mais également des espèces terrestres liées au milieu aquatique (certains oiseaux, amphibiens…).

Les corridors sont indispensables à la survie des espèces. Ils constituent l'une des composantes essentielles du réseau écologique en offrant des possibilités d'échange entre les zones nodales (espaces vitaux suffisants pour l'accomplissement du cycle de développement d'une population animale ou végétale) et les différents types de continuums (espaces d'extension potentiellement utilisables par la faune et nécessaires au maintien de la biodiversité dans les zones nodales).

La synthèse des données locales permet d'établir un diagnostic du fonctionnement des écosystèmes et des déplacements faunistiques de la commune de Saint-Romain-de-Jalionas. Les données disponibles sont :

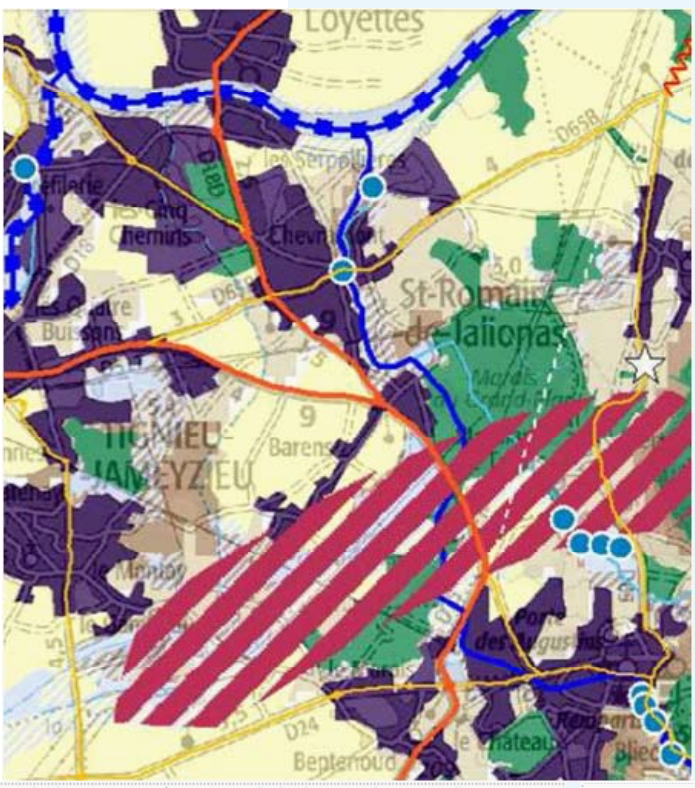
- L'étude des réseaux écologiques de l'Isère (REDI), réalisée par ECONAT en 2001 et mise à jour en 2009,
- L'étude des réseaux écologiques de Rhône-Alpes (RERA), réalisée par Asconit consultants et Biotope en 2009,
- Le Schéma Régional de Cohérence Ecologique (SRCE), validé en juin 2014,
- Le Schéma Régional Eolien, étude des couloirs migratoires réalisée par la LPO en 2010,
- Le SCoT de la Boucle du Rhône en Dauphiné, approuvé en 2007 (en cours de révision).
- L'interprétation des photographies aériennes et observations de terrain.

<u>Données du SRCE</u>

Trame verte
Le SRCE propose les deux marais ainsi que le secteur « Les Taches » comme réservoirs de biodiversité.
Trame bleue
Le Rhône, situé en limité communale nord est identifié comme corridor aquatique à remettre en bon état. Le cours d'eau du Girondan traversant la commune selon un axe nord-sud est quant à lui identifié comme corridor à préserver.

Corridors
Un corridor au sud de la commune, identifié au REDI comme continuum avec axes de faune est reconnu dans le SRCE comme un fuseau d'importance régionale à restaurer.





La Trame bleue :

Cours d'eau et tronçons de cours d'eau d'intérêt écologique reconnu pour la Trame bleue

- Objectif associé : à préserver
- Objectif associé : à remettre en bon état

Grands lacs naturels

- Objectif associé : à remettre en bon état
  Lac Léman, Le bourget du Lac, Aiguebellette, Lac de Paladru
- Objectif associé : à préserver
  Lac d'Annecy

Espaces de mobilité et espaces de bon fonctionnement des cours d'eau

Objectif associé : à préserver ou à remettre en bon état

Zones humides - Inventaires départementaux

Objectif associé : à préserver ou à remettre en bon état
Pour le département de la Loire, seules les zones humides du bassin Rhône-Méditerranée sont représentées

Réservoirs de biodiversité :

Objectif associé : à préserver ou à remettre en bon état

Corridors d'importance régionale :

Fuseaux	Axes	Objectif associé :
		- à préserver
		- à remettre en bon état

Espaces perméables terrestres * : continuités écologiques fonctionnelles assurant un rôle de corridor entre les réservoirs de biodiversité

- Perméabilité forte
- Perméabilité moyenne
- Espaces perméables liés aux milieux aquatiques *

* *constitués à partir des données de potentialité écologiquedu RERA (Réseau Ecologique de Rhône-Alpes, 2010)*

- Grands espaces agricoles participant de la fonctionnalité écologique du territoire

La connaissance de leur niveau réel de perméabilité reste à préciser

- Zones artificialisées
- Plans d'eau
- Cours d'eau, canaux

Infrastructures routières

- Type autoroutier
- Routes principales
- Routes secondaires
- Tunnels

Infrastructures ferroviaires

- Voies ferrées principales et LGV
- Tunnels

- Points de conflits (écrasements, obstacles...)
- Zones de conflits (écrasements, falaises, obstacles, risques de noyade ...)
- Référentiel des obstacles à l'écoulement des cours d'eau (ROE V5, mai 2013)

Projets d'infrastructured linéaires

- Routes, autoroutes
- Voies ferrées

Pour le tracé Lyon-Turin, les sections de tunnel ne sont pas représentées
(Données non exhaustives)

<u>Données du RERA et du REDI</u>

Toute la partie Est de la commune, autour du Marais du Grand Plan et du Marais de Besseye, est favorable à la faune et fait partie du « cœur de nature Isle Crémieu ».

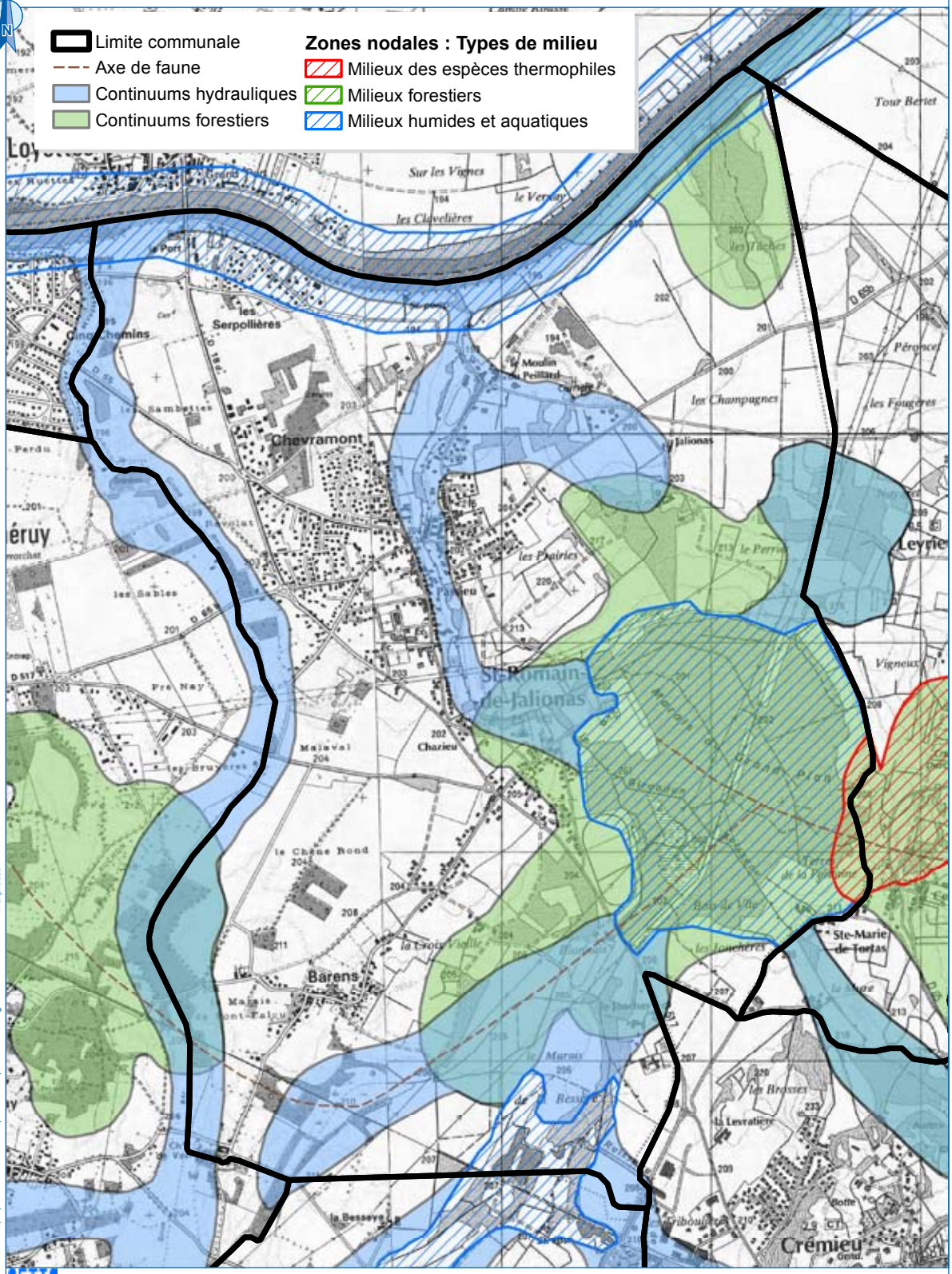
La partie Nord de la commune constitue un enjeu régional « Haut Rhône et affluents », le Rhône constituant un corridor aquatique et un axe de connexion régional.

Enfin, le réseau hydrographique communal associé aux 2 marais (grand Plan et Besseye) constitue des continuums aquatiques et forestiers, traversés par des axes de faune au sud de la commune, et permettant également le déplacement des espèces inféodées aux milieux aquatiques et humides notamment des marais au Rhône



PLU Saint-Romain-de-Jalionas

RESEAU ECOLOGIQUE DE L'ISERE



Fond : Extrait IGN raster 38 - 1/25000
Source : Données REDI 38

Echelle : 1/25 000 (0 – 1 Km)

Ce document est la propriété de SETIS il ne peut être reproduit ou divulgué sans son autorisation expresse

Août 2013



Couloirs migratoires

Le Rhône, qui délimite le nord de la commune, représente un couloir migratoire important pour les oiseaux, en particulier les oiseaux d'eau.
En outre, l'Isle Crémieu est un secteur important pour les chauves-souris.

Données du SCoT de la Boucle du Rhône en Dauphiné

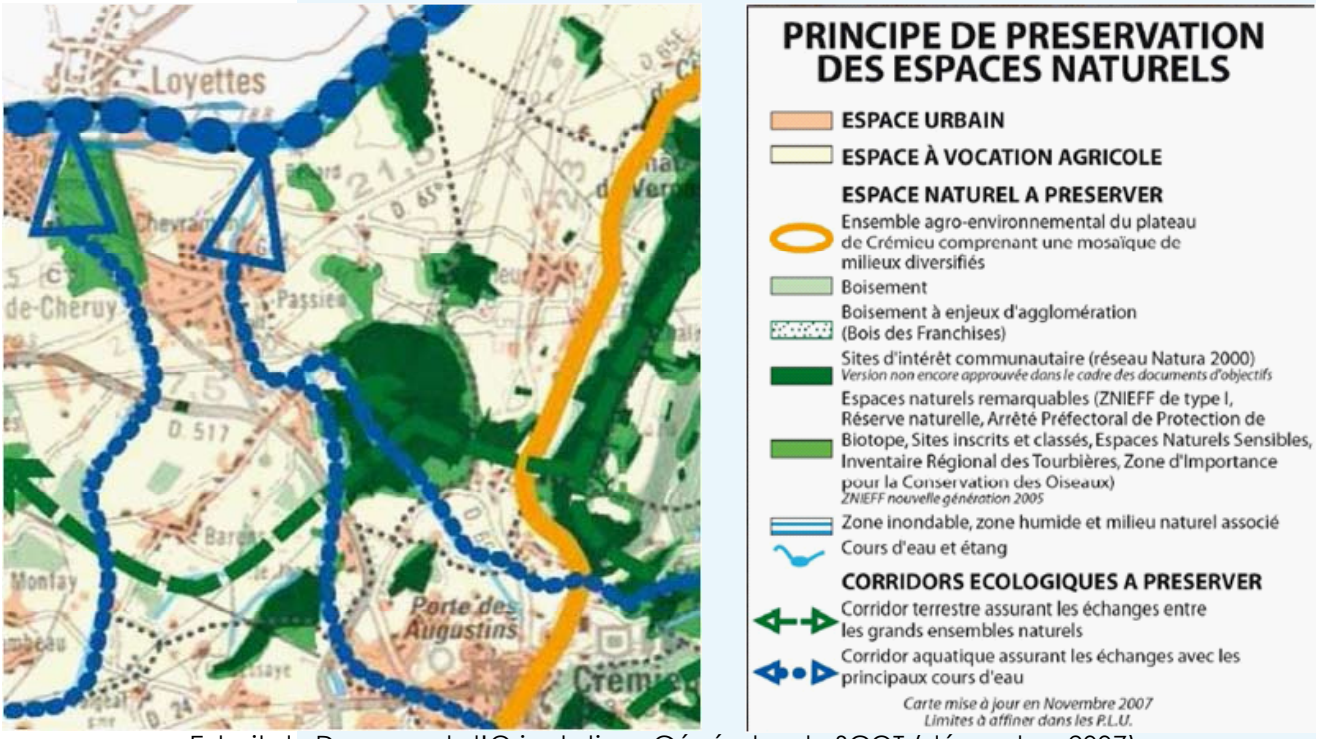
Dans le Document d'Orientations Générales du SCoT, toute la partie Est de la commune, non urbanisée et occupée majoritairement par des espaces naturels ou agricoles, concentrant également la majorité des zonages patrimoniaux du territoire communal (Natura 2000, ZNIEFF, zones humides…), est cartographiée en « coupure verte paysagère ». Il s'agit de la « coupure verte de la plaine du Rhône », qui s'étend depuis le fleuve et ses berges jusqu'au cours de la Bourbre.
La définition volontariste de larges coupures vertes à vocations paysagère et environnementale constitue une des orientations majeures du SCOT. Ces coupures vertes visent à limiter l'urbanisation linéaire et la jonction des différentes agglomérations entre-elles, à assurer la préservation des sites et à structurer un paysage de qualité sur l'ensemble du territoire.



Extrait du Document d'Orientations Générales du SCOT (décembre 2007)

En outre, l'ensemble des espaces recensés en tant que zonage patrimonial : site Natura 2000, ZNIEFF de type I, réserve naturelle, APPB, site inscrit, site classé, ENS, inventaire régional des tourbières et ZICO font l'objet d'une forte protection au SCoT et figurent en «espaces naturels à préserver» sur le Plan d'Orientations Générales. Ils devront être préservés de l'urbanisation. De même, les corridors écologiques (Rhône, Girine, Girondan, corridor terrestre identifié au sud par le REDI et le SCRE) doivent être maintenus.





Extrait du Document d'Orientations Générales du SCOT (décembre 2007)

Photo-interprétation et données de terrain

Les vastes zones agricoles sont perméables aux déplacements de la faune. Les « barrières » aux déplacements faunistiques sont les zones construites et les routes principales.
Le réseau de haies, ripisylves des cours d'eau et fossés, bosquets et boisements de la commune permettent les déplacements préférentiels de la faune forestière et constituent des corridors terrestres, tandis que les réseaux de cours d'eau (Rhône, Girine, Girondan) et fossés permettent les déplacements des espèces des milieux aquatiques et humides et constituent des milieux aquatiques.

● 2-5- Synthèse des fonctionnalités écologiques

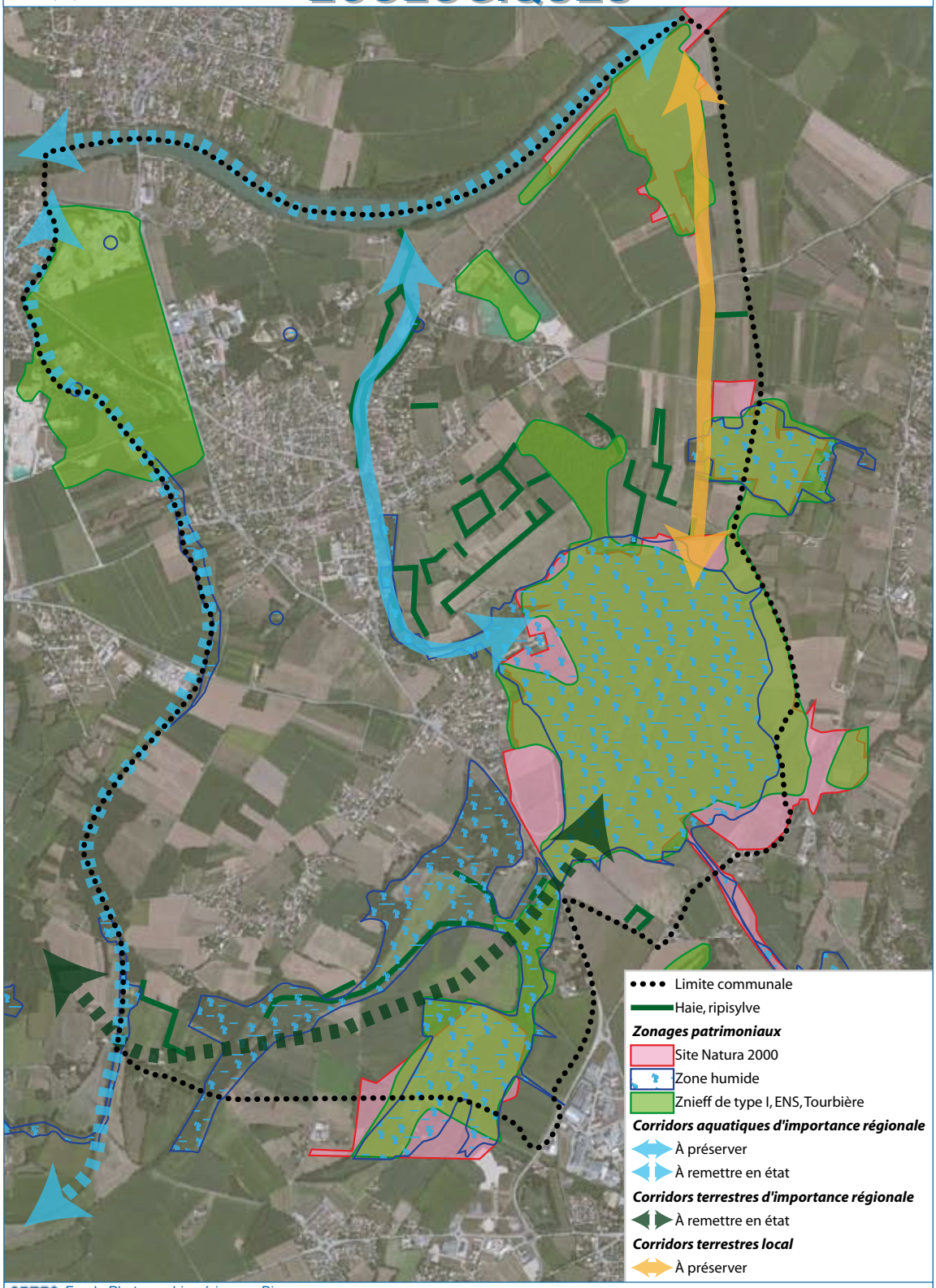
Les principales fonctionnalités écologiques à prendre en compte sur la commune sont les suivantes :

→ Les corridors aquatiques et terrestres à préserver selon l'axe est-ouest (Rhône et ses berges, corridor sud au niveau de la Besseye) et selon l'axe nord-sud (cours d'eau et ripisylve du Girondan et de la Girine, connexion entre les berges du Rhône et le marais du Grand-Plan), permettant les déplacements faunistiques.

→ Les zonages patrimoniaux (Natura 2000, ZNIEFF de type I, ENS, Tourbière et zones humides) qui constituent des milieux naturels d'intérêt à préserver, réservoirs de biodiversité.

Diagnostic environnemental - PLU Saint-Romain-de-Jalionas

SYNTHÈSE DES FONCTIONNALITÉS ÉCOLOGIQUES



Fond : Photographie aérienne - Bing maps
Source : Données DREAL - Rhône-Alpes - 2012, ENS
Données inventaire des boisements de l'Isle Crémieu - Lo Parvi - 2012

1/25 000 0 1 km

Mars 2015

Ce document est la propriété de SETIS il ne peut être reproduit ou divulgué sans son autorisation expresse.



● 2-6- Habitats, espèces végétales et animales d'intérêt

Ce chapitre est basé sur la compilation des données suivantes :

• parcours de terrain, réalisés le 7 mai 2013 et le 22 octobre 2014 par deux écologues naturalistes

• données bibliographiques disponibles :
- Docob du site Natura 2000 de l'Isle Crémieu
- Fiches ZNIEFF
- Inventaire forestier de l'Isle Crémieu (Lo Parvi, 2009-2011)
- Inventaire des prairies permanentes de l'Isle Crémieu (Lo Parvi, 2008)

Le territoire communal est essentiellement agricole et laisse une part importante au milieu naturel. Celui-ci est marqué par les habitats typiques de l'Isle Crémieu : alternance de milieux secs (prairies sèches, chênaies) et zones humides (marais, boisements humides…). En outre, certains secteurs agricoles ont conservé une belle trame bocagère (réseaux de haies et bosquets) favorables à la biodiversité.
La commune bénéficie donc d'une grande diversité d'habitats : bocages, prairies sèches, chênaie, ripisylves, bois marécageux…
La diversité des habitats naturels entraîne une grande richesse de la faune, notamment dans les zonages patrimoniaux (marais du grand Plan, marais de Besseye, prairie sèche des Taches…).

Zones agricoles : grandes cultures et bocages

Certaines zones agricoles comportent des secteurs bocagers. C'est le cas notamment dans le nord-est de la commune, autour de Jalionas, entre le Marais du Grand Plan et les Taches. Ces secteurs bocagers comportent des champs cultivées, prairies et jachères délimitées par des haies souvent denses, stratifiées et diversifiées, alternant avec des bosquets et des friches arbustives, et comportant arbres têtards et vieux bâtiments de fermes



Haie bocagère



Arbre têtard

Photos : Setis environnement

Ces mosaïques d'habitats ouverts, semi-ouverts et boisés abritent une faune diversifiée, avec notamment un riche cortège avifaunistique (Rossignol, Hypolaïs polyglotte, Rougequeue à front blanc, Loriot, Alouette des champs, Fauvette grisette, Faucon crécerelle…). Parmi les espèces d'oiseaux protégées, 3 espèces à enjeu (sur listes rouges) ont été contactées : la Huppe fasciée, l'Hirondelle rustique et l'Alouette lulu.



Les zones de grande cultures dépourvues d'éléments bocagers sont moins riches en espèces, mais peuvent tout de même accueillir le Busard Saint Martin, espèce protégée à enjeu (donnée Lo Parvi).

Pelouses sèches

L'Isle Crémieu est caractérisé par la coexistence de zones humides et de prairies sèches, milieux remarquables notamment pour leur flore.
L'inventaire des prairies permanentes en Isle Crémieu, réalisé par Lo Parvi en 2008, recense plusieurs pelouses sèches sur la commune (voir carte), dont 2 sont considérées comme remarquables :

- une pelouse sableuse d'environ 8 Ha sur l'ancienne carrière des Sambètes
- une pelouse sableuse d'environ 14 Ha au lieu-dit « Les Tâches ». Cette pelouse sèche à orchidées, incluse dans une ZNIEFF et un site Natura 2000, abrite une station de Pulsatille rouge (espèce protégée).

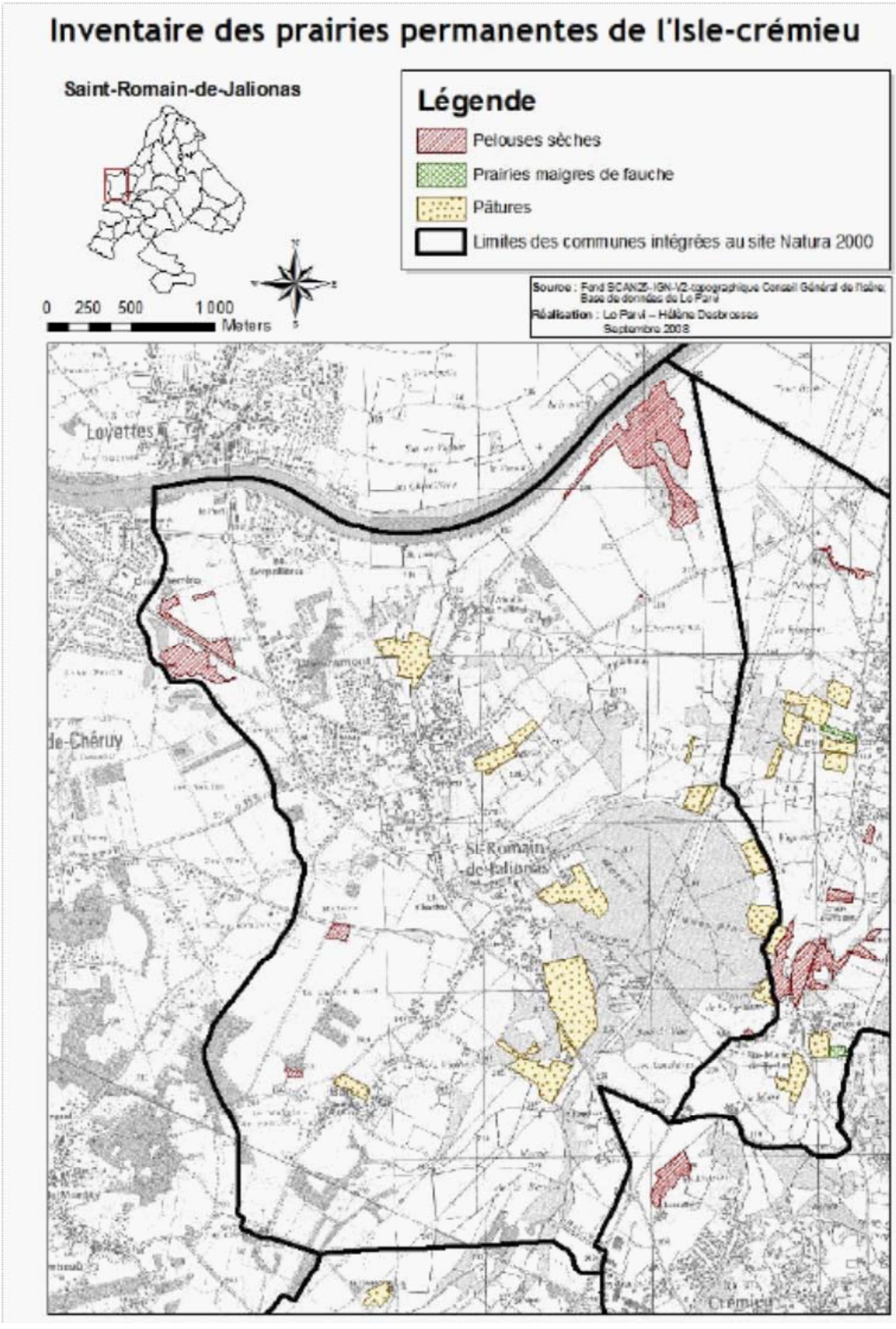




Pelouse sèche des sables avec station de Pulsatille rouge

Photos : Setis environnement

Inventaire des prairies permanentes de l'Isle-crémieu



Boisements

L'inventaire des boisements de l'Isle Crémieu, réalisé de 2009 à 2011 par Lo Parvi, fait état de 14 habitats forestiers sur la commune, dont 5 sont des habitats fortement anthropisés (plantations) et 9 des habitats naturels ou semi-naturels, parmi lesquels 4 habitats sont d'intérêt communautaire (dont 2 prioritaires).

Code CORINE biotope et dénomination	Surface	% des forêts de St-Romain-de-Jalionas	% de l'habitat *	Rareté en Isère (CBNA)	Statut Natura 2000 (Code EUR27)
44.91 – Bois marécageux d'Aulnes	148,1 ha	56,7 %	15,5 %	Non menacé	Non désigné
41.57 – Chênaies acidiphiles médio-européennes	32,5 ha	12,5 %	2,6 %	Non menacé	Non désigné
44.92 – Saussaies marécageuses	22,4 ha	8,6 %	25,9 %	A surveiller	Non désigné
41.24 – Chênaies-charmaies à Stellaire subatlantique	21 ha	8 %	2,7 %	Non menacé	Communautaire (9160-3)
44.31 – Forêts de Frênes et d'Aulnes des ruisselets et des sources (rivulaires)	10,2 ha	3,9 %	7,4 %	A surveiller	Prioritaire (91E0-8)
44.42 – Forêts fluviales médio-européennes résiduelles	8,4 ha	3,2 %	5,6 %	Vulnérable	Communautaire (91F0-1)
31.8D – Recrûs forestiers caducifoliés	5,1 ha	2 %	7,4 %	Non menacé	Non désigné
41.39 – Bois de Frênes post-culturaux	4,6 ha	1,8 %	3,9 %	Non menacé	Non désigné
83.321 – Plantations de Peupliers	4,2 ha	1,6 %	1 %	Non pris en compte	Non désigné
83.31 – Plantations de conifères	2,3 ha	0,9 %	1 %	Non pris en compte	Non désigné
83.325 – Autres plantations d'arbres feuillus	1,1 ha	0,4 %	6,7 %	Non désigné	Non désigné
44.13 – Forêts galeries de Saules blancs	0,4 ha	0,2 %	3,2 %	Non pris en compte	Prioritaire (91E0-1)
83.3211 – Plantations de peupliers avec une strate herbacée élevée (mégaphorbiaies)	0,4 ha	0,2 %	0,09 %	Non pris en compte	Non désigné
83.324 – Taillis de Robiniers	0,2 ha	0,09 %	0,08 %	Non pris en compte	Non désigné

Tableau des habitats forestiers sur la commune – extrait de l'inventaire forestier de Lo Parvi

Les habitats forestiers naturels comprennent 2 grands types de boisements remarquables : les bois humides et les chênaies sèches.

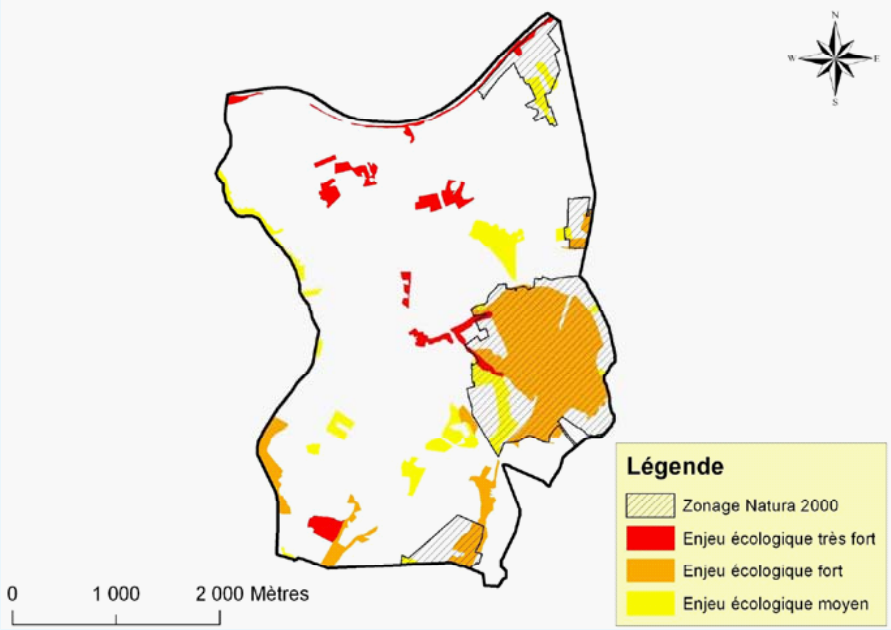
L'habitat forestier le plus représenté est le bois marécageux d'Aulnes, qui couvre quasiment 60 % des forêts du territoire communal, essentiellement au niveau des marais du Grand Plan et de Besseye. La saussaie marécageuse est également bien représentée, localisée dans les mêmes marais. Ces habitats humides ne sont pas communautaires mais possèdent tout de même un fort intérêt naturaliste. Ils accueillent de nombreuses espèces des milieux forestiers et des milieux humides : flore (Laîche paradoxale), oiseaux (Bondrée apivore), amphibiens (Grenouille agile, Triton alpestre, Sonneur à ventre jaune…)…
Les bois du Marais du Grand Plan et du Marais de la Besseye, visés par des zonages patrimoniaux (Natura 2000, ZNIEFF, ENS, inventaires tourbières et zones humides), sont classés en EBC.



Les autres bois humides sont des ripisylves et boisements alluviaux (habitats communautaires) qui se développent sur les rives des cours d'eau (Rhône, Girondan, Girine) et fossés.

Les bois qui se développent en zones non humides sont les chênaies : essentiellement chênaie acidophile (non communautaire), mais aussi chênaie-charmaie à Stellaire subatlantique (communautaire).

La plupart des boisements de la commune accueillent le Lucane cerf-volant. Ils constituent également des habitats pour de nombreux oiseaux (Pic vert, Troglodyte, Pinson, Roitelet, Pouillot véloce, Coucou…) et mammifères (Chevreuil, Sanglier…)



Carte des enjeux écologiques forestiers proposée par Lo Parvi
Enjeu très fort : habitats d'intérêt communautaire
Enjeu fort : bois humides
Enjeu moyen : autres bois

Milieux pionniers

Certaines zones artificialisées (carrières, décharges, zones industrielles, zones décapées…) sont favorables à des espèces des milieux pionniers. Le Crapaud calamite (espèce protégée à enjeu) a été observé au niveau de Chevramont (nombreux têtards, estimation au moins une dizaine de pontes) et de Malaval (une ponte). En outre, cette espèce peut être présente dans les carrières en activité de la commune, et a été signalée dans la ZNIEFF de la gravière du Moulin du Peillard ainsi que dans la ZNIEFF des Taches



Habitat du Crapaud calamite (Chevramont)



Têtards de Crapaud calamite

Photo : Setis environnement



● 2-7- Espèces invasives indésirables

Plusieurs espèces invasives, nuisibles à la biodiversité, sont présentes sur la commune :

• La Renouée du Japon est installée entre autre :
- Sur les berges du Rhône (donnée Lo Parvi)
- sur le cours d'eau du Girondan (vers la confluence avec le Rhône, proche de la station d'épuration),
- dans la zone des Sambètes et le secteur Chevramont
- dans le secteur « le Chêne Rond » / « Malaval »

Cette espèce s'est développée notamment sur les bords de cours d'eau, les merlons, bords de route, zones de dépôts et zones rudérales diverses, mais aussi en plein cœur de certaines cultures !




Renouée du Japon en bord de route à proximité du Girondan et dans un champ cultivé

Photos : Setis environnement

• Le Robinier faux acacia est également infiltré dans de nombreux boisements et zones de recolonisation ligneuse, notamment dans les zones « les Sambètes » et « les Taches »

• Le Buddléia est installé dans le secteur de Malaval

• L'Ailante envahit dangereusement les prairies sèches patrimoniales de la zone « Les Taches » (ZNIEFF et Natura 2000)


Ailante envahissant la pelouse sèche des Sables

Photo : Setis environnement

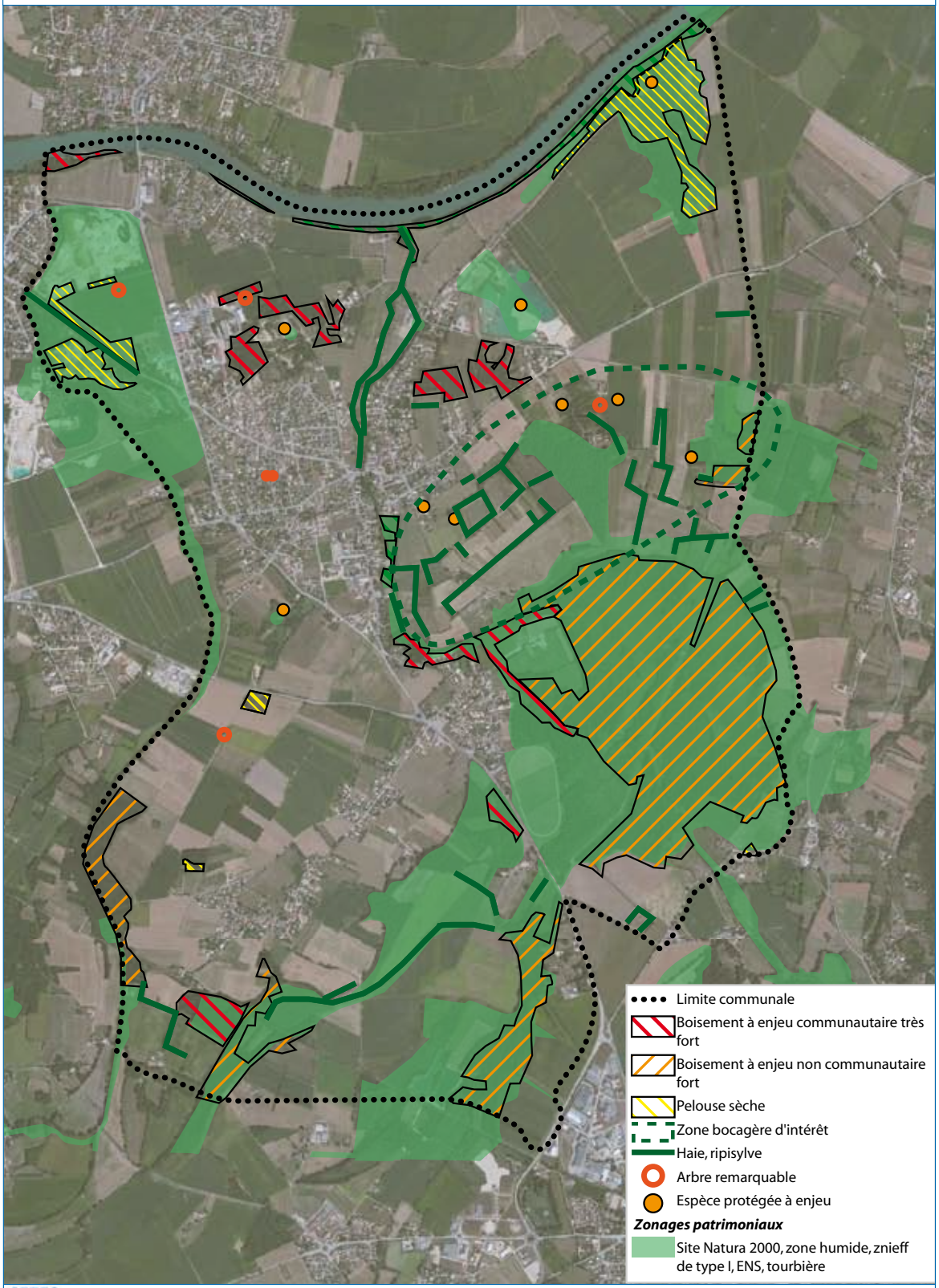

Ailante

• L'Impatiente de Balfour est signalée par Lo Parvi sur les berges du Rhône.



Diagnostic environnemental - PLU Saint-Romain-de-Jalionas

HABITATS NATURELS À ENJEUX



Fond : Photographie aérienne - Bing maps
Source : Données DREAL - Rhône-Alpes - 2012, ENS
Données inventaire des boisements de l'Isle Crémieu - Lo Parvi - 2012

1/25 000 0 1 km

Mars 2015

Ce document est la propriété de SETIS / ne peut être reproduit ou divulgué sans son autorisation expresse.



● 2-8- Synthèse des enjeux du milieu naturel

Les principaux enjeux du milieu naturel à prendre en compte sur la commune sont les suivants :

- les zonages patrimoniaux (Natura 2000, ZNIEFF de type I, ENS, tourbière), qui constituent des milieux naturels d'intérêt à préserver

- les zones humides, qui nécessitent une compensation à 2 pour 1 en cas de dégradation

- les autres milieux naturels remarquables comme les prairies sèches et les boisements à enjeux, ou encore les zones bocagères. Ces milieux riches en biodiversité sont souvent inclus dans les zonages patrimoniaux.

- les corridors aquatiques et terrestres à préserver, selon l'axe est-ouest (Rhône et ses berges, corridor sud au niveau de la Besseye) et selon l'axe nord-sud (cours et ripisylve du Girondan et de la Girine, connexion entre les berges du Rhône, la prairie sèche du secteur des tâches et le marais du Grand Plan)



2.4

LE PAYSAGE

Géographiquement, la commune de Saint-Romain-de-Jalionas appartient au territoire de l'Isle Crémieu. Ce territoire se divise en trois parties distinctes : un plateau calcaire d'une altitude moyenne de 350m représentant les 3/5 de l'Isle et présentant de nombreux phénomènes karstiques (grottes, réseaux souterrains très vastes, etc.); un ensemble de collines molassiques dans la partie sud et enfin une zone de dépôts alluviaux du Rhône au Sud-est, témoignant des fluctuations régulières de ce dernier avant sa canalisation par l'homme.

L'ensemble du territoire est marqué par les épisodes glaciaires qui ont façonnés ses paysages et ont apporté les substrats morainiques sur le pourtour du plateau et de nombreuses alluvions à l'intérieur permettant par la suite la formation des zones humides que l'on observe aujourd'hui : étangs, marais, tourbières. Mais le passé tectonique de la région est aussi grandement responsable de sa formation puisque plusieurs failles successives ont détaché ce plateau du massif jurassien permettant au Rhône d'y faire son lit et lui donnant ainsi son statut d'île.

Saint-Romain-de-Jalionas, à la limite du département de l'Isère et de l'Ain, matérialisée par le cours du Rhône, se trouve en bordure du plateau au nord-ouest, très proche qui marque le paysage et domine visuellement le territoire communal.

■ 1- LES UNITÉS DE PAYSAGES

Le territoire communal se compose de quatre types de paysages :

- 1-1- Unité paysagère de la plaine

Cette unité paysagère couvre l'essentiel de la commune. Elle est caractérisée par la prédominance de l'agriculture céréalière et par des perceptions très larges permettant d'embrasser visuellement de grandes portions du territoire. Les carrières qui se retrouvent toutes dans cette unité paysagère constituent des accidents de reliefs artificiels peu perceptibles dans le paysage agricole global du fait de leur encaissement.

Cette unité paysagère ceinture l'unité paysagère urbaine et présente quelques éléments construits remarquables dans sa partie ouest avec le hameau du moulin Le Peillard, et la maison forte de Jalionas.



Vue sur la plaine au nord est de Barens



- 1-2- Unité paysagère des berges du Rhône

Cette unité paysagère se singularise du reste du territoire communal par la présence perceptible du Rhône qui marque la limite nord de la commune. De plus, elle se détache de la plaine agricole par une différence de niveau significative et peut être assimilée sur une partie, au lit majeur du Rhône.

Elle offre un paysage relativement ouvert, voué à l'élevage équin, où la ripisylve du Rhône bien présente constitue une limite plus ou moins perméable suivant les saisons. La zone du Port constitue un ensemble bâti à caractère résidentiel détaché de Saint-Romain-de-Jalionas qui offre un front bâti assez hétérogène le long du Rhône, les constructions du Port datant d'époques différentes.



Berges du Rhône au hameau du Port

- 1-3- Unité paysagère forestière

On retrouve à l'est de la commune de grands ensembles boisés qui tranchent dans le paysage communal constitué en majorité de plaines agricoles.

L'ensemble boisé le plus important part du sud-est de la commune et remonte jusqu'au quartier de Nuisele.



Zone forestière au niveau de Nuisele

- 1-4- Unité paysagère urbaine

Cette unité paysagère correspond aux enveloppes urbaines de la commune. Elle se caractérise par la prédominance des composantes urbaines sur les composantes naturelles du paysage. Si cette unité s'intègre globalement dans l'unité paysagère de plaine agricole, elle s'en démarque par son ambiance urbaine caractérisée par des perceptions paysagères courtes et une forte densité des éléments bâtis.

Elle offre des ambiances urbaines très variées révélatrices de la chronologie du développement urbain des hameaux. Les espaces « rue » bien marqués au coeur des hameaux laissent la place à un environnement urbain résidentiel plus récent où le bâti en retrait de la rue ne participe plus à l'ambiance urbaine. Ces nouveaux quartiers refermés sur eux-mêmes offrent une succession d'ensembles bâtis isolés les uns des autres sans aucun tissu urbain cohérent.



Rue du Stade



Nouvelles constructions derrière la mairie

Le quartier de la Mairie présente quand à lui une succession de bâtiments de plus grands gabarits, de zones de loisirs et de dents creuses offrant un paysage urbain déstructuré, sans véritable centralité.



Aperçu sur le quartier de la mairie

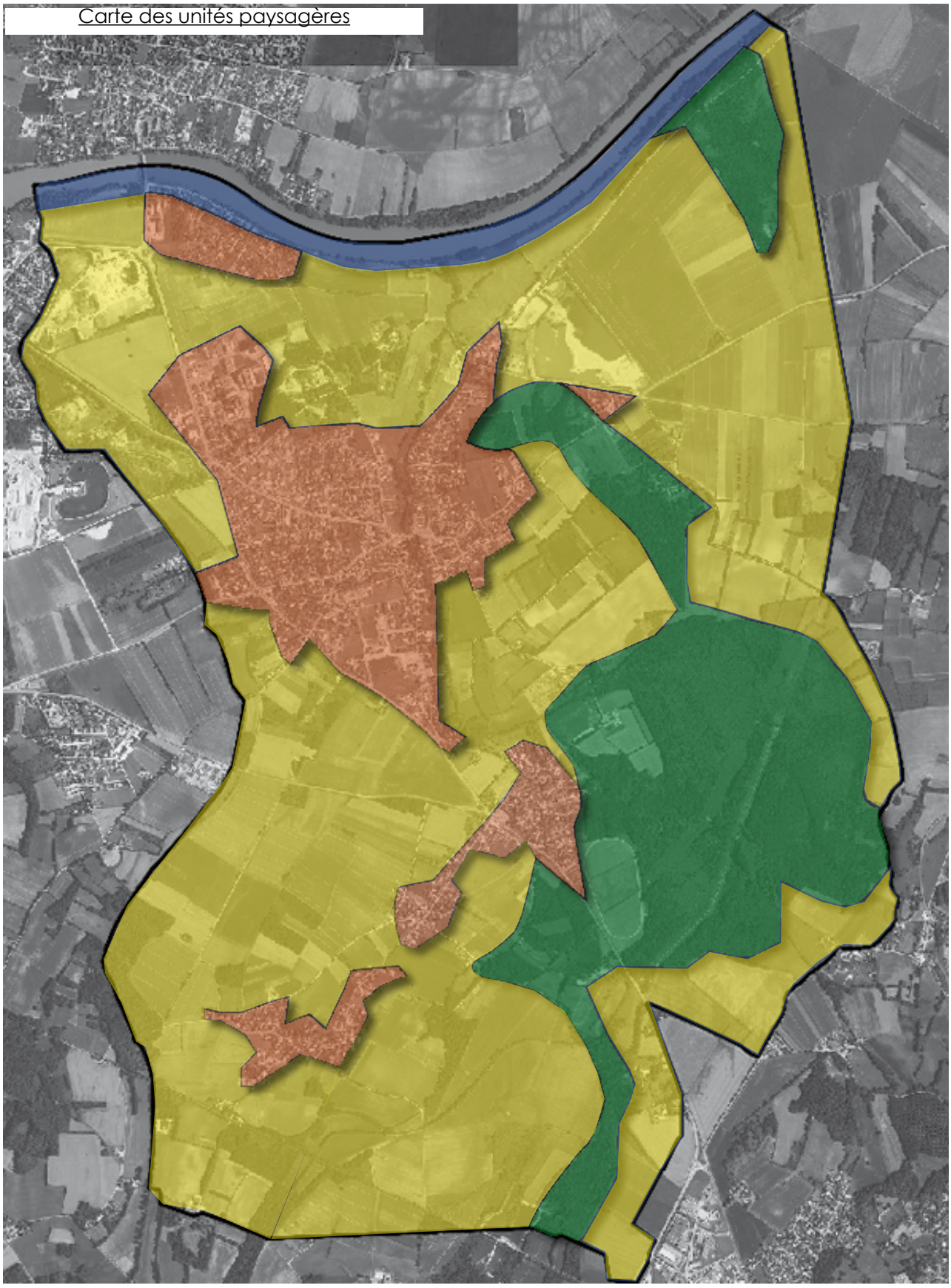


La zone artisanale offre un paysage urbain hétérogène où les typologies se multiplient. Elle constitue, de part sa situation en périphérie et le long de l'axe majeur de transit, une vitrine pour la commune. Cette "image" offerte au visiteur est en décalage avec le paysage urbain identitaire de Saint-Romain-de-Jalionas.



Vue sur la ZA des Serpollières

Carte des unités paysagères



Unité paysagère de la plaine
Unité paysagère des berges du Rhône
Unité paysagère forestière
Unité paysagère urbaine

■ 2- LES VALEURS PAYSAGÈRES

Les unités paysagères définies précédemment sont contrastées et présentent chacune des qualités paysagères et des caractères dépréciants. Ces qualités et ses caractères dépréciants surgissent de façon plus ou moins évidente dans les perceptions paysagères du territoire communal et sont liées à la nature intrinsèque de certaines composantes du paysage, ou aux relations qu'elles entretiennent les unes par rapport aux autres. De l'ensemble de ces éléments vont se détacher des valeurs qualitatives ou dépréciantes clairement identifiables qui doivent être mises en évidence et qui constituent des repères clés dans la détermination des enjeux paysagers du territoire de Saint-Romain-de-Jalionas.

Les valeurs paysagères de terroir sont des valeurs de paysage, qui sans être spectaculaires, présentent une association d'éléments qui caractérisent un paysage type et qui renvoient à une notion de "pays".

La valeur paysagère de terroir de Plaine agricole est un élément identitaire de la commune. Elle présente néanmoins une valeur réduite : ses caractéristiques et ses composantes identitaires disparaissent sous l'effet de la pression urbaine et rendent sa perception plus difficile.

Les valeurs paysagères pittoresques définissent un paysage naturel ou construit qui constituent des éléments caractéristiques de l'identité communale. Sont repris dans ces valeurs les noyaux villageois de Saint-Romain-de-Jalionas (Passieu et Chazieu), le Moulin du Peillard, le hameau de Barens et de Sainte-Marie-de-Tortas, et de façon plus isolée l'Eglise.

Les valeurs paysagères de panoramas caractérisent des points de vue dominant qui permettent d'embrasser une vaste étendue de paysage où le détail disparaît au profit de l'ensemble et où se révèle les identités paysagères du territoire communal. Ces valeurs paysagères se retrouvent en périphérie de Barens ou l'espace agricole offre des vues sur l'ensemble du hameau de Barens, et sur la moraine à l'Est de Passieu où les perceptions dépassent largement les limites communales.

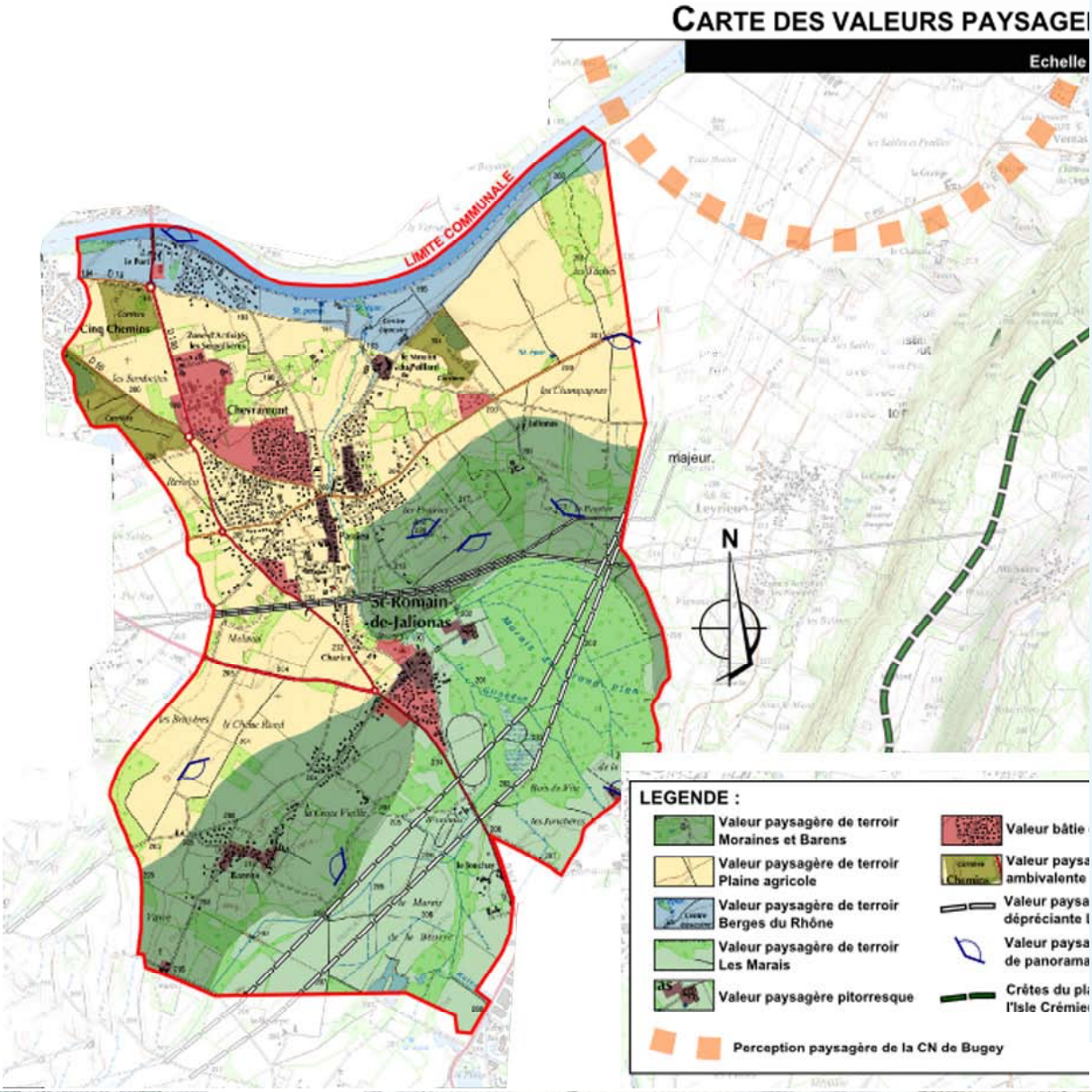
A mi-chemin, les carrières apparaissent comme des valeurs paysagères ambivalentes de part leur caractère évolutif et le faible impact actuel sur le paysage de plaine. Si elles sont pendant leur exploitation de véritables plaies dans le paysage, leur possible reconversion en fin d'exploitation en fait des sites potentiels de grand intérêt écologique et paysager, dans la mesure où le rétablissement du paysage préexistant n'est plus possible.

Notons la présence de deux composantes du paysage externes à la commune. La ligne de Crête du plateau de l'Isle Crémieu constitue un élément naturel de grand intérêt, à la fois comme repère omniprésent dans le paysage communal et de part la forte réciprocité visuelle avec tout le territoire communal. La centrale nucléaire du Bugey constitue un autre élément qui marque l'arrière plan communal de son nuage et constitue un autre repère d'orientation majeur.



Les valeurs paysagères dépréciantes, sont des composantes naturelles ou construites du paysage qui sont visuellement incohérentes dans le paysage général de la commune ou dans l'unité paysagère à laquelle elles appartiennent. Ces éléments doivent être identifiés et pris en compte afin de pouvoir par la suite minimiser leur impact visuel négatif sur le paysage, et de ne pas répéter les mêmes formes d'incohérence dans l'urbanisation future.

Parmi les valeurs paysagères dépréciantes, les lignes à très haute tension qui traversent la commune de part en part stigmatisent les effets de la pression urbaine et la difficulté du maintient des paysages de terroir face aux enjeux qui dépassent le cadre communal. Sont également repris comme valeur paysagère dépréciante, les lotissements à l'ouest de Saint-Romain-de-Jalionas, la zone artisanale en bordure de la D18d, et les lotissements au sud de Chazieu. Tous ces ensembles urbains présentent des typologies bâties ou des schémas urbains non structurés révélateurs d'une urbanisation au coup par coup, sans liens avec les composantes naturelles du paysage. Ils présentent des caractères et des gabarits en décalage avec l'identité bâtie communale révélée à travers les valeurs paysagères de terroir et les valeurs paysagères pittoresques.





■ 3- LES ÉLÉMENTS DU PAYSAGE

● 3-1- Les perspectives majeures

- Perspectives sur les centres urbains

En raison de la faible topographie de la commune, il n'existe que peu de perspectives sur les centres urbains.

Les perspectives sont rendus possibles dans les secteurs de plaines agricoles qui offrent une vue dégagée.

Les hameaux de Barens et de Devant La Croix sont ainsi visibles depuis le chemin des Marais et le chemin des Routes.



Barens vu depuis le chemin des Routes



Barens vu depuis le chemin des Marais



Devant La Croix vu depuis le chemin des Marais



Devant La Croix vu depuis le chemin des Routes

- Perspectives vues depuis l'intérieur des sites urbains

Les ouvertures paysagères depuis les centres urbains permettent une large vue sur les plaines agricoles. Ces perspectives existent bien souvent grâce à la présence de "dents creuses" dans le tissu urbain.



Ouverture paysagère depuis Barens

Les perspectives paysagères sont souvent stoppées par des haies ou un front bâti, limitant la vision aux éléments du premier plan.



Ouverture paysagère limitée par une haie d'arbres au lieu-dit Devant La Croix



Ouverture paysagère limitée par une haie d'arbres et un front bâti au chef-lieu



● 3-2- Les boisements et haies structurantes

Les boisements présents sur la commune existent sous deux formes différentes. Tout d'abord par la présence d'un massif important qui recouvre-la presque totalité du marais du Grand-plan. Ce massif homogène qui témoigne de l'impossibilité de cultiver ces zones marécageuses a cependant subi diverses pressions urbaines et agricoles comme en témoigne ses contours découpés et la coupe opérée au droit des lignes à haute-tension en provenance de la centrale Nucléaire du Bugey.



Boisements du marais du Grand-Plan

Le reste du territoire de la commune présente de nombreux boisements épars en plaine et sur les moraines qui apparaissent comme des reliques de boisements anciens plus importants. Leurs formes très découpées et en lanières révèlent une pression agricole et urbaine importantes. On notera cependant la présence de bois remarquables sur la moraine à l'est du noyau villageois de Saint-Romain-de-Jalionas et au nord-est de la commune au lieu-dit Les Tâches en bordure du Rhône.



Boisement au lieu-dit les Tâches

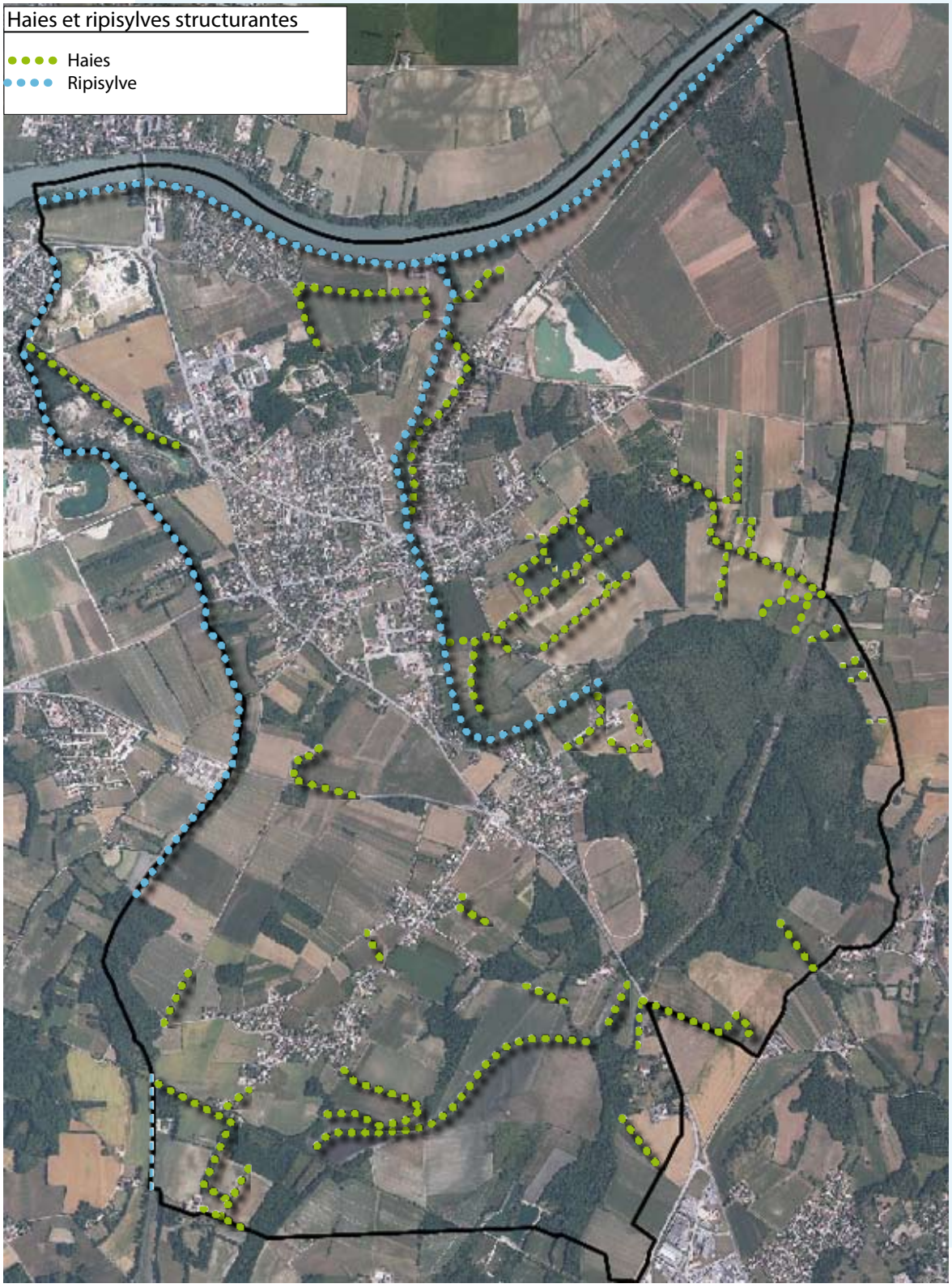
Les ripisylves du Girondan et de la Girine sont relativement bien fournies avec une végétation haute, et permettent une bonne perception du réseau hydrographique dans le paysage, lorsque l'urbanisation ne vient pas ceinturer leur cours.
Le Rhône est aussi bordé d'une ripisylve mais moins dense que les deux autres.



Ripisylve de la Girine vue depuis la commune de Tignieu-Jameyzieu



Le territoire présente également de nombreuses haies en relation avec le parcellaire agricole, notamment sur les flancs des moraines. Celles-ci ont tendance à s'effacer dans la plaine mais l'ensemble constitue un réseau relativement bien fourni et homogène sur le territoire communal. Enfin, certaines carrières présentent d'anciens sites d'exploitation qui ont été recolonisés par une végétation spontanée désormais bien développée qui constitue des milieux privilégiés pour la faune aviaire.



- 3-3- Les carrières

La commune compte 3 carrières encore en activité.

Bien que souvent protégées derrière une haie d'arbre, elles restent visibles par endroit et marquent le paysage.



Vue sur la carrière des Sambètes



Vue sur la carrière du Peillard

■ 4- LES ENTRÉES DE VILLE ET VILLAGE

● 4-1- Les entrées du chef-lieu



Elles sont relativement bien marquées au nord, au sud et à l'ouest en raison :
- d'une urbanisation dense et compacte
- de carrefours qui forment des "portes" urbaines au nord, au sud et à l'ouest.

Par l'est au contraire, l'urbanisation lâche ne permet pas une bonne lecture de l'entrée de ville. L'alternance de zones agricoles et de parcelles bâties brouille la lisibilité.

● 4-2- Les entrées de villages

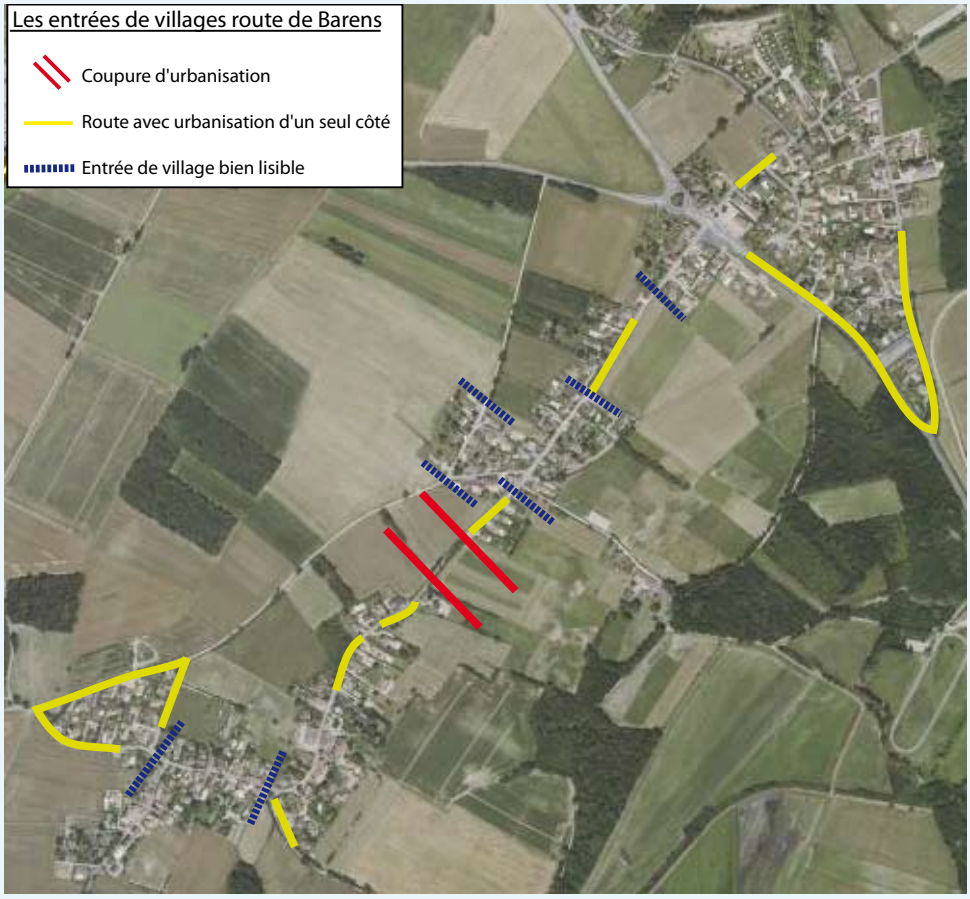
L'urbanisation du sud de la commune est linéaire le long de la route de Barens.

Cette configuration rend assez difficile la visibilité des entrées de villages en raison de la succession de zones urbanisées et de coupures d'urbanisation plus ou moins marquées.

De plus, l'urbanisation, parfois peu dense, est souvent regroupé d'un seul côté de la route, rendant difficile la vision d'une entrée en zone urbaine.

L'effet "porte" de village arrive bien souvent alors que l'on est déjà à l'intérieur des villages.







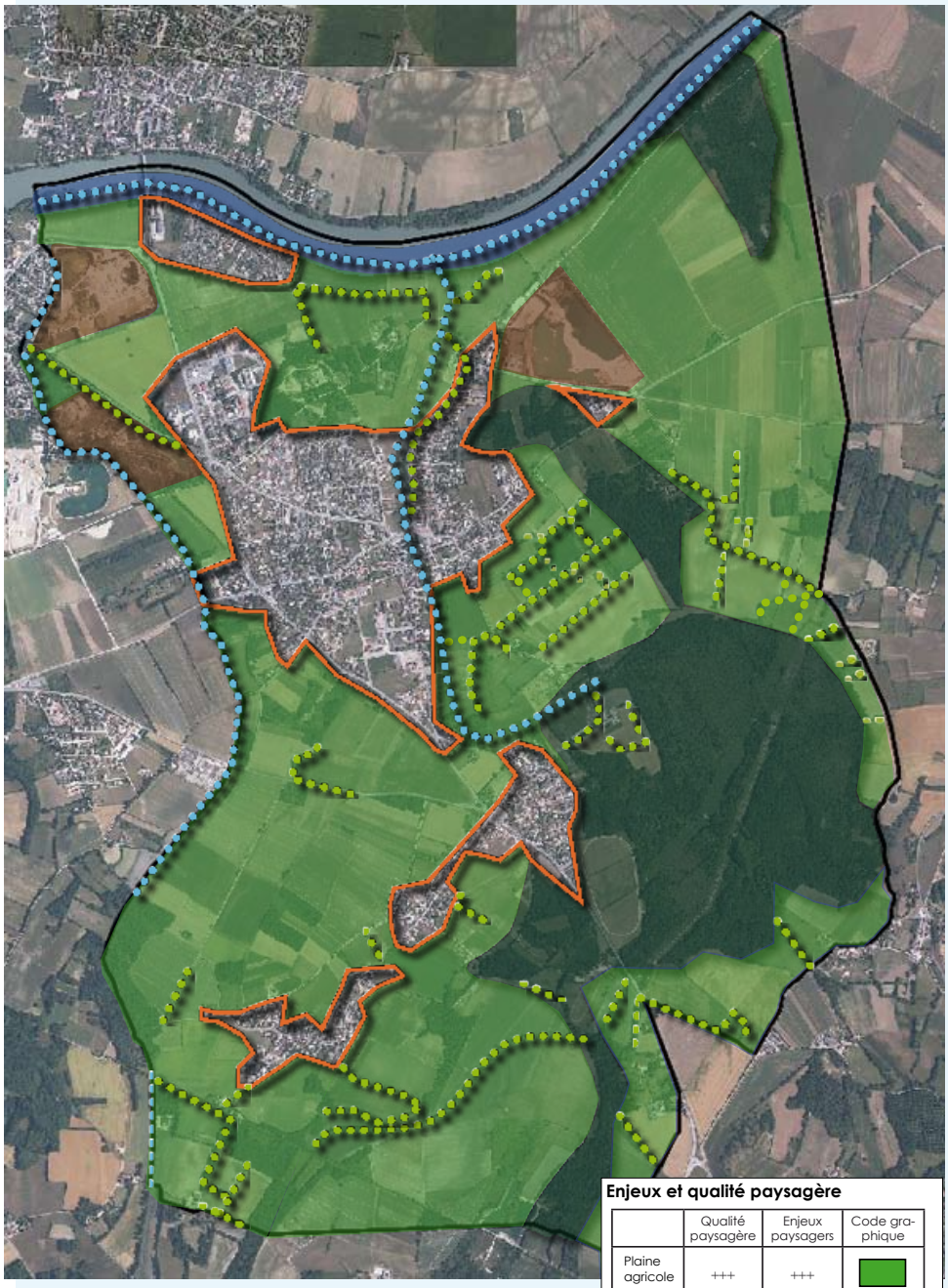
Arrivée sur Barens depuis l'ouest, l'urbanisation se concentre entre les deux routes.

Les entrées du hameau "Le Port" sont mieux marquées. On entre directement dans une urbanisation assez dense marquant bien la rupture avec l'espace agricole.



Entrée dans le Port par la route du Port,





Enjeux et qualité paysagère

	Qualité paysagère	Enjeux paysagers	Code graphique
Plaine agricole	+++	+++	
Espace boisé	++	++	

LES PAYSAGES «NATURELS»

HAIES

→ ***A préserver et réfléchir à la mise en place de mesures conservatoires.***

PAYSAGES LIÉS À LA PRÉSENCE DE L'EAU

→ Ripisylve ***à préserver***

LES PAYSAGES URBAINS À COMPOSER

ENVELOPPES URBAINES

Elles correspondent à l'enveloppe dans laquelle le bâti doit être contenu.

→ **Maintenir la limite entre l'espace urbain et l'espace naturel ou agricole. Secteurs à densifier.**

CARRIÈRE

Toujours en exploitation, elles marquent le paysage.

→ **Réfléchir à leur intégration au paysage à la fin de leur exploitation.**



2.5

ANALYSE DE LA CAPACITÉ DE DENSIFICATION ET DE MUTATION DE L'ENSEMBLE DES ESPACES BÂTIS

■ 1- ANALYSE DES FORMES URBAINES

•1-1- Secteur pavillonnaire

La quasi totalité des zones urbaines de la commune est formée par de l'habitat résidentiel non organisé.

Caractéristique de la forme urbaine	
Implantation sur voie	Non
Implantation sur limite séparative	Non
Emprise au sol	entre 11% et 14%
Hauteur	R+1+C
Mode de délimitation entre espace public et espace privé.	Muret - grillage - haie végétale



Secteur d'habitat résidentiel non organisé au chef-lieu



Secteur d'habitat résidentiel non organisé à Barens



Exemple 1 : secteur de Barens	
Superficie	20 000 m²
Nombre de logements	18
Densité	9 lgts/ha
Coefficient d'emprise au sol	± 11%



Exemple 2 : secteur de Chancely	
Superficie	10 000 m²
Nombre de logements	10
Densité	10 lgts/ha
Coefficient d'emprise au sol	± 14%



Exemple 3 : secteur de Chevramont	
Superficie	30 000 m²
Nombre de logements	31
Densité	10 lgts/ha
Coefficient d'emprise au sol	± 13%

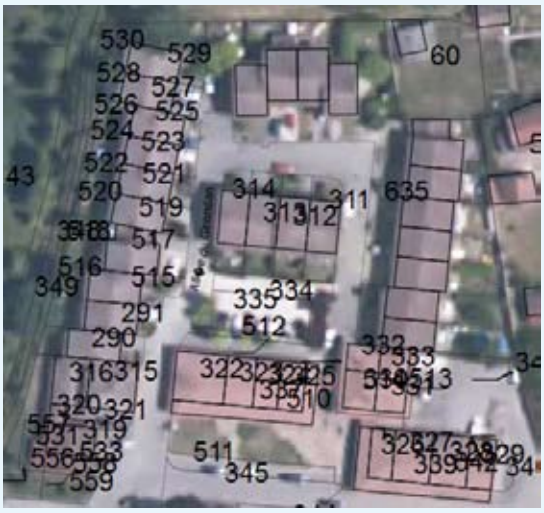


•1-2- Secteur d'habitat résidentiel groupé

On ne trouve qu'un ensemble de ce type au chef-lieu, dans le secteur de Grand-Passieu.

Caractéristique de la forme urbaine	
Implantation sur voie	Pas systématique
Implantation sur limite séparative	Oui
Emprise au sol	36 %
Hauteur	R+1+C
Mode de délimitation entre espace public et espace privé.	Aucun





Quartier de Grand-Passieu	
Superficie	5 000 m²
Nombre de logements	25
Densité	50 lgts/ha
Coefficient d'emprise au sol	± 36 %

•1-3- Secteur d'habitat résidentiel ayant une implantation de type traditionnelle

Ce type d'implantation se trouve généralement dans les centres des villages. Il concerne aussi bien des bâtiments patrimoniaux que du pavillonnaire récent.

Caractéristique de la forme urbaine	
Implantation sur voie	Souvent mais pas systématiquement
Implantation sur limite séparative	Souvent mais pas systématiquement
Emprise au sol	entre 20 et 25 %
Hauteur	R+1+C
Mode de délimitation entre espace public et espace privé.	Mur de façade, mur en pierre



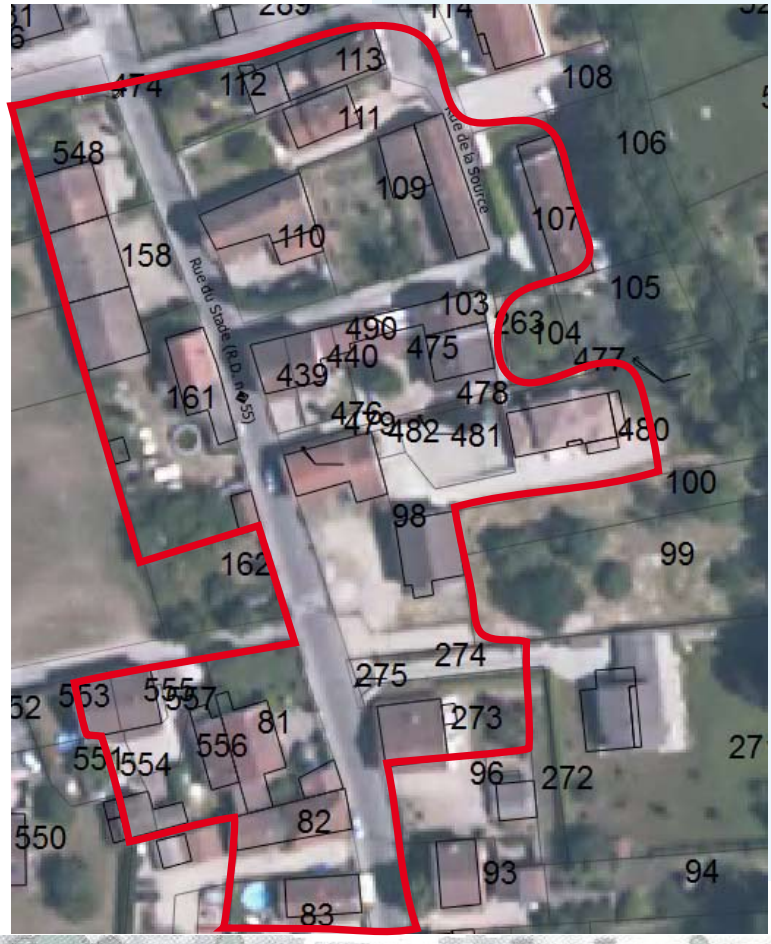
Habitat ayant une implantation traditionnelle à Barens



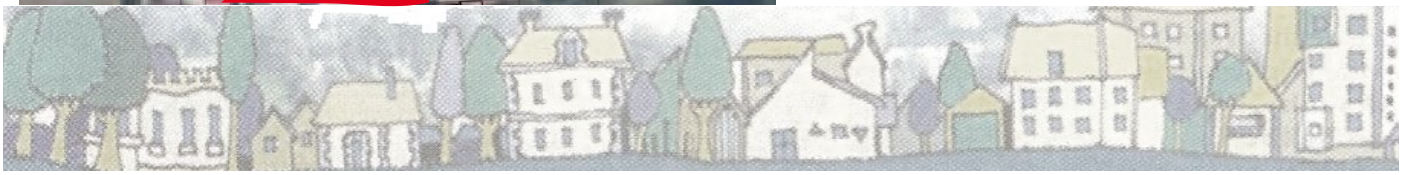
Habitat ayant une implantation traditionnelle rue du Stade, au chef-lieu.



Exemple 1 : secteur de Barens	
Superficie	8 000 m²
Nombre de logements	20
Densité	25 lgts/ha
Coefficient d'emprise au sol	± 19 %



Exemple 2 : secteur de Passieu	
Superficie	11 000 m²
Nombre de logements	23
Densité	20 lgts/ha
Coefficient d'emprise au sol	± 25 %

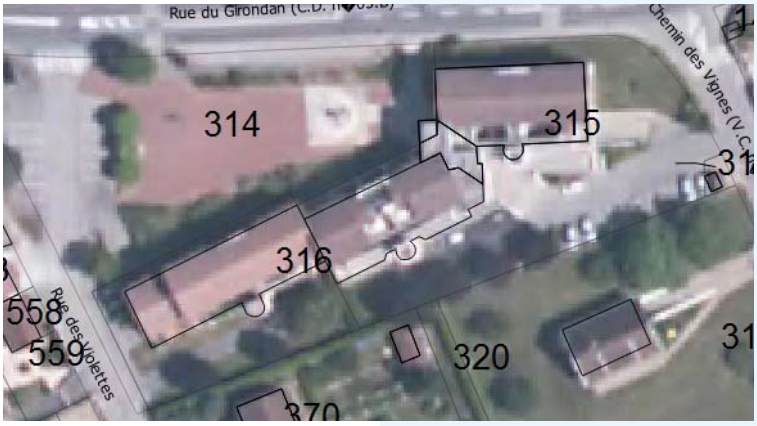


•1-4- Secteur d'habitat collectif

La commune compte peu d'habitat collectif. On les trouve au chef-lieu.

Caractéristique de la forme urbaine	
Implantation sur voie	Non
Implantation sur limite séparative	Oui
Hauteur	R+2
Mode de délimitation entre espace public et espace privé.	Aucun





Exemple 2 : quartier de Passieu	
Superficie	5 000 m²
Coefficient d'emprise au sol	± 21%



•1-5- Secteur d'équipements publics

On les trouve exclusivement au chef-lieu.

Caractéristique de la forme urbaine	
Implantation sur voie	Non
Implantation sur limite séparative	Non
Emprise au sol	± 19 %
Hauteur	R à R+1
Mode de délimitation entre espace public et espace privé.	Aucun



Équipements publics au centre du chef-lieu



•1-5- Secteur d'activité économique

Les activités économiques se concentrent à 3 endroits de la commune :
- au chef-lieu
- dans les zones d'activités des Serpollières et des Sambètes
- au Port

Caractéristique de la forme urbaine	
Implantation sur voie	Non
Implantation sur limite séparative	Non
Emprise au sol	± 15 à 20%
Hauteur	R à R+1
Mode de délimitation entre espace public et espace privé.	Murets, grillage



Zone d'activités de Serpollières



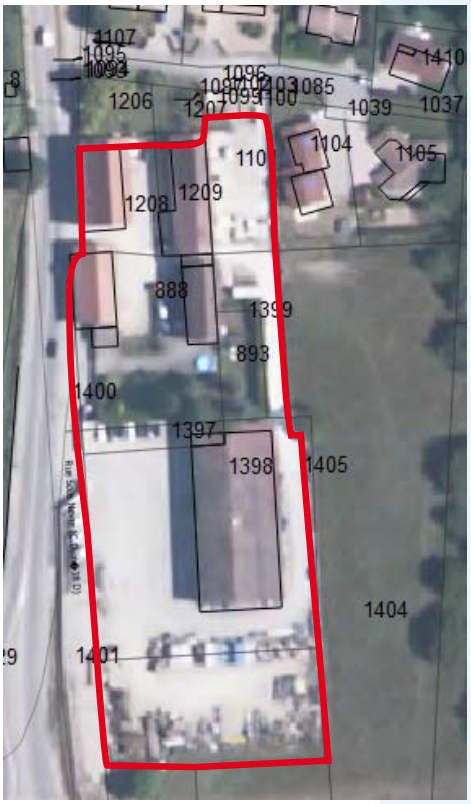
Ensemble commercial au chef-lieu



Bâtiments d'activités dans le hameau du Port



Exemple 1 : Zones d'activités des Serpollières et des Sambètes	
Superficie	147 300 m²
Coefficient d'emprise au sol	± 16%

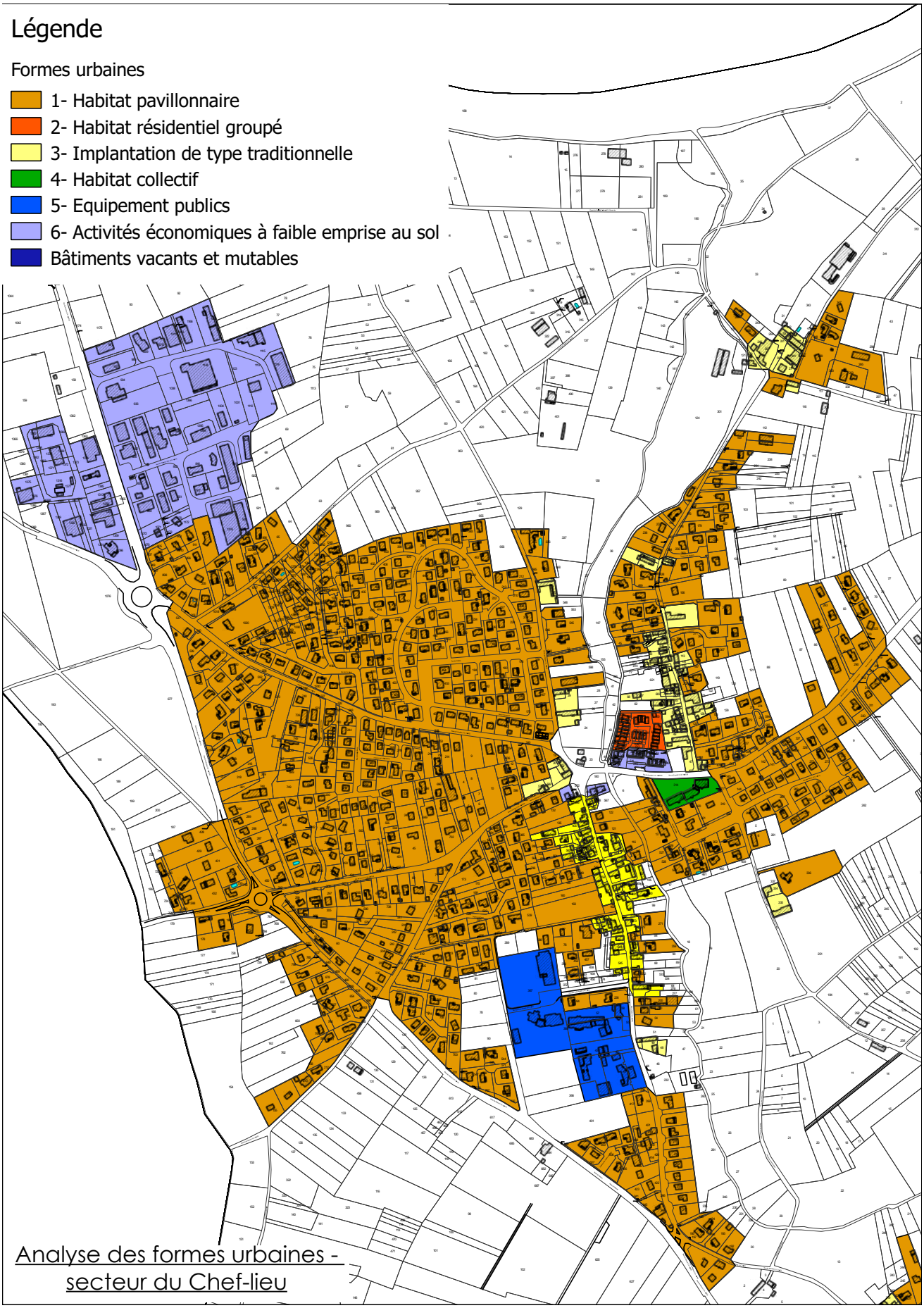


Exemple 2 : Bâtiments d'activités au Port	
Superficie	10 000 m²
Coefficient d'emprise au sol	± 20%

Exemple 3 : Secteur d'activités commerciale	
Superficie	4 000 m²
Coefficient d'emprise au sol	± 23%

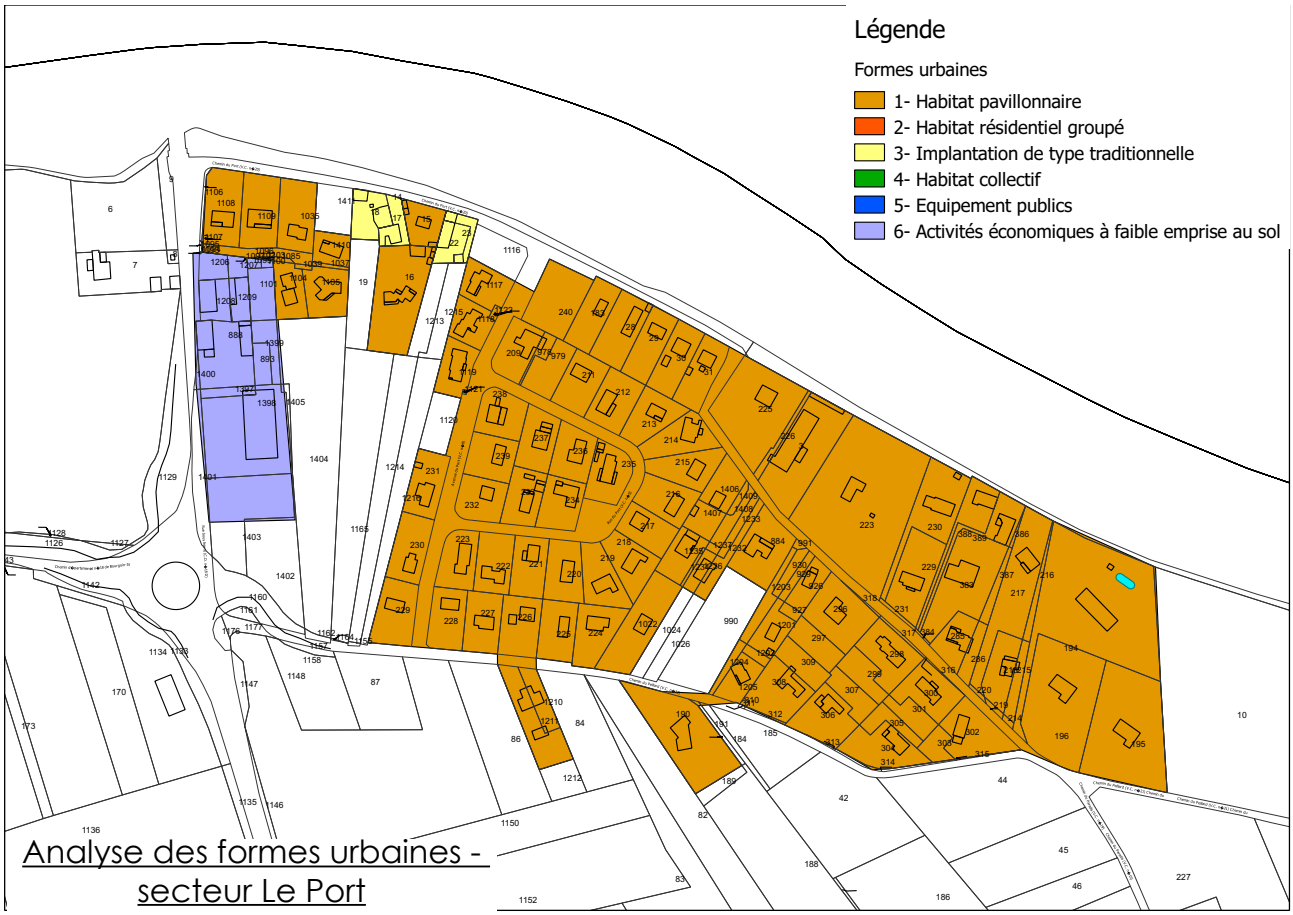






Analyse des formes urbaines - secteur du Chef-lieu



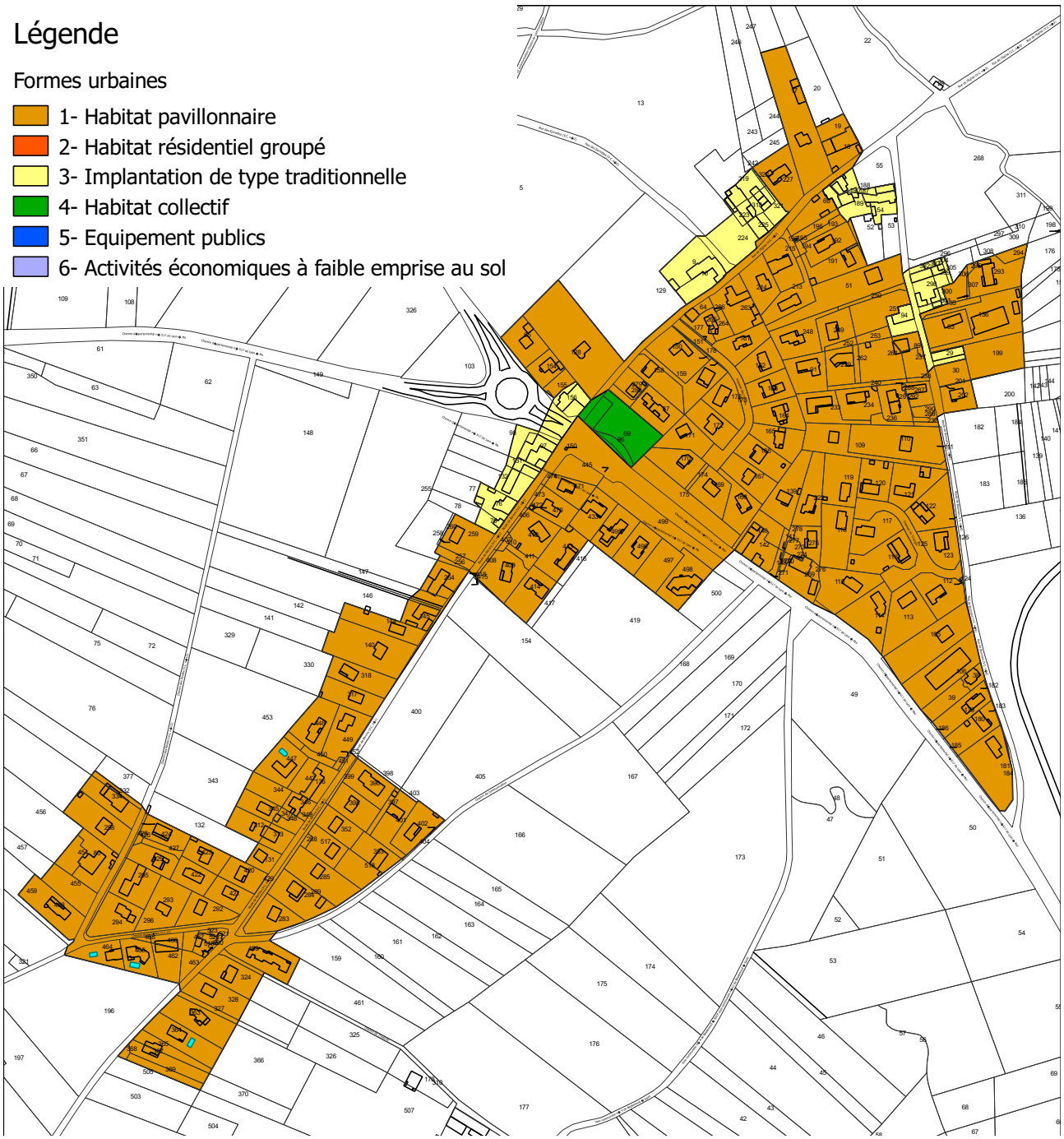


Analyse des formes urbaines - secteur Le Port



Analyse des formes urbaines - secteur Vieille Croix



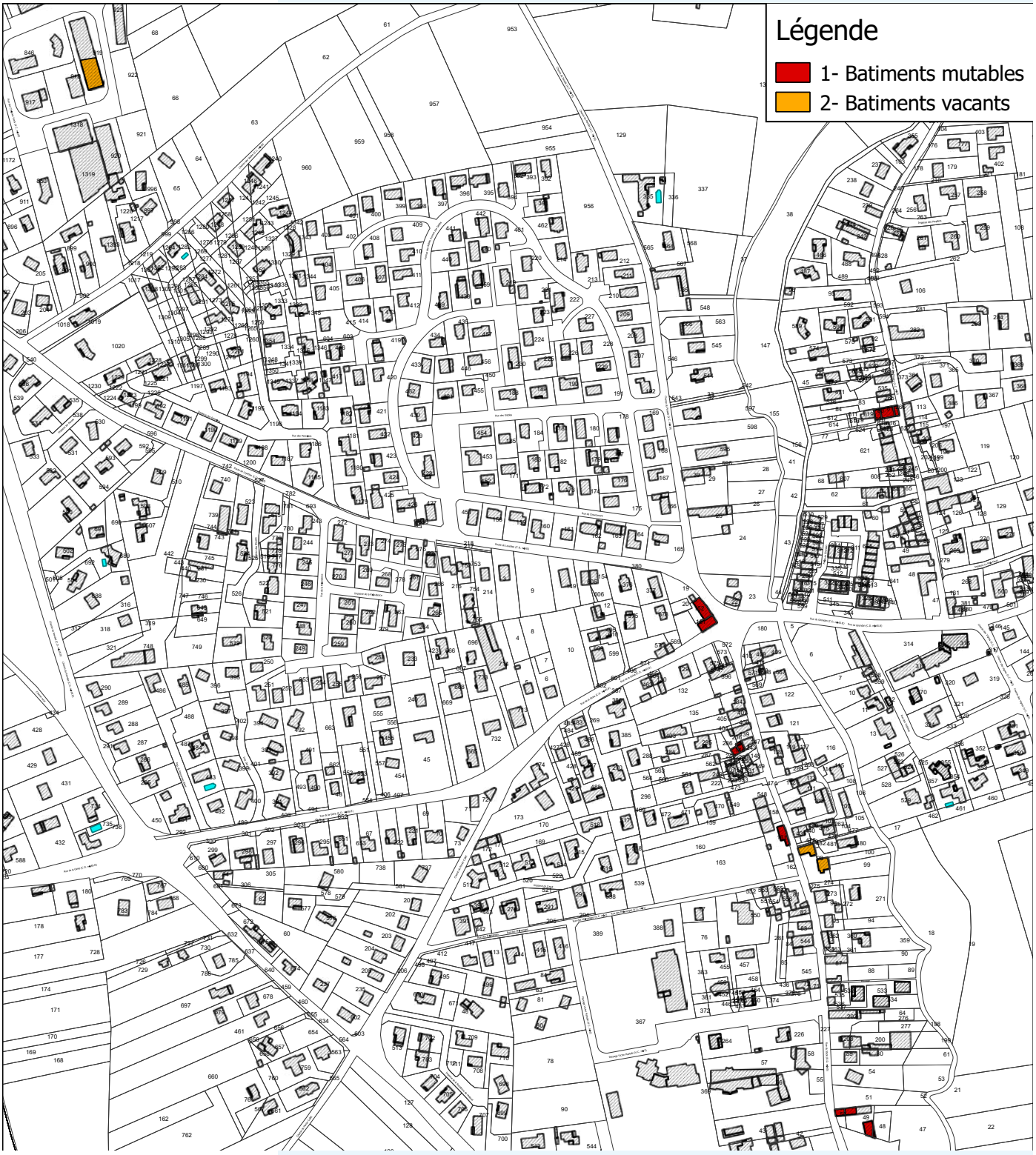


Analyse des formes urbaines - secteur Chazieu



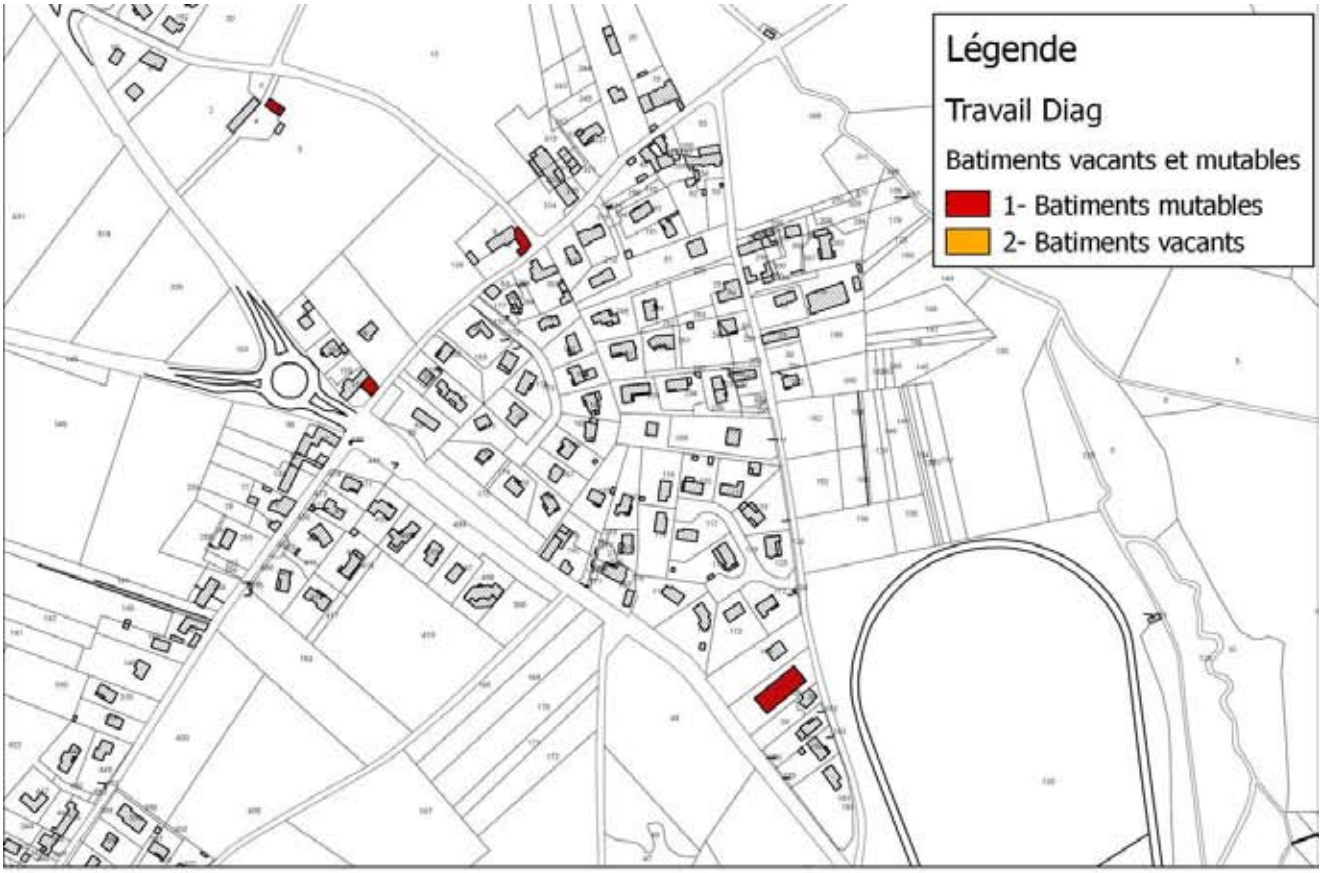
■ 2- BÂTIMENTS VACANTS ET MUTABLES

La commune ne compte que peu de bâtiments vacants et mutables.
Ces bâtiments peu nombreux présentent cependant des volumes importants qui offrent un potentiel de logements d'environ 55 unités.

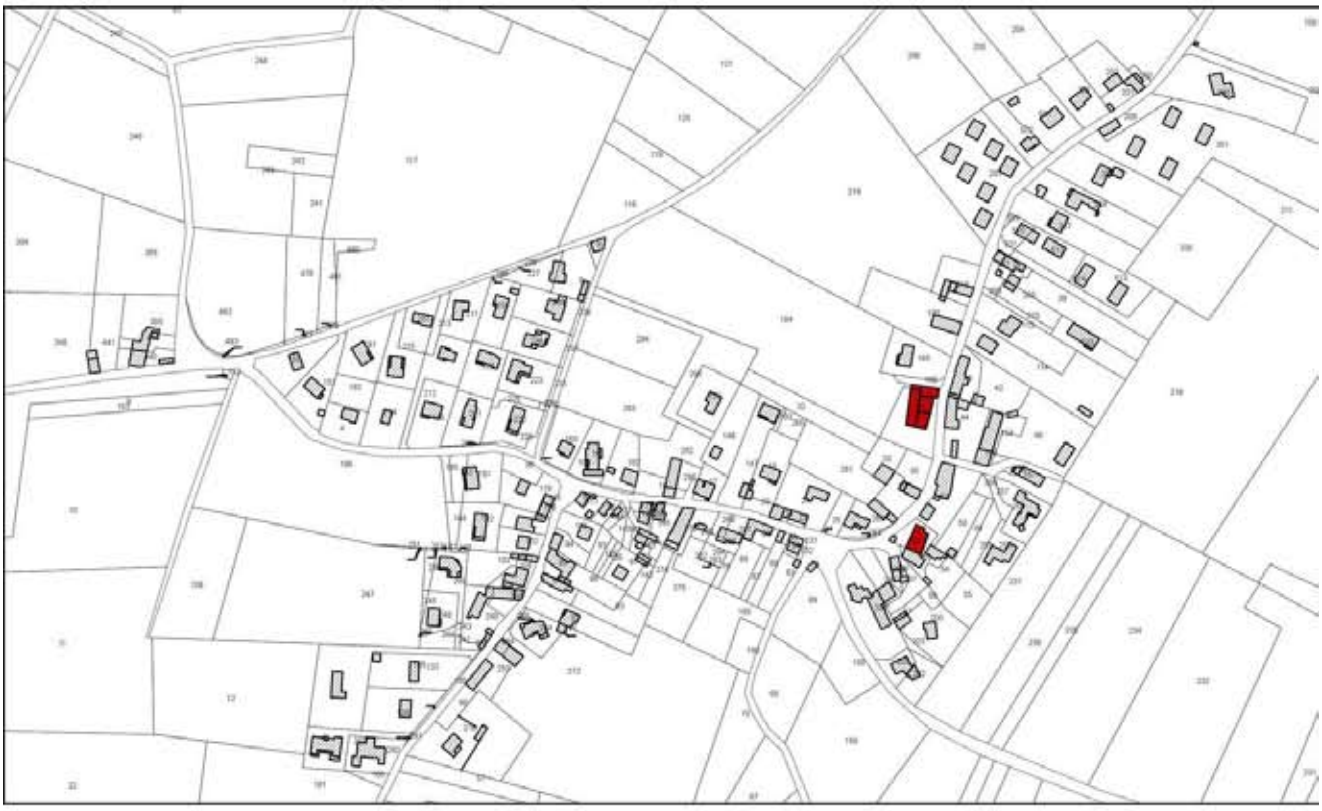


Bâtiments vacants et mutables au chef-lieu





Bâtiments mutables au sud du chef-lieu



Bâtiments mutables à Barens



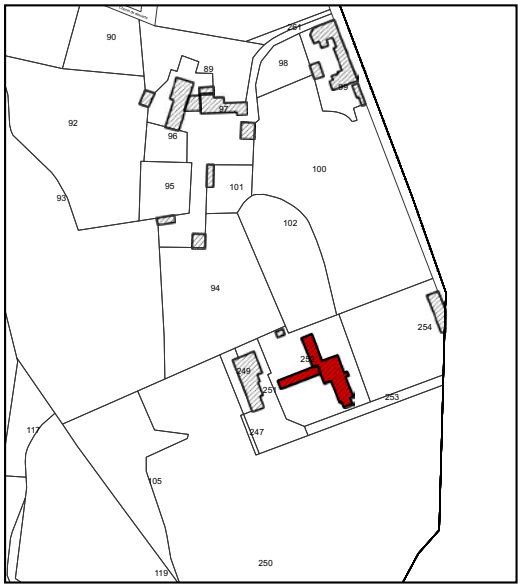


Légende

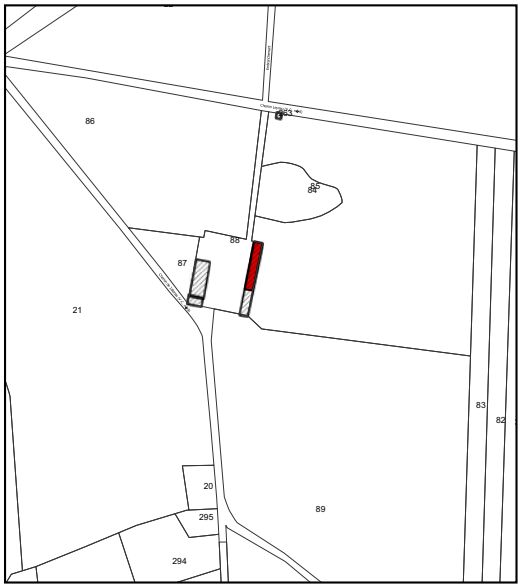
1- Batiments mutables

2- Batiments vacants

Bâtiments mutables à Vavre



Bâtiments mutables au Jonchay



Bâtiments mutables au Jalionas



2.6 LE PATRIMOINE

■ 1- LES MAISONS D'HABITATION ET LES FERMES

La commune compte quelques bâtiments présentant un intérêt patrimonial. Il s'agit d'anciens bâtiments agricoles en pisé et de grosses bâtisses en pierre.

Les volumes sont importants et les toits sont à majorités à 2 pans. Certains bâtiments présentent cependant des toits à 4 pans.



Bâtiment en pisé à Barens



Bâtiment en pierres au Peillard

■ 2- LE PATRIMOINE ARCHÉOLOGIQUE

La base de donnée de la carte archéologique nationale "Patriarche" répertorie actuellement 72 entités archéologiques depuis la période préhistorique jusqu'à l'époque moderne.

1- Tumulus du Peillard, dit "des Tilleuls", Moulin du Peillard, les Taches / tumulus / Second Age du fer
2- Le Grand Plan-Le Vernai / habitat / Age du bronze final
3- Charrel-St.-Romain / Gallo-romain / mur
4- Petit Passieu-La Croix / Gallo-romain / bloc
5- Tumulus Stéphane, Moulin du Peillard / tumulus / Premier Age du fer - Second Age du fer ?
6- Les Trois Mollards, le Port / tumulus / Premier Age du fer
7- Le Perrier / eau et hydraulique, évacuation / Époque indéterminée
8- Passieu / Age du bronze - Age du fer ? / céramiques
9- Chemin du Peillard / voie / Gallo-romain
10- Chevramont / habitat / Gallo-romain
11- Les Taches, dans le bois / sépulture / Gallo-romain
12- Barens / aqueduc / Gallo-romain
13- Les Marronniers / Gallo-romain / Céramique commune, amphore, tegulae
14- Sous les Vignes / dépôt monétaire / Gallo-romain
15- Les Champagnes / enceinte / Époque indéterminée
16- Les Taches / tumulus / Premier Age du fer
17- Tumulus Géraud, Les Taches / tumulus / Premier Age du fer
18- Les Taches / enceinte / Époque indéterminée
19- Sous Nevre / Gallo-romain / Tegulae, clous
20- Les Serpollières / Gallo-romain / Nombreuses tegulae
21- Les Sambettes / Premier Age du fer / trou de poteau, fosse
22- Le Prat / Gallo-romain / Tegulae en grande quantité, tessons de céramique
23- Le Grand Pré / Gallo-romain / Tegulae



23- Le Grand Pré / Gallo-romain / Tegulae
24- Les Sambettes / Gallo-romain / Tâche de tegulae, céramiques communes claire
25- Grand Passieu / évacuation / Gallo-romain
26- Passieu / évacuation / Gallo-romain
27- Le Perrier / Gallo-romain / tegulae en quantité importante
28- Les Genevriers / Gallo-romain / Tegulae, amphores
29- Les Vignes / habitat / Gallo-romain
30- Les Terres de Girine / Gallo-romain / Tegulae
31- La Biesse / eau et hydraulique / Gallo-romain
32- Ste.-Marie-de-Tortas / Gallo-romain / tegulae, amphores, céramique commune
33- Le Peillard-Les Taches / enceinte / habitat / Age du bronze - Age du fer ?
34- Tumulus Nicole, Port de Jalionas / tumulus / Premier Age du fer
35- Près du chemin des Marais (VC n°11) au Sud / Gallo-romain / Tâche de tegulae et d'imbrices
36- Champ de Vavre, Le Marais de Pont Falcu / Gallo-romain / Nombreux fragments de tegulae, amphore, céramique grise
37- Croix-Vieille / Bas-empire / Sigillée commune claire
38- Marais de la Besseye / Bas-empire / céramique, amphores, tegulae
39- Marais de la Besseye / Gallo-romain / Tegulae
40- Tumulus Abel, Les Taches / tumulus / Premier Age du fer
41- Fontanilles / étang ? / eau et hydraulique / Moyen-âge
42- Port de St-Oyand, Port de Jalionas / Gallo-romain / céramique sigillée commune grise
43- Les Bruyères / habitat ? / Gallo-romain
44- Les Sambettes / Gallo-romain / sablière, fragment de tegulae et imbrices
45- Passieu / Gallo-romain ? / bloc
46- Tumulus Roger, Les Taches / tumulus / Age du bronze final
47- Chazieu / Gallo-romain / Tuiles
48- Sablon et Chenerond / cimetière / Époque indéterminée
49- Prés du Grand Plan / Gallo-romain / Céramique grise, tegulae
50- Le Perrier / Gallo-romain / Céramique grise, tegulae
51- Petit Perier / Gallo-romain / Tegulae et imbrices
52- Le Clos / Gallo-romain / construction
53- Le Terreau / atelier de terre cuite architecturale / Haut-empire
54- La Combe / Époque indéterminée / fossé
56- Villa augustéenne, Le Grand Plan - Le Vernai / villa / République - Haut-empire
57- Passieu / nécropole / Age du bronze ?
58- Passieu / Gallo-romain / fosse
59- Grande villa, Le Grand Plan-Le Vernai / villa / Haut-empire - Bas-empire
60- Le Grand Plan, Le Vernai / cimetière / Haut moyen-âge - Époque contemporaine
61- Eglise Saint-Romain, Le Grand Plan-Le Vernai / église / Haut moyen-âge - Époque contemporaine
62- Le Grand Plan-Le Vernai / château fort / Moyen-âge classique
63- Petit Passieu-La Croix / cimetière / Haut moyen-âge ?
64- Les Taches / parcellaire / Gallo-romain
65- Les Sambettes / habitat ? / Gallo-romain
67- Port de St-Oyand, Port de Jalionas / port / Gallo-romain
68- Port de St-Oyand, Port de Jalionas / port / Moyen-âge
69- Le Vernai / demeure / exploitation agricole / Haut moyen-âge
70- Le Vernai / hameau / Moyen-âge
71- RD 18 giratoire, Sous Nève / Époque indéterminée / fossé, silo
72- Le grand Plan / bains privés / Bas-empire
73- Le Vernai / forge / Bas-empire
74- Forêt de Jalionas / maison forte / Moyen-âge



SAINT-ROMAIN-DE-JALIONAS (38)
Carte des entités archéologiques connues
Août 2009



DRAC Rhône-Alpes, service régional de l'archéologie, informations issues de la carte archéologique, août 2009 ; IGN Scan 25.
Reproduction et diffusion interdites hors cadre conventionnel.



La commune a fait l'objet d'études particulières : fouille programmée sur la villa du Vernai, ainsi qu'un programme de recherches pluridisciplinaires sur l'environnement et le territoire de cet établissement.
Ces études ont montré une occupation humaine de ce secteur de la Proto-histoire au Moyen Age, avec différentes formes d'habitat et d'exploitation du territoire.

Plusieurs zones de prescriptions de préemption archéologiques sont recensées par la DRAC sur le territoire communal (cf. carte suivante).

Dans ces zones, les autorisations d'urbanisme sont traitées par le Service régional de l'archéologie (SRA) selon des seuils définis par le Préfet de Région.
Ces zonages, amenés à évoluer, sont transmis à titre informatif et réglementaire selon leur catégorie :

- A : transmission de tous les dossiers au Préfet de Région
- B : transmission des projets > 300 m²
- C : transmission des projets > 500 m²
- D : travaux > 50 m² soumis à déclaration préalable

En dehors de ces zones, il est prévu que le SRA n'examine que les projets supérieurs à 3000 m2 et les études d'impact.

La Villa gallo-romaine du Vernay (ou du Vernai) est le monument le plus important de Saint Romain de Jalionas.
Au XIXe siècle, le curé signale la découverte d'éléments de statues et de mosaïques dans le cimetière qui jouxte avec l'église paroissiale. Alerté, Hippolyte Müller, fondateur du musée dauphinois, se rend sur place sans pour autant localiser l'épicentre de ce site qualifié de gallo-romain.



En 1967, des travaux d'adduction d'eau mettent au jour un fragment de mur et une amphore dans laquelle on dégagera le squelette d'un enfant. Un historien amateur et peintre reconnu, Roger Pinet, commence alors à fouiller les environs et dégage d'innombrables vestiges. Faute de moyens, il doit remblayer ses trouvailles en 1979.
En 1985, l'agrandissement du cimetière impose une campagne de sauvetage menée par des scientifiques. Au total 1 500 m2 sont fouillés au sud de l'église par Robert Royer, conservateur régional d'archéologie de la direction régionale des Affaires culturelles.

Zones de prescriptions de préemption archéologiques
source Atlas du patrimoine, Ministère de la Culture et de la Communication - 2012

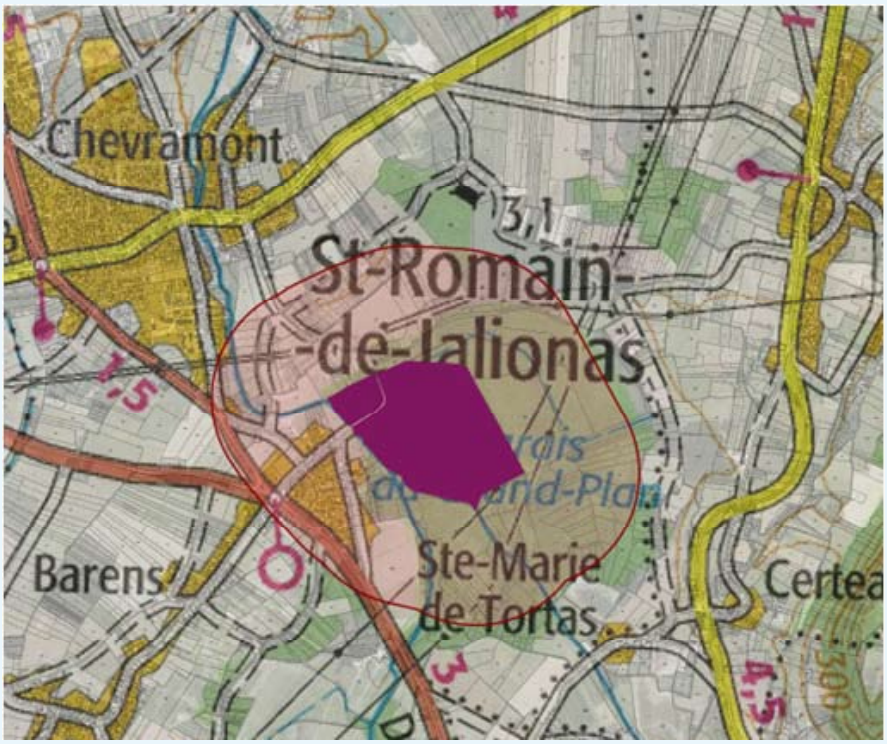


■ 3- LE PATRIMOINE INSCRIT

La commune est concernée par la protection au titre de la législation sur les monuments historiques suivante :

- Vestiges de la Villa gallo-romaine inscrit par arrêté du 18 juin 1984 (parcelles n°28 à 30 au lieu dit la Cour, n° 31 à 34 au lieu-dit Marais du Grand-Plan, section AH et dans les parcelles n° 1 à 7 au lieu-dit Vernai, section AI du plan cadastral).

Ce monument fait l'objet d'un périmètre de protection de 500 mètres (cf. carte suivante), dans lequel tout aménagement est soumis à l'approbation du Service Territorial de l'Architecture et du Patrimoine (STAP) de l'Isère.



Périmètre de protection des monuments historiques
source Atlas du patrimoine, Ministère de la Culture et de la Communication - 2012

2.7 LES POLLUTIONS

■ 1- SITES ET SOLS POLLUÉS

La commune est concernée par un site potentiellement pollué : l'usine M.P.C.P située au Jonchay.
L'usine fabriquait des produits explosifs et inflammables.

■ 2- LA POLLUTION SONORE

Source : Evaluation environnementale du PLU - SETIS - 2016

•2-1- Rappel d'acoustique

- Définition du bruit

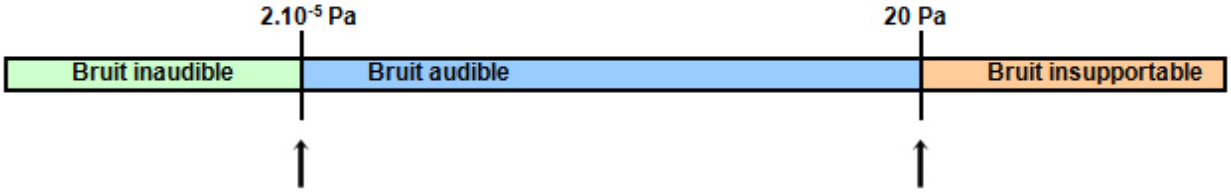
Le bruit est un ensemble de sons produits par une ou plusieurs sources, lesquelles provoquent des vibrations qui se propagent jusqu'à notre oreille.

Le son se caractérise par trois critères : le niveau (faible ou fort, intermittent ou continu), la fréquence ou la hauteur (grave ou aiguë) et enfin la signification qui lui est donnée.

- Echelle acoustique

L'échelle usuelle pour mesurer le bruit est une échelle logarithmique. Par ailleurs, d'un point de vue physiologique, l'oreille n'éprouve pas, à niveau physique identique, la même sensation auditive. C'est en raison de cette différence de sensibilité qu'est introduite une courbe de pondération physiologique « A ». Les décibels physiques (dB) deviennent alors des décibels physiologiques [dB(A)]. Ce sont ces derniers qui sont utilisés pour apprécier la gêne ressentie par les personnes.

PLAGE DE SENSIBILITE DE L'OREILLE



Niveau en dB (A)	0	20	50	70	90	120	130
Comparaison	Seuil d'audibilité	Studio	Rue tranquille	Réfectoire bruyant	Moto	Seuil de douleur	Turboréacteur

- Evaluation d'un niveau sonore

L'évaluation d'un niveau sonore se fait par le biais du calcul ou de la mesure d'un niveau sonore moyen appelé Leq (niveau énergétique équivalent).

Le Leq représente le niveau sonore constant qui dissipe la même énergie acoustique qu'un signal variable (qui serait émis par un ensemble de sources) au point de mesure ou de calcul pendant la période considérée.



- Arithmétique particulière

60 dB + 60 dB = 63 dB

60 dB + 50 dB = 60 dB

60 dB x 10 = 70 dB

Les niveaux sonores ne s'additionnent pas de façon linéaire, ce sont les puissances qui s'additionnent. Ainsi le doublement de l'intensité sonore, ne se traduit que par une augmentation de 3 dB(A) du niveau de bruit.
Si deux niveaux de bruit sont émis simultanément par deux sources sonores, et si le premier est au moins supérieur de 10 dB(A) par rapport au second, le niveau sonore résultant est égal au plus grand des deux. Le bruit le plus faible est masqué par le plus fort.
Pour dix sources de bruit à niveau identique, l'augmentation de l'intensité sonore résultant serait de + 10 dB(A) par rapport au niveau d'une seule source.

•2-2- Aspects réglementaire

- Textes réglementaires

Les articles L571-1 à L571-26 du Livre V du Code de l'Environnement (Prévention des pollutions, des risques et des nuisances), reprenant la Loi n° 92.1444 du 31 décembre 1992 relative à la lutte contre le bruit, prévoient la prise en compte des nuisances sonores aux abords des infrastructures de transports terrestres.

Les articles R571-44 à R571-52 du Livre V du Code de l'Environnement (Prévention des pollutions, des risques et des nuisances), reprenant le Décret n° 95-22 du 9 janvier 1995 relatif à la limitation du bruit des aménagements et infrastructures de transports terrestres, indiquent les prescriptions applicables aux voies nouvelles, aux modifications ou transformations significatives de voiries existantes.

L'Arrêté du 5 mai 1995, relatif au bruit des infrastructures routières, précise les indicateurs de gêne à prendre en compte : niveaux LAeq(6 h - 22 h) pour la période diurne et LAeq(22 h - 6 h) pour la période nocturne. Il mentionne en outre les niveaux sonores maximaux admissibles suivant l'usage et la nature des locaux et le niveau de bruit existant.

La Circulaire du 12 décembre 1997, relative à la prise en compte du bruit dans la construction des routes nouvelles ou l'aménagement de routes existantes du réseau national, complète les indications réglementaires et fournit des précisions techniques pour faciliter leur application.
L'arrêté du 30 mai 1996, modifié le 23 juillet 2013, relatif aux modalités de classement des infrastructures de transports terrestres et à l'isolement acoustique des bâtiments d'habitation dans les secteurs affectés par le bruit.

- Indices réglementaires

Le bruit de la circulation automobile fluctue au cours du temps. La mesure instantanée (au passage d'un camion, par exemple) ne suffit pas pour caractériser le niveau d'exposition des personnes.



Les enquêtes et études menées ces vingt dernières années dans différents pays ont montré que le cumul de l'énergie sonore reçue par un individu constitue l'indicateur le plus représentatif des effets du bruit sur l'homme et, en particulier, de la gêne issue du bruit de trafic. Ce cumul est traduit par le niveau énergétique équivalent noté Leq. En France, ce sont les périodes (6 h - 22 h) et (22 h - 6 h) qui ont été adoptées comme référence pour le calcul du niveau Leq.

Les indices réglementaires s'appellent LAeq (6 h - 22 h) et LAeq(22 h - 6 h). Ils correspondent à la moyenne de l'énergie cumulée sur les périodes (6 h - 22 h) et (22 h - 6 h) pour l'ensemble des bruits observés.

Ils sont mesurés ou calculés à 2 m en avant de la façade concernée et entre 1.2 m et 1.5 m au-dessus du niveau de l'étage choisi, conformément à la réglementation. Ce niveau de bruit dit « en façade » majore de 3 dB le niveau de bruit dit « en champ libre » c'est-à-dire en l'absence de bâtiment.

- Critère d'ambiance sonore

Le critère d'ambiance sonore est défini dans l'arrêté du 5 mai 1995 et il est repris dans le § 5 de la Circulaire du 12 décembre 1997. Le tableau ci-dessous présente les critères de définition des zones d'ambiance sonore :

Type de zone	Bruit ambiant existant avant travaux toutes sources confondues (en dB(A))	
	LAeq(6 h - 22 h)	LAeq(22 h - 6 h)
Modérée	< 65	< 60
Modérée de nuit	≥ 65	< 60
Non modérée	< 65	≥ 60
	≥ 65	≥ 60

•2-3- Plan de prévention du bruit dans l'environnement de l'Isère

Le Plan de Prévention du Bruit dans l'Environnement (PPBE) du département de l'Isère a été approuvé le 7 mai 2011 (arrêté préfectoral n°201106G02).
L'application de la directive a pour objectif d'apporter une information des populations sur les niveaux d'exposition au bruit et les effets du bruit sur la santé et de préciser les actions prévues pour réduire ces niveaux d'exposition.
Le présent PPBE concerne les grandes infrastructures de transport de l'État. Il est établi à partir des plans d'actions existants et projetés et il a pour objectif d'assurer une cohérence entre les actions des gestionnaires des grandes infrastructures nationales sur le département de l'Isère, et de préparer la deuxième phase de l'application de la directive européenne.

La commune de Saint Romain de Jalionas n'est pas concernée par le PPBE de l'Isère.



•2-4- Classement sonore des voies

Le Parlement européen et le Conseil de l'Union Européenne ont adopté, le 25 juin 2002, une directive (directive 2002/49/CE du 25 juin 2002) relative à l'évaluation et à la gestion du bruit dans l'environnement.
Cette directive a été transposée dans le droit national entre 2004 et début 2006. Les services de la DDT pilotent la réalisation des cartes du bruit des grandes infrastructures routières qui sont portés à la connaissance du public depuis 2007.

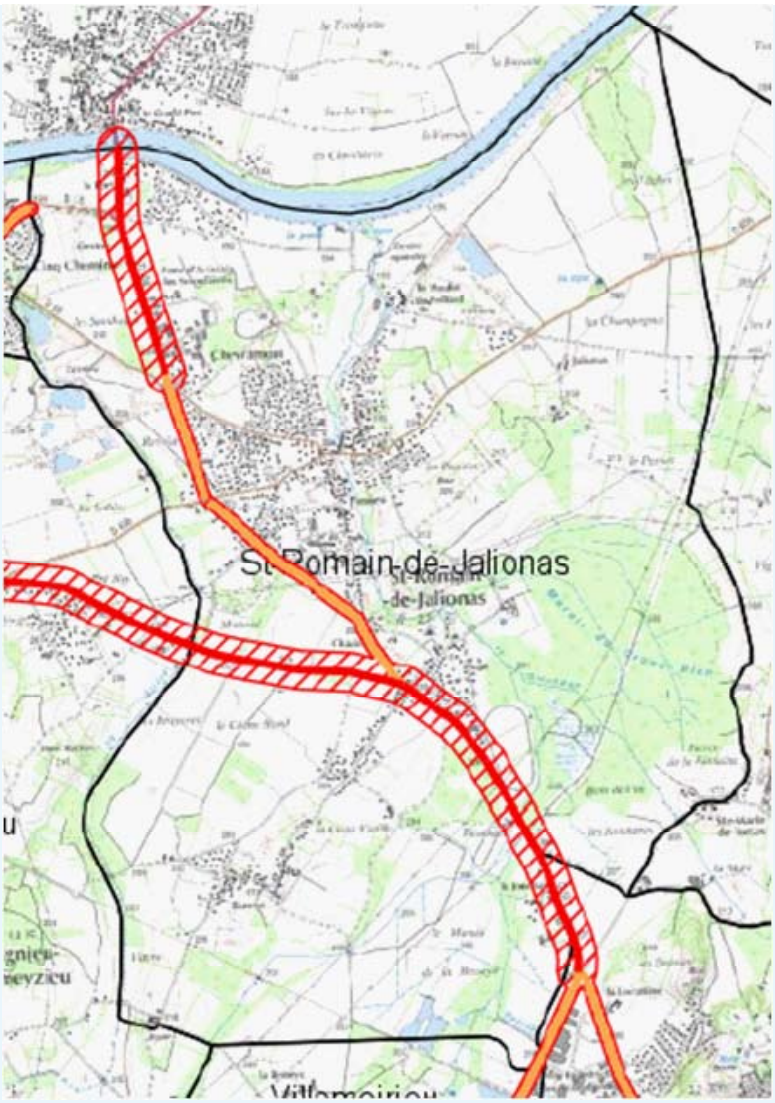
Doivent être classées toutes les routes dont le trafic est supérieur à 5 000 véhicules par jour, et toutes les voies de bus en site propre comptant un trafic moyen de plus de 100 bus/jour, qu'il s'agisse d'une route nationale, départementale ou communale ; les infrastructures ferroviaires interurbaines dont le trafic est supérieur à 50 trains/jour ; les infrastructures ferroviaires urbaines dont le trafic est supérieur à 100 trains/jour ;
La carte représente les zones où les niveaux sonores dans l'environnement dépassent ou risquent de dépasser à terme, du seul fait des infrastructures de transports terrestres, un niveau sonore de 60 dB(A) en période de jour (en LAeq(6h-22h)) et de 55 dB(A) de nuit (en Leq(22h-6h).
La largeur des secteurs affectés par le bruit correspond à la distance mentionnée dans le tableau ci-dessous, comptée de part et d'autre de l'infrastructure :

- pour les infrastructures routières, à partir du bord extérieur de la chaussée la plus proche ;
- pour les infrastructures ferroviaires, à partir du bord du rail extérieur de la voie la plus proche.

Sur la base de ce classement, ces cartes déterminent les secteurs affectés par le bruit, les niveaux de nuisances sonores à prendre en compte pour la construction de bâtiments et les prescriptions d'isolation.
La commune est concernée par plusieurs infrastructures de transports :

Catégorie de la voie de transport terrestre	Voie du secteur correspondante	Niveau sonore de référence LAeq (6h-22h) en dBA	Niveau sonore de référence LAeq (22h-6h) en dBA	Largeur maximale des secteurs affectés par le bruit de part et d'autre de l'infrastructure
Cat 1	/	L > 81	L > 76	d =300 m
Cat 2	/	76 < L < 81	71 < L < 76	d =250 m
Cat 3	**RD517** **RD18d**	70 <L < 76	65 < L < 71	d =100 m
Cat 4	**RD55** **RD18d**	65 < L < 70	60 < L < 65	d =30 m
Cat 5	/	60 < L < 65	55 < L < 60	d =10 m





Classement sonore des voiries

Source Ministère de l'Égalité des territoires et du Logement / Ministère de l'Écologie, du Développement durable et de l'Énergie – Mars 2014

Ce classement induit une bande affectée par le bruit routier de part et d'autre de l'axe des voiries concernées. Cette réglementation impose un isolement acoustique pour les bâtiments d'habitation et les établissements sensibles, déterminé par l'article 5 de l'arrêté du 30 mai 1996, modifié le 23 juillet 2013, relatif aux modalités de classement des infrastructures de transports terrestres et à l'isolement acoustique des bâtiments d'habitation dans les secteurs affectés par le bruit.

Les voiries classées sur la commune de Saint Romain de Jalionas sont en tissu ouvert.

Le tableau suivant donne, par catégorie d'infrastructure, la valeur de l'isolement minimal des pièces principales des logements contre les bruits extérieurs en fonction de la distance entre le bâtiment à construire et :

- pour les infrastructures routières, le bord extérieur de la chaussée la plus proche ;
- pour les infrastructures ferroviaires, le bord du rail extérieur de la voie la plus proche.

Distance / Catégorie	0 - 10	10 - 15	15 - 20	20 - 25	25 - 30	30 - 40	40 - 50	50 - 65	65 - 80	80 - 100	100 - 125	125 - 160	160 - 200
1	40	40	39	38	37	36	35	34	33				
2	37	37	36	35	34	33							
3	33	33											
4													
5													

Ces valeurs peuvent être diminuées de façon à prendre en compte l'orientation de la façade par rapport à l'infrastructure ou la présence d'obstacles entre l'infrastructure et la façade.

•2-5- Inventaire des sources de bruit et des secteurs sensibles

- Sources de bruit

Les axes de circulation :
Les chapitres précédent montrent que le territoire communal est soumis aux modulations de trafics issues de :

- RD18d (5 400 v/j en 2012 – CG38),
- RD55 (pas de données),
- RD517 (entre 13 000 et 15 000 v/j en 2012 selon le tronçon – CG38),

- Secteurs et bâtiments sensibles au bruit

Par définition, les secteurs sensibles au bruit sont les zones à dominante d'habitation, les parcs et jardins publics, les zones de détente et les zones de silence (zone réglementée par arrêté).
Les bâtiments sensibles sont les établissements scolaires, les établissements de soins ou médico-sociaux, les établissements d'accueil de la petite enfance ou de personnes âgées et les hôtels.

Le territoire communal est composé d'une dizaine de petits hameaux plus ou moins denses généralement regroupés le long des voiries
Une école, localisée au centre du village, est répertoriée comme établissements sensibles vis-à-vis du bruit.

- Dispositifs de protection acoustique

Aucun dispositif de protection acoustique particulier, tel qu'enrobé phonique ou écran acoustique, n'a été mis en place sur le territoire communal.



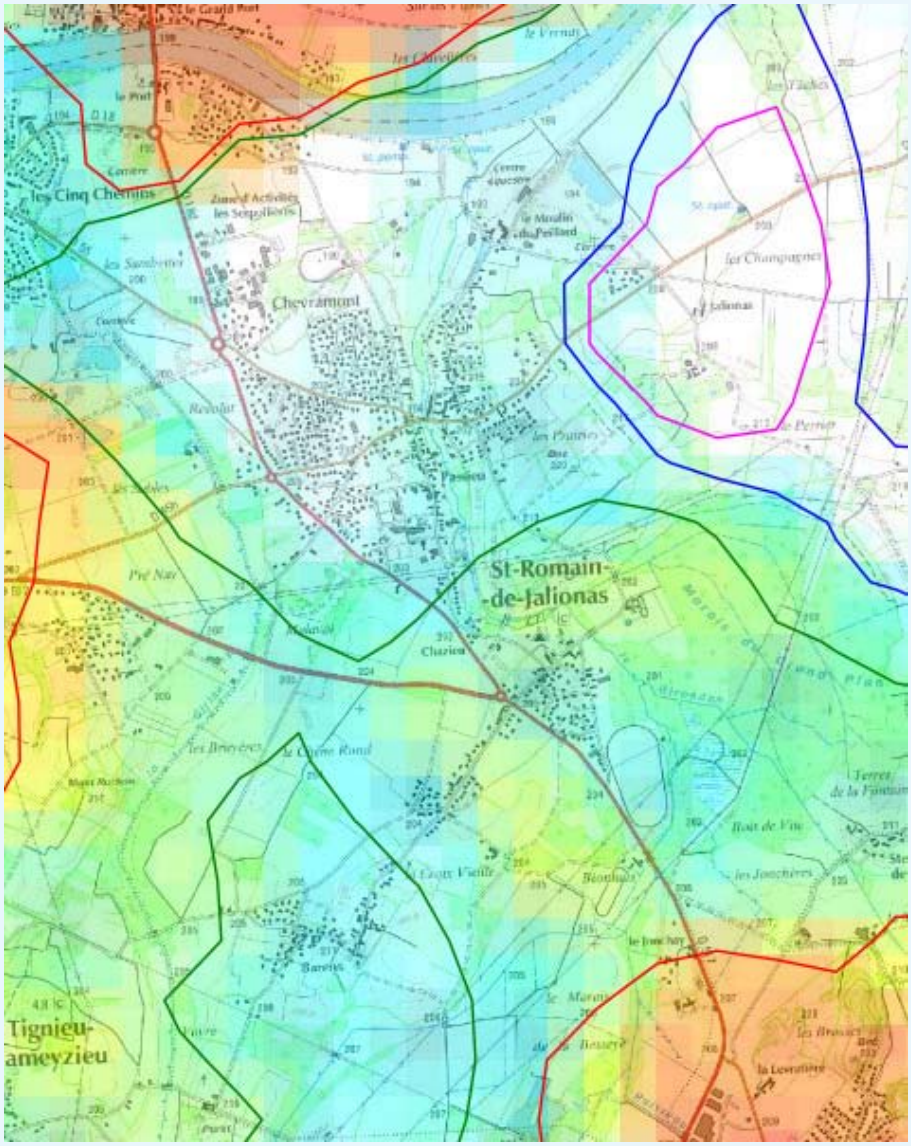
2.8

LES COMMUNICATIONS NUMÉRIQUES

Comme le montre la carte ci-dessous, la commune est inégalement desservie en terme de réseau haut débit. Elle compte un noeud de raccordement d'abonnés[1] situé à côté de l'épicerie.

Une seule technologie haut débit est présente sur la commune.

Cartographie de couverture DSL de Saint-Romain de Jalionas
Source : http://www.developpement-durable.gouv.fr/



NRA

Limites zones affaiblissement DSL
(Rouge : 37dB, Vert : 51dB, Bleu : 70dB,
Violet : ReADS

de 37 à 51

de 51 à 70

de 70 à 78

de 78 à 79

1 Le nœud de raccordement d'abonnés (NRA) est un local technique qui assure la répartition du réseau ADSL vers les abonnés, en fonction de leurs opérateurs. Toutes les lignes téléphoniques des abonnés sont reliées au NRA, quel que soit leur opérateur.

2.9 L'ÉNERGIE

Source : Evaluation environnementale du PLU - SETIS - 2016

D'après le rapport de l'Observatoire de l'Énergie et des gaz à effet de serre de Rhône-Alpes, un habitant de la région consomme trois tep (tonne équivalent pétrole) par an soit 3 500 litres de gasoil (=70 pleins de 50 litres).

Les secteurs les plus consommateurs d'énergie en Rhône-Alpes sont dans l'ordre le résidentiel (principalement le chauffage), les transports, l'industrie et le tertiaire.
Globalement, la consommation d'énergie sur la Région est en augmentation de plus de 20% depuis 20 ans.

■ 1- CONTEXTE RÉGLEMENTAIRE

•1-1- Schéma Régional Climat Air Energie Rhône-Alpes

La loi Grenelle II du 12 juillet 2010 permet aux régions d'établir leur Schéma Régional du Climat, de l'Air et de l'Énergie (SRCAE), schéma qui propose les scenarii retenus par la région et compatibles avec l'objectif Européen 3*20 (horizon 2020) :

Le SRCAE de la région Rhône-Alpes a été approuvé par le Conseil Régional le 17 avril 2014.
Les actions qui découlent du SRCAE, relèvent des collectivités territoriales au travers des plans de déplacements urbains (PDU), des plans de protection de l'atmosphère (PPA) et des plans climat énergie territoriaux (PCET), qui devront être compatibles avec les orientations fixées par le SRCAE.
À leur tour, les PCET seront pris en compte dans les documents d'urbanisme tels que les schémas de cohérence territoriale (SCoT) et les plans locaux d'urbanisme (PLU).
Ce document vise notamment la contribution de la région Rhône-Alpes aux engagements nationaux sur l'énergie et le climat.

Objectifs nationaux :
Objectif Européen 3x20 à l'horizon 2020 (cf. tableau suivant) :

- Diminuer de 20% les émissions de Gaz à Effet de Serre (GES) ;
- Réduire de 20% la consommation d'énergie ;
- Atteindre 20% d'énergies renouvelables dans le mix énergétique.

Objectif facteur 4 à l'horizon 2050
La France a traduit son engagement écologique en se fixant un objectif dit « Facteur 4 », qui consiste à réduire les émissions de GES par 4 d'ici 2050.



	Les objectifs du SRCAE Rhône-Alpes	Les objectifs nationaux
Consommation d'énergie	-21.4% d'énergie primaire / tendanciel -20% d'énergie finale / tendanciel	- 20% d'énergie primaire / tendanciel
Emissions de GES en 2020	-29.5% / 1990 -34% / 2005	-17% / 1990
Emissions de polluants atmosphériques	PM10 -25% en 2015 / 2007 -39% en 2020 / 2007	-30% en 2015 / 2007
	NOx -38% en 2015 / 2007 -54% en 2020 / 2007	-40% en 2015 / 2007
Production d'EnR dans la consommation d'énergie finale en 2020	29.6%	23%

Pour atteindre les objectifs fixés, le SRCAE propose plusieurs orientations possibles :

Les orientations structurantes du SRCAE

S1 – susciter la gouvernance climatique en région
S2 – lutter contre la précarité énergétique
S3 – encourager à la sobriété et aux comportements éco-responsables
S4 – former aux métiers de la société post carbone
S5 – développer la recherche et améliorer la connaissance sur l'empreinte carbone des activités humaines.

Les orientations sectorielles du SRCAE

Urbanisme et transport :
UT1 – Intégrer pleinement les dimensions air et climat dans l'aménagement des territoires,
UT2 – Préparer la mobilité de demain en préservant la qualité de l'air,
UT3 – Optimiser les transports de marchandises en encourageant les schémas logistiques les moins polluants et les plus sobres,
UT4 – Réduire les nuisances et encourager les nouvelles technologies pour la mobilité et le transport.

Bâtiment :
B1 – Placer la rénovation du parc bâti au cœur de la stratégie énergétique,
B2 – Construire de façon exemplaire.

Industrie :
I1 – Réaliser des économies d'énergie dans les différents secteurs industriels,



I2 – Maitriser les émissions polluantes du secteur industriel,
I3 – Repenser l'organisation de l'activité industrielle sur les territoires.

Agriculture :
AG1 – Promouvoir une agriculture proche des besoins des territoires,
AG2 – Promouvoir une agriculture et une sylviculture durable.

Tourisme :
TO1 – Développer un tourisme compatible avec les enjeux climatiques.

Production énergétique :
E1 – Développer la planification des énergies renouvelable au niveau des territoires,
E2 – Assurer un développement soutenu, maîtrisé et de qualité de la filière éolienne,
E3 – Réconcilier l'hydroélectricité avec son environnement,
E4 – Développer le bois énergie par l'exploitation durable des forêts en préservant la qualité de l'air,
E5 – Limiter nos déchets et développer leur valorisation énergétique,
E6 – Faire le pari du solaire thermique,
E7 – Poursuivre le développement du photovoltaïque en vue de la parité réseau de demain,
E8 – Développer les réseaux de chaleur et privilégier le recours aux énergies renouvelables,
E9 – Développer une filière géothermie de qualité,
E10 – Adapter l'évolution des réseaux d'énergie aux nouveaux équilibres offre/demande,
E11 – Augmenter les capacités de stockage de l'électricité.

•1-2-Performance énergétique des bâtiments

La norme en vigueur pour optimiser la performance énergétique des bâtiments depuis le 1er janvier 2013 est la Réglementation Thermique 2012 (RT2012), définie par le décret n° 2010-1269 du 26 octobre 2010 et applicable à tous les permis de construire déposés.
Les trois objectifs à atteindre sont :

1. L'efficacité énergétique du bâti
L'exigence d'efficacité énergétique minimale du bâti est définie par le coefficient « Bbiomax » (besoins bioclimatiques du bâti). Cette exigence impose une limitation simultanée du besoin en énergie pour les composantes liées à la conception du bâti (chauffage, refroidissement et éclairage), imposant ainsi son optimisation indépendamment des systèmes énergétiques mis en œuvre.

2. La consommation énergétique du bâtiment
L'exigence de consommation conventionnelle maximale d'énergie primaire se traduit par le coefficient « Cepmax », portant sur les consommations de chauffage, de refroidissement, d'éclairage, de production d'eau chaude sanitaire et d'auxiliaires (pompes et ventilateurs). Conformément à l'article 4 de la loi Grenelle 1, la valeur du Cepmax s'élève à 50 kWhEP/(m².an) d'énergie primaire en moyenne, modulé selon la localisation géographique, l'altitude, le type d'usage du bâtiment, la surface moyenne des logements et les émissions de gaz à effet de serre pour le bois énergie et **les réseaux de chaleur les**



moins émetteurs de CO2.
Cette exigence impose, en plus de l'optimisation du bâti exprimée par le Bbio, le recours à des équipements énergétiques performants, à haut rendement.

3. Le confort d'été dans les bâtiments non climatisés
La RT 2012 définit des catégories de bâtiments dans lesquels il est possible d'assurer un bon niveau de confort en été sans avoir à recourir à un système actif de refroidissement. Pour ces bâtiments, la réglementation impose que la température la plus chaude atteinte dans les locaux, au cours d'une séquence de 5 jours très chauds d'été n'excède pas un seuil.

La RT 2020, échéance nécessaire pour tenir les objectifs de division par 4 des consommations d'énergie (Facteur 4), ira encore plus loin en imposant que toute nouvelle construction produise de l'énergie au-delà de celle nécessaire à son fonctionnement. Tous les bâtiments neufs seront donc à énergie positive ou BEPOS, à partir de 2020.

•1-3-Les orientations énergétiques du SCoT de la Boucle du Rhône en Dauphiné

Le territoire du SCoT, dont fait partie la commune de Saint Romain de Jalionas, s'est engagé dans une démarche de gestion durable de l'énergie avec comme principaux objectifs :
- la limitation de la dépendance du territoire vis-à-vis des énergies et ressources fossiles.
- le respect, à l'horizon 2050, du protocole de Kyoto, à savoir une division par 4 de la production de gaz à effet de serre.

Pour cela, le territoire s'appuie sur les différents rôles de la collectivité qui peut agir en tant qu'aménageur, consommateur et gestionnaire de patrimoine, prescripteur pour les maîtres d'ouvrage, mais aussi par son exemplarité en tant que maître d'ouvrage d'équipements publics et en sensibilisant les populations aux économies d'énergie et aux énergies renouvelables.

Les trois principaux objectifs du SCoT sont :

Objectif 1 : Agir sur les déplacements, en limitant le besoin de déplacement automobile et en développant des carburants alternatifs :
- L'habitat nouveau devra prioritairement être développé dans les zones actuellement desservies ou devant être desservies par les transports en commun,
- Des accès sécurisés pour les modes doux seront systématiquement prévus pour toutes les nouvelles zones à aménager (zones d'habitat, zone d'activité, zone commerciale, bâtiment public).

Objectif 2 : Maîtriser les besoins énergétiques du résidentiel tertiaire en limitant le besoin d'énergie des bâtiments.
Ces différentes prescriptions concernent principalement l'intégration des préoccupations environnementales et énergétiques dans la définition des formes urbaines et l'architecture des bâtiments (conception bioclimatique des bâtiments, réalisation d'approches environnementales de l'urbanisme pour certaines opérations d'aménagement urbain, réhabilitation du parc ancien non isolé, objectifs de performance énergétique,…).



Objectif 3 : Développer l'utilisation des ressources locales.
Recours aux énergies renouvelables recommandé pour les équipements publics neufs.

- Dans les zones d'urbanisation dense (50 maisons à l'hectare minimum), où des réseaux de chaleur sont envisageables, l'implantation d'une chaufferie collective bois (et son système d'alimentation) sera intégrée à la réflexion sur l'aménagement du quartier.
- Les communes devront systématiquement être accompagnées dans l'élaboration des PLU par un volet maîtrise de l'énergie.
- L'espace agricole local sera préservé pour assurer la fonction de production alimentaire et énergétique.
- Toutes les possibilités de développement des filières d'énergies renouvelables seront étudiées : mise en place d'éoliennes, filière locale de biocarburants pour une utilisation par les agriculteurs, filière bois,…

■ 2- CHARTE DU DÉVELOPPEMENT DURABLE DE L'ISLE CRÉMIEU

La charte du développement durable de l'Isle Crémieu a été adoptée par le conseil communautaire en mars 2011. Elle marque l'engagement de la collectivité en matière environnementale.

Cette charte intègre les enjeux énergétiques dans 2 de ses objectifs :

Objectifs 2 « Améliorer l'offre et la qualité de l'habitat », en améliorant la performance énergétique des logements du parc privé par la sensibilisation, le conseil et le financement des travaux de lutte contre la précarité énergétique.

Objectifs 4 « Réduire notre production de déchets et notre consommation énergétique » :

- Sensibiliser les communes à la problématique de l'éclairage public en collaboration avec l'AGEDEN (les inciter à n'éclairer les zones que lorsque c'est nécessaire et limiter les « pollutions » visuelles),
- Inciter les entreprises qui s'installent sur une zone communautaire à opter pour une démarche de chantier vert lors de la construction de leur bâtiment.

■ 3- POTENTIEL ÉNERGÉTIQUE DU TERRITOIRE COMMUNAL

Le présent chapitre propose une première approche sur les potentialités de la commune de Saint Romain de Jalionas en matière d'exploitation d'énergies renouvelables. Il est basé sur une étude réalisée dans le cadre du SCoT, par l'association Ageden, en juin 2005.
Sur le territoire du SCoT, les énergies renouvelables ne représentent aujourd'hui que 11.5% des consommations d'énergie, le nucléaire environ 30% et le pétrole 41%. La consommation d'énergie sur le territoire du SCoT est estimée à environ 1 350 420 MWh par an.
L'énergie électrique provient essentiellement de la centrale nucléaire du Bugey, implantée sur la commune de Saint-Vulbas, qui produit près de 24,51 TWh (production nette en 2003), ce qui représente 40 % de la consommation électrique en région Rhône-Alpes.

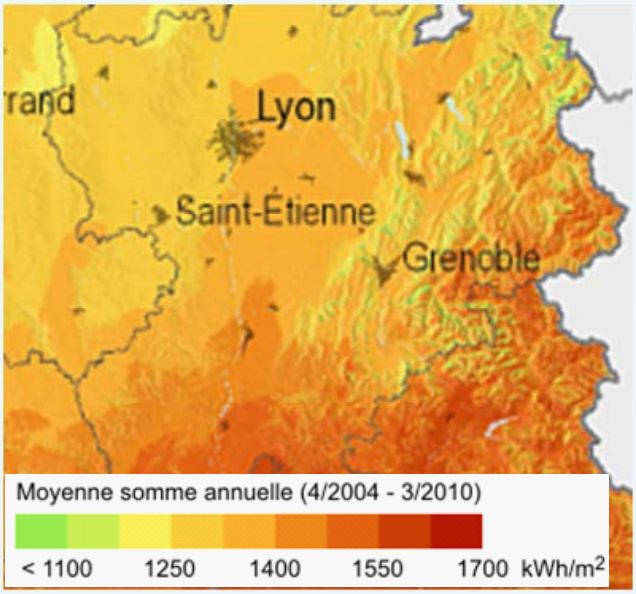


•3-1-Potentiel hydraulique

La ressource hydraulique est la ressource la plus utilisée sur le territoire du SCoT, avec la présence des usines hydroélectriques de Sault-Brénaz et de Brégnier-Cordon qui produisent respectivement 245 millions de kWh et 324 millions de kWh (production annuelle moyenne).

•3-2-Potentiel solaire

En ce qui concerne l'énergie solaire, le gisement solaire sur le territoire est relativement important et se situe entre 1 350 et 1 480 kWh/m2/an. Près de 46 installations solaires thermiques ont été installés depuis 1999 et représentent une surface de 280 m² pour une production moyenne d'environ 150 000 kWh par an. Les installations solaires photovoltaïques sont peu nombreuses (seulement 3) sur le territoire.



Extrait de la carte du potentiel du rayonnement solaire en France (Source ADEME)

Une réflexion pourra être portée sur la mise en œuvre d'installations solaires-thermiques, en vue de la production d'eau chaude sanitaire, ou encore d'installations photovoltaïques, en vue de la production d'électricité mais l'enneigement des toitures doit être pris en compte.

•3-3-Potentiel éolien

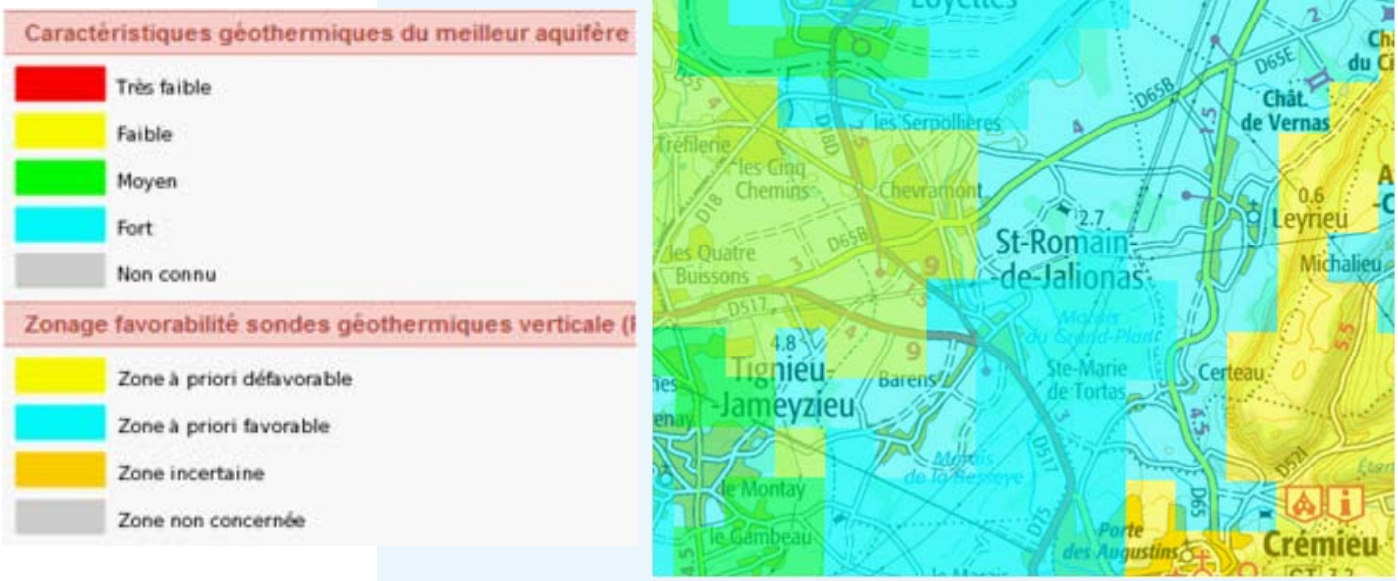
La viabilité économique d'une éolienne est déterminée essentiellement par la vitesse moyenne du vent sur le site considéré.

Les vitesses de vent relevées sur Saint Romain de Jalionas ne sont pas très importantes avec une vitesse de vent moyen inférieure à 3,5 m/s.
En dessous de 4 m/s (14,5 km/h), le vent n'est pas assez fort pour permettre à la plupart des éoliennes de produire de l'énergie.

Cette solution n'est donc pas très favorable sur le territoire communal.

•3-4-Potentiel géothermique

Les potentialités géothermiques sur la commune de Saint Romain de Jalionas sont à priori favorables au développement de ces techniques énergétiques.



Potentialité géothermique – Commune de Saint Romain de Jalionas
(source BRGM)

•3-5-Potentiel bois-énergie

Ressource :
La région Rhône-Alpes représente un potentiel intéressant en termes de ressources. En effet, la forêt rhônalpine couvre 37 % du territoire régional, soit 10% au-delà du taux de boisement national.

La production ligneuse biologique (le procédé bois énergie concerne exclusivement le bois non traité) est estimée à 8,5 millions de m3 par an. On constate que cette ressource est sous exploitée avec 4,5 millions de m3 exploités chaque année, dont seule la moitié est consommée pour le chauffage individuel et dans des chaufferies collectives ou industrielles sous forme de bois-énergie.

La filière bois énergie est très peu développée sur le territoire de la Boucle du Rhône avec seulement 7 chaufferies individuelles au bois déchiqueté (250 kW), 5 chaufferies individuelles au bois granulé (160 kW) et une seule chaufferie collective privée, malgré le potentiel local de combustible. Par ailleurs, les professionnels de la filière bois énergie sont présents sur le territoire avec 6 installateurs de chaudières automatiques et 3 entreprises d'approvisionnement en bois.



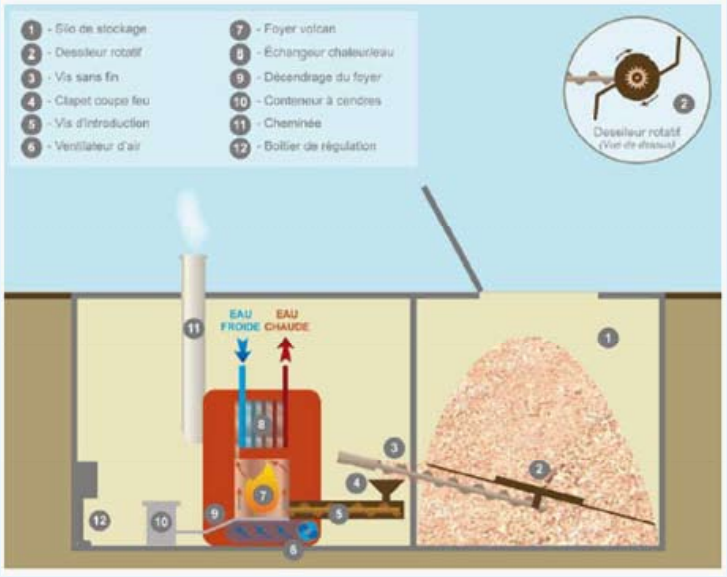
Équipements et principe :

Les avantages du bois-énergie sont les suivants :

- Le CO2 rejeté lors de la combustion du bois n'augmente pas l'effet de serre, à condition de replanter autant de bois qu'on en coupe. Les cendres, riches en éléments minéraux, peuvent servir de fertilisant ou être utilisées dans l'industrie chimique,
- Le coût du combustible bois n'est pas directement soumis à l'évolution du coût du pétrole,
- Les systèmes sont automatisés.

Les inconvénients du bois-énergie sont les suivants :

- Les investissements sont 2 à 3 fois plus importants que pour une chaufferie au gaz. Toutefois, ce surcoût est en général compensé par un coût de combustible plus faible et des aides à l'investissement,
- Un volume de stockage, souvent important, est à prévoir,
- L'accès au stockage pour les livraisons est à prévoir,
- La gestion des fumées et des cendres doit être étudiée (filtres).



Principes de fonctionnement d'une chaudière bois automatique

Le type de combustible bois varie selon la puissance de la chaudière :

- Si P < 100 kW => granulés de bois
- Si P > 100 kW => plaquettes
- À partir de 700 kW => plaquettes vertes, sciures…

Deux équipements au fonctionnement identique sont envisageables :

- Installation d'une chaufferie bois collective avec réseaux de chaleur (pour les logements collectifs)
- Installation de poêles à bois individuels

La valorisation du gisement de la biomasse forestière est possible sur la commune de Saint Romain de Jalionas, au vu du potentiel mobilisable dans le département et à l'échelle du territoire du SCoT.
Cependant, il est dépendant des coûts d'exploitation élevés. Ainsi le développement de chaufferies bois est possible, mais n'est pas à prioriser tant que l'approvisionnement en bois énergie ne sera pas garanti à long terme par une filière locale solide, sauf en autoproduction (coupes, activités agricoles…).



La mise en œuvre des chaufferies est conditionnée par des équipements de rendements élevés et des précautions particulières quant à la qualité de l'air (émissions de NOx et de particules fines).

•3-6-Biogaz

La méthanisation (ou fermentation anaérobie) est un procédé biologique permettant de valoriser des matières organiques en produisant du biogaz qui est source d'énergie renouvelable et un digestat utilisé comme fertilisant. Le biogaz est un gaz combustible, un mélange en moyenne de méthane (CH4) à 65 % et de CO2 à 35 %.

Aucune unité de méthanisation n'est implantée à proximité de Saint Romain de Jalionas pour permettre la valorisation des déchets.

•3-7-Récupération de chaleur sur les eaux grises :

Lors de leur évacuation, les eaux usées ont une température moyenne comprise entre 12°C et 25°C (selon la région et les saisons). Issues des cuisines, salles de bains, sanitaires, lave-linge et lave-vaisselle, les calories contenues dans ces eaux grises peuvent être utilisées pour le chauffage ou le refroidissement des bâtiments mais compte tenu du faible linéaire du réseau sur Saint Romain de Jalionas, cette solution ne peut être envisagée.

•3-8- Cogénération

La cogénération consiste à produire en même temps et dans la même installation, de l'énergie thermique (chaleur) et de l'énergie mécanique. L'énergie thermique est utilisée pour le chauffage et la production d'eau chaude solaire (ECS) à l'aide d'un échangeur. L'énergie mécanique est transformée en énergie électrique grâce à un alternateur. Elle est ensuite revendue à EDF ou consommée par l'installation.

L'énergie utilisée pour faire fonctionner des installations de cogénération peut être le gaz naturel, le fioul ou toute forme d'énergie locale (géothermie, biomasse) ou liée à la valorisation des déchets (incinération des ordures ménagères…).

•3-9- Conclusion

Sur la commune de Saint Romain de Jalionas, près de 90% des logements sont des maisons individuelles, chauffées au fioul domestique et/ou à l'électricité.

Dans le cadre de la rénovation énergétique des maisons individuelles ou de la construction de maisons individuelles ou de petits collectifs, les solutions utilisant le bois-énergie et le solaire (thermique et photovoltaïque) semblent le mieux appropriées aux caractéristiques urbaines de la commune (type de bâti, disposition du bâti, orientations, …)
Ces deux types d'énergie présentent également un coût d'investissement avantageux et réalisable pour les habitants par rapport aux autres solutions plus coûteuses.



2.10

LA QUALITÉ DE L'AIR

Source : Evaluation environnementale du PLU - SETIS - 2016

■ 1- CONTEXTE RÉGLEMENTAIRE

•1-1- Les valeurs règlementaires

En France, la réglementation relative à la qualité de l'air ambiant est définie par deux textes législatifs :

- la Loi sur l'Air et l'Utilisation Rationnelle de l'Énergie (LAURE), du 30 décembre 1996,
- le décret 2002-213 du 15 février 2002, adaptation en droit français d'une directive européenne.

Cette réglementation fixe quatre types de valeurs selon les polluants :

1. les objectifs de qualité correspondent aux concentrations pour lesquelles les effets sur la santé sont réputés négligeables et vers lesquelles il faudrait tendre en tout point du territoire,
2. les valeurs limites sont les valeurs de concentration que l'on ne peut dépasser que pendant une durée limitée : en cas de dépassement des mesures permanentes pour réduire les émissions doivent être prises par les États membres de l'Union Européenne,
3. en cas de dépassement du seuil d'information et de recommandations, des effets sur la santé des personnes sensibles (jeunes enfants, asthmatiques, insuffisants respiratoires et cardiaques, personnes âgées,…) sont possibles. Un arrêté préfectoral définit la liste des organismes à informer et le message de recommandations sanitaires à diffuser auprès des médias,
4. le seuil d'alerte détermine un niveau à partir duquel des mesures immédiates de réduction des émissions (abaissement de la vitesse maximale des véhicules, réduction de l'activité industrielle, …) doivent être mises en place.

Les différentes valeurs réglementaires des principaux polluants sont répertoriées dans le tableau suivant :

	Normes	Pas de temps	Valeurs en µg/m³
Dioxyde d'azote	Objectif qualité Valeur limite en 2010	Moyenne annuelle	40
	Niveau d'information et recommandations	Moyenne horaire	200
	Valeur limite en 2010		200 (18 dépassements autorisés)
PM 10	Objectif de qualité	Moyenne annuelle	30
	Valeur limite	Moyenne journalière	50 (35 dépassements autorisés)
		Moyenne annuelle	40
Ozone	Objectif qualité	Moyenne sur 8 heures	120
	Niveau d'information et recommandations	Moyenne horaire	180



•1-2- Le SRCAE Rhônes-Alpes

Les objectifs du Schéma Régional du Climat, de l'Air et de l'Énergie (SRCAE), approuvé par le Conseil Régional le 17 avril 2014 sont :

A1 – Adapter les politiques énergies aux enjeux de la qualité de l'air,
A2 – Accroitre la prise en compte de la qualité de l'air dans les politiques d'aménagement du territoire,
A3 – Décliner les orientations régionales à l'échelle infrarégionale en fonction de la sensibilité du territoire,
A4 – Améliorer les outils « air/énergie » d'aide à la décision,
A5 – Promouvoir une culture de l'air chez les rhônalpins,
A6 – Garantir l'efficacité des plans d'actions sur tous les polluants réglementés
A7 – Accroitre la connaissance pour améliorer l'efficacité des actions.

■ 2- LES SOURCES DE POLLUTION

La pollution de l'air résulte :

• Des foyers de combustions domestiques des villes avoisinantes, émissions de dioxyde de carbone (CO2), de monoxyde de carbone (CO), de dioxyde de soufre (SO2), d'oxyde d'azote (NO) et de poussières (PM10). L'importance de cette nuisance dépend du nombre de foyers, donc de la population. La communauté de communes de l'Isle Crémieu compte près de 30 000 habitants dont près de 3 000 à Saint Romain de Jalionas.

• Du trafic automobiles : émission de CO2, NOx, de particules, d'hydrocarbures et de plomb. Le trafic reste modéré sur les voiries qui traversent la commune :
- RD18d (5 400 v/j en 2013 – CG38),
- RD55 (pas de données),
- RD570 (entre 13 000 et 15 000 v/j en 2013 selon le tronçon – CG38).

• Des sources de pollutions industrielles, mais aucune industrie polluante n'est répertoriée sur le secteur.

■ 3- LA QUALITÉ DE L'AIR À L'ÉCHELLE RÉGIONALE

La Loi n°96-1236 du 30 décembre 1996 vise à rationaliser l'utilisation de l'énergie et à définir une politique publique intégrant l'air en matière de développement urbain.
Elle est codifiée dans le livre II (Titre II) du Code de l'Environnement.
Elle inscrit comme objectif fondamental "la mise en œuvre du droit reconnu à chacun à respirer un air qui ne nuise pas à sa santé", et s'articule autour de trois grands axes :
• la surveillance et l'information,
• l'élaboration d'outils de planification,
• la mise en place de mesures techniques, de dispositions fiscales et financières, de contrôles et de sanctions.





La loi sur l'Air et l'Utilisation Rationnelle de l'Énergie (LAURE) du 30/12/1996 affirme que le droit à l'information sur la qualité de l'air et ses effets sur la santé et l'environnement est reconnu à chacun sur l'ensemble du territoire.
Dans cet objectif se sont créées plusieurs associations de surveillance de la qualité de l'air, chacune étant rattachée à un territoire de prospection. Ces associations sont responsables de l'évaluation la qualité de l'air avec les moyens appropriés mais sont aussi tenues de s'assurer du respect de la réglementation, d'écarter tout risque sanitaire et de communiquer toutes les informations en leur possession, en particulier aux habitants et aux élus. Pour la région Rhône-Alpes, six associations constituent le réseau Air Rhône-Alpes dont l'Ascoparg pour l'Isère.

Les observations effectuées sur l'ensemble du territoire de l'Ascoparg sont synthétisées dans le dernier rapport d'activités de l'association, dont les principaux résultats sont retransmis au chapitre suivant.

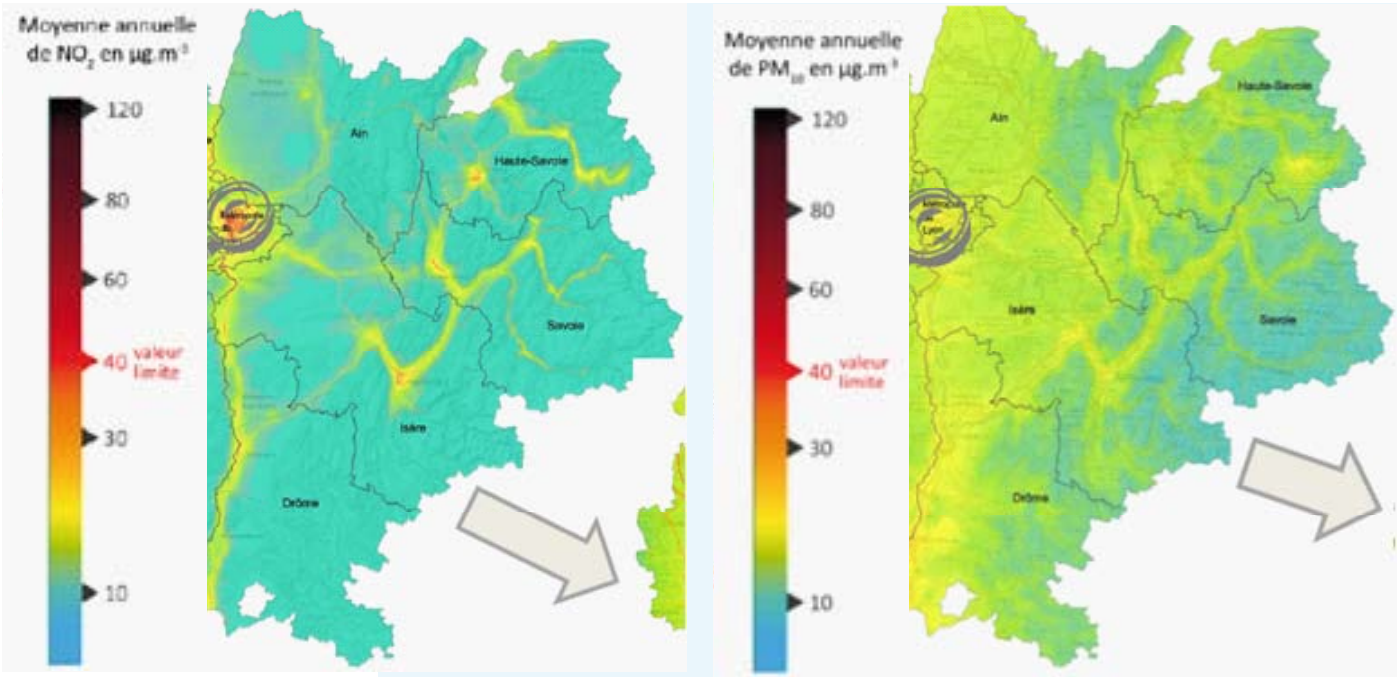
•3-1- La qualité de l'air en Rhône-Alpes

Le rôle de l'association agréée pour la surveillance de la qualité de l'air (Air Rhône-Alpes), est de mesurer la pollution atmosphérique dans la région et assurer la mise en œuvre des procédures d'alerte. Ces actions ont lieu grâce à un réseau de stations fixes réparties sur l'ensemble de la région et destinées à mesurer les concentrations de certains polluants dans différents contextes environnementaux (milieu urbain, périurbain, trafic).

Deuxième région métropolitaine par sa population et sa superficie, Rhône-Alpes est une région fortement émettrice de polluants atmosphériques. De plus, l'occupation humaine est concentrée dans des zones au sein desquelles la topographie ou le climat ne favorisent pas la dispersion des polluants, notamment dans les vallées.
La qualité de l'air de la région est également dépendante des apports de polluants émis par les régions voisines. Vis-à-vis de la réglementation, la région Rhône-Alpes en 2014 présente comme chaque année des dépassements des seuils règlementaires sur les stations de mesures.

La figure ci-après propose, pour les deux polluants atmosphériques qui présentent des dépassements réguliers des seuils réglementaires (NO2 et PM10), une spatialisation des concentrations moyennes de dioxyde d'azote (à gauche) et du nombre de jours de dépassements de la valeur limite pour les PM10 (à droite) obtenue en 2014 en Rhône-Alpes.
La carte consacrée au dioxyde d'azote montre que les dépassements des valeurs réglementaires sont principalement observés à proximité des principaux axes routiers et notamment au niveau de l'agglomération lyonnaise. Les concentrations en dioxyde d'azote sont importantes au niveau des axes routiers mais elles diminuent rapidement en s'éloignant des voies.
Les concentrations en particules PM10 présentent des dépassements importants de la valeur réglementaire. Plus d'un tiers des habitants de la région est soumis à des dépassements des seuils règlementaires. La pollution aux PM10 est localisée au niveau des principales agglomérations et également au niveau de l'axe Saône – Rhône, qui est sous l'influence des autoroutes A6 et A7.





Région Rhône-Alpes émissions de dioxyde d'azote (NO2) et de particules fines en 2014(PM10)
Source : Air Rhône-Alpes 2014

•3-2- La qualité de l'air à l'échelle du département de l'Isère

Dans le cadre de sa mission de surveillance de la qualité de l'air du territoire sud-Isère, Air Rhône-Alpes publie chaque année son rapport d'activités. Les observations ci-dessous sont issues du dernier rapport d'activité publié relatif à l'année 2014.

Le département présente une configuration hétérogène, avec une zone de plaine au centre, peu problématique, et des extrémités plus sensibles.
Au nord, la vallée du Rhône est le siège d'une importante activité industrielle, traversée par des voiries de transit parmi les plus chargées du territoire français.
La présence d'un vent souvent dispersif permet de limiter les taux de polluants.

Au sud, l'agglomération grenobloise est entourée de massifs montagneux qui génèrent une dynamique atmosphérique avec peu de vents et la formation fréquente d'inversions de température. Les polluants ont donc tendance à s'accumuler à basse altitude.

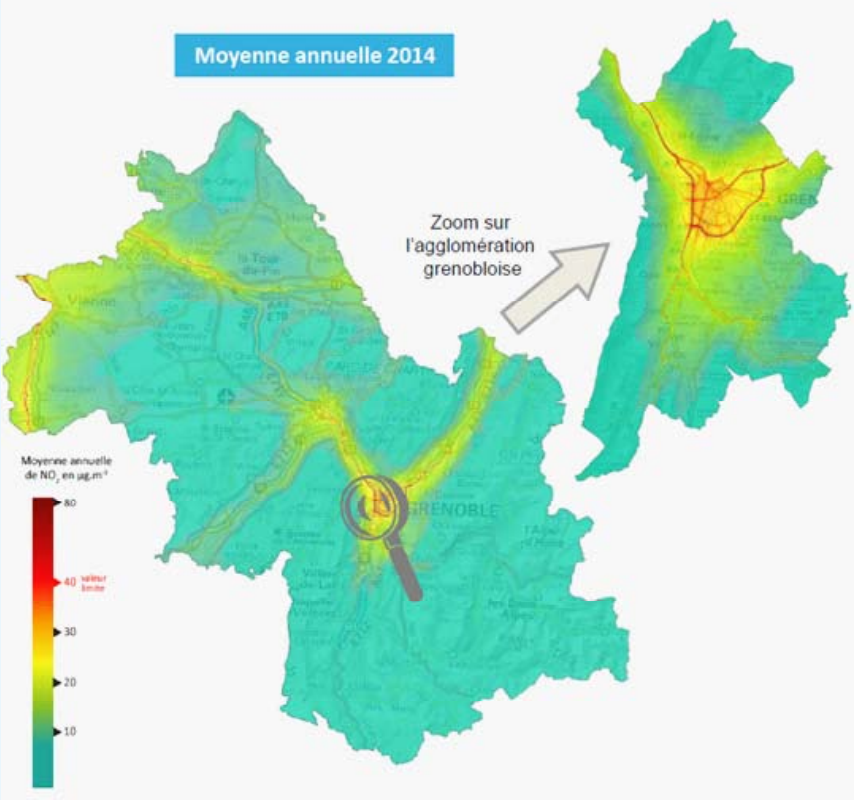
La situation de la qualité de l'air est préoccupante sur certains territoires de la région, ainsi, 127 communes (soit plus de 745 000 hab.) sont situées en « zone sensible » pour la qualité de l'air en Isère.

Sur l'année 2014, les seuils réglementaires ont été dépassés pour trois polluants : le dioxyde d'azote, les particules et l'ozone.
Les secteurs impactés par les teneurs en dioxydes d'azote et particules sont représentés par les secteurs exposés à de forts niveaux de trafic automobile.



Les pics de particules surviennent par un beau temps hivernal froid et sec propice à la stagnation des polluants émis par les transports, les industries et le chauffage.
L'ozone est le paramètre chimique impactant les zones rurales comme les zones urbanisées. Son apparition est directement liée aux conditions météorologiques. En effet, les pics d'ozone sont davantage rencontrés en période ensoleillée.

Les autres polluants suivis dans le cadre de la mission de surveillance de la qualité de l'air respectent la réglementation actuelle. Néanmoins, une attention particulière est portée sur les teneurs en particules fines (PM2,5), les plus toxiques, dont la tendance est à l'accroissement.

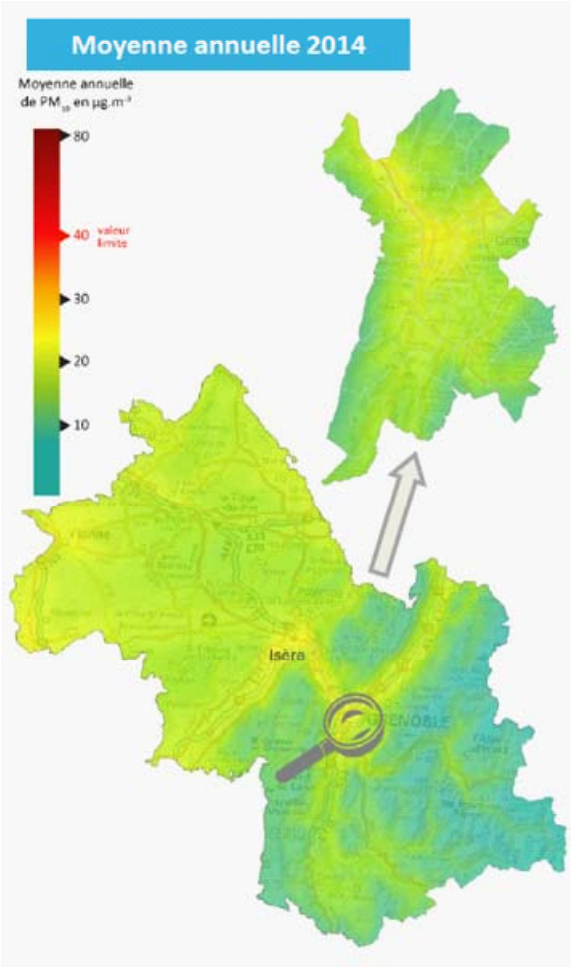


Moyenne annuelle de dioxyde d'azote en Isère
Source : Air Rhône-Alpes / rapport annuel 2014

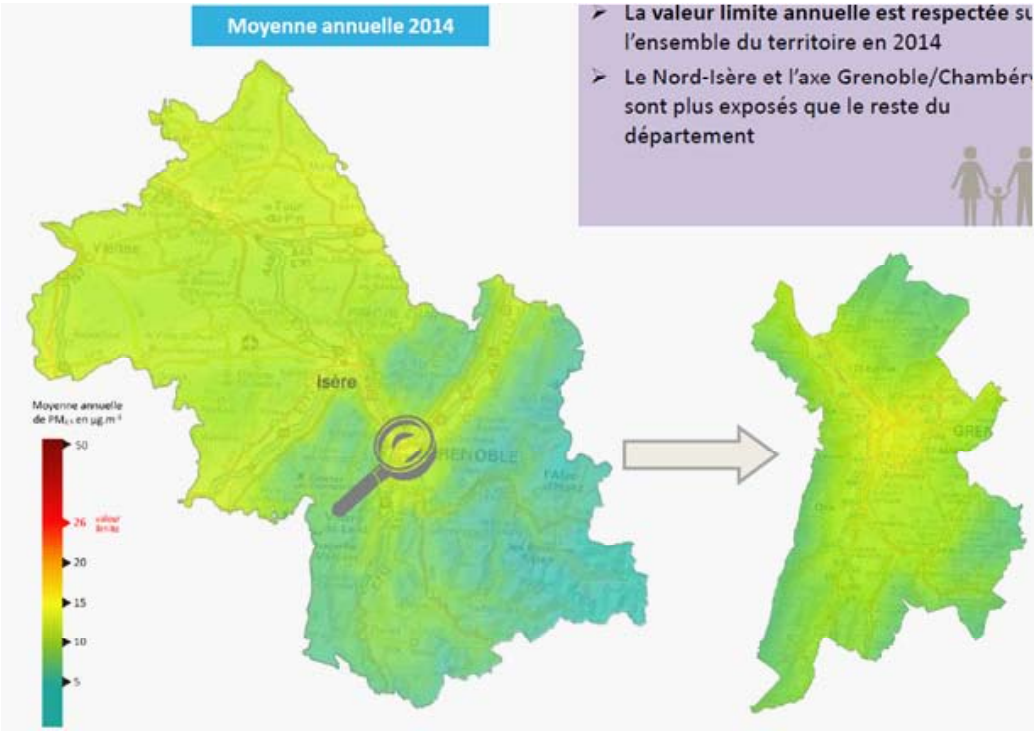
Pour les émissions de dioxyde d'azote, la moyenne départementale est légèrement plus élevée que la moyenne régionale.
Ceci peut s'expliquer par la superficie importante du département, qui entraine de nombreux déplacements notamment vers Grenoble et vers l'agglomération lyonnaise.
L'Isère se situe dans la moyenne régionale pour les émissions de PM10.
Le chauffage au bois est le principal émetteur de PM10, il s'utilise majoritairement dans les zones rurales. De plus, la forte densité de population de l'agglomération grenobloise induit une valeur de seulement 2,1 kg/hab.

La valeur limite annuelle de particules fines (PM2,5) est respectée sur l'ensemble du département en 2014. Le Nord-Isère et l'axe Grenoble/Chambéry sont plus exposés que le reste du département (cf. carte page suivante).

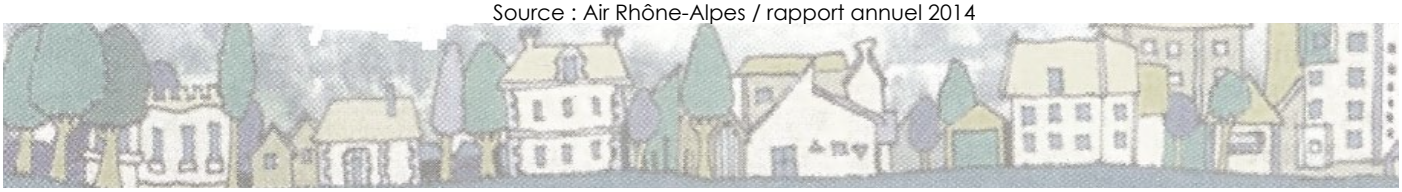




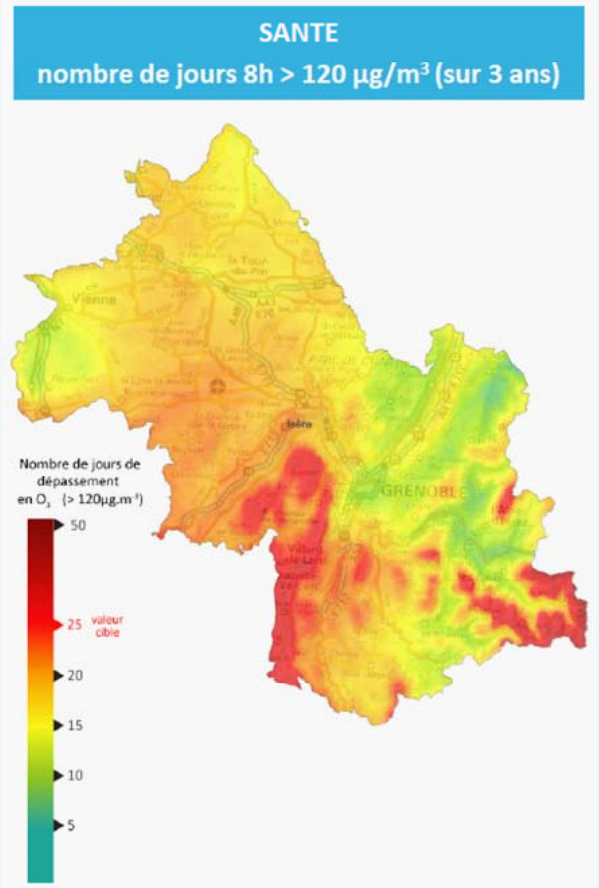
Moyenne annuelle des particules fines (PM10) en Isère
Source : Air Rhône-Alpes / rapport annuel 2014



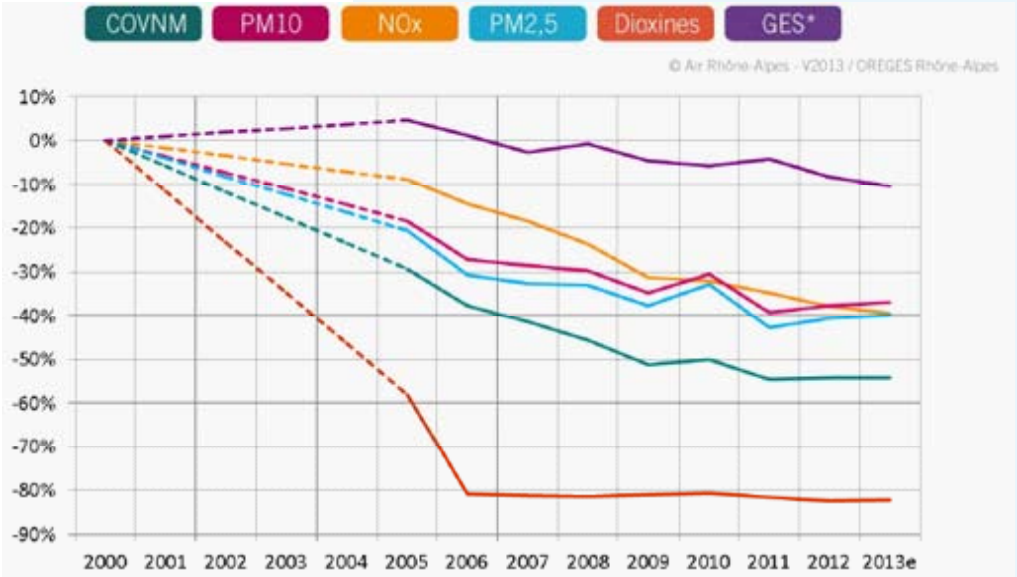
Moyenne annuelle de particules fines (PM2,5) en Isère
Source : Air Rhône-Alpes / rapport annuel 2014



Pour l'ozone, les résultats restent supérieurs à la valeur cible pour la santé relevés principalement sur les reliefs au Sud du département. Le nord-Isère est moins touché par ce polluant que le sud -Isère. Saint Romain compte une quinzaine de jours de dépassement de la valeur seuil.



Nombre de jours de dépassement pour l'ozone en Isère
Source : Air Rhône-Alpes / rapport annuel 2014



En moyenne sur l'Isère, les taux de pollution sont en baisse sur les 10 dernières années pour le dioxyde d'azote, les particules, le dioxyde de soufre, le benzène, les HAP, mais restent stables pour l'ozone.

Évolution des concentrations moyennes entre 2003 et 2013 en Isère
- source Air Rhône-Alpes



Globalement en Isère, les PM10 et PM2.5 sont en diminution sur le secteur résidentiel, le transport routier et l'industrie mais en légère augmentation depuis 2011 due à des hivers plutôt froids.
Les NOx sont en diminution depuis les années 2000 grâce principalement aux améliorations techniques apportées dans l'industrie et le transport routier. Néanmoins, un ralentissement de la baisse des émissions est observé depuis 2009.

Cette tendance ne permet pas d'assurer le respect des normes en tous points du territoire, des dépassements sont encore enregistrés en 2014 :
- en bordure des grands axes routiers, notamment dans l'agglomération de grenobloise, pour le dioxyde d'azote et les particules PM10.
- en de nombreux secteurs du territoire, notamment dans le sud du département, pour l'ozone.

•3-3- Evaluation locale de la qualité de l'air

Les caractéristiques locales d'un territoire et la qualité de l'air sont étroitement liées. En effet, la géographie du site, la direction et la vitesse du vent, la température, l'ensoleillement et les précipitations contribuent à la plus ou moins bonne dispersion des polluants d'origine anthropiques (automobiles, industries) ou naturels.

Compte tenu de sa localisation, le territoire communal se caractérise par un climat de type semi-continental, à influence océanique et montagnarde.
La température moyenne mensuelle est de 12.1°C et aucun mois n'enregistre de température moyenne négative. L'amplitude maximale des températures s'élève en moyenne à 18.3°C, entre le mois de juillet et le mois de janvier.
Le vent est faible sur le territoire communal de l'ordre de 11,5 km/h en moyenne annuelle et s'oriente majoritairement dans un axe nord-ouest / sud-est.

Saint Romain de Jalionas ne dispose pas de station de mesure de la pollution de l'air, la plus proche est située à l'aéroport Saint Exupéry à environ 10 km à l'ouest.

La source majeure de pollution provient des trois principaux axes routiers (RD18d = 5 400 v/j, RD55, RD570 = 15 000 v/j),

Air Rhône-Alpes a réalisé des cartes annuelles de la pollution atmosphérique qui permettent de connaître l'exposition des populations à la pollution atmosphérique aux dioxydes d'azote (NO2), aux particules en suspension (PM10) et à l'ozone (O3).

Les taux de pollution primaire (NO2 et PM10) sont très faibles sur la commune de Saint Romain de Jalionas, et du même ordre que ceux enregistrés sur des sites de surveillance fixes en milieu rural. Le risque de voir un seuil relatif aux particules dépassé reste faible (moins de 10 jours en 2012); un dépassement du seuil d'information serait un événement ponctuel qui résulterait de conditions climatiques extrêmes ou d'un apport important en provenance de zones présentant d'importantes émissions particulaires comme l'agglomération pontoise.

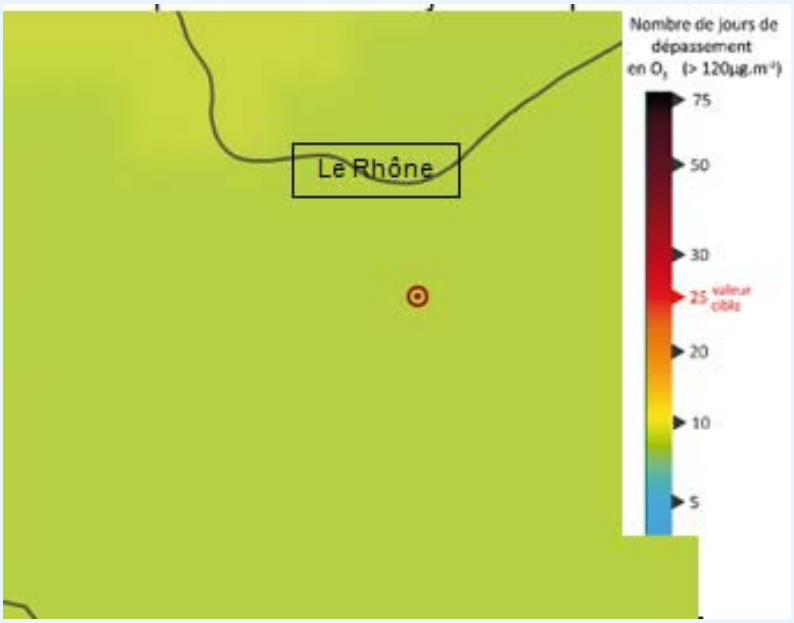




Moyenne annuelle de dioxyde d'azote (NO2) et de particules fines (PM10) – commune de Saint Romain de Jalionas– source Air Rhône-Alpes - 2013

À la différence des polluants primaires qui sont directement rejetés par une source (une cheminée, un pot d'échappement,...), l'ozone est un polluant dit "secondaire". Il est issu de la transformation par réaction photochimique, de polluants primaires (NO2 et NO directement rejetés par les automobiles, combinés à des composés organiques volatils (COV) sous l'action des rayons solaires). Ainsi, si les polluants primaires sont majoritairement présents à proximité de leur lieu de production, notamment le long d'un axe routier, des concentrations importantes en ozone, sont souvent enregistrées à une certaine distance des lieux d'émissions, en périphérie des villes.
Ce polluant est ainsi présent en plus grande concentration en périphérie de la ville qu'au centre-ville de Lyon ou le long des axes routiers.

Le territoire de Saint Romain de Jalionas est très peu touché par l'ozone, seule une dizaine de jours présente un dépassement de l'objectif de qualité.



Nombre de jours de dépassement en ozone (O3) – commune de Saint Romain de Jalionas
Source Air Rhône-Alpes - 2013

Globalement, la qualité de l'air sur la commune de Saint Romain de Jalionas peut être qualifié de très bonne par rapport aux résultats des études menées par le réseau Air-Rhône-Alpes, aucun polluant ne dépasse les seuils réglementaires et sont en moyenne 50% en dessous.



2.11 LES RISQUES NATURELS ET TECHNOLOGIQUES

La commune a fait l'objet de 7 arrêtés de catastrophe naturelles :

Type d'événement	Date de l'événement	Date arrêté	Date parution au JO
Tempête	06/11/1982 - 10/11/1982	18/11/1982	19/11/1982
Inondation et coulées de boue	26/11/1982 - 27/11/1982	24/12/1982	26/12/1982
Inondation et coulées de boue	24/04/1983 - 31/05/1983	20/07/1983	26/07/1983
Glissement de terrain	30/04/1983 - 01/05/1983	21/06/1983	24/06/1983
Inondation et coulées de boue	30/04/1983 - 01/05/1983	21/06/1983	24/06/1983
Inondation et coulées de boue	10/02/1990 - 23/02/1990	14/05/1990	24/05/1990
Inondation et coulées de boue	05/10/1993 - 10/10/1993	29/11/1993	15/12/1993

Trois arrêtés de catastrophe naturelle n'ont fait l'objet d'aucun témoignage sur la commune. Il s'agit des inondations de 1982 et de 1993 et des glissements de terrain de 1983.
Certains arrêtés de catastrophe naturelle ont pu être pris sur l'ensemble d'un territoire, sans que toutes les communes de ce territoire soient réellement touchées.

D'autres phénomènes n'ayant pas fait l'objet d'arrêtés de catastrophe naturelle ont marqué la mémoire collective (source : Note de présentation de la Carte des Aléas - octobre 2013 - Alp'Georisques).

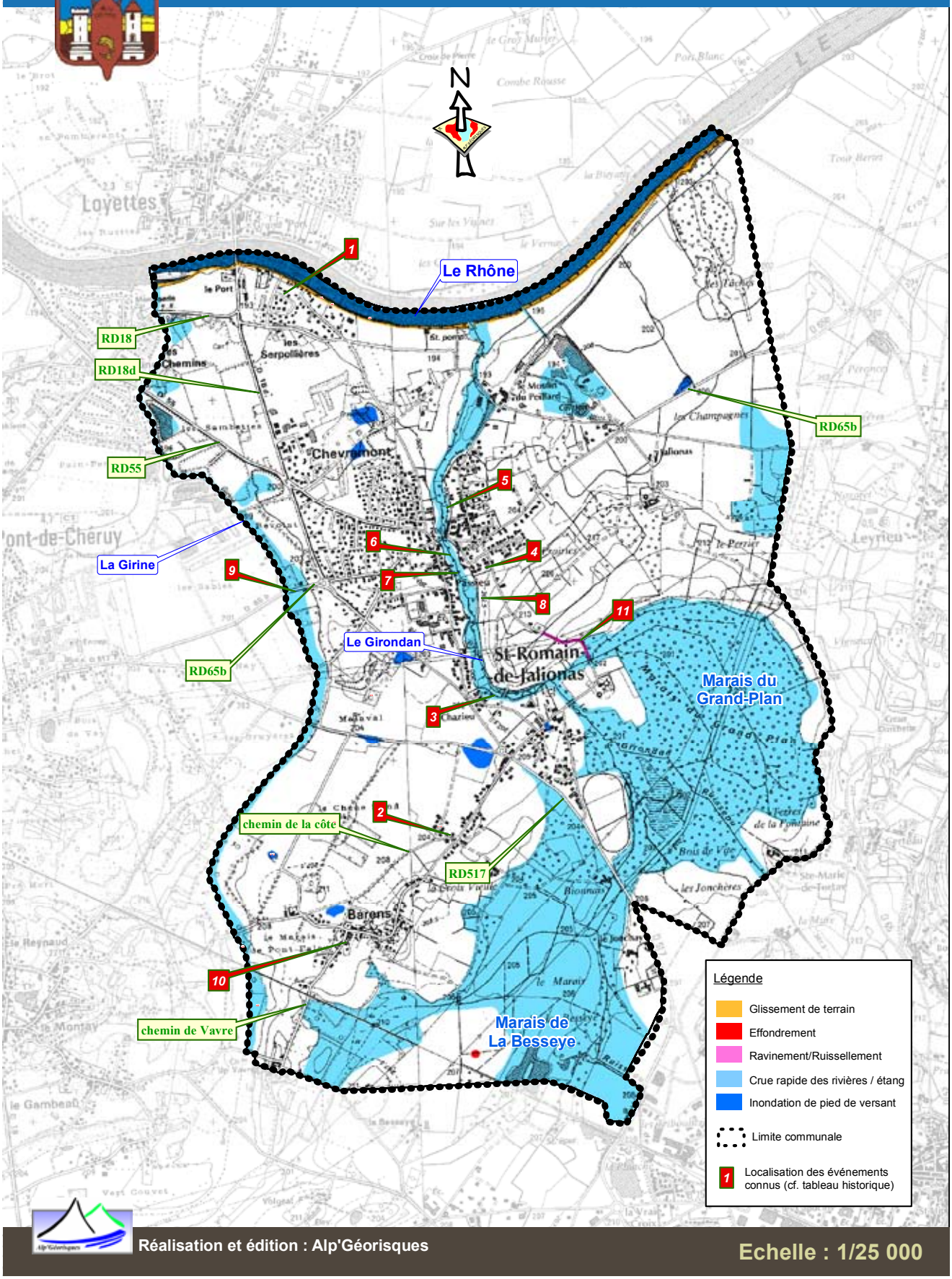
Date	Phénomène	N° de localisation	Observation
1944, février 1990	Crue du RHÔNE	1	Une partie du quartier du PORT a été inondée par le RHÔNE en crue. En 1990 la route des berges a été submergée par plus d'un mètre d'eau. Vingt habitations et une ferme ont également été touchés.
Avril et mai 1983 et février 1990	Inondation par remontée de nappe	2	Une partie du quartier de BARENS a été inondée à deux reprises par des remontées de nappe au niveau du chemin de LA COTE.
Non précisé	Inondation par remontée de nappe	3	Un terrain a été inondé par remontée de nappe à l'aval du camping, le long de la rue du STADE.
Régulièrement	Inondation par infiltrations souterraines	4	A PASSIEU, le long du chemin communal reliant PASSIEU à l'église de SAINT-ROMAIN, la cave d'une maison est régulièrement inondée par des infiltrations d'eau souterraine.
Avril et mai 1983 et régulièrement	Crue rapide du GIRONDAN	5	Le GIRONDAN déborde régulièrement à l'aval de la RD65b, entre son bief et son lit mineur. Des terrains à l'état naturel sont inondés.



Date	Phénomène	N° de localisation	Observation
Avril et mai 1983 et régulièrement	Crue rapide du GIRONDAN	6,7 et 8	Le GIRONDAN déborde au niveau du chemin de la SOURCE (rive gauche) en inondant quelques propriétés. Un jardin (6) et une maison ancienne (7) située à l'aval du chemin sont plus particulièrement concernés. En rive droite, il divague régulièrement sur des terrains (8).
Régulièrement	Crue rapide de LA GIRINE	9	La GIRINE connaît régulièrement des débordements. Un terrain est ainsi régulièrement inondé sur sa rive droite à l'amont de la RD65b.
Avril et mai 1983	Ruissellement	10	Des ruissellements et probablement des infiltrations d'eau se sont manifestés dans le village de BARENS, sur le chemin de VAVRE, endommageant le revêtement de la route.
Régulièrement	Ruissellement	11	Des ruissellements se développent régulièrement sur le chemin communal reliant PASSIEU à l'église de SAINT-ROMAIN. Ils rejoignent ensuite le GIRONDAN.



Carte informative des phénomènes historiques



Réalisation et édition : Alp'Géorisques

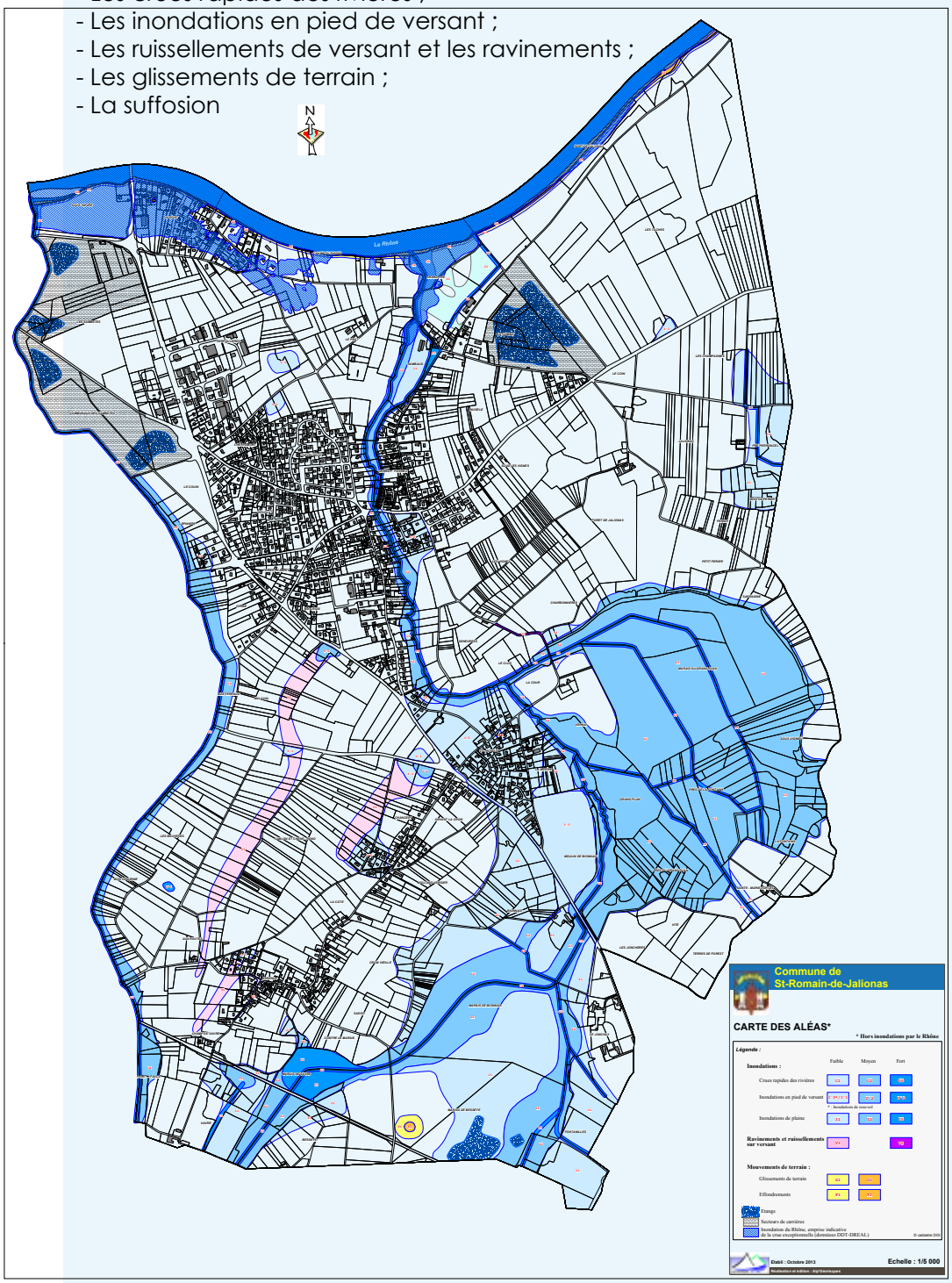
Echelle : 1/25 000



■ 1- LA CARTE D'ALÉAS

La commune est couverte depuis octobre 2013 par une carte des aléas (hors inondation du Rhône) réalisée par Alp'Géorisques.

Les phénomènes répertoriés et étudiés sont les suivants :
- les inondations hors crues du Rhône[1] ;
- Les crues rapides des rivières ;
- Les inondations en pied de versant ;
- Les ruissellements de versant et les ravinements ;
- Les glissements de terrain ;
- La suffosion



1Les crues du Rhône ont fait l'objet d'une cartographie aléa spécifique diligentée par la DREAL Rhône-Alpes et les DDT de l'Ain et de l'Isère (réalisation de la carte aléas d'inondation Rhône amont – Risque Territoire – juin 2012). Pour toute information relative à ce risque, on se reportera aux cartes d'aléas inondation du Rhône et à la réglementation établie par la DDT.

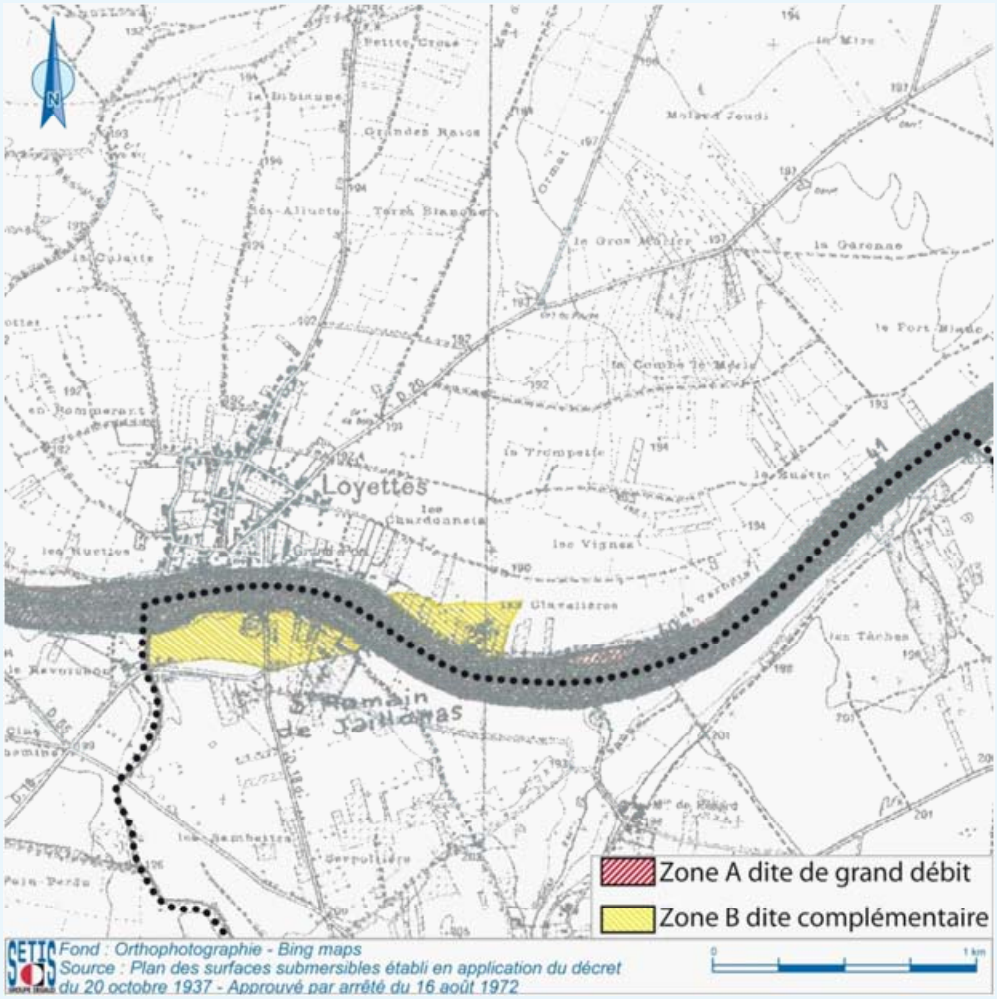


■ 2- LE RISQUE INONDATION - REMONTÉES DE NAPPE

Source : Evaluation environnementale du PLU - SETIS - 2016

•2-1- Le Rhône

Le risque inondation induit par le Rhône sur la commune de Saint-Romain-de-Jalionas fait l'objet d'un Plan des Surfaces Submersibles (PSS, cf. carte ci-dessous). Celui-ci vaut Plan de Prévention des Risques (PPR) et est donc considéré comme une servitude d'utilité publique, à prendre en compte dans l'établissement du PLU.



Le PSS datant de 1972, de nouvelles lignes d'eau des crues du Rhône en amont de Lyon ont été établies par la DREAL Rhône-Alpes et la DDT 38/SPR en Novembre 2011. Elles ont permis de réaliser des cartes croisant les lignes d'eau de l'aléa de référence et de l'aléa exceptionnel avec la cartographie IGN de la BDT Rhône.

Sur ces cartes, l'aléa a été modélisé sans tenir compte de la présence des digues. Leurs effets (positifs et/ou négatifs) devront cependant être pris en compte dans l'élaboration des zonages du PLU (notamment localement l'application de marges de recul). La constructibilité associée aux aléas présentés à travers ces deux cartes sera reprise dans l'élaboration du règlement graphique du PLU.

Notamment, quatre zones seront distinguées :
- une zone rouge inconstructible correspondant à un aléa fort d'inondation ;
- une zone bleue constructible sous conditions spéciales, correspondant à une hauteur d'eau de 0.5 m ;
- une zone bleue constructible sous conditions spéciales, correspondant aux hauteurs d'eau comprises entre 0.5 et 1 m ;
- une zone bleue constructible sous conditions spéciales, s'appliquant au droit des zones situées dans l'aléa exceptionnel en extension de l'aléa de référence.

Les secteurs de la commune principalement concernés par une lame d'eau supérieure à 1 m pour l'aléa de référence et/ou l'aléa exceptionnel sont le bourg du Port et la zone de confluence entre le Girondan et le Rhône. Sur le bourg du Port, plusieurs habitations existantes sont impactées.

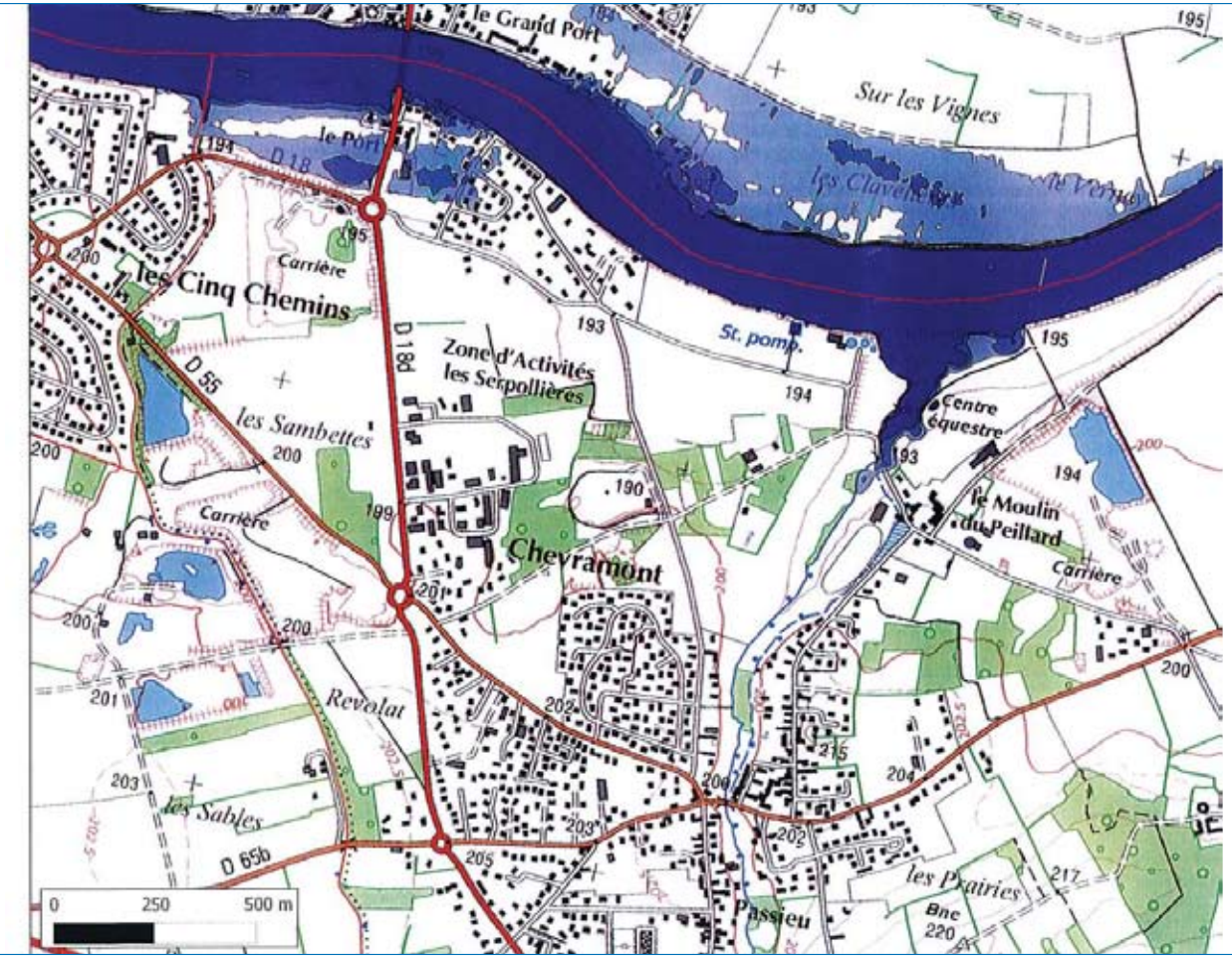
Les zones à risque identifiées par cette carte font l'objet de règles d'urbanisme et de construction destinées à réduire les risques et à assurer la sécurité des biens et des personnes.
Les documents de référence précisant ces règles sont :
- La doctrine Rhône : doctrine commune sur « les plans de prévention des risques inondation du Rhône et de ses affluents à crue lente » de juillet 2006 rédigée par la direction régionale de l'équipement Rhône-Alpes.
- Le guide « Risques et PLU » guide de prise en compte des risques naturels dans les documents d'urbanisme de la DDE de l'Isère, version 3.10 du 17 décembre 2009.

La commune dispose d'un Plan Communal de Sauvegarde.



Évaluation environnementale du PLU - Commune de Saint Romain de Jalionas

ZONES INONDABLES PAR LA CRUE DE RÉFÉRENCE DU RHÔNE



Sources : DDT 38 / SPR - Novembre 2012

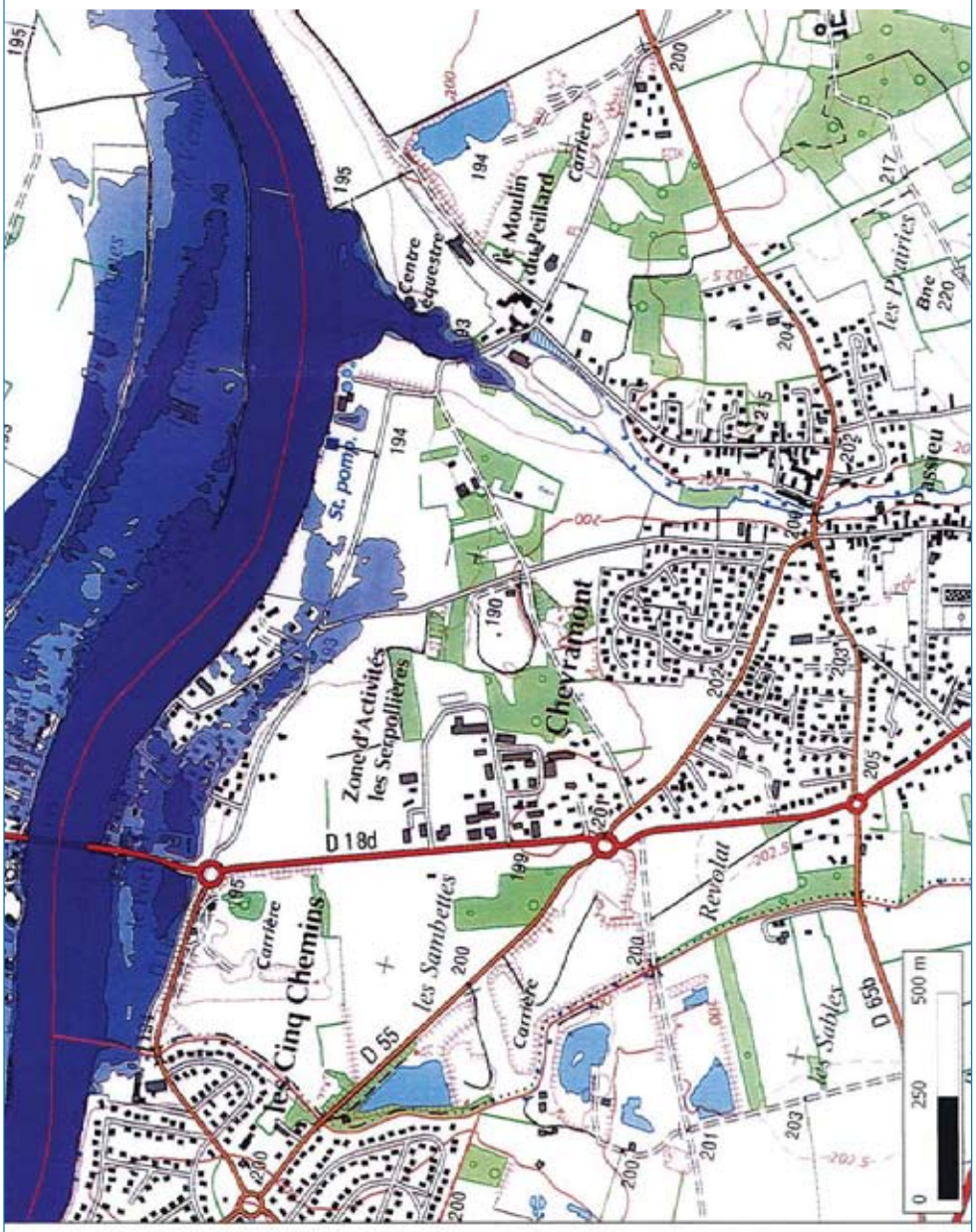
0 500 m

Ce document est la propriété de SETIS il ne peut être reproduit ou divulgué sans son autorisation expresse.

Juillet 2014

ZONES INONDABLES PAR UNE CRUE EXCEPTIONNELLE DU RHÔNE

Évaluation environnementale du PLU - Commune de Saint Romain de Jalionas



Sources : DDT 38 / SPR - Novembre 2012

Juillet 2014

Ce document est la propriété de SETIS il ne peut être reproduit ou divulgué sans son autorisation expresse.



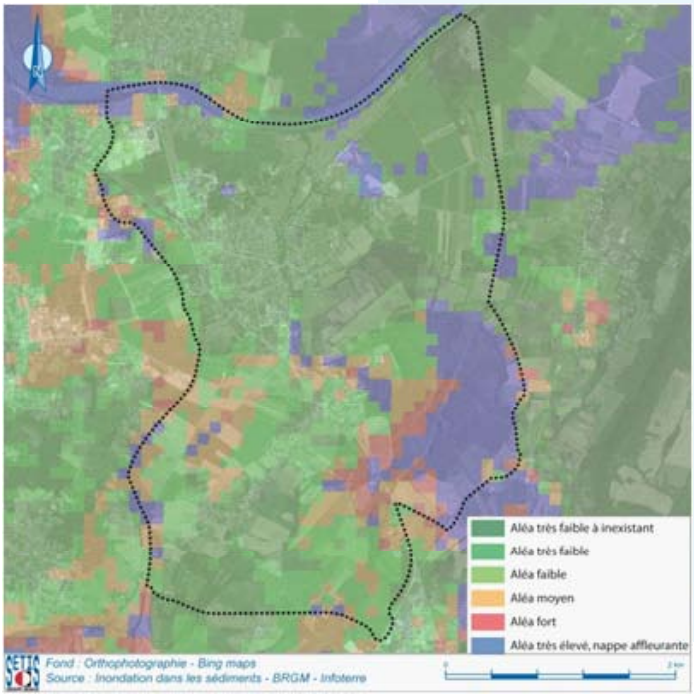
•2-2- Les autres cours d'eau

La commune de Saint-Romain-de-Jalionas est concernée par l'Atlas des Zones Inondables (AZI) du Nord Isère, réalisé en mars 2008 par Alp'Georisques. Les cours d'eau étudiés dans cet Atlas sur le territoire communal sont le Girondan et le Vaud. Ce document s'applique au titre de l'article R 111-2 du code de l'urbanisme. Les zones à risque identifiées par cette carte font l'objet de règles d'urbanisme et de construction spécifiques.
Sur la base de ces éléments et dans le cadre de la procédure PLU, une carte des aléas et un zonage réglementaire ont été établis en octobre 2013, par Alp'géorisques pour la commune de Saint-Romain-de-Jalionas. La carte d'aléas traduit outre le risque inondation, les risques de ruissellements de versant et de mouvements de terrain.
La partie sud de la commune, compte tenu de la planéité des terrains est fortement impactée par le risque d'inondation associé aux débordements du Girondan. Vers le nord, les zones de débordements sont limitées à la périphérie du cours d'eau.
Les zones de débordement de la Girine sont également peu étendues et se limitent à la périphérie du cours d'eau.

Deux zones de ruissellement sur versant sont identifiées dans le secteur du Chemin des Routes et du chemin agricole reliant la RD517 à Barens.

La carte de zonage réglementaire permet de localiser les secteurs inconstructibles et ceux constructibles sous contraintes plus ou moins fortes.
Les secteurs inconstructibles concernent majoritairement des zones non urbanisées.
Les zones constructibles soumises à prescriptions concernent les hameaux de Moulin de Bionnay, de Saint Romain, de Grand Pré et de Rambaud, ainsi que localement les hameaux de Barens, de Chancely, Passieu, Lépinière et Bionnay.

Les zones à risque identifiées par cette carte et les prescriptions qui y sont liées sont intégrées au PLU.



•2-3- Remontée de nappe

Selon les données disponibles sur la carte départementale (BRGM), le risque d'inondation dans les sédiments (qui traduit généralement un phénomène de remontée de nappe) est considéré comme faible à très faible sur la majorité de la commune de Saint-Romain-de-Jalionas.

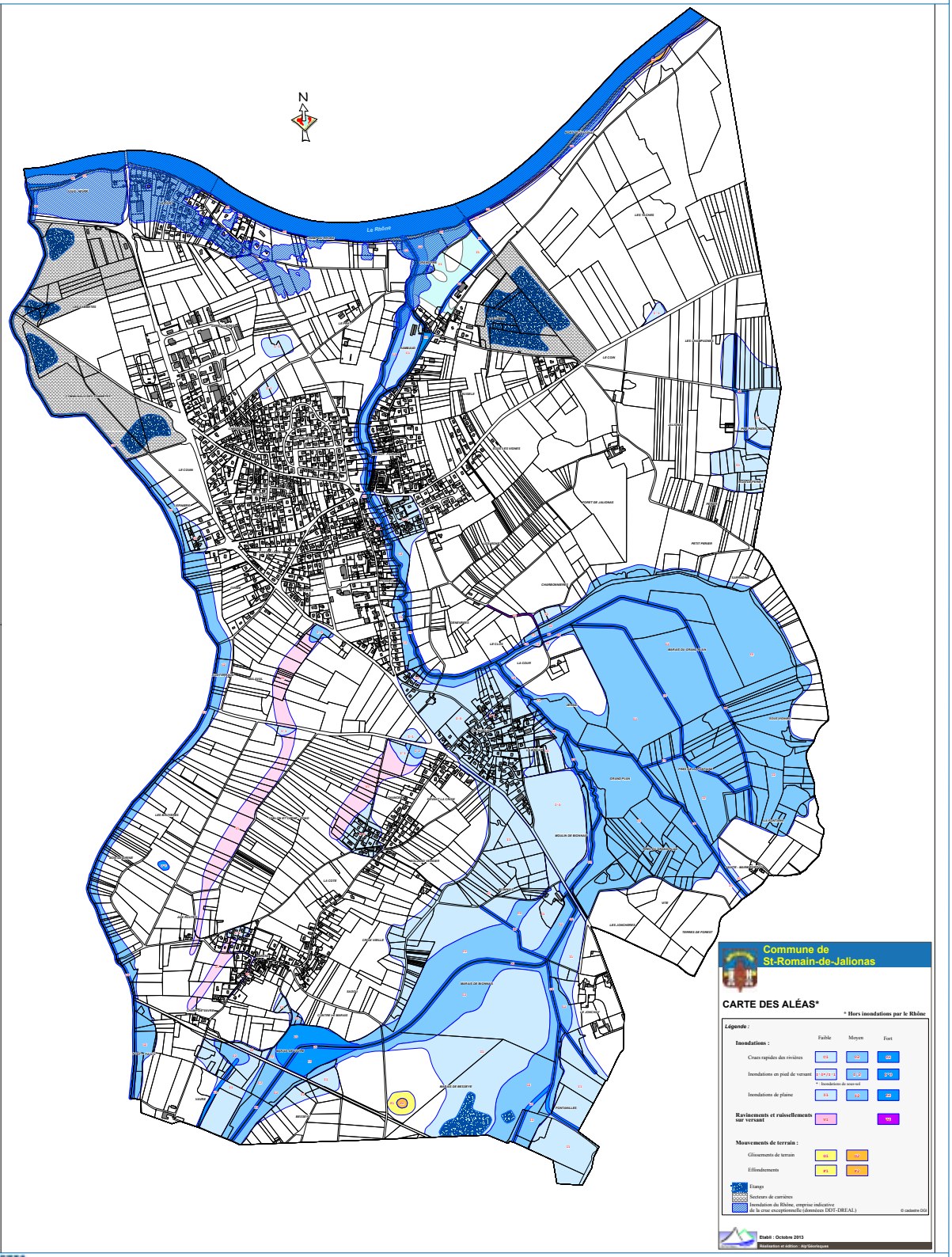
Certaines zones présentent un risque moyen à très élevé (nappe sub-affleurante) et correspondent aux secteurs de marais, au sud-est de la commune, ou aux zones de carrières. Certaines sont situées sur des terrains agricoles ou des bâtiments existants, notamment à Chazieu

Afin de se prémunir de tout désordre associé à ce risque, il conviendra de respecter les règles constructives visant à préserver les biens (adapter les fondations, éviter les ouvrages enterrés tels que les sous-sols ou mettre en place des dispositifs d'étanchéité, etc…).



Évalution environnementale du PLU - Commune de Saint Romain de Jalionas

ALÉAS INONDATION



Fond : Plan des aléas de la commune de Saint Romain de Jalionas - Alp'Géorisques - Octobre 2013

0 250 m

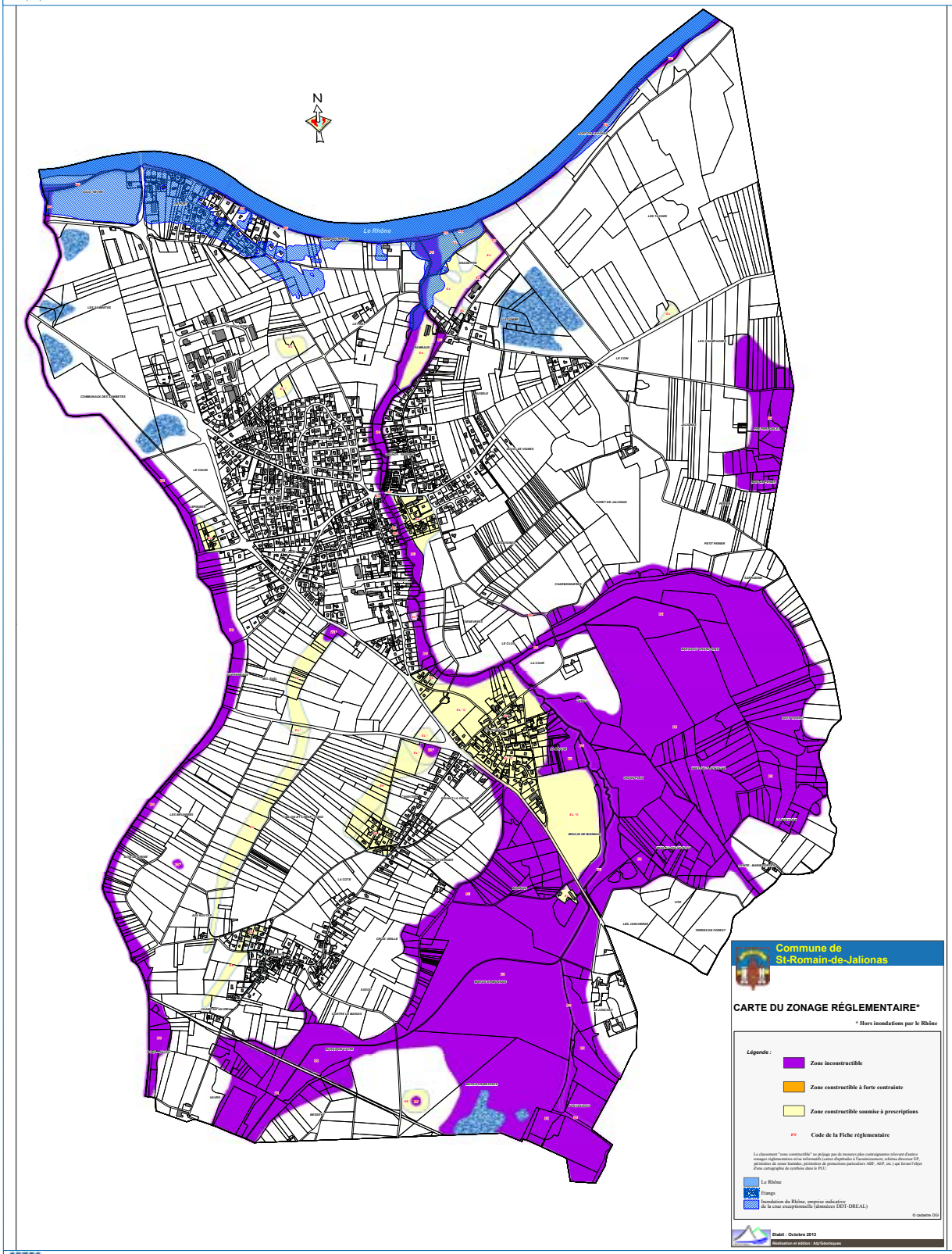
Ce document est la propriété de SETIS et ne peut être reproduit ou divulgué sans son autorisation expresse.

Juillet 2014



Évalution environnementale du PLU - Commune de Saint Romain de Jalionas

ZONAGE RÉGLEMENTAIRE DES RISQUES



Fond : Plan du zonage réglementaire de la commune de Saint Romain de Jalionas - Alp'Géorisques - Octobre 2013

0 250 m

Ce document est la propriété de SETIS // ne peut être reproduit ou divulgué sans son autorisation expresse.

Juillet 2014



■ 3- ONDE DE SUBMERSION DES BARRAGES

Le territoire communal est concerné par l'onde de submersion définie dans le cadre du plan particulier d'intervention (PPI) du barrage de Vouglans.

Le calcul de cette onde a été établi à partir de données relatives aux vallées concernées et dans l'hypothèse d'une rupture totale et instantanée du barrage entraînant la rupture totale des barrages aval sous l'effet de l'onde.

Depuis le barrage de Vouglans (le plus important en termes de retenue), le temps d'arrivée de l'onde de submersion sur la commune de Saint-Romain-de-Jalionas serait d'environ 5h, et sa hauteur voisine de 11 m.
Ce temps d'arrivée permet l'organisation des secours.
En outre, les barrages font l'objet d'un suivi permanent permettant le déclenchement de l'alerte dès les premiers signes de fissure.

■ 4- MOUVEMENT DE TERRAIN - EFFONDREMENTS

La carte des aléas établie par Alp'géorisques en octobre 2013 souligne la présence de zones à risque de glissements de terrain faibles à moyens le long des berges du Rhône qui sont très abruptes de ce côté du fleuve. Ces secteurs ont été identifiés comme zones inconstructibles ou constructibles soumises à prescriptions par la carte du zonage réglementaire.

Une zone concernée par un risque d'effondrement faible à moyen est identifiée dans le marais de Besseye. Ce secteur correspond actuellement à une zone agricole.

Il n'y a pas de de cavité souterraine recensée sur le territoire communal, et celui-ci ne présente pas de formation géologique dont la nature est susceptible d'entraîner le développement de ce type de cavités. Plusieurs carrières sont toutefois présentes sur la commune et constituent des anomalies topographiques locales plus ou moins marquées.

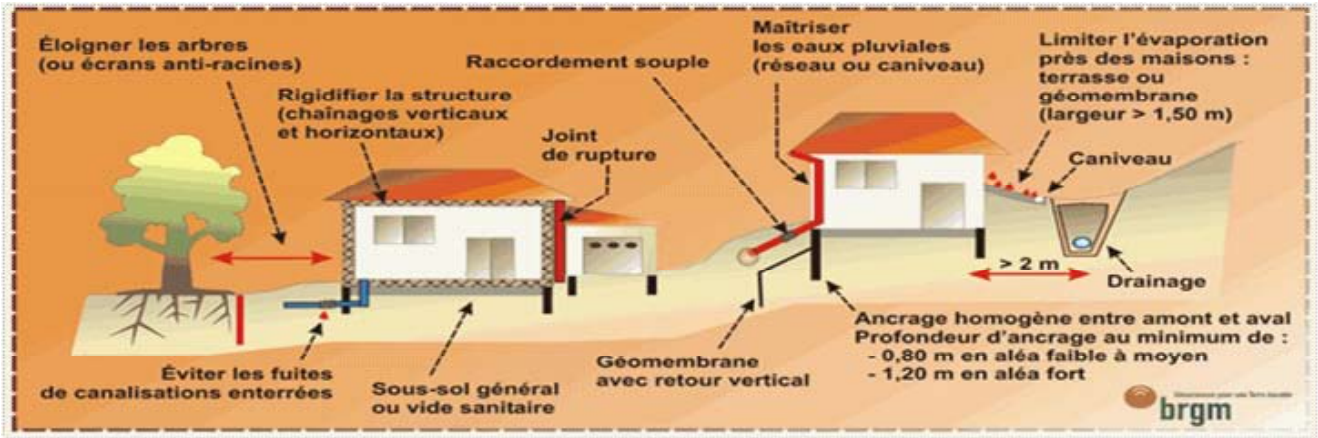
■ 5- L'ALÉA RETRAIT-GONFLEMENT DES ARGILES

D'après la cartographie départementale (BRGM), l'ensemble de la commune de Saint-Romain-de-Jalionas est concerné par un aléa faible de retrait/gonflement des argiles.

Le risque de retrait/gonflement des argiles résulte de la nature des terrains et de leur sensibilité vis-à-vis de la teneur en eau. Ce risque est susceptible d'induire des tassements différentiels qui peuvent affecter les constructions.

La prise en compte de ce risque n'entraine pas de contrainte d'urbanisme particulière, mais passe par la mise en œuvre de règles constructives, notamment au niveau des fondations, visant à se prémunir de tout désordre.
Ces mesures sont détaillées dans le schéma récapitulatif ci-dessous et peuvent être reprise dans le règlement de PLU.





Dans tous les cas, la réalisation d'une étude géotechnique préalable permet de préciser l'état de l'aléa au droit des terrains constructibles

■ 6- LE RISQUE SISMIQUE

Un séisme ou tremblement de terre se traduit en surface par des vibrations du sol. Il provient de la fracturation des roches en profondeur; celle-ci est due à l'accumulation d'une grande énergie qui se libère, créant des failles, au moment où le seuil de rupture mécanique des roches est atteint.

Les règles particulières de construction parasismique pouvant être imposées aux équipements, bâtiments et installations dans les zones particulièrement exposées à un risque sismique sont définies par les articles R.563-1 à R.563-8 du Code de l'Environnement. Le nouveau zonage sismique et les règles de construction édictés par le décret n°2010-1254 relatif à la prévention du risque sismique, le décret n°2010-1255 portant délimitation des zones de sismicité du territoire français et l'arrêté du 22 octobre 2010 relatif à la classification et aux règles de construction parasismique applicables aux bâtiments de la classe dite «à risque normal» viennent renforcer la prévention du risque sismique en France.

Le territoire national est désormais divisé en
5 zones dénommées respectivement :

zone de sismicité 5 :	"forte"
zone de sismicité 4 :	"moyenne"
zone de sismicité 3 :	"modérée"
zone de sismicité 2 :	"faible"
zone de sismicité 1 :	"très faible"

Les bâtiments "à risque normal" sont classés en catégories d'importances I, II, III, IV selon l'étendue du risque pour les personnes et de l'importance du risque socio-économique. La catégorie I concerne les bâtiments dans lesquels est exclue toute activité humaine nécessitant un séjour de longue durée, et la catégorie IV regroupe les équipements dont la protection est primordiale pour la sécurité civile, pour la défense ou pour le maintien de l'ordre public.



Aucune règle de construction particulière n'est requise en zone de sismicité 1 et pour les bâtiments de catégorie I quelle que soit la zone. Les règles de construction parasismique s'appliquent à la construction de bâtiments neufs ainsi qu'aux travaux réalisés sur des bâtiments existants :

- des catégories d'importance III et - IV dans la zone 2,
- des catégories d'importance II, III et IV dans les zones de sismicité 3, 4 et 5.
- La nouvelle réglementation et les nouvelles règles de construction parasismique, qui modifient les articles du Code de l'Environnement, sont entrées en vigueur depuis le 1er mai 2011.

Catégorie d'importance	Types de bâtiments
I	Bâtiments sans aucune activité de longue durée
II	Habitations individuelles, établissements publics, commerciaux ou industriels recevant moins de 300 personnes, habitations collectives de moins de 28 mètres de haut...
III	Établissements publics recevant plus de 300 personnes, habitations collectives de plus de 28 mètres de haut, établissements sanitaires et sociaux, centres collectifs de productions d'énergie, établissements scolaires.
IV	Bâtiments indispensables à la sécurité civile, à la défense nationale, au maintien de l'ordre public, au maintien des communications, à la sécurité aérienne, centre météorologiques.

Le territoire de la commune est classé en zone de sismicité 3 (modérée). Au sein de cette zone, des mesures préventives et notamment des règles de construction, d'aménagement et d'exploitation parasismique sont appliquées aux bâtiments, aux équipements et aux installations de la catégorie dite "à risque normal", appartenant aux catégories II, III et IV.

■ 7- LE RISQUE INCENDIE - FEUX DE FORÊTS

Le territoire communal n'est pas concerné par l'existence d'un aléa feux de forêt.

■ 8- LES RISQUES TECHNOLOGIQUES

Les quatre sources de risque technologique majeur présentes en France sont les installations industrielles, les installations nucléaires, les grands barrages et le transport de matière dangereuse (TMD) par routes ou par canalisations.

Le territoire communal est concerné par le transport de matière dangereuse par voie routière qui peut transiter par la RD517 **ET LA RD18D.**

La commune de Saint-Romain-de-Jalionas se situe entre 2 et 5 km de la centrale nucléaire de production d'électricité du Bugey. Cette centrale a fait l'objet d'un Plan Particulier d'Intervention (PPI) qui organise l'alerte et la mise en œuvre de tous les moyens de secours pour assurer la protection de la population. Ce PPI est intégré au Plan Communal de Sauvegarde du 1er mars 2007 mis à jour en mars 2008.
Le PPI n'impose pas de contrainte urbaine.



2.12

SYNTHÈSE DU DIAGNOSTIC COMMUNAL

- Croissance démographique et besoins futurs

La commune de Saint-Romain-de-Jalionas connaît depuis 20 ans une croissance très dynamique de sa population.

Afin de préserver son cadre de vie et maintenir les équilibres du fonctionnement communal, la commune souhaite contenir le rythme de croissance démographique. Il s'agirait d'accueillir 470 habitants supplémentaires au cours des 10 prochaines années.

Le POS en vigueur dispose encore d'une cinquantaine d'hectares disponibles à l'urbanisation. Il est donc en surcapacité par rapport aux besoins de la commune et par rapport aux objectifs du SCoT et du PLH.

En effet, la commune aurait besoin d'environ 230 nouveaux logements ce qui représente une consommation d'environ 11 hectares selon les objectifs du SCoT.

- L'activité économique

L'activité agricole est encore bien présente sur la commune, 21 exploitants utilisent presque la moitié du territoire communal.
L'avenir de l'agriculture n'est pas menacé en raison de l'âge relativement jeune des exploitants. De plus, les reprises sont déjà assurées pour les agriculteurs partant à la retraite.

Concernant les autres activités, près de la moitié des habitants travaillent dans l'agglomération lyonnaise.

La commune compte une zone d'activité qui dispose encore de capacités d'accueil conséquentes.

3 carrières sont exploitées sur la commune.

- Les transports

La commune est bien desservie par les transports en commun puisqu'une douzaine de lignes de bus s'y arrêtent.

Le stationnement public est suffisant bien qu'il se concentre en majorité au chef-lieu.

De nombreux chemins de terre complètent le réseau de circulation. Ils constituent un parcours alternatif au réseau routier et sont le support de nombreux sentiers de randonnées qui relient Saint-Romain-de-Jalionas aux communes voisines.



- Les équipements

La commune compte de nombreux équipements et ne présente pas de besoin supplémentaire.

- Le patrimoine naturel et bâti

La commune compte quelques bâtiments présentant un intérêt patrimonial. Il s'agit d'anciens bâtiments agricoles en pisé et de grosses bâtisses en pierre.

Les vestiges de la Villa gallo-romaine sont inscrits au titre de la législation sur les monuments historiques.

Les principaux enjeux du milieu naturel à prendre en compte sur la commune sont les suivants :

- les zonages patrimoniaux (Natura 2000, ZNIEFF de type I, ENS, tourbière), qui constituent des milieux naturels d'intérêt à préserver
- les zones humides, qui nécessitent une compensation à 2 pour 1 en cas de dégradation
- les autres milieux naturels remarquables comme les prairies sèches et les boisements à enjeux, ou encore les zones bocagères. Ces milieux riches en biodiversité sont souvent inclus dans les zonages patrimoniaux.
- les corridors aquatiques et terrestres à préserver, selon l'axe est-ouest (Rhône et ses berges, corridor sud au niveau de la Besseye) et selon l'axe nord-sud (cours et ripisylve du Girondan et de la Girine, connexion entre les berges du Rhône, la prairie sèche du secteur des tâches et le marais du Grand Plan)

- Les équipements de viabilité

Sur la base du délai de 5 ans disponible en terme de ressource/distribution, la population supplémentaire envisageable sur St Romain de Jalionas est de 264 habitants.
Un schéma directeur d'approvisionnement en eau potable est en cours de réalisation.

96% de la population est raccordée au réseau d'assainissement collectif.
La station d'épuration traite les effluents issus des communes de Crémieu, Dizimieu, Leyrieu, St Romain de Jalionas, Villemoirieu et va arriver à saturation d'ici environ 3 ans.
Des études sont en cours afin d'augmenter ses capacités.

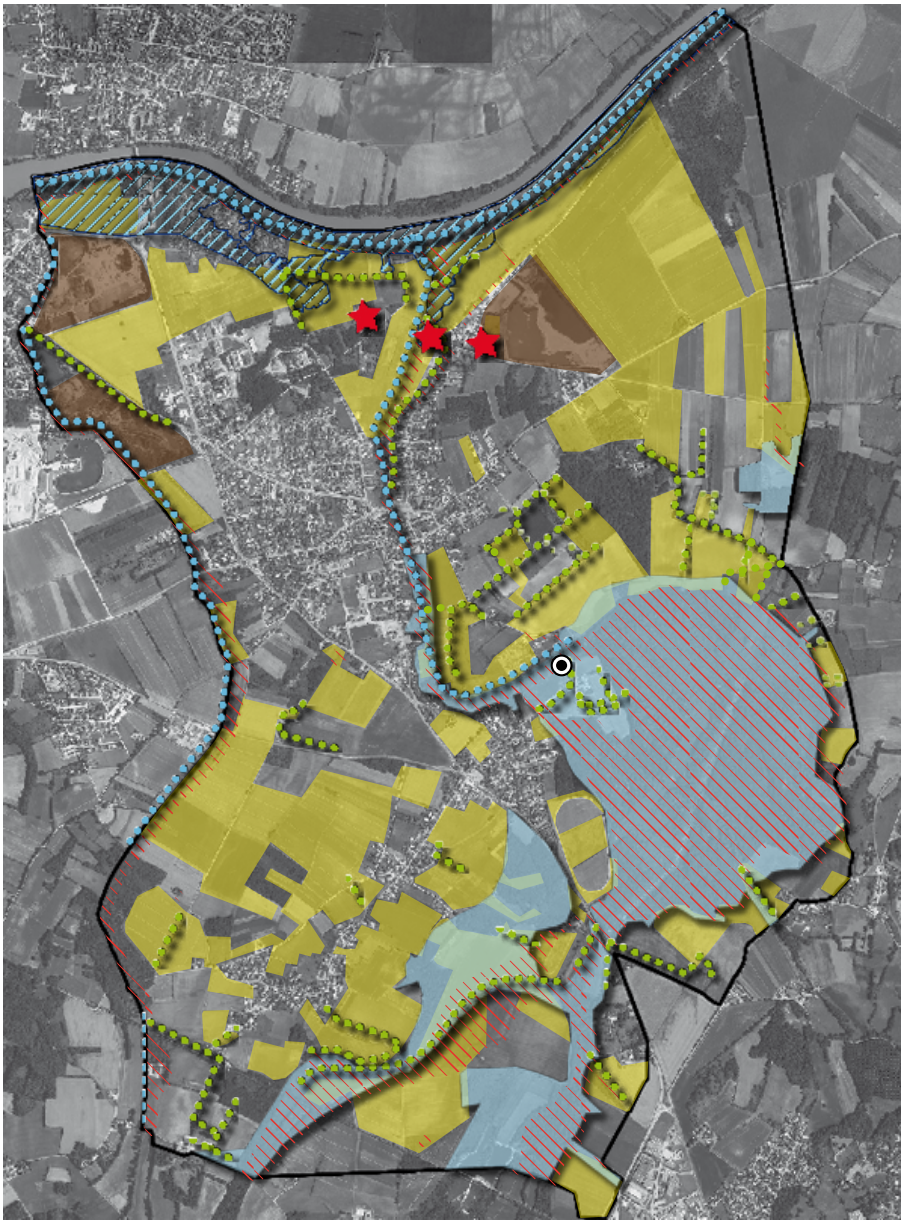
Concernant la gestion des eaux pluviales, il n'existe pas de problème majeur sur la commune.

- La prise en compte des risques naturels

La commune est couverte depuis octobre 2013 par une carte des aléas (hors inondation du Rhône) et par une carte "Inondations par le Rhône" depuis 2014.

Le risque inondation est le risque majeur sur la commune.





Récapitulatif des contraintes communales

Contraintes fonctionelles et techniques :

Canalisation de gaz

Carrières

Contraintes naturelles :

Zone inconstructibles de la carte d'aléas

Emprises indicative de la crue exceptionelle du Rhône

Zone humide

Corridor écologique

Ripisylve

Haies

Contraintes patrimoniales :

Site inscrit (Villa gallo-romaine)

Contraintes agricoles

Secteurs agricoles stratégiques

Bâtiment agricole



3ème PARTIE - JUSTIFICATION DES CHOIX RETENUS POUR ÉTABLIR LE PADD ET LE RÈGLEMENT



3.1

COMPATIBILITÉ DU PLAN AVEC LES NIVEAUX RÉGLEMENTAIRES SUPRA-COMMUNAUX :

■ 1- COMPATIBILITÉ AVEC LA LOI GRENELLE DE L'ENVIRONNEMENT

Ce que dit la loi		Traduction dans le PLU
Lutter contre le mitage	Institution de quotas de consommation de l'espace	Le PLU a été calibré en fonction des besoins réels de la commune.
Contribuer à la lutte contre les gaz à effet de serre et au développement des énergies renouvelables		Afin de limiter l'usage de la voiture, le PLU recentre l'urbanisation autour du chef-lieu. De plus, le PADD vise à : - Maintenir et développer le réseau de déplacements doux - Renforcer le réseau de transport en commun. - Préserver la possibilité de réaliser une déviation nord du village. - Améliorer les conditions de mobilité dans le village.
Protection de la biodiversité		Tous les espaces naturels sont protégés par un zonage en «N», «A» . Les corridors biologiques ainsi que les zones humides font l'objet d'un sous zonage spécifique : -co et -zh. Aucun projet ne vient interférer avec la trame verte. Les ruisseaux sont protégés par une bande non constructible le long de leur lit.
Obligation de réaliser des orientations d'aménagement et de programmation qui peuvent porter sur des quartiers ou des secteurs à mettre en valeur, réhabiliter, restructurer ou aménager.		Le PLU compte 7 OAP : 6 au chef-lieu et une 7ème portant sur l'ensemble de la commune.

Le PLU est donc compatible avec la loi Grenelle

■ 2- COMPATIBILITÉ AVEC LE SDAGE

Le Girondan est le principal cours d'eau traversant la commune.

Le SDAGE fixe 8 orientations fondamentales pour une gestion équilibrée de l'eau et des milieux aquatiques . Sur ces bases, le PLU doit permettre de maîtriser :

1- la satisfaction des différents usages de l'eau avec une priorité à l'eau potable
2- les rejets ponctuels ou diffus et leurs impacts sur la qualité du milieu récepteur;
3- le risque d'inondation et la gestion des eaux pluviales
4- l'artificialisation des milieux et la préservation des milieux aquatiques et des zones humides.

Concernant le premier point, un schéma directeur d'approvisionnement en eau potable est en cours de réalisation.
Les résultats des études ne sont pas connues à ce jour.

96% de la population est raccordée au réseau d'assainissement collectif. Les rejets ponctuels sont donc très minoritaires et ont peu d'impact sur la qualité du milieu récepteur.



La commune est concernée par différents types d'inondation :
- les risques identifiés dans la carte d'aléas réalisée en octobre 2013 : crue rapide de rivière, risques inondations en pied de versant et risques inondation de plaine.
Les secteurs qui présentent un risque moyen ou fort sont inconstructibles dans le règlement du PLU.
- les inondations par le Girondan et le Vaud
- inondations du Rhône.

La gestion des eaux pluviales a fait l'objet d'un zonage d'assainissement réalisé en 2015.

Toutes les zones humides présentes sur la commune font l'objet d'un classement spécifique indicé -zh afin d'en assurer la protection et limiter le risque de dégradation.

Afin d'être compatible avec le SDAGE, le PLU ne doit pas prévoir d'aménagements qui :
1- remettent en cause les objectifs de bon état des masses d'eau
2- ont pour conséquence de dégrader les masses d'eau superficielles ou souterraines que ce soit d'un point de vue chimique, quantitatif ou écologique
3- risquent d'altérer la continuité biologique.

- A propos du 1er thème, aucun projet ne va à l'encontre des objectifs de bon état des masses d'eau.
La commune ne compte aucun captage sur son territoire.

- Concernant le 2ème point, aucun aménagement prévu par le PLU ne peut entraîner une dégradation des masses d'eau superficielles ou souterraines. Les projets immobiliers seront tous reliés à l'assainissement collectif. L'ouverture à l'urbanisation des zones d'extension est conditionné à l'agrandissement de la STEP.

- Pour le dernier thème, la commune n'envisage aucun projet sur les cours d'eau, leur écoulement sera respecté.



Thème du SDAGE	Objectifs visés à l'horizon 2015	Réponse du PLU
Préservation des milieux aquatiques		
Liste des zones humides	Inverser la tendance à la disparition et à la dégradation des zones humides.	La commune compte 4 zones humides et 2 tourbières (cf. § 2.3.3 du présent rapport).
Analyse de la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers		Le nouveau PLU dispose de surfaces agricoles et naturelles plus importantes que l'ancien document. (1 125,6 hectares dans le POS contre 1 153,2 hectares pour le PLU).
Moyens utilisés par le PLU pour préserver les zones humides :		Toutes les zones humides sont repérées sur le plan de zonage et sont indicée -zh dans le règlement du PLU.
Espaces de mobilité déjà répertoriés dans le cadre des SAGE, des contrats de rivière ou bien de toute étude disponible	Assurer la non dégradation et la préservation durable des espaces de mobilité déjà connus, Restaurer les espaces de mobilité sur les rivières lorsque le programme de mesures le prévoit.	Aucun espace de mobilité répertorié dans le SDAGE n'est présent sur la commune.
Moyens utilisés par le PLU pour préserver ces espaces :		
Les trames verte et bleue		Le PLU protège ces espaces par un classement général en "A" ou "N". Ils sont repérés par une trame dans le règlement graphique du PLU. Tout ces espaces sont inconstructibles.
Disponibilité et préservation de la ressource en eau potable		
Existence d'une protection des captages	Garantir l'objectif de non dégradation dès le premier plan de gestion pour les eaux utilisées pour l'alimentation en eau potable. A l'issue du premier plan de gestion en 2015, obtenir : - une qualité d'eau brute conforme aux exigences de la directive cadre sur l'eau ; - une reconquête du bon état des masses d'eau ou portions de masses d'eau dont les ressources doivent être préservées pour la consommation humaine.	La commune ne compte aucun captage sur son territoire.
Vérifier si les captages situés sur le territoire concerné ou aux alentours sont ou non répertoriés dans la liste figurant dans le SDAGE.		
Ressources majeures et caractéristiques de ces ressources.	A l'issue du premier plan de gestion en 2015, obtenir : - une liste des ressources majeures à préserver pour l'alimentation en eau potable actuelle et future, délimitées et approuvées localement ; - la création de structures de gestion sur ces ressources majeures pour l'eau potable, lorsque c'est pertinent	



Thème du SDAGE	Objectifs visés à l'horizon 2015	Réponse du PLU
Bilan de la ressource en eau potable : ressource / besoin	Atteindre le bon état quantitatif dans les secteurs ou sous-bassins en déséquilibre quantitatif pour lesquels les connaissances suffisantes sont acquises et les acteurs organisés. Respecter l'objectif de non dégradation des ressources actuellement en équilibre.	La commune disposerait d'une ressource suffisante en eau potable pour assurer l'approvisionnement de sa population future pour les 5 ans à venir. Un schéma directeur d'approvisionnement en eau potable est en cours de réalisation. Les résultats des études ne sont pas connues à ce jour.

Thème du SDAGE	Objectifs visés à l'horizon 2015	Réponse du PLU
Rejets ponctuels et diffus dans le milieu (assainissement et pluvial)		
Bilan de l'assainissement		La commune ne présente pas de problème d'assainissement. 96% des habitations sont reliées au réseau d'assainissement collectif. La STEP intercommunale va bientôt arriver à saturation mais il est prévu d'augmenter ses capacités.
Les PLU doivent mettre en évidence la délimitation des zones inondables et démontrer que l'urbanisation prévue par le document d'urbanisme n'aggrave ni la vulnérabilité sur ces zones ni les risques inondation en dehors de ces zones déjà identifiées comme inondables (création d'obstacle aux écoulements dans une zone de débordement, équilibre des remblais et déblais en zone inondable…).		La commune est concernée par différents types d'inondation : - les risques identifiés dans la carte d'aléas réalisée en octobre 2013 : crue rapide de rivière, risques inondations en pied de versant et risques inondation de plaine. Les secteurs qui présentent un risque moyen ou fort sont inconstructibles dans le règlement du PLU. - les inondations par le Girondan et le Vaud - inondation du Rhône. Les zones d'extension ne sont pas situées dans des secteurs risquant d'aggraver le risque inondation.
Gestion des eaux pluviales		La gestion des eaux pluviales a fait l'objet d'études et d'un zonage en 2015. Il en ressort que leur gestion ne pose pas de problème sur la commune. Le règlement du PLU rappel l'obligation de se conformer à la réglementation en vigueur et au zonage d'assainissement joint en annexe au PLU.



■ 3- COMPATIBILITÉ AVEC LA DTA DE L'AIRE MÉTROPOLITAINE LYONNAISE

Les grands thèmes des orientations traités par la DTA et avec lesquels le PLU doit être compatible sont les suivants :

1° L'armature urbaine du territoire
2° Le système de transport
3° Les modalités d'aménagement de l'espace
4° Les territoires spécifiques

- Pour le point 1°, la commune n'est pas concernée étant donné qu'elle ne fait partie d'aucune des 5 catégories de territoires listés par la DTA.

- La commune n'est pas concernée par le point 2 qui porte uniquement sur le transit nord-sud des échanges internationaux, les traversées transalpines et le fonctionnement du pôle d'échange de Lyon.

- Le point 3 concerne en priorité la protection des «coeurs verts». Il s'agit de grands territoires, majoritairement non bâtis, bénéficiant d'un patrimoine naturel paysager et écologique remarquable.

La commune n'est pas située dans un secteur identifié comme "coeur vert" mais fait partie de la trame verte située entre l'agglomération de Pont-de-Chéruy et le plateau de l'Isle Crémieu classé comme "coeur vert".
Dans les secteurs classés en trame verte, il s'agira de préserver les corridors écologiques, la qualité du cadre de vie, ... afin de conserver une liaison avec le "coeur vert".

De même, la commune est concernée par un corridor d'eau : les corridors d'eau correspondent à l'ensemble des espaces qui participent au fonctionnement direct et indirect des principaux cours d'eau dont le Rhône. Ils sont déterminés dans leur périmètre par la zone d'extension maximale des crues et des milieux naturels liés aux zones humides. L'emprise de ces corridors correspond a minima, à la cartographie des crues de référence centennale.
Ces systèmes alluviaux permettent l'expansion des crues, participent à l'alimentation et la préservation des ressources stratégiques en eau et constituent un patrimoine naturel remarquable mais fragile.
Dans les communes non pourvues d'un PPR postérieur à 1995, les documents d'urbanisme ne pourront prévoir aucune nouvelle zone d'urbanisation dans les corridors d'eau.
Le PLU ne prévoit aucun projet dans ces corridors ni dans les zones humides associées.

- La commune n'est pas concernée par le point 4, elle n'est pas répertoriée comme faisant partie d'un territoire spécifique.



■ 4- COMPATIBILITÉ AVEC LE SCOT BOUCLE DU RHÔNE EN DAUPHINÉ

● 4.1. Préserver les paysages, les ressources naturelles et l'espace agricole

- Mettre en valeur les paysages

Le SCoT délimite 2 ceintures vertes sur la commune entre lesquelles l'urbanisation doit se concentrer.
→ Les extensions urbaines du PLU sont comprises dans le secteur délimité par les ceintures vertes.

Tout le secteur est de la commune est répertorié comme coupure verte paysagère.
→ La coupure verte est protégée dans le PLU par un classement en "A" ou "N", aucune nouvelle urbanisation n'est prévue dans ce secteur.

Un tronçon de la RD 517 et de la RD 65b sont classés comme axe vert. Toute urbanisation est à proscrire sur une profondeur importante.
→ Aucune urbanisation n'est prévue le long ou à proximité de ces axes.

- Protéger les milieux remarquables

La commune compte des sites d'intérêts (NATURA 2000, ZNIEFF, zones humides, ...). Ces espaces font l'objet d'une forte protection dans le SCoT et doivent être préservés de l'urbanisation.
→ Le PLU protège ces espaces par un classement général en "A" ou "N" et par un indice pour certains secteurs (zone humides...). Tout ces espaces sont inconstructibles.

Le SCoT identifie 3 corridors aquatiques sur la commune (le Rhône, le Girondan et la Girine) et 1 corridor terrestre qui traverse la commune d'est en ouest.
Le SCoT prescrit que : " Les corridors terrestres devront être traduits dans les plans locaux d'urbanisme sous la forme d'espace à vocation naturelle ou agricole strict"
→ Le PLU protège ces espaces par un classement général en "A" ou "N". Ils sont repérés par une trame dans le règlement graphique du PLU. Tout ces espaces sont inconstructibles.

- Protéger les ressources, prévenir les risques

Concernant la ressource en eau, le SCOT précise que l'ouverture à l'urbanisation de nouvelles zones sera conditionnée par une analyse, a minima par la commune, de la ressource et de la présence d'équipements adaptés en matière d'alimentation en eau potable.
→ un schéma directeur d'approvisionnement en eau potable est en cours de réalisation. Les résultats des études ne sont pas connus à ce jour.

Le SCOT précise que l'ouverture à l'urbanisation de nouvelles zones sera conditionnée par une analyse, a minima par la commune, de capacité et par la présence d'équipements adaptés en matière d'assainissement.
→ Les futures zones d'urbanisation seront reliées au réseau d'assainissement collectif qui couvre la quasi totalité de la commune. Un zonage d'assainissement a été réalisé en 2015.



Le SCOT permet les exploitations de carrières et leurs extensions dans la mesure où elles respectent les préconisations environnementales décrites précédemment et prennent en compte les nuisances riveraines au droit des zones urbanisées ou à urbaniser.

→ La commune compte 3 carrières qui ont fait l'objet d'autorisation préfectorales.

- Préserver l'espace agricole

Les deux principaux objectifs du SCOT sont d'économiser et de préserver durablement les espaces agricoles et de pérenniser l'activité agricole.
Le SCOT identifie des « espaces agricoles stratégiques » qu'il convient de préserver en tant qu'ensembles agricoles durables et fonctionnels

→ Les secteurs agricoles stratégiques définis dans le SCoT sont protégés dans le PLU par un zonage en "A" ou "An".

● 4.2. S'assurer d'un développement résidentiel durable

Pour la commune, le SCoT estime les besoins en logements à créer d'ici 2020 à 504 logements.
Entre 2006 (date d'approbation du SCoT) et 2015, 233 nouveaux logements ont été construits à Saint-Romain-de-Jalionas.
Par rapport aux objectifs du SCoT, il reste donc un potentiel d'environ 270 logements à construire d'ici 2020, soit plus de 10 ans au rythme actuel de construction.

→ Les besoins estimés dans le PLU sont de 230 logements pour la durée du PLU (10 ans). D'ici 2020, ce seront donc environ 115 logements qui devront être construits.

- Regrouper l'urbanisation

90% des nouveaux logements devront se situés dans le périmètre déterminé par les ceintures vertes, soit, autour du chef-lieu.

→ Les zones d'extensions du PLU, qui font l'objet d'OAP dans lesquelles une densité assez forte est imposée, sont toutes situées en prolongement du chef-lieu.

- Favoriser le développement des pôles urbains

L'objectif général est de renforcer le niveau, la diversité et la qualité de l'offre urbaine des 5 pôles urbains définis au PADD. Les communes concernées prévoiront des capacités d'accueil plus élevées que dans les autres communes : + 30 % pour les communes de l'agglomération pontoise (et la commune de St Romain de Jalionas proche)

→ La commune souhaite accueillir environ 470 habitants supplémentaires d'ici 10 ans. Ce chiffre est en adéquation avec les objectifs fixé par le SCoT.

Dans ces pôles urbains, l'offre en logement social locatif devra y être plus importante que dans les communes rurales.

→ 22% du programme de construction sera constitué de logements locatifs aidés.



- Favoriser la qualité urbaine

Le SCoT fixe 3 objectifs :

Chaque commune favorisera la densification de son centre de village ou bourg, et de sa périphérie immédiate.
→ Le chef-lieu concentre la plus grande partie des capacités d'urbanisation du PLU. Les zones d'extension urbaine sont en continuité avec le chef-lieu.

Chaque commune privilégiera le renouvellement et la densification des tissus urbains existants (exception faite pour les communes denses de l'agglomération pontoise citées précédemment).
Pour Saint-Romain-de-Jalionas, le SCoT prévoit :
- 20 à 25% de réhabilitation, changements d'usage, morcellement des parcelles déjà occupées (U),
- 20 à 25% par construction dans les dents creuses (U)
- 50 % et plus en extension urbaine.

→ Le PLU réparti les nouvelles constructions de la manière suivante :
- 20 à 25% de réhabilitation, changements d'usage, morcellement des parcelles déjà occupées (U),
- 10 à 12% par construction dans les dents creuses (U)
- 63% à 70% en extension urbaine.

Chaque commune se fixe comme objectif que la création de nouveaux logements respecte une diversité globale de densité à l'échelle communale, pour favoriser des formes urbaines intermédiaires entre le collectif trop dense et le pavillonnaire trop lâche : maisons groupées, accolées, imbriquées, cité-jardin, petits collectifs… et pour réduire la consommation foncière.

On distinguera 3 familles de densité :
- Habitat individuel « pur » : 10 à 15 logements à l'hectare ;
- Habitat groupé (ou intermédiaire) : 25 à 35 logements à l'hectare :
- Habitat urbain (petits immeubles) : 50 logements à l'hectare.

→ Le PLU vise des densités assez importantes sur les secteurs à OAP (de 22 à 40 logements à l'hectare selon les secteurs).

Des objectifs de référence ont été fixés pour Saint-Romain-de-Jalionas :
50 % d'individuel pur, 40% d'habitat groupé et 10 % d'habitat "urbain".

→ Le PLU vise 40% de logement individuel (contre 80% actuellement).

- Répondre à tous les besoins en logement

Pour les pôles urbains, pourvus de services et plus facilement desservis par des transports en commun, l'objectif est à 20 % des logements créés.
Pour Saint-Romain-de-Jalionas, le SCoT fixe l'objectif de logements sociaux à 101 nouveaux logements d'ici 2020.

→ Une soixante de logements sociaux sont prévus dans les OAP du PLU (soit environ 32% du programme de construction des OAP).
Globalement, le PLU prévoit la construction de 230 logements répartis comme suit :
- 20 logements spécifiques pour personnes âgées autonomes
- 50 logements locatifs aidés
- 30 logements en accession sociale
- le solde en accession à la propriété soit environ130 logements.



Le règlement graphique repère par une trame les secteurs dans lesquels, en cas de réalisation d'un programme de logements, un pourcentage de ce programme est affecté à des logements sociaux au titre de l'article L151-15 du code de l'urbanisme.

● 4.3. Favoriser l'accueil d'activités et d'emploi sur place pour équilibrer la croissance.

- Aménager des parcs d'activités en nombre limité et de qualité

A Saint-Romain-de-Jalionas, les zones des Serpollières et des Sambètes occupent actuellement 14 hectares.
6 hectares étaient encore disponible lors de l'approbation du SCoT et une extension de 15 hectares était prévue dans les 5-10 ans.
Aujourd'hui les zones sont pleines, la commune a donc besoin de les étendre afin de pouvoir accueillir de nouvelles activités.

→ 7,6 hectares d'extension de la zone d'activité sont prévus dans le PLU.



3.2

EXPOSES DES CHOIX RETENUS POUR ÉTABLIR LE PADD

■ 1- LIGNE DIRECTRICE DU PADD : UN TERRITOIRE A ENJEUX MULTIPLES

La commune de Saint Romain de Jalionas possède une localisation intéressante dans la grande couronne lyonnaise, à proximité d'un bassin d'emploi dynamique (plate-forme aéroportuaire de Saint Exupéry, zones industrielles de Meyzieu et de l'Isle d'Abeau ...)

Le caractère péri-urbain de la commune doit être conjugué avec une agriculture encore très dynamique, une présence importante des carrières et de réels enjeux environnementaux.

Cette triple vocation de la commune occasionne certaines tensions qui deviennent perceptibles sur le territoire :

- une pression sur les espaces agricoles, concurrencés par l'urbanisation et les diverses activités,

- une problématique de déplacement,

- un développement du mitage sur certains secteurs.

Par ailleurs, de nombreux enjeux concernent l'amélioration de la qualité de vie quotidienne et les aspects fonctionnels de la commune :

- offrir une diversité d'habitat : nouvelles formes urbaines plus compactes, habitat accessible à tous,

- utiliser le potentiel bâti «mutable» (granges ...),

- permettre la mixité des fonctions urbaines en favorisant les activités économiques non nuisantes à l'intérieur des espaces urbains,

- résoudre le manque de logements à des prix abordables,

- améliorer la gestion des mobilités, notamment en ce qui concerne les mouvements pendulaires (déplacements domicile/travail), les déplacements collectifs, les liaisons piétonnes,



2- LES CHOIX RETENUS DANS LE PADD

Enjeux	Choix retenus dans le PADD
PRÉSERVER UN CADRE DE VIE REMARQUABLE	
Conserver une agriculture vivante	
L'agriculture est encore présente sur le territoire communal. Afin de préserver les paysages, le cadre de vie et pérenniser les emplois, il est importants de protéger les espaces agricoles.	Le PLU vise à : - Protéger les terrains agricoles d'un développement trop important et non cohérent de l'urbanisation. - Eviter le mitage. - Maintenir la vocation agricole des terrains actuellement exploités et classer en zone An les secteurs présentant un potentiel agricole à préserver. - Préserver le potentiel agricole en : - Limitant les emprises foncières, notamment sur les terrains mécanisables à proximité des bâtiments d'élevage. - Protégeant les sièges d'exploitation de manière à préserver leur capacité de fonctionnement et de développement. - Intégrant la notion de réciprocité. - Garantir la cohérence du foncier agricole : accessibilité, continuité (éviter le morcellement…). - Maintenir l'existence des chemins ruraux nécessaires à l'exercice de l'activité agricole. - Veiller à une bonne intégration notamment architecturale des bâtiments agricoles dans la zone rurale. - Encadrer strictement la reconversion et le changement de destination des bâtiments agricoles.
Préserver les éléments caractéristiques du paysage et protéger les espaces naturels	
La commune bénéficie d'un paysage varié et d'une richesse écologique qui participent au cadre de vie et donc qu'il faut préserver.	Afin de maintenir un cadre de vie et un environnement de qualité, la commune souhaite : - Classer en zone N les espaces naturels structurants du territoire et affirmer une protection stricte de la zone naturelle. - Eviter toute forme de mitage du territoire. - Valoriser le couvert végétal forestier existant. - Affirmer des limites franches entre zones urbanisées et zones agricoles. - Maintenir les ceintures vertes agricoles autour des hameaux. - Rendre aux espaces agricoles ou naturels les zones présentant des risques naturels afin d'éviter leur investissement par une urbanisation. - Inciter aux économies d'énergie ainsi qu'au développement et à l'utilisation des énergies renouvelables. - Préserver la ressource en eau et favoriser une gestion économe de celle-ci.



Enjeux	Choix retenus dans le PADD
Valoriser le patrimoine architectural	
La commune dispose d'un patrimoine architectural très identitaire de l'Est lyonnais ainsi qu'un site archéologique majeur.	- L'article 11 du règlement des différentes zones défini des prescriptions permettant d'assurer une protection de la qualité des paysages urbains de la commune. - Préserver l'esprit architectural composant les constructions existantes en respectant des règles particulières quant à l'aspect extérieur des constructions - Préserver les volumes et les éléments caractéristiques du patrimoine architectural rural et de l'architecture bourgeoise du XIX° siècle. - Permettre à l'architecture contemporaine de s'exprimer dans le cadre de la Haute Qualité Environnementale. - Encadrer le changement de destination des bâtiments existants dans la zone rurale. - Préserver et valoriser le site archéologique.
Développer un réseau de déplacements alternatifs	
La commune est desservie par plusieurs ligne de bus faiblement cadencée et est sillonnée par un réseau de chemins piétons assez dense.	La PADD fixe 4 objectifs : - Maintenir et développer le réseau de déplacements doux - Renforcer le réseau de transport en commun. - Préserver la possibilité de réaliser une déviation nord du village. - Améliorer les conditions de mobilité dans le village.
CONSERVER ET MAÎTRISER L'ATTRACTIVITÉ DE LA COMMUNE	
Maîtriser le croissance démographique pour préserver les équilibres communaux	
La croissance démographique est assez soutenue. La population a augmenté de 28% entre 1990 et 2012, passant de 2.461 à 3.162 habitants (701 habitants supplémentaires en 20 ans). Il s'agit à présent de maîtriser cette croissance afin de préserver le cadre de vie et de maintenir les équilibres du fonctionnement communal.	La commune souhaite préserver un rythme démographique acceptable d'environ 15 % sur 10 ans. Ce taux de croissance, est compatible avec le statut de pôle urbain défini dans le SCOT. Il correspond à environ 470 habitants supplémentaires. Pour atteindre cet objectif démographique la commune devra réaliser de l'ordre de 230 logements.
Lutter contre l'étalement urbain et limiter la consommation d'espace à bâtir pour ne pas dégrader l'environnement agricole et naturel.	
Sur les 25 hectares consommés ces 10 dernières années (2005-2015), 5,6 hectares ont été pris sur de l'espace agricole.	- Réduire les capacités d'urbanisation du nouveau document d'urbanisme : limitation de la capacité d'urbanisation du PLU aux environs de 13.8 hectares pour l'habitat principal, 10 hectares pour les activités économiques et 2,5 hectares pour les équipements publics. Soit environ 22,5 hectares de moins que dans le POS. - Limiter les nouvelles zones d'urbanisation. - Imposer dans la zone à urbaniser «des Vignes» une densité plus forte que celle que l'on a connu ces dernières décennies dans les lotissements «standarts».



Enjeux	Choix retenus dans le PADD
Diversifier l'offre de logement pour permettre à toutes les générations et toutes les catégories sociales de pouvoir habiter le village	
Le PLH prévoit d'ici 2016 la réalisation de 35 logements locatifs aidés et 10 logements en accession sociale. Aujourd'hui, 10 logements locatifs aidés ont été réalisés carrefour de Barrens et un programme de 22 à 32 logements (selon le périmètre foncier mobilisable) est à l'étude au centre du village. Le SCOT retient un objectif de 20% du programme de logements neufs destinés à des locatifs aidés.	Détail du programme de construction de logements spécifiques : - 20 logements pour personnes âgées autonomes - 50 logements locatifs aidés (22%) - 30 logements en accession sociale (13%) - le solde en accession à la propriété soit environ130 logements. Dans les programmes de logement collectif on favorisera les appartements de petite taille (T2, T3) pour répondre à la demande des jeunes ménages, des personnes isolées ...
Favoriser l'implantation d'activités économiques et commerciales compatibles avec le caractère du village	
La commune possède deux secteurs à vocation économique : - les zones d'activités des Sambètes et des Serpollières qui sont à dominante artisanale ; - le secteur commercial du coeur de village qui accueille des commerces et services de proximité. Les zones d'activités sont aujourd'hui quasiment pleines alors que la demande d'installation reste soutenue. Les commerces de détail du coeur de village connaissent des difficultés pour subsister (certains ont fermé).	Le PADD vise 3 objectifs : - Assurer la pérennité des commerces au centre du chef-lieu - Permettre l'accueil de nouvelles activités - Pérenniser l'activité des carrières dans leur périmètre actuel (dans l'esprit du Schéma Régional des Carrières) et accompagner leur remise en état en fin d'exploitation.
Compléter l'offre d'équipements publics	
La commune dispose d'une offre d'équipements publics diversifiée qui pourrait être complétée par quelques équipements qui font actuellement défaut.	La commune souhaite réaliser à moyen terme : - Une salle de Dojo (lieu consacré à la pratique des arts martiaux) - Une mini crèche - Une salle de réception d'une capacité de 150 à 200 personnes
Garantir un accès performant aux technologies numériques pour rester connecté aux autres territoires	
L'intervention du Département en matière de haut et très haut débit ne relève pas d'une compétence obligatoire. Cependant, au regard des enjeux identifiés, le Département a entrepris d'apporter une réponse à la problématique «zones blanches ADSL».	

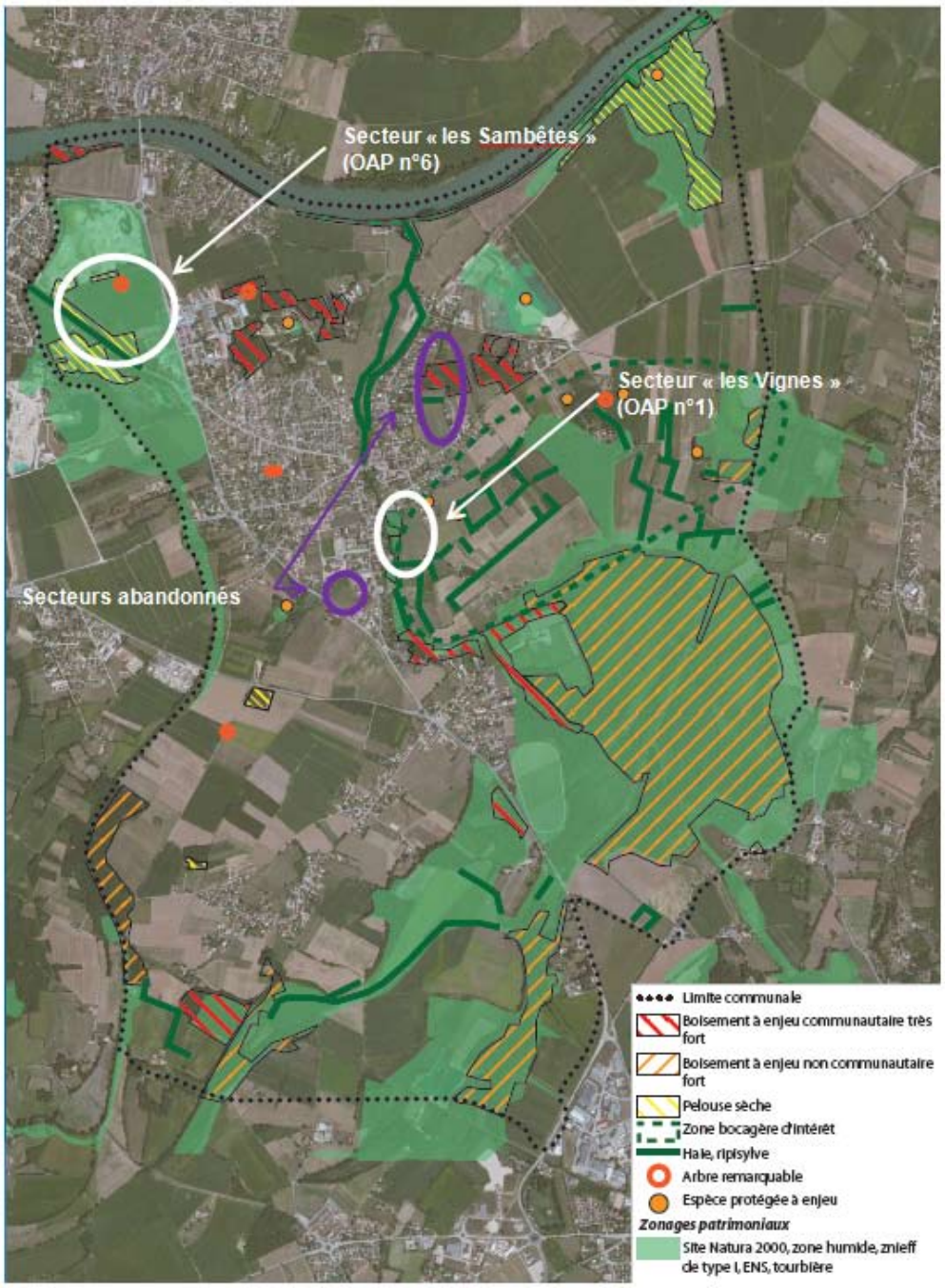


3- ADAPTATION DU PROJET AUX ENJEUX ENVIRONNEMENTAUX DE LA COMMUNE

Source : Evaluation environnementale du PLU - SETIS - 2016

Certains projets ont été abandonnés, au regard des impacts sur l'environnement. Ainsi, deux grands secteurs, initialement visés pour une urbanisation, ont été écartés par la commune :

- Le secteur au nord de Chevramont était initialement envisagé pour être constructible au PLU. Il a été abandonné au regard des enjeux environnementaux liés à la présence de boisements à enjeu communautaire très fort.
- Le secteur de Chazieu a été abandonné car il s'agit d'une zone agricole irriguée, à forte valeur agronomique.



● 3-1- Rationnalisation de l'utilisation de l'espace

Les autres secteurs ouverts à l'urbanisation sont des zones « en dent creuse », avec pour objectif la densification de l'urbanisation de Saint-Romain-de-Jalionas.

Le développement de l'urbanisation dans la continuité du tissu urbain, et à l'intérieur des enclaves non urbanisées, contribuera à limiter l'artificialisation et la fragmentation des espaces naturels.

● 3-2- Optimisation des déplacements et des stationnements

Il est prévu, dans les OAP à destination de logement, la mise en place de cheminements piétons, destinés à irriguer les nouveaux quartiers depuis les quartiers environnants existants. L'intégration de ces cheminements permettra d'inciter aux déplacements piétonniers.

De plus, et afin d'optimiser l'occupation de l'espace, les stationnements résidentiels seront mutualisés.

● 3-3- Incitation à l'utilisation des énergies renouvelables

La conception des constructions devra permettre d'utiliser dans les meilleures conditions possibles l'énergie solaire, contribuant ainsi à favoriser l'utilisation des énergies renouvelables.

● 3-4- Conservation des fonctionnalités écologiques et des habitats naturels d'intérêt

De manière générale, les haies formant un réseau d'intérêt et participant à la trame verte de la commune sont préservées dans le cadre du PLU et sont identifiées en tant que tel. De même, les habitats d'intérêt (habitats d'intérêt communautaire, site Natura 2000, zones humides…) sont classées en zone N et en zone A indicées, de manière à préserver leur intégrité. Le PLU intègre donc bien les enjeux environnement naturels

Le PLU intègre les corridors écologiques identifiés lors de l'état initial de l'environnement, via la mise en place d'une trame spécifique, que ce soit le long des cours d'eau (le Girondan) ou au sein de la plaine agricole. De plus, l'OAP n°7 « trame verte et bleue » prévoit le maintien des haies identifiées comme participant aux fonctionnalités écologiques de la commune, au droit de la zone bocagère d'intérêt.



3.3

MOTIFS DE DÉLIMITATION DES ZONES:

■ 1- JUSTIFICATION AU REGARD DU GRENELLE DE L'ENVIRONNEMENT

Depuis 2009, les problématiques environnementales ont pris une place à part dans la juridiction française au travers des lois «Grenelle 1 et 2».

Les deux premier titres du Grenelle doivent être pris en compte dans le PLU. Il s'agit de :

- La lutte contre le changement climatique via la baisse de la consommation d'énergie des bâtiments et la réduction des émissions de gaz à effet de serre des secteurs des transports et de l'énergie.

Au niveau urbain, les collectivités devront lutter contre la régression des surfaces agricoles et naturelles, lutter contre l'étalement urbain et la déperdition d'énergie et permettre la revitalisation des centres-villes, préserver la biodiversité, assurer une gestion économe des ressources et de l'espace, créer un lien entre densité et niveau de desserte par les transports en commun et utiliser en premier lieu les terrains situés en zone urbanisée et densifier les zones déjà urbanisées.

- la préservation de la biodiversité, des écosystèmes et des milieux naturels, retrouver une bonne qualité écologique de l'eau, moderniser les stations d'épuration.

Concernant l'agriculture, il s'agit de favoriser le maintien des prairies et des herbages.

● 1-1- La lutte contre le changement climatique

Afin de limiter les déplacements, l'urbanisation se concentre au chef-lieu.

Afin de réduire les émissions de gaz liées aux transports, le PADD prévoit de :
- Maintenir et développer le réseau de déplacements doux
- Renforcer le réseau de transport en commun.
- Préserver la possibilité de réaliser une déviation nord du village.
- Améliorer les conditions de mobilité dans le village.

Le PLU autorise les nouvelles constructions en Haute Qualité Environnementale.

● 1-2- Biodiversité, écosystèmes et milieux naturels corridors écologiques

La commune compte de nombreux espaces à préserver (ZNIEFF, zones humides...). Ces zones resteront non urbanisables et sont protégées par un classement en «N» ou «A».

Le PLU protège les trames vertes et bleues par un classement général en "A" ou "N". Elles sont repérés par une trame dans le règlement graphique du PLU. Tout ces espaces sont inconstructibles.



3.4

JUSTIFICATION AU REGARD DE L'ÉQUILIBRE ENTRE DÉVELOPPEMENT ET PRÉSERVATION

La commune de Saint-Romain-de-Jalionas souhaite augmenter sa population de 470 habitants en une dizaine d'années.

L'urbanisation des dents creuses ne suffira pas à répondre aux besoins de la commune, deux zones d'extension (environ 4 hectares au total) sont donc prévues au chef-lieu.

La localisation de ces nouvelles zones répond à un désir de la commune de renforcer le rôle de centralité du chef-lieu.
Cependant, en raison de la saturation de la STEP, certaines zones ne seront ouvertes à l'urbanisation qu'une fois les travaux d'agrandissement initiés ('secteurs des OAP 2 à 4 : secteurs de la Girine, coeur de village et Place de Passieu).

Le POS présentait une capacité résiduelle d'une cinquantaine d'hectares pour l'habitat.
Le PLU réduit cette capacité à environ 10 hectares maximum soit le retrait d'environ 40 hectares.



3.5

JUSTIFICATION AU REGARD DU RESPECT DE LA DIVERSITÉ URBAINE ET DE LA MIXITÉ SOCIALE POUR LA SATISFACTION DES BESOINS EN MATIÈRE :

■ 1- D'HABITAT

Dans un souci de limitation de la consommation de l'espace et afin de «re-centrer » la population vers le chef-lieu, la répartition estimative du programme global de logements sera la suivante :

- 60-70 % dans les secteurs d'extension du chef-lieu,
- 30 - 40 % dans les dents creuses des zones urbaines et dans la rénovation des bâtiments vacants.

Le PLU assure une mixité sociale permettant à tous de rester au village. La commune retient l'hypothèse d'un programme de logements locatifs sociaux supérieur aux objectifs du PLH et prévoit le programme de construction suivant pour les logements spécifiques :

- 20 logements pour personnes âgées autonomes
- 50 logements locatifs aidés (22%)
- 30 logements en accession sociale (13%)
- le solde en accession à la propriété soit environ130 logements.

Le règlement graphique repère par une trame les secteurs dans lesquels, en cas de réalisation d'un programme de logements, un pourcentage de ce programme est affecté à des logements sociaux au titre de l'article L151-15 du code de l'urbanisme.

Dans les programmes de logement collectif on favorisera les appartements de petite taille (T2, T3) pour répondre à la demande des jeunes ménages, des personnes isolées ...

■ 2- D'ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES ET COMMERCIALES

► Au chef-lieu

L'objectif du PLU est de maintenir les commerces existants afin de préserver l'attractivité et la dynamique du village. Le renforcement du nombre de logement à proximité du coeur de village est une des conditions du maintien d'une activité commerciale.

► Sur le reste de la commune

La Communauté de C ommunes de l'isle Crémieu a souhaité que la commune de St Romain de Jalionas dans le cadre de la révision de son PLU oriente l'aménagement de terrains à vocation économique dans le prolongement Nord de la zone existante des Sambètes.



En effet, ce secteur composé d'environ 12 ha est situé entre 2 routes départementales, d'une part, et entre une zone d'activités existante et une carrière, d'autre part.

Le flux de véhicule par jour est conséquent sur ces RD et permet rapidement de rejoindre le département de l'Ain ainsi que celui du Rhône, ce qui intéresse fortement les investisseurs. A ce titre, la zone des Sambètes à été commercialisée très rapidement du fait de sa position hautement stratégique en matière économique. Les parcelles telles qu'envisagées dans l'OAP permettront d'accueillir des activités industrielles ou artisanales ayant pour but de conforter l'emploi sur place et ainsi éviter aux administrés les déplacements en dehors du territoire. L'accès à cette nouvelle zone se fera par la zone des Sambètes actuelle, ce qui ne empêchera la création de nouveaux accès sur les RD (sauf sortie pompiers). La volonté affichée dans l'OAP est aussi de valoriser cet espace en préservant l'environnement et les espaces verts et en donnant une qualité esthétique à la zone avec un ensemble aligné et cohérent en façade de voie. Cette future zone se voudra attractive et agréable, dédiée à l'économie et en outre assez éloignée des habitations afin d'éviter les conflits d'usages. Il est important de pouvoir conserver un espace de développement économique pour un projet territorial dans les années à venir.

De même, l'objectif du PLU est de pérenniser l'activité des carrières dans leur périmètre actuel (dans l'esprit du Schéma Régional des Carrières) et accompagner leur remise en état en fin d'exploitation

■ 3- D'ÉQUIPEMENTS PUBLICS

La commune dispose d'une offre d'équipements publics diversifiée qui pourrait être complétée par quelques équipements qui font actuellement défaut :

- Une salle de Dojo (lieu consacré à la pratique des arts martiaux)
- Une mini crèche
- Une salle de réception d'une capacité de 150 à 200 personnes

■ 4- DE TRANSPORT

Quatre pistes d'actions sont envisagées en matière de transport :

- Maintenir et développer le réseau de déplacements doux
- Renforcer le réseau de transports en commun via la remise en service de la ligne de chemin de fer de l'est lyonnais pour un transport en site propre de type tramway (dans le prolongement de le ligne de Meyzieu) ou bus à haut niveau de service.
- Créer une déviation nord qui permettrait au flux est/ouest, qui traverse le village, de le contourner.
- Réaménager certains axes de déplacement, comme la rue du Stade pour permettre une meilleure accessibilité.



■ 5- DE GESTION DE L'EAU

La commune dispose d'une ressource suffisante en eau potable pour assurer l'approvisionnement de sa population future jusqu'en 2020.
Un schéma directeur d'approvisionnement en eau potable est en cours de réalisation et des réflexions sont menées afin de trouver de nouvelles ressources pour sécuriser l'approvisionnement.

Les résultats des études ne sont pas connues à ce jour.



3.6 JUSTIFICATION DU POINT DE VUE DE LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

Afin de préserver les terres agricoles, elles sont classés en zone «A» et «An».

Les forêts sont classées en «N».
Certaines haies d'intérêt sont protégées par l'article L151-19 du CU et environ 138 hectares de boisements sont classés en Espaces Boisés Classés (EBC) afin d'en assurer la protection.

Les coupures vertes entre les villages sont maintenues pour éviter une urbanisation en continuité.

La part des terrains classés en agricole ou naturel a augmenté dans le PLU. On passe ainsi d'un total de 1 125,6 hectares de zones classées naturelles et agricoles dans le POS à 1 152 dans le PLU (soit environ 27 hectares supplémentaires).

Seules deux zones d'extension sont prévues au chef-lieu (environ 4,2 hectares). Leur ouverture à l'urbanisation est conditionnée à la sécurisation de l'approvisionnement en eau potable de la commune.
Le reste de l'urbanisation se fera uniquement par densification des «dents creuses».

26,3 hectares de zones constructibles ont été retirés par rapport au POS et la surface moyenne des terrains à bâtir par logement passe de 1.000 m² à 700 m² pour l'habitat individuel et 350 m² par logement intermédiaire.

Les zones présentant un risque fort ou moyen identifiées dans la carte d'aléas et l'aléa Inondations par le Rhône ont été rendues aux espaces agricoles ou naturels afin d'éviter leur investissement par une urbanisation nécessitant des aménagements lourds incompatibles avec la préservation des paysages.

Les terres agricoles et forestières sont donc préservées.

Le PLU protège les trames vertes et bleues par un classement général en "A" ou "N". Elles sont repérés par une trame dans le règlement graphique du PLU. Tout ces espaces sont inconstructibles.



3.7

EXPLICATIONS DES PRINCIPAUX CHANGEMENTS DE ZONAGE DANS LES ZONES URBAINES

■ 1- LES ZONES URBAINES

● 1-1- La zone UA

La zone UA du PLU correspond aux secteurs d'urbanisation traditionnelle des noyaux urbains les plus anciens où les équipements publics existants ou en cours de réalisation ont une capacité suffisante pour desservir les constructions nouvelles.

La zone comprend également les sous-secteurs exposés à des risques naturels indicés :
- RC liés à des risques moyens ou forts de crue rapide des rivières
- Bc1 liés à des risques faibles de crue rapide des rivières,
- Bv liés à des risques faibles de ravinement ou ruissellement sur versant

Le POS comptait aussi des zones UA qui correspondaient : "aux parties agglomérées les plus denses de la commune dans lesquelles les capacités des équipements permettent la réalisation de constructions nouvelles avec une densité proche des constructions traditionnelles."
Elle comprenait un secteur UAri où existent des risques faibles d'inondation.

Le zonage dans le PLU n'est pas le même que dans le POS car il intègre une notion patrimoniale. Le centre de Barens est ainsi classé en zone UA dans le PLU contrairement au POS.

● 1-2- La zone UB

La zone UB du PLU correspond à des secteurs d'habitat collectif ou individuel groupé dense où les équipements publics existants ou en cours de réalisation ont une capacité suffisante pour desservir les constructions nouvelles.

La zone comprend également les sous-secteurs exposés à des risques naturels indicés :
- Bi1 liés à des risques faibles d'inondation.

Dans le POS, la zone UB correspondait : " à l'extension de l'urbanisation sur des terrains pour lesquels la capacité des équipements permet la réalisation de constructions à caractère résidentiel (d'habitations individuelles isolées, jumelées ou groupées, faisant partie ou non d'un lotissement) avec toutefois la possibilité d'admettre des activités non nuisantes".
Elle comprenait un secteur UBri correspondant à une zone submersible.



Le PLU affine le zonage en distinguant les secteurs d'habitats collectifs ou individuel groupé dense (zone UB) et les secteurs d'habitat individuel isolé ou groupé dense (zone UC).
La distinction entre ces zones est devenu nécessaire avec le développement de la commune.

● 1-3- La zone UC

Inexistante dans le POS, elle correspond à dominante d'habitat individuel isolé ou groupé dense où les équipements publics existants ou en cours de réalisation ont une capacité suffisante pour desservir les constructions nouvelles.

La zone comprend également les sous-secteurs exposés à des risques naturels indicés :
- Bc1 liés à des risques faibles de crue rapide des rivières,
- Bi1 liés à des risques faibles d'inondation.
- Bi2 liés à des risques modérés d'inondation.

● 1-4- La zone Uca

Inexistante dans le POS, cette zone a été créée pour répondre aux besoins spécifiques de l'hébergement de plein air puisqu'elle correspond à un secteur d'hébergement de plein air où les équipements publics existants ou en cours de réalisation ont une capacité suffisante pour desservir les constructions nouvelles.

La zone comprend également les sous-secteurs exposés à des risques naturels indicés :
- Bi1 liés à des risques faibles d'inondation.

● 1-5- Les secteurs d'activités économique

Dans le PLU, la zone UE est destinée à l'accueil d'activités de type artisanales, ainsi qu'aux activités commerciales qui s'y rattachent, ainsi qu'aux activités industrielles et aux activités de services. Les équipements publics existants ou en cours de réalisation ont une capacité suffisante pour desservir les constructions nouvelles.

La zone comprend également les sous-secteurs exposés à des risques naturels indicés :
- Bi2 liés à des risques modérés d'inondation.

Dans le POS, cette zone existait sous l'appellation UI. Il s'agissait d'une zone équipée, réservée aux activités économiques.

Le périmètre de cette zone est quasiment similaire dans les deux documents, il s'agit principalement de la zone d'activités située aux Serpollières et aux Sambètes. Le PLU ajoute dans ce classement un petit secteur dans le hameau du Port.



● 1-5- La zone Uep

Inexistante dans le POS, la zone Uep est destinée à recevoir des équipements publics ou d'intérêt collectif.

La création de cette zone trouve sa justification dans le développement d'un véritable pôle administratif et sportif autour de la mairie ces dernières années.
La zone Uep va permettre de renforcer ce secteur et de continuer de concentrer les équipements publics sur un seul et même secteur.

■ 2- LES ZONES À URBAINISER

● 2-1- La zone 2AUe

Inexistante dans le POS, la zone 2AUe du PLU est destinée à l'accueil d'activités de type artisanales, ainsi qu'aux surfaces commerciales qui s'y rattachent directement, ainsi qu'aux activités industrielles. L'urbanisation future, à court ou moyen terme, sera conduite sous forme d'un quartier nouveau aménagé de façon cohérente.

Les voies publiques et les réseaux d'eau, d'électricité, d'assainissement existant à la périphérie immédiate ont une capacité suffisante pour desservir les constructions à implanter dans l'ensemble de cette zone. Les orientations d'aménagement et de programmation (pièce 3) et le règlement définissent les conditions d'aménagement et d'équipement de la zone.

Elle correspond au développement de la zone d'activité des Serpollières sur le secteur des Sambètes.

● 2-2- Les autres zones à urbaniser

Le PLU réduisant énormément les futures zones à urbaniser, il ne compte plus que deux zones 2AU dont l'urbanisation est conditionnée à une modification du PLU. Ces deux secteurs sont destinés à recevoir de l'habitat.
Leur classement en zone 2AU est lié aux incertitudes concernant l'approvisionnement en eau potable de la commune.
Un schéma directeur d'alimentation en eau potable est en cours de réalisation.

Le POS comptait plusieurs zones NA, de type différent :
- le secteur NA non constructible actuellement (à COS nul) mais qui pouvait être urbanisé à l'occasion soit d'une modification du POS, soit de la création d'une ZAC ;
- les secteurs NA indicés (à COS alternatif) qui pouvaient être urbanisés à l'occasion de la réalisation d'aménagement ou de constructions compatibles avec un aménagement cohérent de la zone tel qu'il était défini par le règlement ;
- les secteurs NA indicés comprenant les secteurs NAa, à vocation principale d'habitation.



3.8

EXPOSÉ DES MOTIFS SUR L'ORIENTATION D'AMÉNAGEMENT ET DE PROGRAMMATION

Le PLU compte 7 OAP dont une sur la totalité de la commune.
Ces OAP répondent toutes à un projet communal spécifique : 5 correspondent à des projets liés à l'habitat, 1 correspond au développement de la zone économique et enfin la dernière est liée à une protection environnementale.

OAP	Nom de la zone	Zonage PLU	Superficie	Nombre de logements minimum	Densité lgts/ha
1	«Les Vignes»	2AU	35 000	140	40
2	«La Girine»	UC	7 000	20	30
3	Place de Passieu	UA	1 700	5	30
4	Coeur de village	UC	1 700	6	35
5	«Paradis»	2AU	6 700	15	22
Total OAP «habitat»			52 100	186	36
6	Les Sambètes 2	2AUe	76 000	0	-

■ 1- OAP N°1 : SECTEUR "LES VIGNES"

Cette zone est le secteur à urbaniser le plus grand de la commune.
Il présente une localisation privilégiée dans l'armature urbaine, en face du pôle des équipements publics (Ouest de la zone) et à proximité des commerces (Nord de la zone).
Afin d'optimiser ce secteur à enjeu, la densité demandée est la plus forte des zones à OAP (40 logements à l'hectare).
Les cheminements piétons devront irriguer le secteur et permettre les liaisons avec les quartiers environnants.
Au regard de l'importance du programme prévu dans ce secteur, la collectivité souhaite phaser la mise en oeuvre afin d'échelonner l'opération sur 4 à 6 ans.

1 : logements personnes âgés
2 : logements collectifs
3 : logements intermédiaires et/ou individuels groupés

//Secteur présentant un risque faible d'inondation



Programme de construction :

Il y est prévu la réalisation de 140 logements minimum . Au moins 35% du programme global sera affecté à des logements sociaux (en accession et en location) dont un minimum de 25% pour chacune des phases de réalisation 2 et 3 (application de l'article L151-15 du CU).

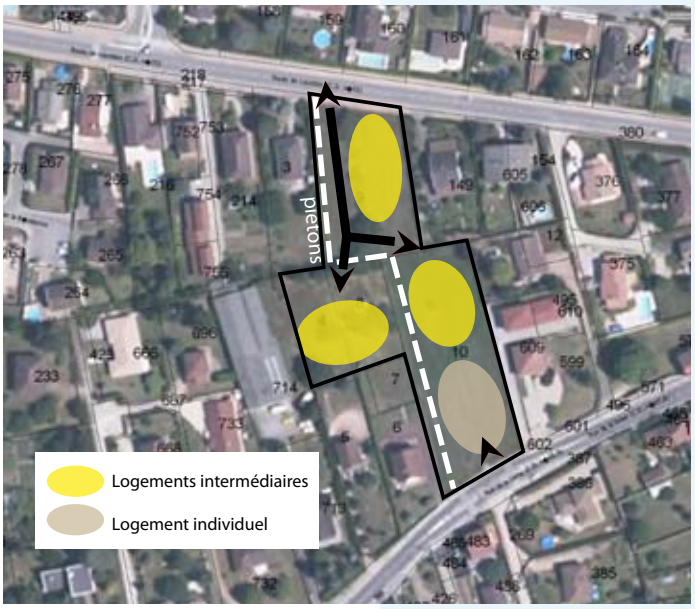
Adaptation du projet par rapport aux enjeux environnementaux

L'OAP n°1 intègre les différents enjeux environnementaux du secteur : il prévoit la préservation de la zone Est, identifiée comme zone humide et zone inondable. Ce secteur est donc valorisé comme espace vert de « liaison » entre le secteur des Vignes et le vieux village. Le cône de vue sur le village sera également préservé depuis ce secteur.

Schéma de principe d'organisation du secteur



■ 2- OAP N°2 : SECTEUR "LA GIRINE"



Ce secteur présente une localisation en coeur d'agglomération, à proximité des commerces (Est de la zone).
L'ouverture à l'urbanisation de la zone ne sera possible qu'après agrandissement de la STEP (R151-13 2° du CU).

Programme de construction :

Il y est prévu la réalisation de 20 logements minimum dont au moins 25% de logements sociaux (en accession et en location) (application de l'article L151-15 du CU):
- 13 logements sur les références cadastrales AR 4-8-10
- 7 logements sur la référence cadastrale AR 9

Schéma de principe d'organisation du secteur



Schéma de principe d'organisation du secteur

■ 3- OAP N°3 : SECTEUR "PLACE DE PASSIEU"

Cet emplacement absolument stratégique, sur le carrefour le plus fréquenté de la commune au coeur des équipements commerciaux et de service, est actuellement occupé par un café et un logement. Le bâtiment assez vétuste a besoin d'être restructuré.
La commune a exprimé son souhait de réaliser une maison de santé regroupant différents professionnels.

L'ouverture à l'urbanisation de la zone ne sera possible qu'après agrandissement de la STEP (R151-13 2° du CU).

Programme de construction :

Il y est prévu la réalisation de 5 logements minimum et d'une maison de santé.



■ 4- OAP N°4 : SECTEUR "COEUR DE VILLAGE"



Ce secteur correspond à une «dent creuse» du coeur de village, située à proximité immédiate des commerces (Est et Sud de la zone).

L'ouverture à l'urbanisation de la zone ne sera possible qu'après agrandissement de la STEP (R151-13 2° du CU).

Programme de construction :

Il y est prévu la réalisation de 6 logements minimum.

Schéma de principe d'organisation du secteur

■ 5- OAP N°5 : SECTEUR "PARADIS"

Ce secteur correspond à une «dent creuse» en porte d'entrée nord du village, sur un axe secondaire.

Programme de construction :

Il y est prévu la réalisation de 15 logements minimum dont 5 logements sociaux locatifs et en accession (application de l'article L151-15 du CU).

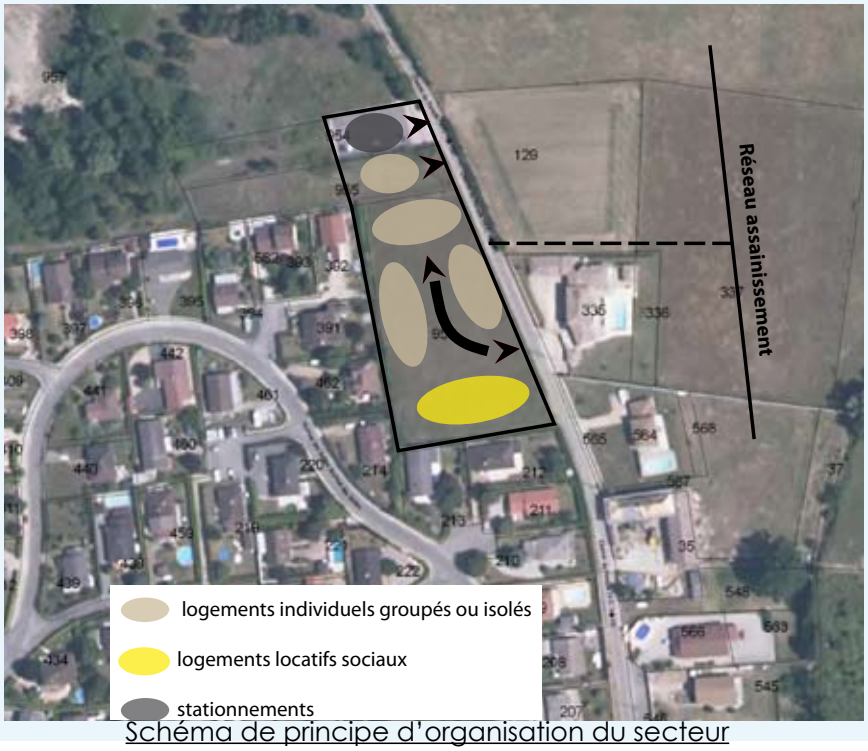


Schéma de principe d'organisation du secteur



■ 6- OAP N°6 : SECTEUR "LES SAMBÈTES 2"

Ce secteur constitue une extension de la zone d'activités des Sambètes 1.

Programme de construction :

Constructions à usage économique sans logement de fonction ni de local de gardiennage.



Schéma de principe d'organisation du secteur

Adaptation du projet par rapport aux enjeux environnementaux

Le projet de PLU limite la zone urbanisable, permettant de conserver un arbre remarquable et de préserver les pelouses sèches au nord. Ces habitats au droit de la zone urbanisable sont par ailleurs identifiés dans l'OAP de ce secteur, avec pour objectif leur intégration dans le cadre du futur aménagement de ce secteur.

■ 7- OAP N°7 : TRAME VERTE ET BLEUE - HAIE REMARQUABLES À PRÉSERVER

Le diagnostic environnemental a mis en évidence le rôle important des haies. Ces haies contribuent à la maîtrise de la gestion des eaux de ruissellement, participent à la qualité paysagère des sites, constituent des habitats indispensables à une faune diversifiée (lieux de vie, de refuge et de reproduction), jouent un rôle de production de bois.

Les haies identifiées sur les documents graphiques ci-dessous doivent être préservées. Leur suppression totale est interdite. Toutefois, les coupes d'entretien ou la création d'ouverture pour permettre les accès agricoles sont autorisées.



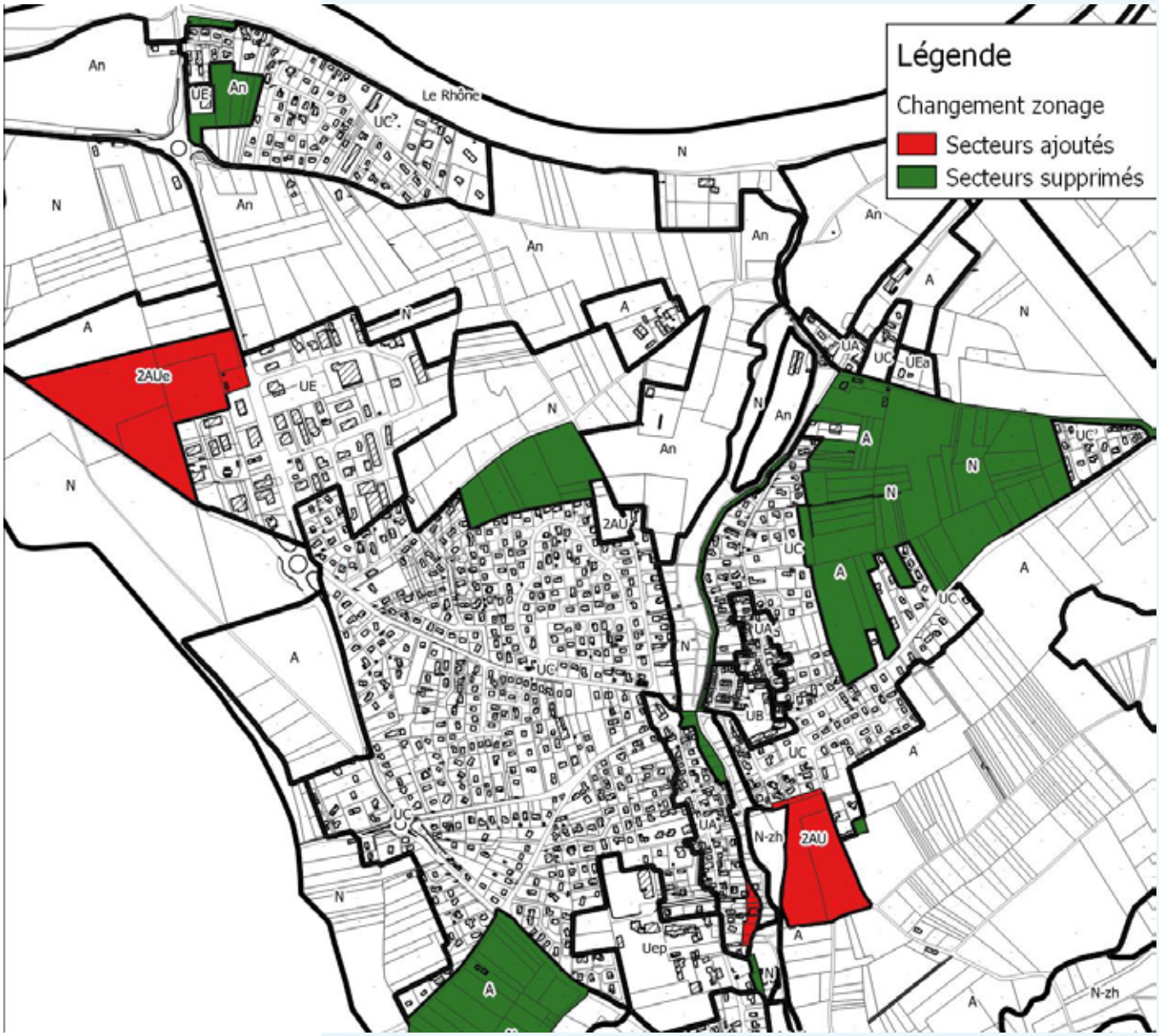




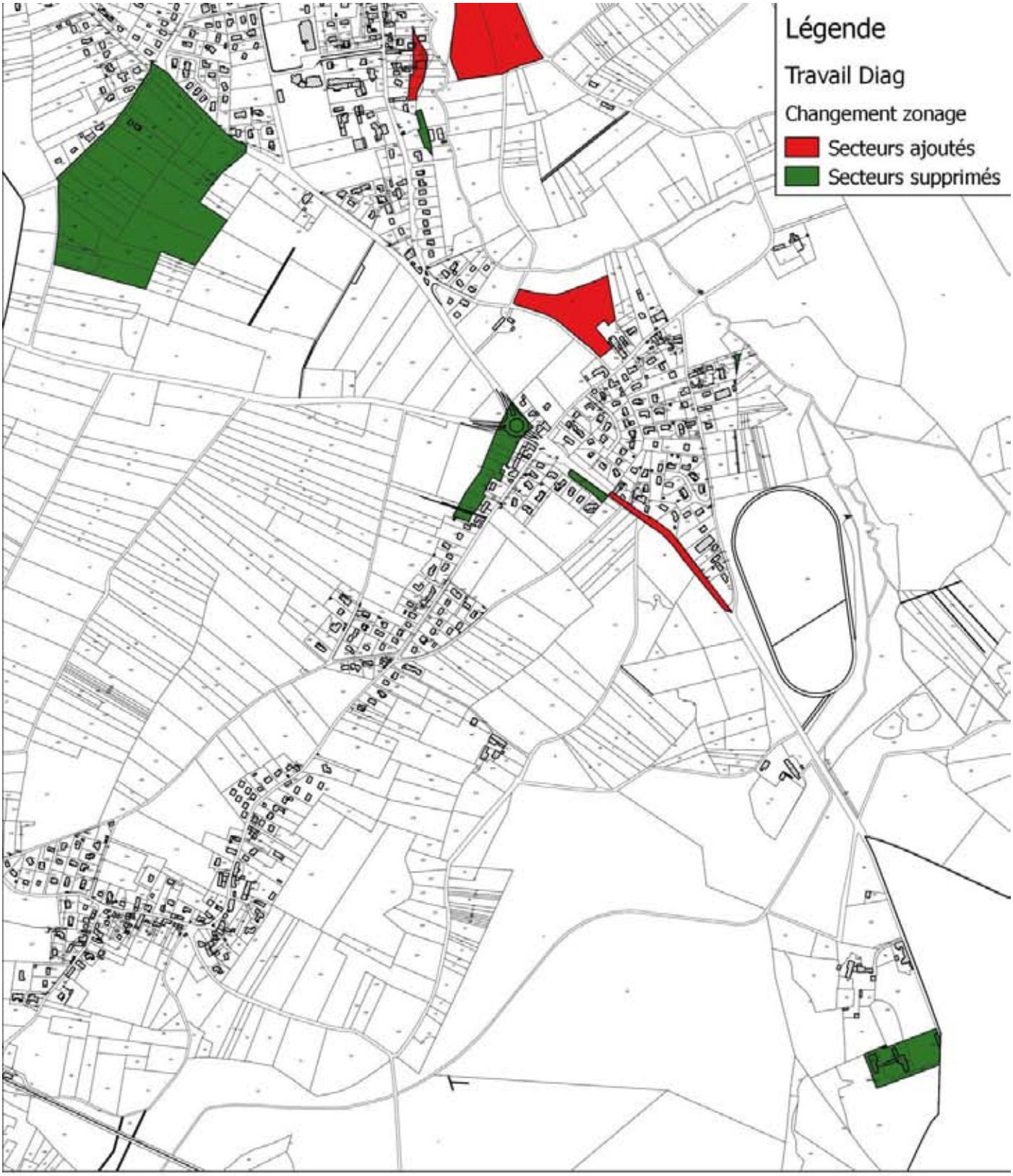
3.9

JUSTIFICATION DES CHANGEMENTS DE ZONAGE

Le POS de 2000 était généreux en zones constructibles. Le nouveau PLU tend à une gestion plus économe de l'espace aussi supprime-t-il un grand nombre de ces zones.



Zones retirées et ajoutées dans le PLU 2016 par rapport au POS de 2000
Nord de la commune



Zones retirées et ajoutées dans le PLU 2016 par rapport au POS de 2000
Sud de la commune

■ 1- LES ZONES RETIRÉES DU SECTEUR CONSTRUCTIBLE DANS LE PLU 2016

● 1-1- Secteurs retirés car ils ne correspondent pas à l'objectif de densification des villages à l'intérieur des enveloppes urbaines actuelles.

Lieu-dit	N° de la zone	Changement de zonage POS 2000 → PLU 2016	Surface approximative
Chef-lieu	1	NA →N	39 300
	2	NA →N+A	109 100
	3	UB →A	800
	4	NA →A	213 700
Chazieu	5	UB →N+A	11 000
Le Jonchay	6	UI →A	11 200

● 1-2- Secteurs retirés car localisés en zone inconstructible de la carte d'aléa (aléa moyen ou fort).

Lieu-dit	N° de la zone	Changement de zonage POS 2000 → PLU 2016	Surface approximative
Le Port	1	UB →N	1 600
	2	UB →An	13 800
Chef-lieu	3	UA+UB →N	5 300
	4	UB →N	1 300
	5	UA →N	3 900
Chazieu	6	UB →N	200
	7	UB →An	1 500

■ 2- LES ZONES AJOUTÉES AU SECTEUR CONSTRUCTIBLE DANS LE PLU 2016

● 2-1- Secteurs ajoutés pour régulariser des situations (intégration de bâtiments existants à la zone urbaine)

Un seul secteur est concerné au chef-lieu. Il s'agit de l'ajout d'une zone de 3 100 m² environ. Elle passe d'un zonage en NC dans le POS à un zonage en UA dans le PLU.



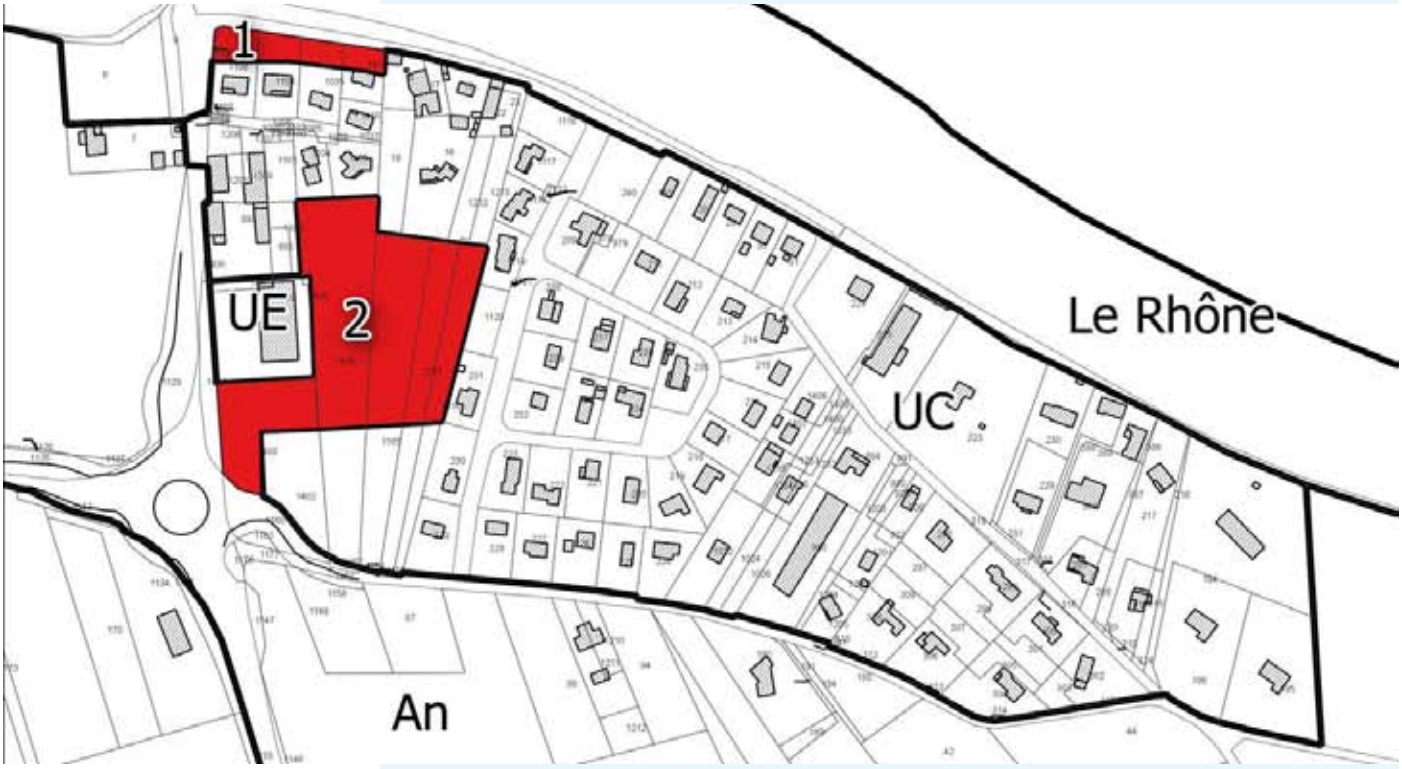
● 2-2- Secteurs ajoutés pour permettre une extension urbaine

Lieu-dit	N° de la zone	Changement de zonage POS 2004 → PLU 2015	Surface approximative
Les Sambètes	1	NC → 2AUe	76 000
Chef-lieu	2	NC →2AU	36 500

● 2-3- Secteurs ajoutés pour d'autres raisons

1 secteur a été ajouté afin de permettre l'intégration de la route à la zone urbaine : une zone de 4 600 m² environ a ainsi été ajoutée à Chazieu (Changement de zonage de NC à UB.

A Chazieu, le camping a été classé en Uca. Il était classé en NC dans le POS (ajout de 15 700 m² à la zone U).



ZONES RETIRÉES DU SECTEUR CONSTRUCTIBLE DANS LE PLU 2016

Secteurs retirés car ils ne correspondent pas à l'objectif de densification des villages à l'intérieur des enveloppes urbaines actuelles.

Secteurs retirés car localisés en zone inconstructible de la carte d'aléa (aléa moyen ou fort).

ZONES AJOUTÉES AU SECTEUR CONSTRUCTIBLE DANS LE PLU 2016

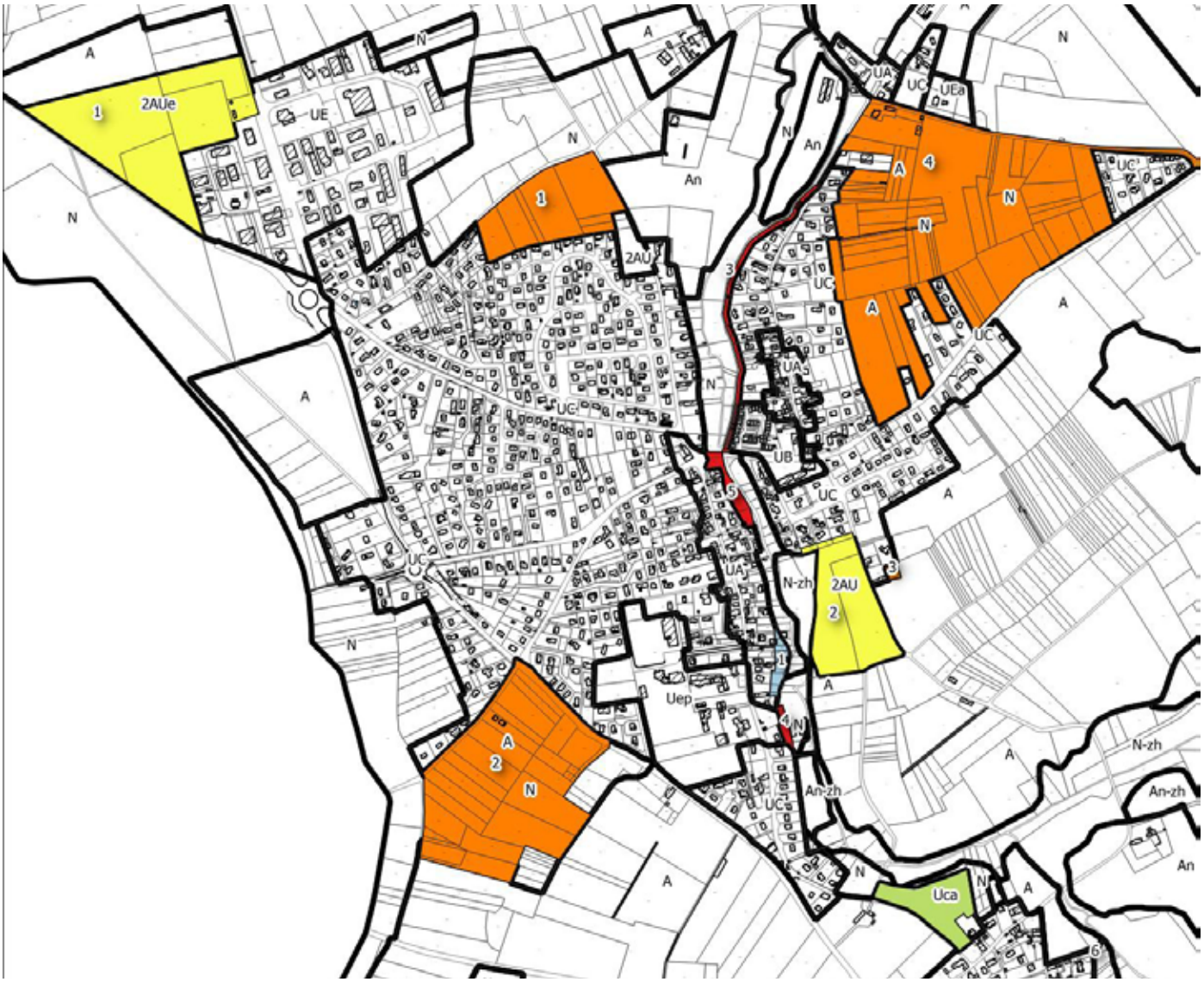
Pour régulariser des situations (intégration de bâtiments existants à la zone urbaine)

Pour permettre une extension urbaine

Pour permettre l'intégration de la route à la zone urbaine

Pour intégrer le camping à la zone urbaine





ZONES RETIRÉES DU SECTEUR CONSTRUCTIBLE DANS LE PLU 2016

Secteurs retirés car ils ne correspondent pas à l'objectif de densification des villages à l'intérieur des enveloppes urbaines actuelles.

Secteurs retirés car localisés en zone inconstructible de la carte d'aléa (aléa moyen ou fort).

ZONES AJOUTÉES AU SECTEUR CONSTRUCTIBLE DANS LE PLU 2016

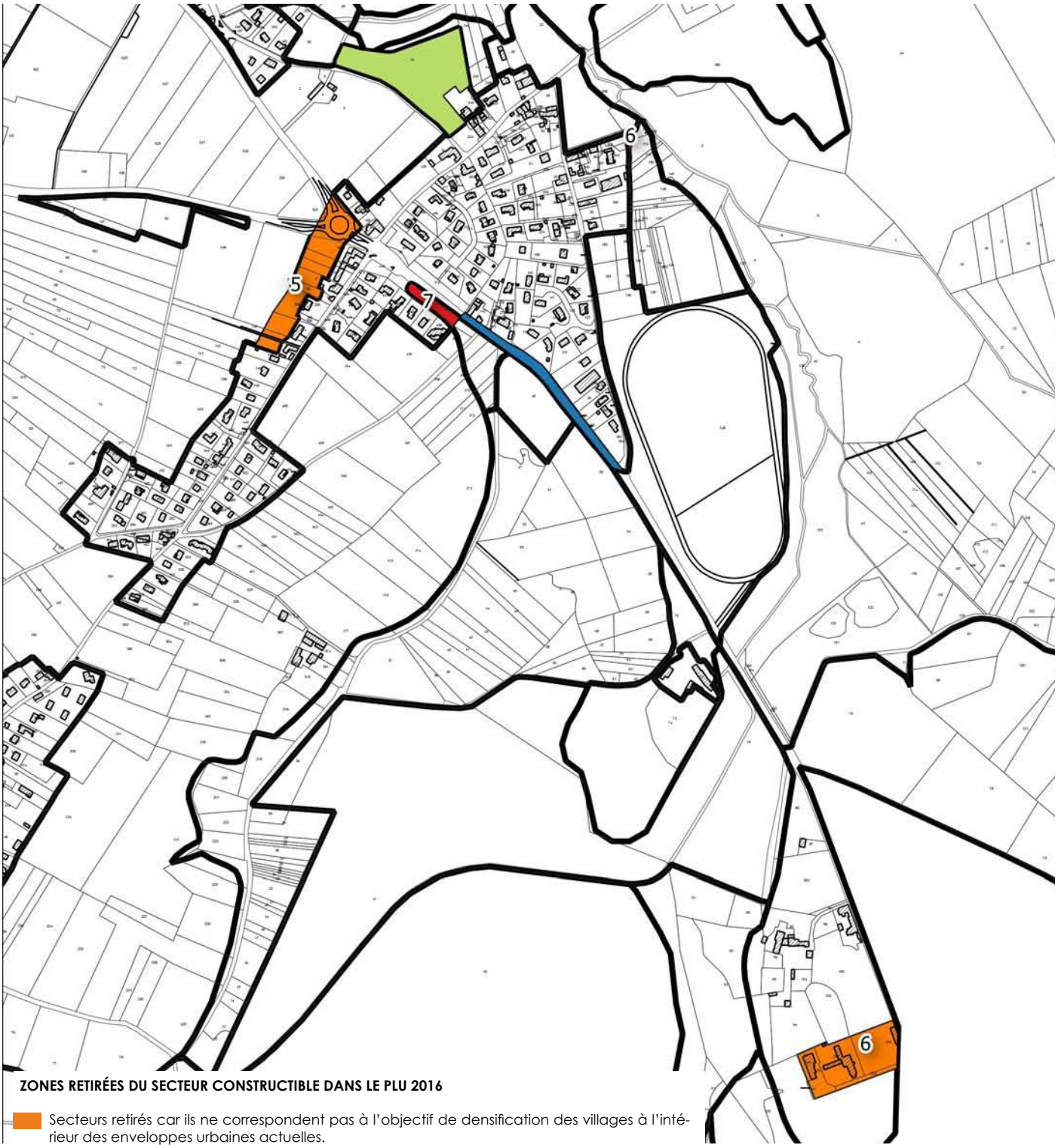
Pour régulariser des situations (intégration de bâtiments existants à la zone urbaine)

Pour permettre une extension urbaine

Pour permettre l'intégration de la route à la zone urbaine

Pour intégrer le camping à la zone urbaine





ZONES RETIRÉES DU SECTEUR CONSTRUCTIBLE DANS LE PLU 2016

Secteurs retirés car ils ne correspondent pas à l'objectif de densification des villages à l'intérieur des enveloppes urbaines actuelles.

Secteurs retirés car localisés en zone inconstructible de la carte d'aléa (aléa moyen ou fort).

ZONES AJOUTÉES AU SECTEUR CONSTRUCTIBLE DANS LE PLU 2016

Pour régulariser des situations (intégration de bâtiments existants à la zone urbaine)

Pour permettre une extension urbaine

Pour permettre l'intégration de la route à la zone urbaine

Pour intégrer le camping à la zone urbaine



■ 3- RÉCAPITULATIF DES ZONES

Localisation	Superficie des zones ajoutées (m²)	Superficie des zones retirées (m²)
Le Port	0	15 400
Les Sambettes	76 000	0
Chef-lieu	41 100	373 300
Chazieu	19 600	12 700
Barens	0	0
Le Jonchay	0	11 200
Total	**136 700**	**412 600**

Le bilan du PLU révisé se solde par le retrait de 27,5 hectares de zone urbaine.

Le PLU diminue les surfaces offertes à l'urbanisation et donc s'adapte mieux aux objectifs de la commune tout en respectant les principes du Grenelle de l'Environnement.

Sur les 13,7 hectares ajoutés, 2,4 correspondent à une régularisation du POS de 2000 (ajout de zones pour réintégrer du bâti à la poche urbaine, ajout de routes, intégration du camping à la zone urbaine...).

Surface en hectare POS		Surface en hectare PLU	
Zone ND	381,5	Zone N	436,6
Zone NC	743,9	Zone A	716,6
Sous total	1 125,4	Sous total	1 153,2
Zone UA	20,6		
Zone UB	136,4	Zone UA	11,2
Zone UI	19,8	Zone UB	1,9
		Zone UC	139
Zone NA	43,8	Zone UE	1,7
		Zone Uep	19,2
		Zone Uca	8
		Zone 2AUe	7,6
		Zone 2AU	4,2
Sous total	220,6	Sous total	192,8
Total commune	1 346	Total commune	1 346



■ 4- OBJECTIFS CHIFFRÉS DE LA MODÉRATION DE LA CONSOMMATION DE L'ESPACE ET DE LUTTE CONTRE L'ÉTALEMENT URBAIN

● 4-1- Réduction des capacités d'urbanisation du nouveau document d'urbanisme

Localisation	Capacité d'urbanisation du PLU						
	Zone U		Zone 2AU	Zone Uep	Zone UE	Zone 2AUe	Total
	Parcelle	DP*					
Le Port	2 300	2 600					4 900
Serpollières					11 400	76 000	87 400
Chef-lieu	52 400	12 600	41 700	25 100			131 800
Le Moulin du Peillard		1 000					1 000
Chazieu	3 500	6 400					9 900
Barens	10 300	1 400					11 700
Total	68 500	24 000	41 700	25 100	11 400	76 000	
Sous total habitat	134 200						
Sous total économique					87 400		
Total général	246 700						

Le POS présentait une capacité résiduelle d'une cinquantaine d'hectares pour l'habitat. Le PLU réduit cette capacité à 13,4 hectares soit le retrait d'environ 36,6 hectares.

Potentiel des terrains non bâtis de la zone U (dents creuses)	Potentiel des divisions parcellaires	Potentiel des bâtiments mutables	Potentiel en extension urbaine (zone 2AU)
Surface théorique totale d'urbanisation dans les dents creuses des zones U : 68.500 m² Surface d'urbanisation retenue à échéance 10 ans, compte-tenu de la rétention. Estimation du taux d'utilisation du potentiel théorique : 40 à 60 % **27 à 41.000 m²**	Surface théorique totale d'urbanisation dans les divisions parcellaires : 24.000 m² Surface d'urbanisation retenue à échéance 10 ans, compte-tenu de la rétention . Estimation du taux d'utilisation du potentiel théorique : 20 à 30 % **5 à 7.000 m²**	Nombre total de constructions mutables : 20 unités Potentiel de logement : 55 unités Estimation du taux d'utilisation du potentiel théorique : 20 à 30 %	Surface d'urbanisation à court terme dans la zone 2AU. Secteur les Vignes et Paradis Taux d'utilisation du potentiel = 100 % **41.700 m²**
Potentiel d'urbanisation mobilisable à court terme 74.0**00 à 90.000 m² (7,4 à 9 ha)**			
Correspondance en nombre de logements			
35 à 50 logements	**20 à 30 logements**	**10 à 15 logements**	**140-160 logements**

CAPACITE TOTALE DU PLU A ECHEANCE 10 ANS :
205/255 LOGEMENTS SOIT 20 à 25 LOGEMENTS/AN



● 4-2- Imposer dans la zone à urbaniser «des Vignes» une densité plus forte que celle que l'on a connu ces dernières décennies dans les lotissements «standards».

Le PLU vise à augmenter la densité dans la zone 2AU «des Vignes» avec une densité minimale de 40 logements à l'hectare.

● 4-3- Gérer la typologie d'habitat et la consommation de terrain par logement

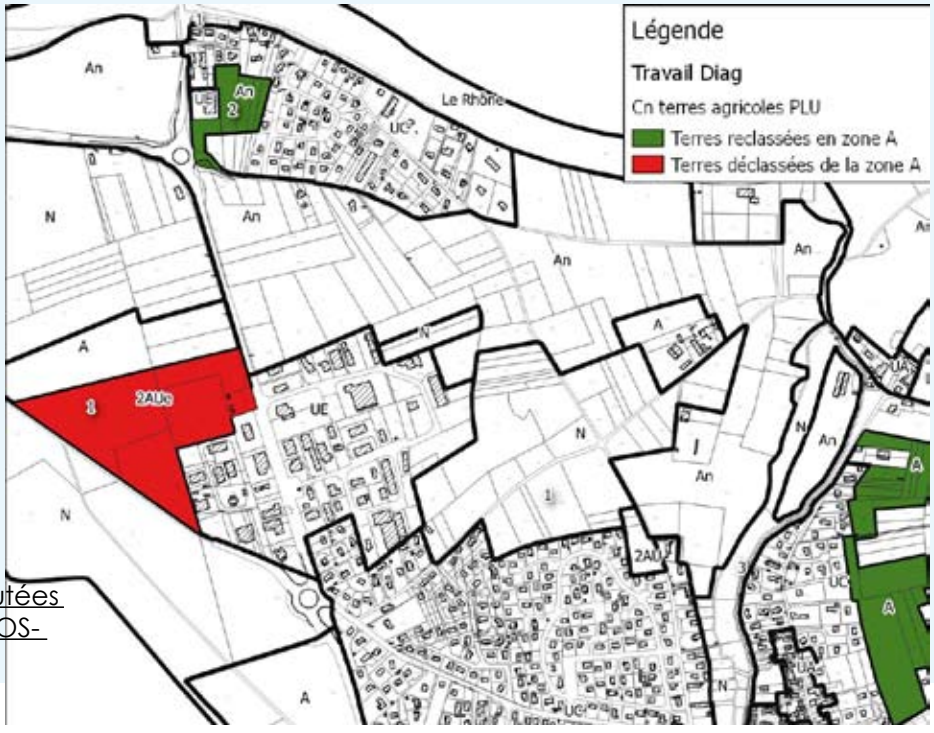
Le PLU prévoit la diminution de moitié de la part des maisons individuelles «pures» dans le programme global de construction.
- Part actuelle des maisons individuelles «pures» : 80%
→ Objectif du PLU : 40%

Il prévoit aussi la réduction de la surface moyenne de terrains à bâtir par logement.
- Consommation actuelle moyenne par logement individuel : 900 m²
→ Objectif du PLU = 700 m² par logement.

■ 5- BILAN DE LA CONSOMMATION D'ESPACE AGRICOLE

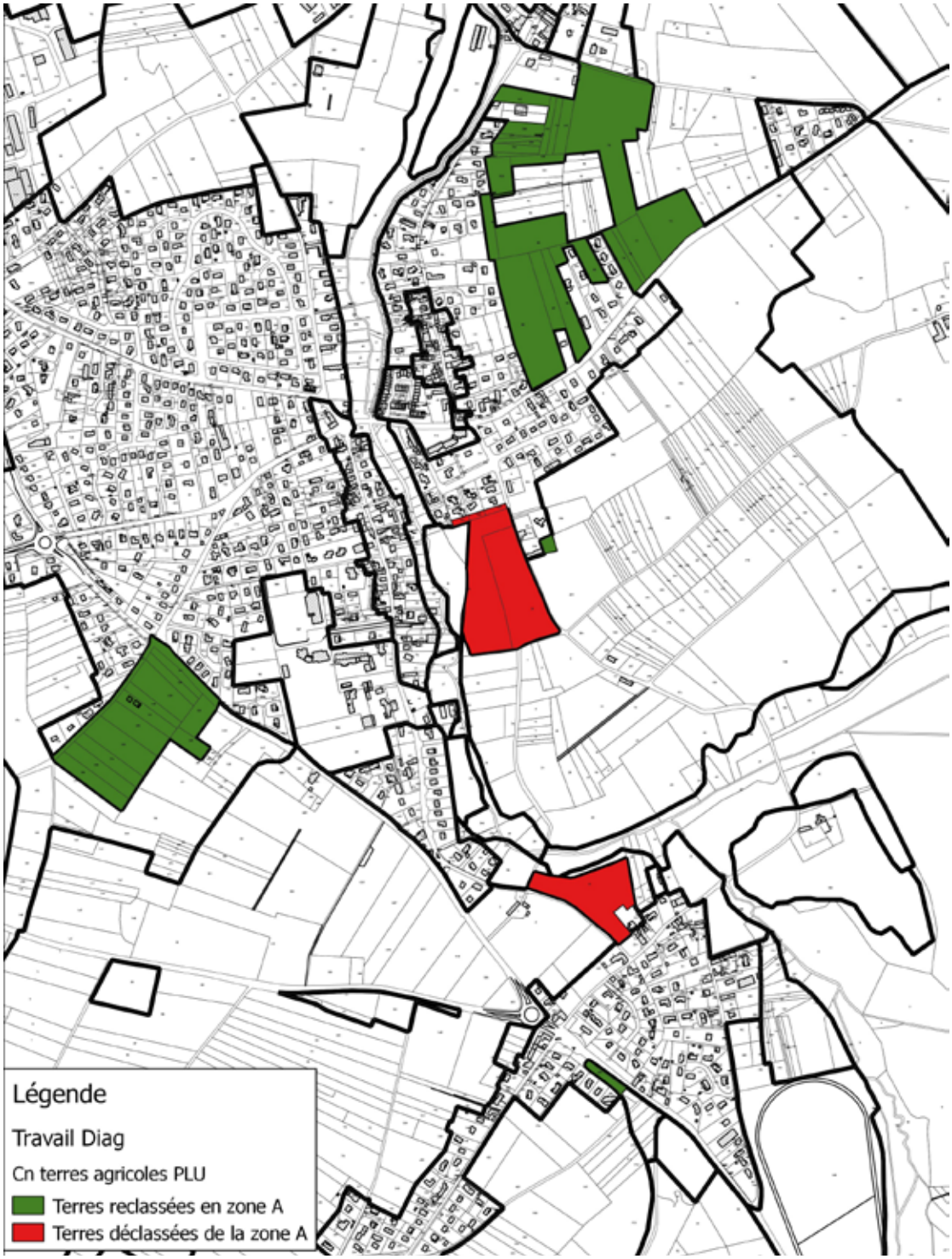
Plus de 18 hectares de zones agricoles du POS ont été reclassés en zone U dans le PLU.

Cependant, le PLU affiche moins de zones agricoles que le POS. Cela s'explique par le fait que le PLU a déclassé un nombre important de terrains pour les passer en zone naturelle (N). Ces changement ont été réalisés afin de faire correspondre au mieux le document d'urbanisme à la réalité du terrain des zones de forêts ayant été classées comme agricole dans le POS.



Zones agricoles retirées et ajoutées dans le PLU par rapport au POS- Nord de la commune





Zones agricoles retirées et ajoutées dans le PLU par rapport au POS-
Sud de la commune

■ 6 - PROTECTION DES ESPACES AGRICOLES DE QUALITÉ

Le PLU classe une grande partie de l'espace agricole en An afin de le préserver de toute construction nouvelle pour des raisons agronomiques, paysagères, naturalistes ou en raison de forts risques naturels.

Afin de ne pas bloquer l'installation de nouveaux projets, la commune analysera les demandes des agriculteurs au cas par cas et lancera une procédure de modification du PLU si nécessaire.

■ 7 - PROTECTION DES ESPACES BOISÉS DE QUALITÉ

Environ 138 hectares de boisements sont classés en Espaces Boisés Classés (EBC) afin d'en assurer la protection.
Une distance d'environ 2 mètres a été exclue de la zone de protection le long des voies et des cours d'eau afin de permettre leur entretien.

■ 8- PRISE EN COMPTE DES RISQUES NATURELS DANS LE PLU

La commune est couverte par une carte d'aléa depuis octobre 2013 et par une cartographie "Inondation par le Rhône" (2014).

Le règlement graphique prend en compte le zonage de ces deux documents : toutes les zones classées en aléa fort ou moyen sont inconstructibles dans le PLU.

Afin de permettre une meilleure lisibilité, le règlement graphique du PLU est constitué de 3 types de plans : le plan de zonage «classique» du PLU, un plan de zonage du PLU avec la carte d'aléa et un dernier avec le report de l'aléa inondation du Rhône.

Deux cartes distinctes pour l'aléa Rhône et la carte d'aléas sont proposées afin de permettre une meilleure lecture des risques surtout dans les secteurs exposés à différents risques (exemple : autour du Girondan au niveau du Moulin du Peillard).

Le règlement écrit renvoie au règlement de la carte d'aléa pour chaque zone.
Il correspond au guide méthodologique "Prise en compte des risques naturels dans les documents d'urbanisme" édité par la DDT de l'Isère.



■ 9- JUSTIFICATION DE L'APPLICATION DE L'ARTICLE L151-15 DU CODE DE L' URBANISME

Rappel de l'articleL151-15 du CU :

" *Le règlement peut délimiter, dans les zones urbaines ou à urbaniser, des secteurs dans lesquels, en cas de réalisation d'un programme de logements, un pourcentage de ce programme est affecté à des catégories de logements qu'il définit dans le respect des objectifs de mixité sociale.*"

Le PADD du PLU affiche la volonté de la commune d'assurer la mixité sociale. Afin de la garantir, des secteurs ont été identifiés au titre de l'article L151-15 du code de l'urbanisme (secteur "les Vignes", "La Girine", "Paradis").

Ces secteurs font l'objet d'Orientation d'Aménagement et de Programmation et sont repérés sur le règlement graphique.

■ 10- JUSTIFICATION DE L'APPLICATION DE L'ARTICLE R151-31 2° DU CODE DE L' URBANISME

Rappel de l'article R151-31 du CU :

" *Dans les zones U, AU, A et N, les documents graphiques du règlement font apparaître, s'il y a lieu :*
1° Les espaces boisés classés définis à l'article L. 113-1 ;
2° Les secteurs où les nécessités du fonctionnement des services publics, de l'hygiène, de la protection contre les nuisances et de la préservation des ressources naturelles ou l'existence de risques naturels, de risques miniers ou de risques technologiques justifient que soient interdites les constructions et installations de toute nature, permanentes ou non, les plantations, dépôts, affouillements, forages et exhaussements des sols."

En raison de la charge de la STEP, le syndicat mixte d'assainissement du Girondan autorise le raccordement d'environ 64 logements pour la commune de Saint Romain de Jalionas.

Afin d'adapter le programme de logements envisagés par le PLU aux équipements d'assainissement existants, l'urbanisation des secteurs des OAP 2 à 4 (secteurs de la Girine, coeur de village et Place de Passieu) ne sera possible qu'une fois l'extension de la station d'épuration réalisée.



4ÈME PARTIE - INCIDENCE DU PLU SUR L'ENVIRONNEMENT

Source : Evaluation environnementale du PLU - SETIS - 2016



4.1

INCIDENCE DE LA MISE EN OEUVRE DU PLU SUR LE MILIEU PHYSIQUE

■ 1- SOLS

Le projet de PLU contribue à réduire l'expansion de l'imperméabilisation en diminuant significativement les surfaces urbanisables.
Ces dernières passent ainsi d'une cinquantaine d'hectares à 13,4 ha entre le POS actuel et le projet de PLU, soit une diminution d'environ 36.6 ha des surfaces destinées à l'urbanisation. Ces 36,6 ha seront classés en espaces naturels et/ou agricoles.
Les objectifs de densification portés par la commune contribuent à limiter l'expansion de l'imperméabilisation des sols.

Le projet de PLU prévoit la pérennisation des activités de carrières existantes sur la commune dans leur périmètre actuel d'intervention, ainsi que l'accompagnement de leur remise en état. Aucune nouvelle surface ne sera mise en exploitation en dehors des périmètres d'activité existants, ce qui implique l'absence d'incidence supplémentaire sur les sols en place. Le réaménagement progressif des secteurs exploités contribue par ailleurs à limiter l'érosion des sols.
Les orientations portées par la commune ont une incidence positive sur les sols.

■ 2- RESSOURCE EN EAU

Le projet de PLU prévoit l'infiltration des eaux pluviales des nouvelles surfaces imperméabilisées au moyen de puits d'infiltration. Il conviendra de mettre en œuvre les bonnes pratiques de réalisation des ouvrages afin que ces derniers ne constituent pas des vecteurs de transfert préférentiels de pollution de surface vers la ressource souterraine. En outre, dans les secteurs où l'infiltration est impossible ou insuffisante pour la gestion pluviale, la commune prévoit la mise en place de prescriptions de rétention et de régulation des rejets vers le réseau hydrographique afin de limiter les désordres.

Un des objectifs de la commune est de poursuivre le soutien d'une agriculture respectueuse de l'environnement, ce qui contribue à limiter l'impact des pollutions agricoles envers la ressource souterraine. Cette orientation s'inscrit en cohérence avec les mesures de la directive nitrates et les dispositions du SDAGE Rhône Méditerranée.

■ 3- RÉSEAU HYDROGRAPHIQUE

Le réseau hydrographique constitue l'exutoire principal des ruissellements acheminés gravitairement vers celui-ci ou interceptés par les réseaux pluviaux.

La réduction des surfaces dédiées à l'urbanisation portée par le projet de PLU contribue à limiter l'imperméabilisation. Cette orientation d'aménagement induit un impact positif en limitant les volumes ruisselés transférés vers le réseau hydrographique.



Les charges chroniques pluviales attendues au droit des secteurs nouvellement urbanisables seront identiques aux charges actuellement émises. Elles ne constituent pas des sources caractérisées ou des apports ponctuels de pollution.
L'incidence qualitative sur le réseau hydrographique est donc négligeable.

■ 4- RISQUES D'INONDATION

Les nouveaux secteurs urbanisables sont orientés en dehors des zones concernées par les risques d'inondation, de remontée de nappe ou de débordement des cours d'eau, ainsi que les risques de glissement de terrain ou d'effondrement.
Les orientations d'aménagement retenues contribuent à la non-aggravation des risques naturels identifiés sur le territoire communal.

Dans les secteurs construits concernés par des risques et pouvant faire l'objet d'une réhabilitation, le PLU prévoit l'application de contraintes constructives permettant de limiter l'incidence sur les biens et les personnes.
Le PLU intègre à travers cette mesure la problématique de gestion des risques.

■ 5- RÉSEAUX HUMIDES

● 5-1- Eau potable

L'augmentation démographique envisagée sur la commune induit une augmentation des besoins en eau potable évaluée à 60 m^3/j, selon les ratios de consommation actuels.
Selon l'évolution démographique envisagée sur la commune (+470 habitants sur les 10 ans à venir), le volume moyen journalier nécessaire à l'alimentation en eau potable est évalué à 467 m^3 à l'horizon 2023 (considérant les ratios actuels observés).

Les capacités actuelles des réseaux sur la commune et de la ressource exploitée par le syndicat ne permettront pas de satisfaire les besoins associés aux développements urbains envisagés. Le maintien du service sera assuré sans problème sur les 5 prochaines années selon les informations fournies par les SIEPC. Les solutions envisagées pour satisfaire la demande liée aux perspectives de développement futur et leurs délais de mise en œuvre seront connus lors de la finalisation du schéma directeur, prévue pour la fin du premier trimestre 2016.

Au-delà de 5 ans, le développement démographique envisagé par la commune est limité par les capacités d'alimentation en eau potable du réseau de distribution dans son exploitation actuelle.

Les secteurs ouverts à l'urbanisation dans le cadre du projet de PLU s'implantent au sein de l'urbanisation existante où les réseaux de distribution sont bien développés.

Les secteurs d'aménagement envisagés en extension de l'urbanisation actuelle peuvent être aisément connectés sur les réseaux existants à proximité.



● 5-2- Eau usées

Les secteurs urbanisables définis à travers le projet de PLU se situent au sein de l'urbanisation existante et sont donc desservis par le réseau collectif.
Les secteurs en extension des Vignes et de la zone d'activités des Sambètes sont desservis par le réseau d'assainissement collectif.
Ces secteurs se raccorderont donc sur le réseau existant à proximité et disposeront de réseaux séparatifs.

Le développement urbain envisagé sur la commune induit une augmentation des effluents envoyés vers la station d'épuration intercommunale.
Selon les évolutions démographiques envisagées sur le territoire du SMG, la capacité résiduelle de la STEP (900 EH) sera consommée dans les 3 ans (à l'horizon 2018).
Le SMAG prévoit une mise aux normes de la STEP à moyen terme. À ce titre une étude de requalification de la STEP est actuellement en cours, avec pour objectif une augmentation de la capacité et un traitement du phosphore.
La commune poursuit par ailleurs, l'effort engagé pour la réduction des volumes d'eaux claires parasites interceptés par le réseau d'eaux usées.

Actuellement le développement démographique au-delà de 3 ans est limité par la capacité de traitement de la STEP. La commune a donc classé les deux principaux pôles de développement urbains en zones 2AU, qui seront urbanisables à travers une modification du PLU dès que les travaux de la STEP seront effectifs.

Le projet de PLU prévoit une réhabilitation conséquente (plusieurs logements réalisables dans une grange par exemple) de certains tènements localisés dans des secteurs gérés en assainissement non collectif (ANC).
La définition de la carte d'aptitude des sols à l'ANC (intégrée aux annexes sanitaires du PLU) est centrée sur les secteurs présentant des tènements pouvant faire l'objet d'une réhabilitation conséquente et aujourd'hui gérés sur le mode ANC.

Les projets de réhabilitation doivent se conformer aux annexes sanitaires du PLU qui reprend les orientations du SPANC en ce qui concerne l'aménagement de leur système de traitement des eaux usées.

● 5-3- Eau pluviales

Les orientations d'aménagement retenues à travers le projet de PLU contribuent à limiter les surfaces imperméabilisées et par conséquent la génération de ruissellements.
Par ailleurs, la commune a également pour objectif de limiter les ruissellements en définissant des taux d'imperméabilisation des sols maximum et des mesures de gestion des eaux pluviales à l'échelle de la parcelle et/ou du quartier dans les futures opérations d'aménagement.

Ainsi, dans les zonages actuels d'urbanisation il n'est pas prévu de modification de gestion des eaux pluviales. En effet, ces secteurs présentent des contraintes qui rendent complexe la reprise de la gestion existante.

Les zones de développement de l'urbanisation doivent faire l'objet d'une gestion de leurs eaux pluviales (cf. chapitre mesures).



■ 6- SYNTHÈSE DES IMPACTS

Effet	Type	Période d'application	Nature de l'impact sans mise en œuvre des mesures
Réduction de l'imperméabilisation des sols	Direct	Permanent	Positif
Infiltration des eaux pluviales	Direct	Permanent	Positif
Identification des zones de risques naturels et adaptation de l'urbanisation	Direct	Permanent	Positif
Augmentation des besoins en eau potable	Direct	Permanent	Neutre (compatible avec les capacités de la ressource) Négatif au-delà de 5 ans.
Augmentation des besoins en traitement des eaux usées	Direct	Permanent	Neutre (compatible avec les capacités de traitement de la STEP) Négatif au-delà de 3 ans (2018)
Réduction des volumes d'eaux claires parasites dans les réseaux	Direct	Permanent	Positif
Réduction des volumes ruisselés transférer vers le réseau hydrographique	Direct	Permanent	Positif
Soutien d'une agriculture respectueuse de l'environnement	Indirect	Permanent	Positif



4.2

INCIDENCE DE LA MISE EN OEUVRE DU PLU SUR LE MILIEU HUMAIN

■ 1- ÉNERGIE

Sur la commune de Saint Romain de Jalionas, le secteur de l'habitat est le secteur le plus consommateur d'énergie.
Pour atteindre l'objectif démographique fixé par la commune, le PLU doit prévoir la construction d'environ 230 nouveaux logements sur les 10 ans à venir.

Pour limiter la consommation énergétique le PLU a pour objectif (1-Préserver un cadre de vie remarquable) « inciter aux économies d'énergie ainsi qu'au développement et à l'utilisation des énergies renouvelables ».

Tous les nouveaux bâtiments devront respecter la réglementation thermique en vigueur (article 15 du règlement des zones U et AU) qui est actuellement la RT2012.
Cette réglementation nécessite que chaque bâtiment ne consomme pas plus de 60 kWhEP / m² / an, cette valeur étant contrôlée par une étude thermique.

L'urbanisation opérée à l'échelle de la commune impliquera une augmentation du nombre de déplacement et de logement. Ces transformations contribuent à accroître la demande énergétique et les émissions de gaz à effet de serre qui leur sont liées, dans des proportions qui ne sont toutefois pas de nature à influer significativement sur le changement climatique.

■ 2- AMBIANCE ACOUSTIQUE

Conformément au statut de pôle urbain défini dans le SCOT, Saint Romain de Jalionas prévoit un taux de croissance estimé à environ 470 habitants supplémentaires à l'horizon 10 ans.
La mise en œuvre du PLU engendrera une hausse des déplacements estimée à environ 1 300 déplacements par jour supplémentaires (source EMD DTA Métropole lyonnaise).
Ces nouveaux déplacements devraient générer environ 620 véhicules par jour qui transiteront majoritairement sur la RD517 (environ 400 véhicules par jour) et sur la RD18d (environ 250 véhicules par jour).

Les niveaux sonores devraient rester inférieurs à 75 dB(A) le long de la RD517 et inférieurs à 70 dB(A) le long de la RD18d.
Cette hausse des niveaux sonores ne modifiera pas le classement sonore des voiries et n'aura pas d'incidence notable sur l'ambiance acoustique à l'échelle du territoire communal. Aucun établissement sensible (établissements scolaires, les établissements de soins ou médico-sociaux…) n'est impacté par la mise en œuvre du PLU.

Les deux zones principales d'urbanisation classée en 2AU ne sont pas localisées dans des zones affectées par le bruit des voiries, elles s'insèrent dans une zone à l'ambiance sonore modérée.

La zone 2AUe, secteur d'activités artisanales et commerciales, source potentielle de bruit est implantée à bonne distance des zones urbaines.



Le PLU prévoit deux zones naturelles autorisant les activités de carrière.
La première au nord-ouest du territoire communal n'est pas de nature à impacter l'ambiance acoustique du secteur de manière significative, excepté pour les riverains du hameau des Cinq Chemins localisés sur la commune de Chavanoz, implantés à l'ouest en limite de zonage.
La deuxième localisée au nord-est de la commune n'est pas de nature à impacter l'ambiance acoustique du secteur de manière significative, excepté pour les riverains de la rue du Girondan (RD65b).

Les nuisances générées par ces sources de bruits sont :
- temporaires : identifiables uniquement en périodes de fonctionnement de la carrière ;
- sur le long terme : les activités de carrières sont généralement autorisées pour au moins 15 ans ;
- directes vis-à-vis des premiers riverains en termes de gêne ;

Les activités de carrière sont encadrées par la réglementation environnementale relative aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement. Des prescriptions vis à-vis de la limitation des émissions sonores seront entérinées par l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter.

Le PLU prévoit la possibilité d'aménager une déviation au nord du Village qui permettra de réduire fortement les nuisances sonores induites par le trafic routier de la RD65d au cœur du village de Saint Romain de Jalionas.
Néanmoins, le trafic induit par cette déviation transiterait ensuite par le hameau des Cinq Chemins sur la commune de Chavanoz à l'ouest, augmentant significativement l'ambiance sonore du secteur.

■ 3- QUALITÉ DE L'AIR

La limitation de l'étalement urbain, l'utilisation des énergies renouvelables et le développement d'un réseau de déplacements alternatifs, prônés par le PLU, participeront à la réduction des émissions de polluants et de gaz à effet de serre (vapeur d'eau (H2O), dioxyde de carbone (CO2), méthane (CH4), ozone (O3), protoxyde d'azote (N2O), gaz fluorés).

La qualité de l'air pourra être affectée par la présence des activités de carrière :
- Le traitement des matériaux par criblage/concassage peut être à l'origine d'émissions de poussière, notamment par temps sec et venteux, selon l'axe des vents dominants ;
- Le roulement des engins d'emport sur pistes peut être à l'origine de remise en suspension dans l'air des particules fines du sol ;
- Les engins d'exploitation sont une source de gaz d'échappement.

Le PLU prévoit deux zones naturelles autorisant les activités de carrière (extension de carrière existante) qui impacteront les riverains les plus proches (hameau des Cinq Chemins commune de Chavanoz, la rue du Girondan).

Comme pour le bruit, les activités de carrière sont encadrées par la réglementation environnementale relative aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement. Des prescriptions vis à-vis de la limitation des émissions de poussières seront entérinées par l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter.



Le PLU prévoit la possibilité d'aménager une déviation au nord du Village qui permettra de réduire fortement les émissions de polluants induites par le trafic routier de la RD65d (NOx, particules…) au cœur du village de Saint Romain de Jalionas.
Néanmoins, le trafic induit par cette déviation transiterait ensuite par le hameau des Cinq Chemins sur la commune de Chavanoz à l'ouest, augmentant les émissions de polluants dans ce quartier.

■ 4- PATRIMOINE CULTUREL ET ARCHÉOLOGIQUE

La commune de Saint Romain de Jalionas a souhaité à travers son PADD : « Préserver et valoriser le site archéologique ».

Pour répondre à cet objectif, la commune prévoit de classer la majorité des zones de prescriptions de préemption archéologiques en zones A et N qui interdisent l'urbanisation.
Trois zones de prescriptions de préemption archéologiques sont inscrites dans des zones urbaines (UA, UC et Uep). Les services de la DRAC seront donc consultés avant tout aménagement.

Les vestiges archéologiques de la villa gallo-romaine, inscrit au titre des monuments historiques seront protégés par la servitude d'utilité publique AC1 qui induit un périmètre de protection de 500 mètres autour de l'édifice. Tout aménagement ou construction dans ce périmètre nécessite l'avis du Service Territorial de l'Architecture et du Patrimoine de l'Isère (Architecte des Bâtiments de France).

Une partie de la zone 2AU (secteur « les Vignes ») est localisée dans le périmètre de protection du monument historique.
Le projet d'urbanisation devra donc être soumis au STAP de l'Isère.

L'activité de carrières prévue à l'est de la commune est localisée en partie dans une zone de prescriptions de préemption archéologiques.

Le PLU prévoit la possibilité d'aménager une déviation au nord du Village. Cette déviation traverse plusieurs zones de prescriptions de préemption archéologiques.
Le projet devra intégrer cette composante et le maitre d'ouvrage devra contacter le Service Régional de l'Archéologie.

La mise en œuvre du PLU est positive dans la cadre de la conservation et la mise en valeur du patrimoine culturel de la commune.

■ 5- LES RISQUES TECHNOLOGIQUES

Le territoire communal n'est pas concerné par un risque technologique qui influe sur l'urbanisation du territoire communal.

La mise en œuvre du PLU n'aura pas d'incidence sur les risques technologiques.



4.3

INCIDENCE DE LA MISE EN OEUVRE DU PLU SUR LE MILIEU NATUREL

■ 1- IMPACT SUR LES HABITATS, LA FLORE ET LA FAUNE

Les surfaces disponibles pour l'urbanisation (terrains non bâtis de la zone U, potentiel des divisions parcellaires, potentiel des bâtiments mutables, potentiel en extension urbaine 2AU) ont fait l'objet d'une visite de terrain par une écologue chargée d'études naturalistes le 22 octobre 2014, afin de caractériser les habitats naturels sur ces secteurs et de s'assurer de l'absence d'enjeu naturaliste.

Les principaux impacts de l'urbanisation d'un secteur sont la disparition d'habitat sous l'emprise (flore + habitat d'espèces animales).

L'importance de l'impact est estimée en fonction des sensibilités détectées : elle dépend de l'habitat impacté (habitat rudéral banal ou habitat naturel plus diversifié), de sa richesse botanique (cortège d'espèces, espèces protégées) et de son utilisation par la faune (habitat de reproduction ou pas, espèces communes ou espèces patrimoniales), mais aussi de sa représentativité sur la commune (habitat commun ou habitat plus rare) et de sa vulnérabilité (zone humide).

● 1-1- Impact par secteur

La mise en œuvre du PLU aura pour effet direct la destruction de certains habitats non patrimoniaux, notamment les champs et les prairies amendées:
- Prairie mésophile de fauche et/ou pâturée
- Zones rudérales et abords des habitations
- Zones cultivées

Le PLU aura donc un impact modéré sur le milieu naturel.

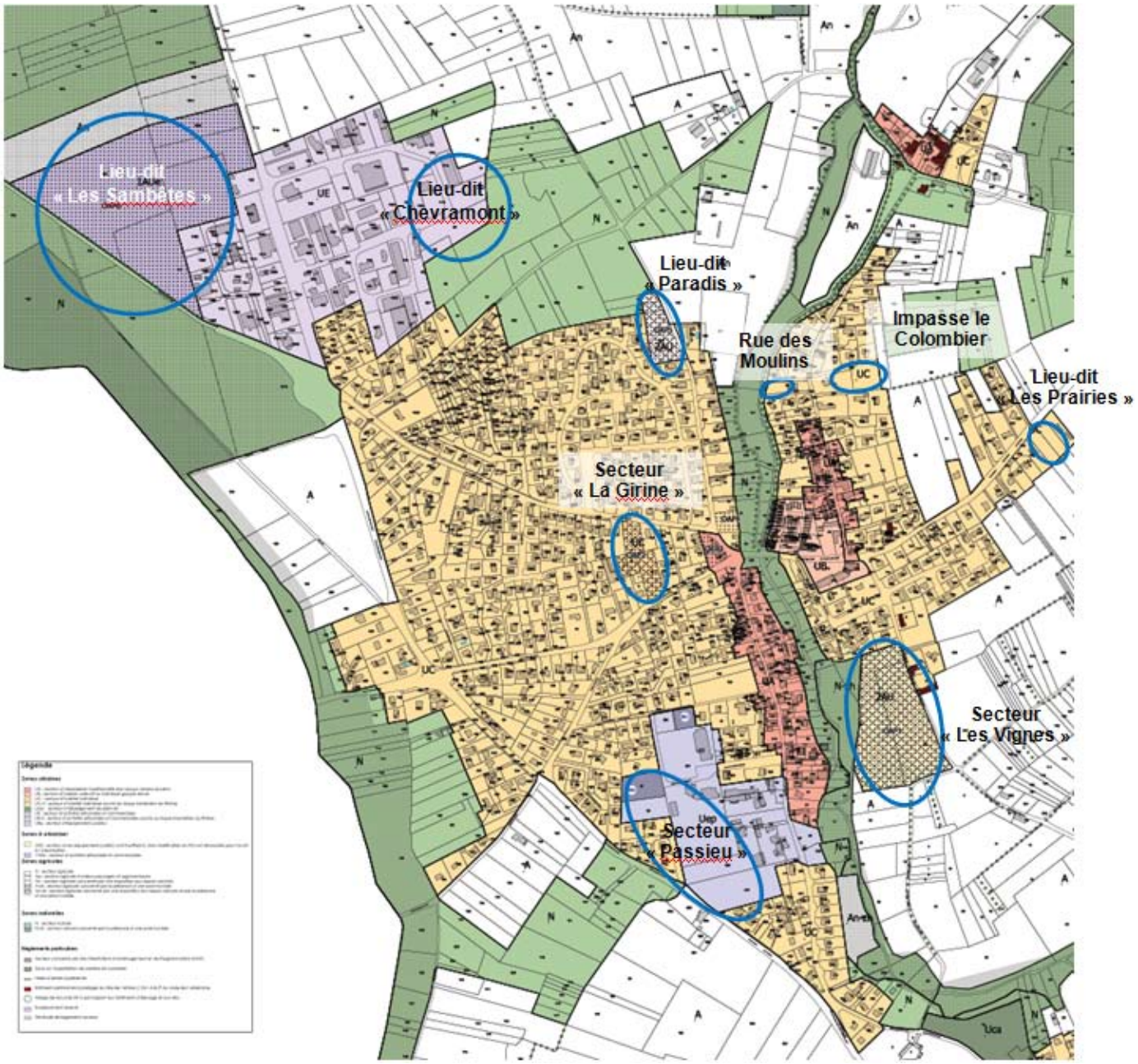
Les espèces protégées du territoire communal sont liées à la présence des boisements, des prairies et haies bocagères ainsi qu'aux zones humides qui ont été inventoriées dans le diagnostic, et qui font l'objet d'un zonage particulier les recensant.

Les habitats recensés comme communautaires dans le diagnostic environnement sont ceux liés aux secteurs boisés, aux pelouses sèches et aux zones humides. Ces habitats représentent près de la moitié de la superficie totale de la commune.

Parmi les parcelles susceptibles d'évoluer au PLU la plupart sont des jardins privés, des chemins d'accès, des zones déjà construites ou en cours de construction. Les parcelles impactées présentant un milieu naturel plus intéressant pour la faune et la flore sont décrites par secteur dans les tableaux ci-dessous :



- Chef-lieu


Lieu-dit
« Les Sambètes »
Lieu-dit
« Chevramont »
Lieu-dit
« Paradis »
Rue des
Moulins
Impasse le
Colombier
Lieu-dit
« Les Prairies »
Secteur
« La Girine »
Secteur
« Les Vignes »
Secteur
« Passieu »

Localisation du site	Classement des parcelles au PLU	Descriptions des habitats naturels au droit des zones urbanisables	Intérêts écologiques
« Les Sambettes » (OAP n°6)			
			
	1AUe (secteur d'activité artisanale et commerciale)	- **Culture de maïs** (6,6 ha) - **Pelouse sèche** flore (1,8 ha) - **Haie d'acacias**	Site localisé en zonage ZNIEFF de type I « Gravière des Sambettes », secteur qui peut être favorable à l'installation de la Huppe fasciée et de l'Œdicnème criard qui apprécie les vastes milieux ouverts. Un arbre d'intérêt écologique a été pointé sur ce secteur pour les espèces cavicoles pouvant nicher dans les cavités. Ce dernier est évité. La pelouse sèche sableuse inventoriée par Lo Parvi présente également un intérêt pour la faune et la flore (habitat d'intérêt communautaire). Cette dernière est identifiée dans le PLU (OAP) et sera donc prise en compte dans le cadre de l'aménagement. ⇨ **Impact faible**
« Chevramont » et « Paradis »			
			



Localisation du site	Classement des parcelles au PLU	Descriptions des habitats naturels au droit des zones urbanisables	Intérêts écologiques
Lieu-dit « Chevramont »	UE (secteur d'activités artisanales et commerciales)	- **Chênaie-charmaie à Stellaire subatlantique** (0,9 ha) - **Zone cultivée** (1550 m²) - **Espace vert** (2150 m²)	Une partie du **boisement d'intérêt communautaire** (chênaie-charmaie à Stellaire subatlantique) est impacté par le PLU (classé UE, reste du boisement noté N). Il est impacté à hauteur de 0,9 ha, ce qui représente 4,3% de cet habitat présent sur le territoire communal. Cet habitat représente un fort intérêt pour la faune et la flore. Cependant ces parcelles sont en limite d'urbanisation et couvrent une faible surface permettant de limiter les impacts. Les zones cultivées et espaces verts impactés par le PLU ne représentent pas d'enjeu particulier pour la faune et la flore. ⇨ **Impact faible**
Lieu-dit « Paradis » (OAP n°5)	2AU (secteur d'habitats individuels, mais où les équipements publics sont insuffisants)	- **Prairie méso-xérophile** (0.7 ha)	Vaste prairie méso-xérophile (0,7 ha) présentant un intérêt notamment pour l'entomofaune. Cette parcelle est néanmoins enclavée dans l'urbanisation (dent creuse), ce qui limite son intérêt écologique ⇨ **Impact négligeable**
« Les prairies »  			
	UC (secteur d'habitats individuels)	- **Labours (0.3 ha)**	Secteur en dent creuse, cette zone cultivée ne présente pas d'intérêt pour la faune et la flore. Elle se situe en limite de zone bocagère d'intérêt, dont les haies ont été identifiées dans le PLU. ⇨ **Impact négligeable**



Localisation du site	Classement des parcelles au PLU	Descriptions des habitats naturels au droit des zones urbanisables	Intérêts écologiques
« La Girine », rue des Moulins, Impasse le Colombier, secteur « Passieu » et secteur « ;les Vignes »			
			
Secteur « la Girine » (OAP n°2)	UC (secteur d'habitats individuels)	- **Prairie mésophile de fauche plantée de quelques vieux arbres fruitiers (0.7 ha)**	L'ensemble de ces parcelles est constitué d'une prairie de fauche plantée de quelques vieux fruitiers et d'une haie arborée stratifiée. Cet habitat est intéressant pour la faune et la flore mais reste commun et enclavé au sein du tissu urbain, sur une surface relativement réduite. L'enjeu pour les espèces est donc faible. ⇨ **Impact faible**
Rue des Moulins	UC (secteur d'habitats individuels)	- **Prairie mésophile** (0.2 ha), **potager** (0.1 ha) **et vieux fruitiers**	Bien que proche de la ripisylve du Girondan reconnue comme corridor d'importance locale, Le secteur est en limite d'urbanisation sur une surface de 0.3 ha et le potager adjacent ne présente que peu d'intérêt pour la faune, limitant les impacts de l'urbanisation sur ce secteur. ⇨ **Impact faible**
Impasse le Colombier	UC (secteur d'habitats individuels)	- **Prairie méso-xérophile de fauche** (0.6 ha) - **Haie bocagère**	Ces prairies de fauches situées en secteur en pente présentent un intérêt modéré pour la faune et la flore : la surface disponible est faible, les habitats sont communs et les parcelles sont situées dans des secteurs déjà urbanisés : les impacts de l'urbanisation sur le milieu naturel de ces surfaces sont négligeables. ⇨ **Impact négligeable**
Secteur « Passieu »	**Uep** (Secteur d'équipements publics)	- **Prairie mésophile de fauche** (0.8 ha) - **Prairie mésophile de fauche, en limite d'alignement d'arbres** (1.4 ha)	Prairies mésophiles de fauche présentant une faible diversité floristique, au sein du tissu urbain. ⇨ **Impact négligeable.**



Localisation du site	Classement des parcelles au PLU	Descriptions des habitats naturels au droit des zones urbanisables	Intérêts écologiques
Secteur « les Vignes » (OAP n°1)	2AU (Secteur d'habitat collectif et individuel groupé dense, mais où les équipements publics sont insuffisants)	- Vaste prairie semée de Ray-grass avec haie bocagère en limite parcellaire (3.7 ha)	Ces vastes prairies sont semées de ray-grass et ne présentent de ce fait que peu d'intérêt pour la faune et la flore. L'intérêt écologique de ce secteur réside dans la haie bocagère et la proximité avec le boisement humide servant de corridor pour la faune. ⇨ **Impact faible**

- Secteur sud du Chef-lieu

Localisation du site	Classement des parcelles au PLU	Descriptions des habitats naturels au droit des zones urbanisables	Intérêts écologiques
Rue de l'Eglise, route de Bionnais, Chemin de la vie des ânes et Chemin des routes			
			
Rue de l'église	UC (secteur d'habitats individuels)	- Prairie mésophile de fauche (0.3 ha)	Site peu attractif pour la faune et la flore, surface très réduite et en limite d'urbanisation. ⇨ **Impact négligeable.**
Route de Bionnais		Friche herbacée (0,3 ha)	Les parcelles impactées par le PLU ne présentent pas d'intérêt majeur pour la faune et la flore en terme d'habitat. Elles sont cependant localisées en limite du site Natura 2000 « Isle Crémieu » et au sein d'un zonage Znieff de type II. Ce zonage concerne les habi tats d'intérêt que sont les boisements, les pelouses sèches et les zones humides. Les parcelles 199 et 200 ne sont pas concernées par ce type d'habitat et n'abritent pas d'espèces caractérisitiques. ⇨ **Impact faible.**



Chemin de la vie des ânes Une partie de la parcelle 159		- Prairie pâturée (700 m²) - Haie arbustive avec quelques beaux frênes	Cette parcelle est occupée par une prarie pâturée sur 700 m² en limite d'urbanisation. L'intérêt écologique réside essentiellement dans la haie arborée stratifiée située en limite parcellaire.L'impact du PLU sur ce secteur est faible. ⇨ **Impact faible.**
Chemin des routes		- Prairie mésophile (1000 m²) - Vieux fruitiers et haie arbustive	Prairie mésophile au sein du tissu urbain et en limite de zone cultivée. Quelques vieux fruitiers et une haie arbustive présentent un intérêt pour la faune. Ces habitats restent communs et bien représentés, l'impact est donc faible. ⇨ **Impact faible**

- Secteur Barens

Localisation du site	Classement des parcelles au PLU	Descriptions des habitats naturels au droit des zones urbanisables	Intérêts écologiques
Lieu-dit « la vieille Croix », « Barens »  			
Lieu-dit « La croix vieille »	**UC** (secteur d'habitats individuels)	- Prairie mésophile pâturée (0.2 ha) - Haie bocagère	Site peu attractif pour la faune et la flore, surface très réduite et en limite d'urbanisation. ⇨ **Impact négligeable.**
Lieu-dit « Barens »		- Prairie de fauche (0.2 ha)	Site peu attractif pour la faune et la flore, surface très réduite et en limite d'urbanisation. ⇨ **Impact négligeable.**

- Lieu-dit "Le Port"

Localisation du site	Classement des parcelles au PLU	Descriptions des habitats naturels au droit des zones urbanisables	Intérêts écologiques
			
Lieu-dit « Le Port »	**UC** (secteur d'habitats individuels)	- **Petits fruitiers sur parcelle en friche** (500 m²)	Cette petite parcelle, bien qu'incluse dans un zonage znieff de type II «Cours du Rhône de Briord à Loyette », ne présente pas d'intérêt pour la faune et la flore. ⇨ **Impact négligeable.**
Avenue du Port Parcelles 1213 et 1120		- Friche arbustive (500m²) et espace vert arboré (800 m²)	Le secteur présente quelques arbres plantés au sein d'un espace vert entretenu (Erable, Bouleau, Tilleul). Il est enclavé au sein de l'urbanisation et peu attractif pour la faune. ⇨ **Impact négligeable.**
Chemin du Port Parcelles 297, 309, 299, 307, 305, 301		- Espace vert arboré de quelques beaux arbres (bouleaux, érables, catalpa…) (0.3 ha)	L'intérêt de cet espace vert arboré réside essentiellement dans la présence de quelques beaux arbres. La pelouse, tondue régulièrement ne rend cependant pas le site attractif pour la faune, site enclavé au sein du tissu urbain. L'impact du PLU sur ces parcelles est donc faible. ⇨ **Impact négligeable.**
Chemin du Peillard Parcelle 1024	**UC** (secteur d'habitats individuels) dont une partie en UC-ri (soumis au risque inondation du Rhône)	- Prairie mésophile arborée de quelques jeunes arbres fruitiers (400 m²) - Friche arbustisve (150 m²)	Parcelle très enclavée au sein du tissu urbain, de faible surface, ne présentant pas d'intérêt écologique particulier. ⇨ **Impact négligeable**



- Conclusion

Les habitats d'intérêt communautaires potentiellement impactés par les projets ne sont pas des habitats prioritaires de la Directive Habitats et/ou ne représentent que de petites surfaces par rapports aux surfaces communales.
En effet, l'habitat communautaire 6210 « pelouse sèche sableuse » du secteur des Sambètes peut potentiellement être impacté à la marge lors de l'aménagement de ce secteur. Cependant, cet habitat est bien représenté en Isle Crémieu et en bon état de conservation. En outre, la marge herbeuse concernée par le projet d'aménagement du PLU est déconnectée du reste de la pelouse sèche identifiée. Enfin, le projet d'aménagement devra tenir compte de la présence de cet habitat au sein du diagnostic environnemental et mettre en place des mesures de conservation.

L'habitat « chênaie-charmaie à Stellaire subatlantique » (9160) est potentiellement impacté par le projet du PLU à hauteur de 0,9 ha. Cette superficie représente 4% de cet habitat non menacé au sein de la commune de Saint-Romain-de-Jalionas.

Les impacts du PLU sur les habitats naturels sont négligeables au regard de la sensibilité des habitats et de la représentativité de ces derniers sur le territoire communal. Les habitats naturels d'intérêt communautaire impactés par le PLU ne sont pas prioritaires et seront pris en compte lors des diagnostics environnementaux établis lors des projets d'aménagement.
Les zones humides recensées, ENS et Natura 2000 ne sont pas intégrées dans le cadre du PLU et sont classées en zone naturelle au PLU.

■ 2- IMPACT SUR LA FAUNE

La disparition des biotopes réduira l'espace vital de la faune en période de reproduction ; cela pourra entraîner une absence de nidification chez certaines espèces.

Il est à noter que les secteurs concernés par une future urbanisation situés à proximité directe des habitations sont à ce titre, peu propices à la fréquentation par des espèces farouches.



4.4 INCIDENCE SUR LES CORRIDORS ÉCOLOGIQUES

Les surfaces à urbaniser sont toutes situées dans les dents creuses de l'urbanisation.
Les coulées vertes identifiées dans l'état initial ne sont pas touchées, et font l'objet d'un indice sur le plan de zonage et d'une OAP : les trames vertes et bleues sont préservées de toute urbanisation. La largeur minimale de cette trame verte et bleue et de 50 mètres environ, ce qui permet à la faune quelle qu'elle soit de transiter via ces espaces préservés de toute urbanisation.

L'urbanisation prévue n'a donc aucune incidence sur les corridors écologiques et ne perturbera pas les déplacements de faune.

4.5 INCIDENCE SUR LE RÉSEAU NATURA 2000

Saint-Romain-de-Jalionas est concerné par un site Natura 2000, le SIC n° FR8201727 « l'Isle Crémieu », fractionné en 4 zones distinctes sur le territoire communal. Ces zones couvrent près de 18% du territoire communal. Une étude d'incidence pour ce site a été réalisée, consultable dans le document d'incidence Natura 2000 du PLU.

■ 1- EFFETS DIRECTS

Aucun des secteurs à urbaniser ne se situe au sein du site Natura 2000.
Le projet de PLU ne présente donc aucun effet d'emprise direct sur le site Natura 2000.

La plupart des habitats naturels sur les secteurs à urbaniser ne sont pas caractéristiques des habitats d'intérêt communautaire ; leur urbanisation n'aura donc aucun impact sur les habitats Natura 2000.
Deux secteurs comportent toutefois des habitats d'intérêt communautaire : la pelouse sèche sableuse (code 6210) et la chênaie-charmaie à Stellaire subatlantique (code 9160).
Les impacts du PLU sur ces habitats d'intérêt communautaire sont faibles et le PLU intègre ces enjeux.

La modification des habitats naturels par l'urbanisation, sur de faibles surfaces au regard des vastes surfaces non modifiées sur le territoire communal, n'aura pas d'impact notable sur les espèces d'intérêt communautaire.
Le projet de PLU n'est pas de nature à remettre en cause le maintien de ces populations d'espèces dans un état de conservation favorable.

■ 2- EFFETS INDIRECTS

Le projet de PLU prévoit la conservation des continuités écologiques. Les secteurs à urbaniser sont situés à proximité des zones déjà construites, qui sont défavorables aux déplacements de faune.

Le projet de PLU n'a donc aucun impact significatif sur les corridors écologiques. Par conséquent, les déplacements d'espèces d'intérêt communautaires (migrations, flux de gênes entre populations, colonisation de nouveaux milieux…) ne seront pas perturbés.



D'une manière générale, des effets indirects peuvent être induits par la proximité de certaines zones urbaines avec les sites Natura 2000, via un risque de pollution des milieux naturels à travers le réseau hydrographique.
Le projet de PLU prévoit des mesures de réduction des risques de pollution du milieu naturel. En outre, le site Natura 2000 étant situé en amont topographique des secteurs à urbaniser, ceux-ci ne pourront entraîner aucune pollution sur le site Natura 2000.

La mise en œuvre du PLU de Saint-Romain-de-Jalionas ne présente pas d'incidence notable directe ou indirecte sur la conservation des sites, habitats et espèces Natura 2000. Deux types d'habitats communautaires (habitats de la directive 92/43/CEE) sont concernés par le projet du PLU : chênaie-charmaie à stellaire subatlantique (code 9160) et pelouse calcaire semi-aride à orchidées (code 6210). Ces habitats sont bien représentés sur l'Isle Crémieu et en bon état de conservation, l'impact du PLU est donc faible. Aucune mesure n'est donc prévue dans le cadre du PLU.

4.6 INCIDENCE SUR LES AUTRES ZONAGES

Les zones humides et tourbières recensées, ENS et Natura 2000 ne sont pas impactés par le PLU.
Seuls les zonages ZNIEFF de type I et II sont directement impactés par le PLU :

- 0.3 ha sont impactés dans la znieff II « Isle Crémieu et basse-terre ». Il s'agit de friches herbacées en limite de l'aire de la ZNIEFF, non concernées par les habitats caractéristiques (pelouse sèche, zone humide, boisements). L'impact du PLU n'est donc pas susceptible de remettre en cause le bon fonctionnement de cette ZNIEFF et n'impacte pas les espèces présentent au sein de ce zonage.
- 8,4 ha sont impactés dans la ZNIEFF I « Gravière des Sambètes », cette ancienne carrière, aujourd'hui partiellement remise en eau abrite une avifaune remarquable (Huppe, Œdicnème criard, hirondelle de rivage, Faucon hobereau) et une flore diversifiée (orchidées). Les habitats concernés par le projet d'aménagement du PLU sont essentiellement des champs cultivés (maïs) à hauteur de 6,6 ha. Quelques petites parcelles sont constituées de boisements de chênes (0.4 ha). L'impact sur ces habitats n'est pas de nature à remettre en cause le rôle de réservoir de biodiversité exercé par ce secteur. Une pelouse sèche sableuse, habitat d'intérêt communautaire est quant à elle intégrée dans l'OAP relatif à l'aménagement de cette zone. Cet habitat devra être pris en compte dans le diagnostic environnemental réalisé pour le projet d'aménagement en vue de son intégration et de sa préservation.



4.7

MESURES ENVIRONNEMENTALES

■ 1- MESURES EN FAVEUR DU MILIEU PHYSIQUE

● 1-1- Ressource mesures de réduction

L'application de la Directive Nitrates par la commune et le soutien d'une agriculture respectueuse de l'environnement contribuent à la réduction des pollutions de la ressource souterraine.

● 1-2- Réseau hydrographique

- Mesures d'évitement

La commune à travers ses orientations urbanistiques, et le zonage envisagé, prévoit le maintien des fonctionnalités hydrauliques des cours d'eau et des zones humides. Ces mesures contribuent à ne pas accroitre les désordres sur le réseau hydrographique.

- Mesures de réduction

La densification portée par le projet de PLU induit une réduction de 36,6 ha des surfaces constructibles qui contribue à limiter l'imperméabilisation et donc les volumes ruisselés envoyés vers le réseau hydrographique. Par ailleurs, les mesures de régulation imposées en cas de rejet pluvial au réseau hydrographique pour cause d'impossibilité d'infiltration contribuent également à limiter les transferts de ruissellement.

Les travaux sur les réseaux d'eaux usées permettent de limiter la mise en charge du réseau et réduisent la fréquence de fonctionnement des déversoirs d'orage, contribuant de ce fait à réduire l'incidence sur les milieux récepteurs.

● 1-3- Réseau humides

- Eau potable

► Mesures de réduction :

À l'issue de la réalisation du schéma directeur d'alimentation en eau potable (prévu pour la fin du premier trimestre 2016), la commune validera avec le syndicat les actions à conduire afin de mettre en cohérence le développement démographique envisagé sur la commune et la disponibilité de la ressource souterraine au droit du territoire.

Le zonage du PLU prévoit de limiter le développement urbain en adéquation avec les capacités actuelles de la ressource. À cet effet, le zonage 2AU caractérise les secteurs où les équipements publics sont insuffisants et où une modification du PLU est nécessaire pour ouvrir à l'urbanisation.



- Eaux pluviales

► Mesures d'évitement:

Les orientations d'urbanisation retenues concernant les nouveaux projets d'aménagement et les réhabilitations, évitent le développement des surfaces imperméabilisées et par conséquent l'accroissement des volumes ruisselés.

► Mesures de réduction :

La commune prévoit la définition de taux d'imperméabilisation des sols maximum dans les futures opérations d'aménagement, contribuant ainsi à la réduction des volumes ruisselés.

La commune imposera une gestion des eaux pluviales aux secteurs localisés en extension de l'urbanisation actuelle.
Les zones de développement de l'urbanisation :

- en extension de l'habitat, intègreront une gestion des eaux pluviales compatible avec l'objectif de ne pas augmenter les débits actuellement générés.
- en extension de zones d'activités, se reporteront aux prescriptions définies dans le cahier des charges de la CCIC et qui prévoit :
  - pour les eaux de voirie : puits d'infiltration ;
  - pour les lots : gestion des eaux pluviales à la parcelle.

Les ouvrages à ciel ouverts et les puits d'infiltration seront privilégiés comme techniques de gestion des eaux pluviales, afin de favoriser la décantation naturelle des particules, support principal de la pollution chronique.

Les mesures de gestion des eaux pluviales envisagées dans le cadre du projet de PLU contribuent à limiter les débits pluviaux envoyés vers le réseau hydrographique afin de ne pas aggraver les désordres observés sur les cours d'eau.

- Eaux usées mesures de réduction

Le zonage du PLU prévoit de limiter le développement urbain en adéquation avec les capacités actuelles de traitement de la STEP. À cet effet, le zonage 2AU caractérise les secteurs où les équipements publics sont insuffisants et où une modification du PLU est nécessaire pour ouvrir à l'urbanisation.
L'étude actuellement en cours sur la requalification de la STEP définira les actions à conduire afin d'augmenter les capacités de traitement, en cohérence avec les besoins du territoire concerné dont la commune de Saint-Romain-de-Jalionas.

Dans les secteurs concernés la commune poursuit les travaux sur les réseaux d'eaux usées visant à réduire les volumes d'eaux claires parasites interceptés. Cet engagement contribue au bon fonctionnement de la STEP intercommunale et limite les rejets de temps de pluie via les déversoirs d'orage.



Sur les secteurs urbanisables non desservis par l'assainissement collectif, le dépôt d'un permis de construire s'accompagne de la définition de la filière d'ANC projetée correspondant à une étude de sol réalisée sur la parcelle d'implantation du projet.
La définition de filière envisagée est soumise au SPANC qui valide ou non la filière proposée. En cas d'approbation, le SPANC précise les conditions de suivi des travaux.
Le projet de PLU est en accord avec la gestion mise en place par le SPANC.

● 1-4- Risques naturels

- Mesures d'évitement

L'urbanisation est orientée en dehors des zones concernées par les risques.

- Mesures de réduction

Dans les zones à risques, le règlement de PLU prévoit l'application de contraintes constructives.
Dans le règlement du PLU, les dispositions constructives associées à la protection contre les risques d'inondation sont précisées pour chaque zone et s'appuient sur l'annexe 2 du guide « Risques et PLU ». Les règles énoncées intègrent notamment les principes ci-dessous

	Aléa de référence		Aléa exceptionnel	
	Aléa modéré	Aléa fort	Aléa modéré	Aléa fort
Zone urbanisée	Application des règles des zones Bi1 et Bi2 du guide « risques et PLU » et interdiction des établissements sensibles et de secours *(Bi1 et Bi2)*	Interdiction de tout projet sauf les exceptions admissibles sous conditions de la zone RIA2 du guide « risques et PLU » *(RI)*	Interdiction des établissements sensibles et de secours et des nouvelles ICPE *(Bexc)*	
Zone non urbanisée	Interdiction de tout projet sauf les exceptions admissibles sous conditions des zones RIA1 et RIA2 du guide « risques et PLU » *(RI)*			

Aléa fort : hauteur de submersion supérieure à 1 m.
Aléa modéré : hauteur de submersion inférieure à 1 m.



■ 2- MESURES EN FAVEUR DU MILIEU HUMAIN

● 2-1- Energie

La mise en œuvre du PLU prévoit l'ouverture de plusieurs secteurs à l'urbanisation, comportant de nouveaux bâtiments à vocation d'habitat et d'activité.

Les actions mises en place par le biais du PLU sont:

- l'application de Réglementation Thermique en vigueur afin de lutter contre la déperdition énergétique de tous les nouveaux bâtiments,
- l'incitation des aménageurs dans le recours aux Énergies Renouvelables.

● 2-2- Qualité de l'air et bruit

- Mesures d'évitement

La zone à urbaniser 2AUe, qui a pour vocation l'accueil et le développement de la zone d'activité les Sambètes, n'est pas susceptible d'accueillir des populations sensibles ou de l'habitat.

Les zones de carrières sont à l'écart des zone urbanisées ou à urbaniser à vocation d'habitat. Ainsi la mise en œuvre du PLU n'est pas de nature à augmenter significativement la population exposée aux nuisances.

- Mesures de réduction

Un ensemble de mesures de réduction des nuisances liées aux émissions sonores et aux émissions de poussières seront requises dans le cadre de l'arrêté d'autorisation d'exploiter la carrière au titre des Installations classées pour la Protection de l'Environnement. Les émissions sonores seront conformes aux normes du code du travail et de la réglementation environnementale.

Une marge de recul de 10 m au minimum sera respectée en limite de périmètre de la future exploitation.

- Mesures de compensation

Les nouvelles habitations qui s'implanteront dans les zones affectées par le bruit engendré par les voiries (cf. carte du classement sonore des voiries) devront se conformer à l'article 5 de l'arrêté du 23 juillet 2013 qui impose des valeurs d'isolement des façades des logements contre les bruits extérieurs.



● 2-3- Patrimoine culturel et archéologique

- Mesures d'évitement

Le PLU prévoit de préserver et valoriser le patrimoine culturel du territoire.
Les deux zones à urbaniser (2AUe et 2AU secteur « Les Vignes ») ont été localisées en dehors des zones de présomption archéologique.

- Mesures de réduction

Toutes autorisations d'urbanisme, localisées à l'intérieur du périmètre de protection du Monument Historique (vestiges d'une villa gallo-romaine) et dans une zone de prescriptions de préemption archéologiques, seront traitées par le Service Territorial de l'Architecture et du Patrimoine (STAP) de l'Isère et le Service régional de l'archéologie (SRA).

Des mesures d'évitement, de réduction et de compensation pourront être spécifiées par le service instructeur dans le cadre de la demande d'autorisation (permis de construire, permis d'aménager, permis de lotir, permis de démolir…).

■ 3- ENVIRONNEMENT NATUREL

● 3-1- Mesures d'évitement

L'analyse et la prise en compte des milieux naturels le plus en amont possible à la réalisation du PLU permettent de réduire les impacts sur les habitats remarquables et de préserver les corridors écologiques.

► Préservation des habitats naturels
Constituant un habitat d'intérêt patrimonial, les zones humides et tourbières de la commune sont conservées et leur fonctionnalité préservée. Elles sont donc identifiées dans le PLU, de manière à en tenir compte lors de projets éventuels sur la commune de Saint Romain de Jalionas. Il en va de même pour l'ENS du Marais de la Besseye.

Afin de protéger les habitats naturels (prairies sèches à orchidées, boisements d'intérêt communautaire, zone bocagère), le PLU interdit l'urbanisation dans les secteurs classés zones N, A ou An (sur les secteurs A et N sont autorisés uniquement l'extension limitée des habitations existantes).

Les aménagements sur les habitats d'intérêt communautaires et les zonages ZNIEFF sont dans la mesure du possible évités.

► Préservation des habitats d'espèces et des espèces
Les zones humides et mares étant des habitats d'espèces des amphibiens et de certains papillons, les sites identifiés comme tels sont préservés de toute urbanisation.
Les arbres remarquables pouvant abriter des cavités, habitats d'espèces des chiroptères et espèces cavicoles, sont identifiés et préservés dans la mesure du possible.



► Préservation des corridors écologiques

Le PLU prévoit à travers le zonage de préserver les « connexions locales » identifiées au sein du territoire communale



● 3-2- Mesures de réduction

Les limites parcellaires situées en contact avec les zones A ou N devront faire l'objet d'un traitement arboré, destiné à assurer la transition paysagère entre ces espaces peu ou pas bâtis et les secteurs à vocation urbaine.
La plantation de haies mono-spécifiques composées d'essences non locales devra être fortement limitée (résineux...).

● 3-3- Site NATURA 2000

Etant donné l'absence d'impact significatif du projet sur le site Natura 2000, aucune mesure n'est proposée.



5ÈME PARTIE - INDICATEURS DE SUIVI DES RÉSULTATS DE L'APPLICATION DU PLU



Conformément aux dispositions de l'art R.151-4 du code de l'urbanisme, le PLU fera l'objet d'une analyse des résultats de son application au bout de neuf ans.

Article R.151-4 : « Le rapport de présentation identifie les indicateurs nécessaires à l'analyse des résultats de l'application du plan mentionnée à l'article L. 153-27 et, le cas échéant, pour le bilan de l'application des dispositions relatives à l'habitat prévue à l'article L. 153-29.»

Article L.153-27 :
« Neuf ans au plus après la délibération portant approbation du plan local d'urbanisme, ou la dernière délibération portant révision complète de ce plan, ou la délibération ayant décidé son maintien en vigueur en application du présent article, l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale ou le conseil municipal procède à une analyse des résultats de l'application du plan, au regard des objectifs visés à l'article L. 101-2 et, le cas échéant, aux articles L. 1214-1 et L. 1214-2 du code des transports.
L'analyse des résultats donne lieu à une délibération de ce même organe délibérant ou du conseil municipal sur l'opportunité de réviser ce plan. »

Objectifs énoncés dans le PADD	Indicateur(s) de suivi	Source
Préserver un cadre de vie remarquable	Bilan de l'activité agricole	Chambre d'agriculture
	Préservation du paysage et des espaces naturels	Commune
	Développement du réseau de déplacements alternatifs	Commune
Conserver et maîtriser l'attractivité de la commune	Evolution de la population	Recensement
	Consommation d'espaces agricoles et naturels.	Commune
	Typologie des logements construits	Permis de construire
	Implantation de nouvelles activités économiques	Commune
	Développement de l'offre d'équipements publics	Commune

